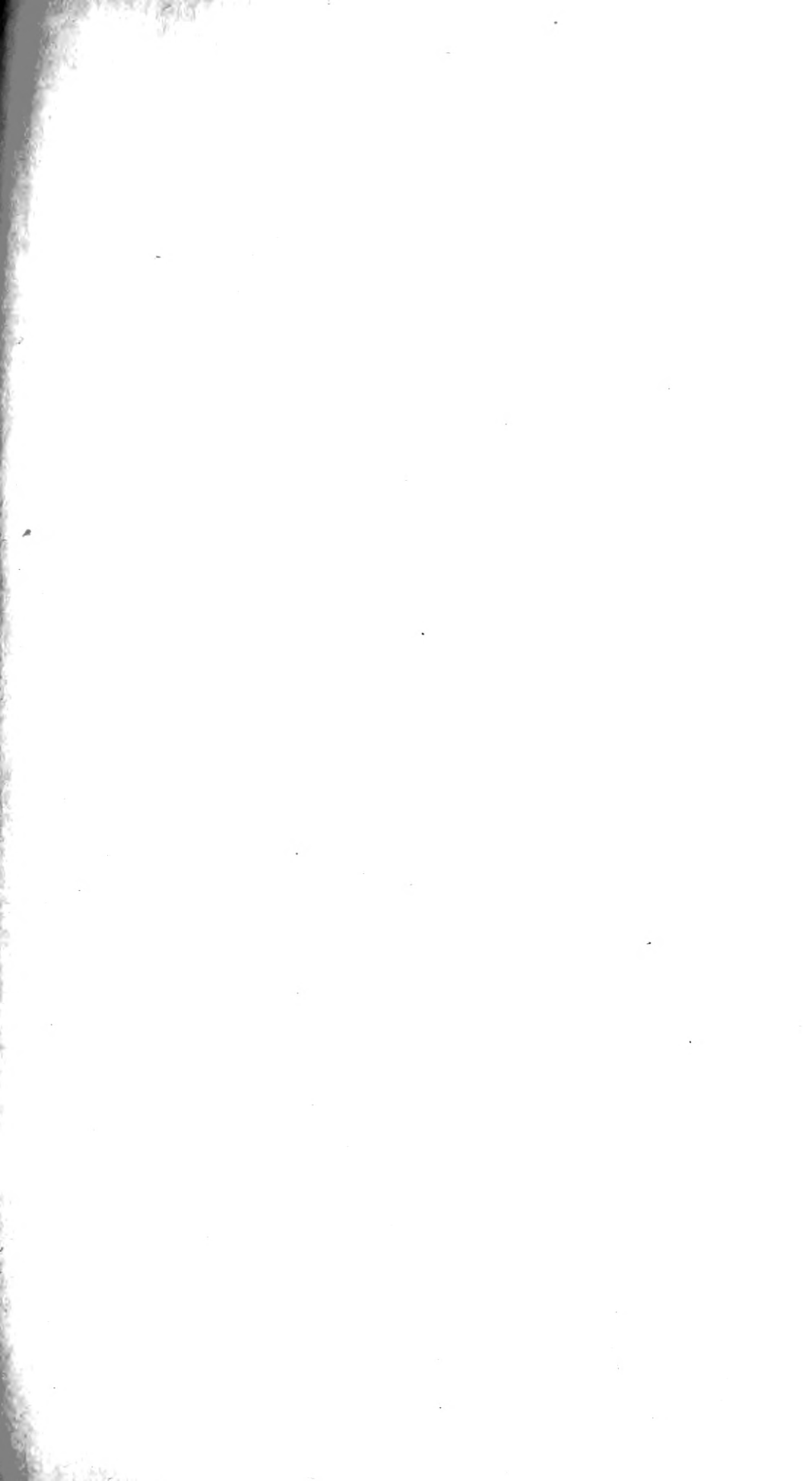
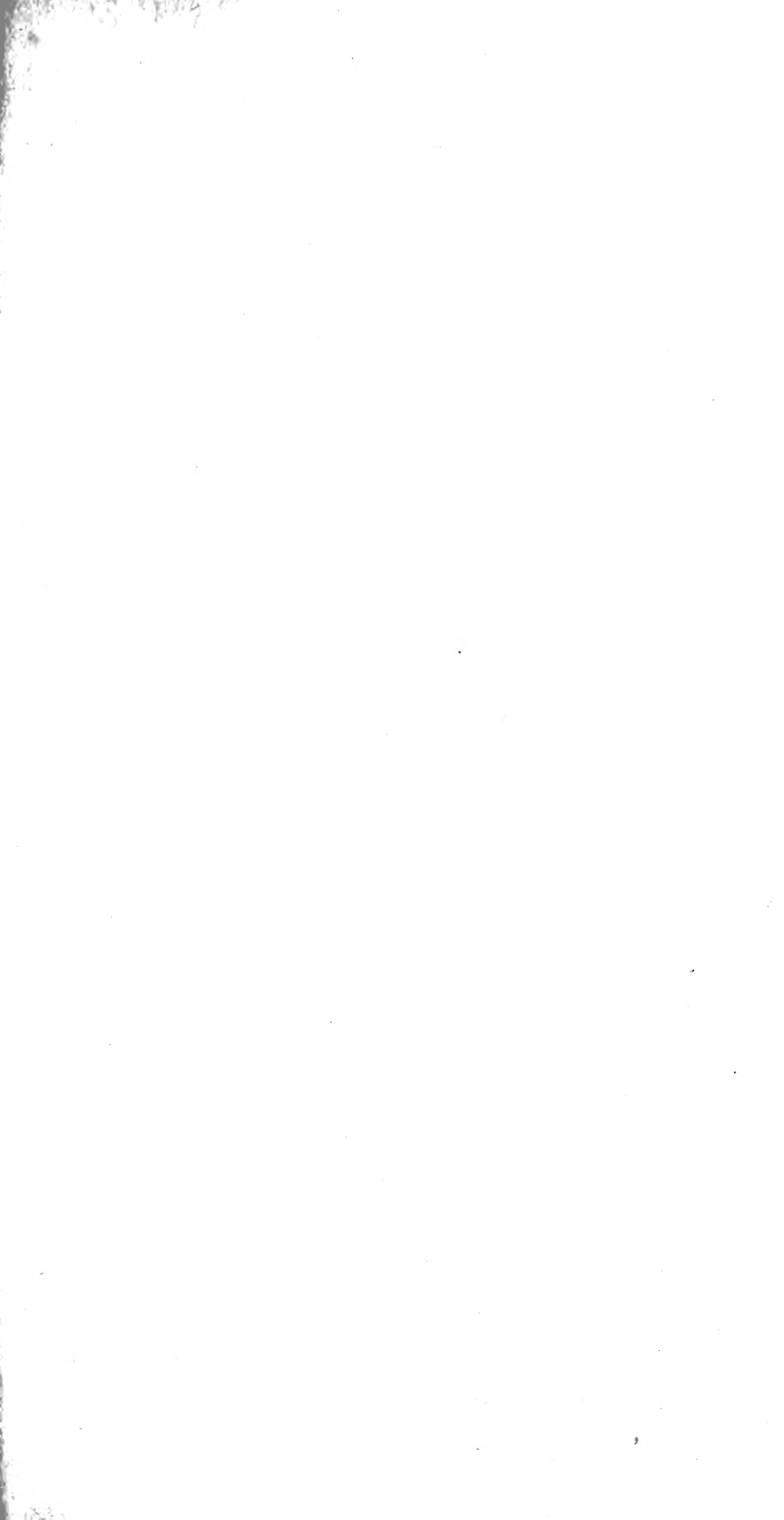




3 1761 08153655 9









A B R E G É
D E
L'HISTOIRE
D E L A
H O L L A N D E.
TOME QUATRIEME.

A B R E G E

D E

L'ISTOIRE

D E L'A

H O L L A N D E.

TOME QUATRIEME

A B R E G É
 D E
L'HISTOIRE
 D E L A
H O L L A N D E
 E T D E S
PROVINCES-UNIES,
 DEPUIS LES TEMS LES PLUS ANCIENS
 JUSQU'A NOS JOURS.
 P A R
Mr. L. G. F. KERROUX.
TOME QUATRIEME.



A L E I D E,
 CHEZ JACQUES MURRAY, LIBRAIRE.
 M D C C L X X V I I I.



A B R E G É

DE L'HISTOIRE

DE LA

HOLLANDE.

TOME QUATRIEME.

CHAPITRE XVII.

Commençant à l'année 1698. & finissant à l'année 1713. à la Paix d'Utrecht.

Le Traité de *Ryswick* avait rendu la Paix à l'Europe, mais ce calme ne dura guères. On se méfiait toujours des vues de la France sur la succession d'*Espagne*, & le mauvais état de la santé de *Charles II.* qui s'affaiblissait de jour en jour, tenait les Puissances de l'Europe dans de continuelles inquiétudes, qui augmentèrent encore lorsque l'on s'aperçut que la France

Ambassadeurs envoyés par les Etats en France.

Tome IV. re-

restait armée, quodique l'*Angleterre* & les *E*ussent licentié une grande partie de leurs *T*ripes. Cependant, afin de cultiver avec ce Couronne l'ancienne amitié qui venait de se tablir, l'on y envoya en Ambassade Messie d'*Odyk* & de *Heemskerk*, pour complimenter *Louis XIV.* sur la paix, mais sur-tout pour cher de régler avec ses Ministres le tarif des droits d'entrée & de sortie. Monsieur de *Brepaux* fut de même envoyé Ambassadeur à *Haye* pour le même objet; mais l'on ne parvint à rien de fixe, la *France* voulant porter le tarif des droits fort au-delà de ce que les *Etats* jugeaient convenable; desorte que ce fut que l'année suivante que cette affaire fut entièrement terminée.

Traité de LE Roi *Guillaume*, après avoir réglé en *Angleterre* le gouvernement de son Royaume pendant son absence, revint à la *Haye* au mois de Juillet de l'année 1698. Il y mit la dernière main à un Traité de partage à faire après la mort de *Charles II.*, Roi d'*Espagne*, que l'on voyait bien ne pouvoir vivre longtems. La *Grande Bretagne*, la *Suède* & les *Etats-Généraux* renouvelèrent aussi cette année leurs anciennes alliances, & conclurent un nouveau Traité de garantie, par lequel ils promettaient réciproquement de défendre leurs droits & leurs possessions, de travailler à maintenir la paix générale de l'*Europe*, sur le pié des Traités de 1681. & 1683.

1698.

Le Roi *Guillaume*, après s'être occupé des intérêts de la République se rendit à *Zeyvers* l'Automne, où dans les différents entretiens qu'il eut avec quelques Princes de l'*E*

Il tâcha de les rassurer sur les soupçons & les craintes qu'inspirait à plusieurs d'entr'eux l'accroissement de la puissance de la maison d'*Au-riche*. Ce fut aussi pendant ce voyage qu'il porta *Joseph*, Roi des *Romains*, à contracter son mariage avec une Princesse d'*Hanovre*. Enfin par la médiation de sa Majesté & des Seigneurs Etats - Généraux fut conclue le 26. de Janvier de l'année 1699. la paix de *Carlowitz* entre l'Empereur & la *Porte*; qui par ce Traité fut obligée de rendre à la *Pologne* la Forteresse de *Kaminiek*, & aux *Vénitiens* la *Morée* & plusieurs Forts de la *Dalmatie*.

1699.

LE Roi *Guillaume*, après s'être vû forcé par son Parlement de renvoyer en *Hollande* sa Garde *Hollandaise*, s'y rendit aussi vers le mois de Juin, & pour complaire à la Nation *Anglaise*, dont cependant il n'était guères satisfait lui-même, il porta les Etats à publier un Edit par lequel il était ordonné à tous *Anglais* & *Ecoffais* rebelles ou fugitifs de sortir des terres de la République, dans quinze jours après la publication de l'Ordonnance. Mais une affaire de bien plus grande importance occupa bientôt le Roi d'*Angleterre*, & retourna à *Londres* dès le mois d'Octobre. *Joseph-Ferdinand*, Prince - Electoral de *Bavière*, qui par le premier Traité de Partage la Couronne d'*Espagne* avait été destinée en cas que *Charles II.* vint à mourir, était mort lui-même dans la septième année de son âge. L'on crut assez généralement qu'une mort violente avait terminé les jours de ce jeune Prince, & l'on soupçonna même les Cours de *Vienne* ou de *Versailles* de s'être servis du poison, pour

Second
Traité de
Partage.

im

immoler à leur ambition & à l'accroissement leur maison celui que le Roi d'*Espagne* avait même nommé par son testament héritier de Couronne. Quoiqu'il en soit, il s'agissait donner un autre successeur à *Charles II.*, & *Guillaume* eut l'habileté d'engager les *Provinces* - Un presque malgré elles, à signer un nouveau Traité de Partage, conclu entre la *France*, la *Grande Bretagne* & la République au mois de Mars 1700. Par ce Traité qui devait, selon *Guillaume*, assurer la paix de l'*Europe*, & qui ne tarda pas à y allumer une guerre des plus violentes, il fut arrêté que l'Archiduc *Charles* d'*Autriche*, second fils de l'Empereur *Léopold*, aurait pour sa part la Couronne d'*Espagne*. *Naples*, la *Sicile* & les Iles situées le long des côtes de la *Toscane* étaient cédées au *Dauphin*, qui l'on donnait aussi la *Lorraine*, dont le Duc en échange, était pourvu du Duché de *Milan*. La Cour de *Vienne*, très-mécontente de ce Traité de Partage, refusa d'y entrer; & travailla cependant à la Cour de *Madrid* avec tant de succès & d'activité, que bientôt elle y fit faire un autre Testament bien plus avantageux en faveur de l'Archiduc. D'un autre côté *Louis XIV.* informé de ces démarches de la Maison d'*Autriche*, ne s'endormit pas sur les intérêts de la sienne; & tandis que ce Prince protestait & feignait extérieurement vouloir s'en tenir aux arrangements faits par le dernier Traité de Partage, il intriguait en *Espagne* pour y faire prendre des dispositions plus favorables à son Fils. Le Cardinal *Portocarrero* fut l'instrument principal dont se servit l'habile Monarque; & bientôt ce

l'état eut engagé *Charles II.* aussi faible d'esprit que de corps, à signer un Testament tout différent du précédent, par lequel *Philippe Duc d'Anjou*, second Fils du *Dauphin*, était appelé à la succession de tous les États du Roi d'Espagne.

Ces dernières dispositions de *Charles II.* avaient été signées le 5. du mois d'Octobre, & le 1. ^{Mort de Charles II. Roi d'Espagne.} Novembre ce Monarque mourut à l'âge de trente-neuf ans. *Philippe d'Anjou* n'attendit que

jusqu'au mois de Décembre pour se rendre en Espagne, où au mois de Février de l'année 1701. il 1701.

fit son entrée publique à *Madrid*, & fut proclamé Roi de toutes les *Espagnes* sous le nom de *Philippe V.* Le nouveau Roi fit aussitôt part de son élévation aux États-Généraux. Il était très-naturel de s'attendre qu'ayant signé le dernier Traité de Partage, ils feraient quelque difficulté de reconnaître *Philippe d'Anjou*; en effet ils furent assez longtems à se résoudre. Mais le Roi de France, pour les y forcer, ayant fait occuper par ses troupes plusieurs Places fortes des Pays-Bas Espagnols, les États, qui voyaient ailleurs que ce Monarque entraînait en de nouvelles alliances avec différents Princes, & craignant que par ce moyen il ne voulut unir à la Couronne tous les vastes États de la Monarchie Espagnolle, cédèrent enfin, & reconnurent *Philippe d'Anjou* Roi d'Espagne. L'Angleterre elle-même suivit quelques semaines plus tard l'exemple que lui avait donné la République. Ces reconnaissances n'en assuraient pas davantage à *Philippe V.* la possession tranquille du Trône sur lequel il venait d'être placé. L'on ne pouvait dou-

douter que l'Empereur ne se ressentît de l'injure faite à son fils en lui enlevant une Couronne qui lui avait été si solennellement promise ; celui-là même qui la lui ravissait. La guerre paraissait donc inévitable, ce qui engagea *France*, l'*Angleterre* & les Etats à entrer en négociations sur les moyens de la prévenir ; mais elles furent infructueuses par l'opiniâtreté de *Louis XIV.* à refuser les satisfactions qu'on lui demandait pour l'Empereur, & à ne vouloir point retirer ses troupes des Lieux qu'il avait fait occuper dans le *Pays-Bas*. L'on se prépara donc à la guerre de part & d'autre, & pour la faire avec plus de succès, l'*Angleterre* & la République conclurent différentes alliances, une entr'autres avec l'Eleveur de *Brandebourg*, devenu depuis peu Roi de *Prusse* sous le nom de *Frédéric I.* *

Mort de
Jacques
II. Roi
d'*Angle-*
terre.

Ses refus de *Louis XIV.* faisaient perdre l'espérance de voir continuer la paix, une autre démarche de ce Prince ne contribua pas peu à accélérer la rupture. *Jacques II.* Roi d'*Angle-*

* La manière dont l'Eleveur devint Roi est assez singulière pour mériter d'être rapportée. L'Empereur pour récompenser ce Prince des services qu'il avait rendus à l'Empire, & l'attacher plus fortement aux intérêts de sa maison, avait promis de le revêtir de la pourpre royale. Mais l'Eleveur voyant que l'on ne se pressait pas de remplir la promesse qui lui avait été faite, prit de lui-même, au mois de Novembre de l'année 1700. le titre de Roi de *Prusse*, & but à la santé de *Frédéric I.* Au mois de Janvier suivant étant à *Koningsberg*, Capitale de la *Prusse*, il se mit lui-même la Couronne Royale sur la tête, bien assuré que les Princes, qui, dans les conjonctures présentes, avaient besoin de le ménager, n'en feraient pas difficulté de le reconnaître.

de la Grande-Bretagne était mort à Saint-Germain en Laye le 16. du mois de Septembre de l'année 1701. Son fils, le prétendu Prince de Galles, âgé alors d'environ treize ans, prit aussitôt le nom de Jacques III. & le titre de Roi d'Angleterre. Peut-être la bonne politique voulait-elle que la Cour de France ne reconnût pas pour Roi un Prince dont, par la Paix de Ryswick, elle avait promis d'abandonner les intérêts. Cependant après bien des délibérations, Louis XIV. entraîné, dit-on, par les conseils de Madame de Maintenon, reconnut le Prétendant dans la qualité qu'il avait prise de Roi d'Angleterre. Malgré les protestations du Monarque Français, qui prétendait ne porter aucune atteinte au Traité de Ryswick, pourvu que, pendant la vie du Roi Guillaume, il ne prît pas les armes en faveur de Jacques III., cela n'empêcha pas le Roi d'Angleterre & les Etats-Généraux de regarder cette démarche de la Cour de France comme une rupture formelle. Guillaume s'en tint même si offensé, qu'il ordonna à son Ambassadeur de retourner aussitôt en Angleterre, sans prendre d'audience de congé; les Etats rappellèrent aussi leur Ambassadeur, Mr. de Heemskerk, qui cependant prit congé du Roi de France par écrit. Il n'était guères possible, après des démarches d'un aussi grand éclat, d'éviter la guerre; cependant quoique l'Angleterre & les Etats s'y préparassent aussi bien que la France, les uns & les autres semblaient ne pouvoir se résoudre à être les premiers à commencer les hostilités. Les Français toutefois ne pu-

rent attendre long-tems à former quelqu'entreprise. Ils tentèrent de s'emparer de *Mastricht* par quelques intelligences secrètes qu'ils s'y étoient ménagées ; mais le Général *Dopst*, qui commandait dans la Place, ayant découvert la trahison, fit subir aux traîtres le supplice qu'ils méritaient, & déconcerta ainsi les desseins de la France.

Le Roi
Guillaume
veut enga-
ger les
Etats de
Hollande à
disposer du
Stadhoude-
rar de leur
Province
en faveur
du Prince
Jean-
Guillaume-
Frifo.

D E S l'Eté de l'année précédente *Guillaume* avait travaillé sous main à faire élire *Stadhouder* de *Hollande*, le jeune Prince de *Nassau*, *Jean-Guillaume-Frifo*, déjà *Stadhouder* de *Frisse*, de *Groningue* & de *Drente*. Une indisposition, dont il craignait les suites, lui fit cette année redoubler ses efforts pour la même fin. Mais il trouva la plûpart des Membres de l'Assemblée si peu disposés à entrer dans ses vues, qu'il jugea à propos de se désister de ses poursuites, en déclarant, „ qu'il fallait donc atten- „ dre après sa mort pour prendre une résolu- „ tion qui devait être si salutaire à l'Etat. ” Pendant l'Automne de 1701. le Roi se trouva si indisposé, qu'il avoua au Comte de *Portland* qu'il se sentait si faible, que suivant toutes les apparences il ne croyait pas pouvoir vivre jusqu'à l'Eté suivant ; ajoutant en même tems qu'il ne fallait parler de ceci à personne avant sa mort. De retour en *Angleterre*, sa Majesté sembla reprendre ses forces. Pendant tout l'Hyver il se rendait à *Hamptoncourt* ordinairement une fois par semaine, pour y prendre le divertissement de la Chasse. En y allant de *Kensington* le 4. du mois de Mars de l'année 1702. son che-
val

val broncha & causa une chûte au Roi, qui lui rompit la clavicule droite. *Roujat*, Chirurgien en second de sa Majesté, qui lui remit l'Épaule, jugea que ce Prince n'était pas exempt de fièvre, & qu'une saignée lui serait nécessaire. Mais vers les neuf heures du soir, *Bidloo*, Médecin du Roi, ayant trouvé sa Majesté sans fièvre, déconseilla la saignée. En effet au bout de six jours ce Prince se trouva assez bien pour se faire habiller & donner audience à plusieurs Ministres étrangers. Trois jours après il fit même plusieurs tours dans les Galleries de *Kensington*; mais s'étant ensuite assoupi sur une chaise il se réveilla avec des frissons, qui furent suivis d'une fièvre violente accompagnée de vomissemens & de selles, qui continuèrent jusqu'à la mort. Ce fut le 19. de Mars 1702. qu'entre huit & neuf heures du matin expira doucement, dans sa 52^e année, *Guillaume III.* Prince d'*Orange*, *Stadhouder* de cinq Provinces de la République, Capitaine & Amiral - Général de l'Union, & Roi d'*Angleterre*, d'*Ecosse* & d'*Irlande*. Le jour même de sa mort le Comte d'*Albemarle* étant revenu de *Hollande*, où le Roi l'avait envoyé pour hâter l'équipement de la Flotte, fit part en peu de mots à sa Majesté du succès de sa commission. *Guillaume* l'écouta très-froidement, & ne lui répondit que ces mots, *je tire vers ma fin*. Il passa aussi plusieurs *Bils*, un entr'autres contre le prétendu Prince de *Galles*, s'entretint avec plusieurs Seigneurs *Anglais* & *Hollandais*, & demanda instamment à voir le Comte de *Portland*, qui ne put paraître que lorsque son maître eut entièrement

perdu la parole. * Le Monarque expirant n'en donna pas moins à son ancien ami des preuves non équivoques du retour de sa bienveillance, en lui prenant la main qu'il serra & porta affectueusement sur son cœur. Par son testament le Roi *Guillaume*, comme nous l'avons déjà remarqué, avait nommé le jeune Prince de *Nassau* son Héritier universel; à ces dernières dispositions il ajouta un Codicille par lequel il laissait au Comte d'*Albemarle*, le premier de ses favoris sur la fin de ses jours, la Seigneurie de *Brévoort* & un Legs de deux-cens mille florins.

Portrait
de Guil-
laume III.

COMME tous les grands Hommes, *Guillaume* III. a de grandes qualités joignit quelques défauts; comme tous les Princes il eut ses amis & ses ennemis. Ceux-ci se plurent le plus souvent à exagérer jusqu'à ses moindres fautes; ils eussent voulu le mettre au niveau du vulgaire des Princes; ceux-là s'occupèrent si entièrement de ses vertus, qu'ils en oublièrent pour ainsi dire qu'il était homme; dans leurs écrits toute la conduite de *Guillaume* est un héroïsme continuel. Rarement les contemporains sont des juges intègres des actions de ceux dont ils osent donner l'histoire. Les uns trempent leur plume dans le fiel de la haine, tout ce qui en découle est empesté du venin de l'envie. Les autres,

non
Le Comte de *Portland* s'est plaint ensuite, que ce fut par les artifices du Comte d'*Albemarle* qu'il ne pût avoir la satisfaction de recevoir les derniers adieux de la bouche du Roi. Ce Seigneur, dit-il, ayant malicieusement trouvé le moyen de le tenir éloigné de la présence de sa Majesté, quoiqu'Elle l'eût fait appeler à deux reprises.

non moins coupables peut-être, ont l'art de tout embellir, de dérober sous la vernis de l'adulation tout ce qui, dans la conduite de leur Héros, pourrait jeter quelques ombres sur les beaux jours de sa vie. Plus modérée & plus équitable, la postérité dans ses Portraits fait voir les hommes tels qu'ils ont été. Leurs vertus, s'ils en ont eu, suffisent seules pour faire leur éloge. Dans ses tableaux le Tyran, l'homme ordinaire se démasquent d'eux-mêmes, & le Lecteur judicieux & éclairé n'est jamais dupe. *Guillaume III.* fut un grand Prince, & mérita le trône, où l'appellèrent les vœux de la nation, qu'il gouverna pendant près de quatorze ans avec autant de réputation que d'éclat. * Politique éclairé, il connut mieux que personne les différents intérêts des principales Cours de l'*Europe*; mais il s'appliqua surtout à pénétrer, à dévoiler les vues ambitieuses de la *France*; & pendant toute sa vie il s'occupa des moyens

* Quelques-uns ont cru cependant que *Guillaume III.* fut plus grand homme comme *Stadhouder* que comme Roi d'*Angleterre*; & l'on remarque même qu'un Seigneur *Hollandais*, Mr. d'*Ouwerkerk*, avait demandé, dès les premières années du Règne de *Guillaume*, s'il n'eût pas mieux fait de prendre plus soin de sa gloire & de mieux employer son argent? Ce trait échappé à un homme, comblé des bienfaits du Monarque *Anglais*, n'a pas empêché des personnes moins prévenues d'observer qu'en *Angleterre* il n'avait manqué qu'un *Fagel* à *Guillaume*; qu'à *la Haye* il avait des personnes qui exécutaient les affaires comme il voulait qu'elles fussent exécutées, au lieu qu'à *Londres*, souvent contredit, presque toujours gêné par son Parlement, rarement il eut la liberté d'agir comme il l'eût souhaité.

moyens d'abbaïsser l'orgueil de cette Couronne; & de mettre des bornes aux vastes prétentions de *Louis XIV.* Aussi peut-on dire que ce fut là la passion dominante de *Guillaume III.*, & qu'il y eut toujours entre ce Prince & le Monarque *Français* une sorte de haine personnelle, qui nuisit un peu à la réputation de tous les deux. Il faut avouer aussi que *Louis XIV.* fit tout ce qu'il fallait faire pour s'attirer la haine d'un Prince du caractère de *Guillaume III.* Personne n'a refusé à *Guillaume* le mérite du courage & de la bravoure, il en avait donné des marques éclatantes dans sa jeunesse; il ne se démentit pas, lorsqu'il fut revêtu des grandes Charges de la République; & devenu Roi de la *Grande - Bretagne*, il n'en fut pas moins grand Capitaine & brave soldat. Avec tous ces avantages cependant *Guillaume* fut assez constamment Général malheureux; il ne brilla ni par le gain des batailles, ni par la prise des Villes *; ce qui a fait juger à quelques-uns qu'il manquait de conduite & de ce coup d'œil pénétrant, qui dans un instant décide quelquefois du sort des armées. — Un des plus beaux traits de la vie de *Guillaume III.* ce fut son attachement sincère aux vérités de la Religion *Chrétienne*. Persuadé que l'exemple du Prince influe, plus que tout le reste, sur la conduite des peuples, il se fit constamment un devoir d'assister, le dimanche surtout, au service divin; de

* L'Histoire remarque qu'il ne gagna en personne que la bataille de la *Boyne* en *Irlande*; & qu'il ne prit de Ville que *Namur* dans les *Pays-Bas*.

de vaquer journellement à la prière & à la lecture des Livres Saints. La vraie piété, quand ce n'est pas l'hypocrisie qui en a pris la livrée, dirige les mœurs & les épure; *Guillaume* fut honnête homme & bon Roi. Quoiqu'imbu de principes différents de ceux de l'Eglise *Anglicane* *, il ne se vit pas plutôt Roi, qu'il voulut réunir les *Presbitériens* & les *Episcopaux* avec les autres Communions différentes dont l'*Angleterre* fourmille. Mais il trouva toujours le Parlement opposé aux mesures aussi prudentes que modérées qu'il proposa pour cette union; & l'on assure même que ce projet, quelque salutaire qu'il dût paraître, fut si peu du goût de la Nation, que dans *Londres* seule le Roi en perdit la confiance de plus de quatre-vingt mille personnes. Mais il est très-probable qu'une aliénation aussi générale était moins l'effet du zèle de *Guillaume* pour la réunion des différentes sectes, que du peu de cas qu'il faisait des cérémonies extérieures de l'Eglise, & du peu d'estime qu'il avait pour le Clergé en général. Les gens d'Eglise sont assez ordinairement aussi peu portés à la tolérance civile qu'à la tolérance ecclésiastique, & *Guillaume* affectait de déclarer ouvertement qu'il fallait dans un Etat tolérer toutes les sectes, toutes les communions, & ce qui irritait le plus les *Anglais*, assez tolérants-d'ailleurs, *Guillaume* n'exceptait pas les *Catholiques*.

II

* *Guillaume* III. croyait fortement à la prédestination, & ne concevait pas comment l'on pouvait croire à la Providence si l'on refusait d'adopter, pour base de sa foi, l'irrésistibilité absolue aux décrets éternels de Dieu.

Il éprouva plus d'une fois l'esprit changeant des *Anglais*, & quoiqu'il s'y fut attendu, il reconnut avec chagrin, qu'il n'avait pas prévu tous les dégouts qu'ils lui firent souffrir. Aussi les Etrangers étaient-ils tellement persuadés du peu d'autorité qu'il avait dans son Royaume, qu'ils ne lui donnèrent plus que le nom de *Stadhouder d'Angleterre* & de *Roi de Hollande*. En effet le crédit qu'il s'était acquis dans la République & dans cette Province en particulier, était tel que *Mr Witsen* a dit, „ que l'on se ferait bien „ gardé en *Hollande* de lui faire les mêmes re- „ montrances, que lui faisait le Parlement d'*Angleterre*, & que plusieurs Membres de l'Etat „ n'auraient osé rien entreprendre sans être in- „ spirés de son souffle. ” L'on a eu occasion de voir que ce ne fut que par degrés que *Guillaume* parvint à cet excès d'autorité dans cette riche Province. Il eut longtems à lutter contre une faction puissante, & ce n'est sûrement pas le moindre mérite de ce Prince d'avoir su se roidir avec tant de constance contre tous les obstacles qu'on lui opposait, & supporter avec tant de modération le long abaissement, dans lequel le retinrent ceux qui prétendaient n'agir que par principe de *patriotisme*. Peut-être pourrait-on reprocher à *Guillaume*, devenu *Stadhouder*, de s'être dédommagé avec quelque excès du tort qu'il prétendait lui avoir été fait. Il était naturel sans-doute qu'il se servît de l'autorité dont on l'avait enfin revêtu, pour récompenser ses amis & ses partisans, & en augmenter le nombre, en leur confiant les principales Charges du Gouvernement. Mais il profita avec

avec trop peu de modération peut-être des circonstances malheureuses qui en 1672. avaient arraché trois Provinces du Corps de l'Union, en leur faisant racheter leur réincorporation par le sacrifice de leurs plus beaux privilèges; la *Guedres*, *Utrecht* & l'*Overissel* s'étant vues forcées alors de céder au *Stadhouder* une autorité presque sans bornes, dans le choix de leurs Magistrats & dans les affaires de leur Gouvernement. La Puissance qu'il exerçait en *Hollande* & en *Zélande*, était moins arbitraire; mais il s'était fait dans ces deux Provinces un si grand nombre de Créatures que, si sa volonté n'y faisait pas loi comme ailleurs, les oppositions qu'elle y rencontrait étaient si faibles, que la prépondérance dans les délibérations était toujours du côté de ses partisans, & qu'il emportait par leurs intrigues ce que l'on aurait refusé à ses prétentions. Les évènements de son *Stadhouderat* en ont fourni plus d'un exemple; & s'il refusa la souveraineté du Duché de *Guedres* & du Comté de *Zutphen*, ce fut moins par l'impuissance de pouvoir l'obtenir, que par les conseils d'une politique raisonnée, qui lui fit appercevoir, dans cette augmentation d'autorité & de puissance, un décroissement réel du pouvoir & du crédit qu'il exerçait plus universellement avec moins de dangers & d'envie. Cette modération de *Guillaume* ne le garantit pourtant pas du soupçon, qu'il avait formé le projet de s'ériger en souverain de toutes les Provinces. Cette opinion fausse ou vraie, jeta surtout de profondes racines dans les grandes Villes, où les oppositions que l'on formait à ce que l'on y

appellait les vues ambitieuses du *Stadhouder*, étaient décorées du nom imposant de défense de la liberté & des privilèges de l'Etat.

Nous avons vû *Guillaume* à la tête d'une République puissante, & sur le Trône d'une Nation célèbre; l'envie dans ces deux Etats a pu chercher à le déprimer, l'équité desavoue les injustes sarcasmes de l'envie. Mais si *Guillaume* fut grand Prince, il fut aussi honnête homme, & s'il n'eut pas les dehors imposants de l'homme aimable, il eut le mérite plus réel de l'homme vertueux sans faste. L'Historien impartial qui nous a donné son portrait, & que nous avons suivi en grande partie, en parle ainsi. *Guillaume* fut toujours d'une santé assez faible, & attaqué de la poitrine-depuis qu'il avait eu la petite vérole. Il avait le front large, le nez aquilin, les yeux vifs & brillants, les cheveux bruns; & tout cet ensemble formait une figure imposante & qui imprimait le respect. D'un tempérament flegmatique, son air sérieux avait même quelque chose de sombre, & si quelquefois la sérénité de la joye brillait dans les yeux du Monarque, ce n'était qu'en présence d'un très-petit nombre de personnes. Froid dans la conversation, & ne s'y exprimant qu'avec une lenteur grave, il était rout feu à la tête d'un Escadron, & semblait réserver toute l'activité de son ame pour le jour d'une bataille, où ayant l'œil à tout, il donnait ses ordres avec autant de chaleur que de présence d'esprit. Réservé, dissimulé même, *Guillaume*, qui devait ce caractère caché, moins à la nature qu'à l'éducation qu'il avait reçue, ne put jamais s'en défaire ni prendre

dre, ou affecter au moins, cette ouverture & cette affabilité qui en *Hollande*, en *Angleterre* même, avaient rendu les *Stadbouders* ou les Rois ses Prédécesseurs agréables au Peuple. Les Langues *Française*, *Anglaise*, *Allemande* & *Hollandaise* lui étaient également familières; il entendait un peu le *Latin*, l'*Italien* & l'*Espagnol*, desorte qu'avec ces connaissances il était en état de donner par lui-même ses ordres à une armée composée de différentes nations. Il ne pouvait souffrir de contradiction, & il se fâchait assez légèrement dès qu'il rencontrait la moindre opposition à ses volontés. Il était facile de lui inspirer des soupçons, même contre ses plus fidèles serviteurs; mais quoiqu'il conservât longtemps le souvenir d'une offense vraie ou supposée, on n'a jamais pu lui reprocher de s'être porté à une vengeance outrée. Enfin si *Guillaume* eut quelques défauts, il posséda des vertus si brillantes, & en si grand nombre, que l'on a dit de lui, qu'aucun vice ne pouvait trouver de place dans son cœur. *Burnet* lui-même a écrit que ce Prince était exempt de tout vice, un seul pourtant excepté, mais qu'il avait l'art de cacher avec le plus grand soin. *Burnet* eut peut-être mieux fait de s'en taire, puisqu'il a cru ne devoir pas nommer ce vice. Cette circonspection affectée donnait trop de prise à la malignité; & si l'homme équitable croit qu'il ne convient pas de former un jugement quelconque d'après des conjectures vagues & toujours incertaines, il est sûr que le plus grand nombre en prend occasion de les expliquer de la manière la plus défavorable, & de déprimer

par

par des interprétations malignes un mérite qui l'offusque. Mais s'il s'est trouvé des censeurs assez peu équitables pour noircir la réputation de *Guillaume*, d'après le trait indiscret échappé à *Burnet*, il n'a point manqué d'apologistes à ce Prince, dont le plus grand éloge peut-être est d'avoir mérité d'être comparé à *Henri IV.* & à la Reine *Elizabeth*. On lui a même donné la préférence sur le Héros de la *France* & sur l'Héroïne de l'*Angleterre*, en jugeant que les difficultés qu'il a eues à soutenir & qu'il a vaincues, avaient été plus grandes que celles qu'avaient surmontées ces deux grands personnages; & que s'il est tombé dans des fautes, elles ont été bien moindres que les leurs.

QUOIQ'IL EN SOIT, la mort de *Guillaume III.* remplit la *Haye* de douleur & d'alarmes. Il est vrai que ses ennemis répandirent que l'on n'y avait pas été aussi sensible à cette perte, qu'à celle de la Reine *Marie* son Epouse. Quelques-uns même osèrent, dans d'indécentes satyres, tourner en ridicule les marques du deuil public ordonné par le Souverain. * Mais l'on jugea que *Guillaume III.* avait trop bien mérité de la République pour laisser impunie l'insolence de ceux qui osaient noircir sa mémoire. A *Rotterdam* quelques-uns de ces Ecrivains imprudents furent mis en prison; & l'un d'eux fut massacré à *Amsterdam* par la populace, irritée des calomnies publiées contre la mémoire du *Stadhouder*. Pour

ache-

* Il fut ordonné que six semaines durant l'on sonnerait les cloches trois fois par jour pendant une heure & demie chaque fois; & que tous les Membres du Gouvernement prendraient le deuil aux dépens de l'Etat.

achever l'éloge de ce Prince il suffirait peut-être de faire remarquer qu'en 1699. Mr. d'Odyk avait proposé aux Etats de Zélande d'ériger au Roi *Guillaume* une statue de bronze dans la Cour de *Middelbourg*. La plupart des Membres consentaient avec plaisir à donner à ce Prince cette preuve publique de leur vénération & de leur reconnaissance, & sans doute ce projet aurait été exécuté, si les changemens causés par la mort de *Guillaume*, n'eussent fait perdre cet objet de vue.

LA mort du Roi-*Stadhouder* ne tarda pas à ^{Change-}causer une nouvelle révolution dans la forme du ^{mens causés dans la}gouvernement de la République. Cinq des ^{République par la}Provinces qui la composaient, restaient par cette mort privées de leur Gouverneur, & l'Etat entier était sans Capitaine & Amiral-Général. ^{mort de}
 Dès l'année 1674, l'on avait rendu ces grandes ^{*Guillaume*}Charges héréditaires en faveur des descendans ^{III.}mâles de *Guillaume*; mais ce Monarque n'avait point laissé d'enfans, & les Etats, qui pendant sa vie avaient toujours éludé de désigner pour son Successeur le Prince *Jean-Guillaume-Friso*, son Cousin, ne crurent point alors que le titre d'héritier universel du feu *Stadhouder* donnât à ce jeune Prince le droit de lui succéder dans ses dignités, en vertu de l'acte de 1674. En effet les cinq Provinces loin de penser à disposer de ces éminentes Charges en faveur de qui que ce fût, ne pensèrent plus qu'à régler la forme de leur Gouvernement sur le même pié qu'il avait été après la mort de *Guillaume*-II. La Hollande fut la première à déclarer aux Etats-Généraux la résolution qu'elle avait prise de ne point élire de
Stad-

Stadhouder. Mais ce qui pourra paraître surprenant, c'est que dans cette Province, si fertile d'ailleurs en troubles & en soulèvemens dans des occasions semblables, la Régence fut changée dans presque toutes les Villes, sans causer aucun mécontentement sensible. *Schoonhoven*, *Gorinchem* & *Harlem* furent les seules Villes où il s'éleva quelques disputes sur les changemens projetés. Les autres Provinces, qui toutes suivirent l'exemple que leur donnait la *Hollande*, ne furent pas si heureuses. La *Gueldres*, l'*Overijssel*, la *Zélande*, la Province d'*Utrecht*, virent s'élever dans leur sein des troubles plus ou moins violents, qui ne furent apaisés qu'avec peine, & qui dans quelques lieux durèrent même quelques années. Il en coûta la vie à quelques personnes; d'autres en furent quittes pour la prison ou le bannissement, & peu à peu la tranquillité se rétablit partout, & la République se gouverna encore sans *Stadhouder*, & fit la guerre sans Capitaine & Amiral Général.

Les Etats
déclarent
la guerre à
la France.

LOUIS XIV. n'eut pas plutôt été informé de la mort de *Guillaume III.* qu'il crut que, n'ayant plus en tête un Prince dont l'influence avait réglé jusqu'alors presque toutes les démarches de la République, il lui serait aisé de faire prendre aux Etats des mesures plus pacifiques que celles qu'ils avaient suivies pendant la vie du *Stadhouder*. En effet ce Prince ne négligea aucun des moyens qu'il crut propres à les détourner du dessein de s'opposer à ses vus. Mais sa politique ne le servit pas cette fois avec autant de succès qu'il l'avait espéré. Les Etats se seraient volontiers exemptés de recommencer

une guerre dont ils ne faisaient que de sortir; mais ils craignaient avec raison qu'il ne fut pas trop sûr pour eux de se reposer sur les belles promesses de la Cour de *France*. D'ailleurs la Reine *Anne*, qui, après la mort de *Guillaume III.* était montée sur le Trône de la *Grande-Bretagne*, les avait fait assurer qu'elle voulait observer religieusement l'Alliance contractée entre le feu Roi & Leurs Hautes-Puissances, & que son intention était de réprimer de toutes les forces la puissance trop étendue de la *France*. La République entra donc dans toutes les vues de la nouvelle Reine, & dès le 15. du mois de Mai de cette année 1702. les Etats déclarèrent la guerre à *Louis XIV.* & au Duc d'*Anjou*, Roi d'*Espagne*; l'Empereur, l'Empire & la *Grande-Bretagne* suivirent peu après le même exemple, desorte que la guerre fut bientôt générale.

Les Français cependant qui avaient trouvé étrange que l'Empereur eut commencé les hostilités * avant d'avoir publié sa déclaration de guerre, ne se firent point un scrupule de tenter de surprendre la Ville de *Nimégue*, plus de quatre semaines avant la publication de leur manifeste, qui ne parut qu'au mois de Juillet. Le Duc de *Bourgogne*, à qui cette entreprise avait été confiée, entreprit pour cet effet de couper toute communication entre cette Ville & la petite armée du Comte d'*Athlone*, postée près de *Klaarenbeek* entre *Nimégue* & *Clèves*. *Athlone* in-

Les Français
voulent sur-
prendre
Nimégue.

* Par le siège de *Keiserwaard*, investi dès le 16. du mois d'Avril par le Prince de *Nassau-Saarbrugge*,

instruit à tems du dessein de l'ennemi, se retira heureusement sous le canon de *Nimègue*, dont la Bourgeoisie fit alors une si belle résistance, que jusqu'à deux reprises elle chassa l'ennemi d'un des Forts * dont il s'était emparé. Les Français, ayant ensuite attaqué deux des portes de la Ville à la fois, en furent si vigoureusement repoussés, qu'ils se virent contraints d'abandonner l'entreprise & de se retirer. La conservation de *Nimègue* était d'autant plus importante à l'Etat, que si l'ennemi s'en était rendu maître, il lui eût été facile de pénétrer jusques dans le cœur de la République. Cependant cette Ville était alors si dégarnie & si mal pourvue, qu'elle ne pouvait manquer d'être emportée, si *Athlone* était venu à son secours une demi-heure seulement plus tard.

Prise de
plusieurs
Villes par
l'armée des
Alliés.

LA Reine d'Angleterre, qui voulait pousser la guerre avec vigueur, fit donner au Comte de *Marlbrough* le Généralat de l'armée de *Flandres*, considérablement augmentée par l'arrivée d'un bon nombre de troupes Anglaises. Le nouveau Général voulant profiter de la grande supériorité qu'il avait sur les troupes Françaises postées entre *Goch* & *Gennep*, marcha droit à elles dans le dessein de les combattre. Mais les Députés des Etats à l'armée l'en empêchèrent, préférant d'occuper les troupes à l'attaque des Places de la *Gueldre-Espagnolle*. *Marlbrough*, obligé de céder, fit en conséquence former le siège de différentes Villes. Le Baron d'*Ohden* investit *Venlo* le 29. d'Août; cette Ville se

* Le Fort *Kyk in de Pot*.

rendit cinq jours après par composition au Général *Coehoorn*, qui avait pris la direction du siège. *Stewenswaard*, *Roermonde*, *Liège* & son Château furent ensuite emportés d'assaut. Le Prince de *Hesse* prit aussi plusieurs villes sur le *Rhin*. A ces succès les Alliés en ajoutèrent d'une autre espèce, ce fut de forcer les Ducs de *Wolfenbuttel* & de *Saxe - Gotha* à quitter le parti de la *France* qu'ils avaient embrassé. L'on remporta aussi quelques avantages sur mer cette année. *Rooke* & *Almonde*, qui commandaient les flottes combinées d'*Angleterre* & de la République, attaquèrent dans le Port de *Vigos* la Flotte d'argent des *Espagnols*, en enlevèrent une partie, & ruinèrent l'autre. Ce succès parut si important aux Etats Généraux, qu'ils en ordonnèrent un jour solennel d'actions de grâces.

LES Etats Généraux, à la prière desquels la Reine d'*Angleterre* venait de faire une forte augmentation dans ses troupes, résolurent de leur côté, au commencement de l'année 1703., sur les instances réitérées de cette souveraine, d'interdire à leurs sujets tout commerce & toute correspondance avec la *France* & l'*Espagne*. Ce n'était pas sans peine qu'ils s'étaient prêtés à une démarche si préjudiciable à l'intérêt de leur commerce; mais ils étaient alors trop étroitement unis à la *Grande - Bretagne* pour lui refuser cette marque de complaisance.

LES Français cependant avaient ouvert de bonne heure la campagne en *Allemagne*, & y avaient causé aux Alliés des pertes assez considérables. Mais ceux-ci furent plus heureux sur le *Bas - Rhin* & en *Flandres*. *Rhynerk* se

1703.

Les Etats
interdisent
tout Com-
merce avec
la France &
l'Espagne.

rendit aux troupes *Prussiennes* commandées par le Général *Lottum*, qui, après un assez long siège emporta de même la ville de *Gueldres*. *Mirlbrough* élevé par sa souveraine à la dignité de Duc, assiégea *Bonn* en personne, & força cette ville à capituler au bout de trois semaines. Ces conquêtes compensaient au-moins les pertes que l'on avait faites en *Allemagne*; & les *Français* qui dans les *Pays-Bas* n'avaient pû emporter que la Ville de *Tongres*, qu'ils abandonnèrent même bientôt, eurent encore le chagrin de voir forcer leurs Lignes en *Flandres* par le Baron *Spar* & le Général *Coehoorn*. *Obdam*, à qui une troisième attaque pareille avait été confiée, fut moins heureux. Surpris près d'*Ekeren* par le Maréchal de *Boufflers*, fort supérieur en nombre, il fut obligé de céder à la force, & de se retirer, en combattant, dans la ville de *Bréda*. Cette retraite forcée du Général *Hollandais* fut interprétée par ses ennemis à son désavantage. Mais il fut si bien justifier sa conduite, que les Etats de *Hollande* déclarèrent à la pluralité n'avoir rien trouvé à sa charge, dans les accusations portées contre lui. Cependant *Obdam*, à qui l'on refusa quelque tems après le grade de *Veld-Maréchal*, auquel il prétendait, se retira du service, ne croyant pas qu'il fût de son honneur d'être subalterne de Mr. d'*Ouwerkerk* qui lui avait été préféré. Après l'action d'*Ekeren* les Alliés ayant rassemblé leurs forces cherchèrent inutilement à attirer les *Français* à une bataille; mais n'ayant pû les y forcer ils se jetèrent sur *Hui* & sur *Limbourg*, dont ils se rendirent maîtres. La prise de ces deux

deux villes termina la campagne , dans laquelle le jeune Prince de *Nassau* , que quelques uns auraient déjà voulu voir décoré du titre de Capitaine - Général de l'Union , donna des preuves éclatantes de courage & de conduite.

LES Flottes combinées des *Anglais* & des *Hollandais* ne firent rien de fort important cette année. Les *Français* au contraire eurent le bonheur de dissiper ou d'enlever trois flottes marchandes des *Anglais* & des *Etats* , & de détruire quelques Navires fortis pour la pêche du *Ha-lang* ; les Vaisseaux de guerre qui servaient de convoi à ces différentes flottes étant eux - mêmes , malgré la plus vigoureuse résistance , tombés presque tous entre les mains de l'ennemi. Ce fut dans l'un de ces combats que le brave Capitaine *Roemer Vlask* reçut une blessure , dont il mourut quelque tems après à *Toulon*.

DÈS la fin de la dernière Campagne les 1704. *Etats - Généraux* , occupés des moyens de pousser la guerre avec vigueur , avaient pensé à rem-
Le Prince de Nassau, Jean-Guillaume-Frisko. est fait Général de l'Infanterie.
 plir les grandes Charges de l'armée. Le Conseil-d'Etat avait même proposé d'élire un Capitaine - Général ; mais les principales Provinces de l'Union ne semblaient guères portées à s'y résoudre. Après bien des débats & des difficultés , l'on parvint enfin à disposer des Places de
Veld - Maréchal & de Général de la Cavalerie & de l'Infanterie. Le Prince de *Nassau* , sur les pressantes instances de la *Frise* , fut promu au dernier de ces grades , mais à certaines conditions qui ne lui donnaient en effet qu'un titre & un rang , sans pouvoir & sans avantage réel. Encore la *Zélande* protesta-t-elle en termes très-
 forts

forts contre cette promotion du jeune Prince. Cependant il prêta serment, & fit la campagne des *Pays-Bas*, qui ne fut pas fort importante cette année 1704., les deux armées s'étant trouvées trop faibles pour oser rien entreprendre de décisif; quoique le Veld-Maréchal d'*Ouverkerke* eut fait tout son possible pour attirer les Français à une bataille. Le bombardement de *Namur* & de *Brugé*, où l'on causa quelques pertes à l'ennemi, fut ce qui se passa de plus important de ces côtés. En *Allemagne* les succès furent plus brillants. Le Duc de *Marlbourog* & le Prince *Eugène* de *Savoie* ayant uni leurs forces remportèrent à *Schellenberg* une victoire des plus complètes, mais qui leur coûta bien du monde. Cette action fut bientôt suivie de la bataille d'*Hochstet*, où l'armée Française & Bavaroise, commandée par le Maréchal de *Tallard*, fut entièrement défaite. En effet l'on fait monter à 40,000 le nombre des morts, & celui des Prisonniers à 13,000 soldats & 1200 Officiers. Trente Escadrons de Cavalerie & de Dragons avaient été poussés jusques sur les bords du *Danube*, où presque tous s'étaient noyés. Plus de cent Pièces de canon, 25 Mortiers, grand nombre de Drapeaux, d'Etendards, de timbales, de tentes, tout l'équipage & huit caisses chargées d'argent étaient tombés entre les mains des Alliés. La célèbre victoire d'*Hochstet* ouvrit bientôt aux vainqueurs les portes d'*Augsbourg*, d'*Ulm*, de *Landau* & de *Traarbach*. — Sur mer la fortune avait également favorisé les armes des Anglais & des Hollandais qui s'étaient rendus maîtres de *Gibraltar*, & avaient

Bataille

d'Hochstet.

Prise de
Gibraltar.

avaient

avaient battu les *Français* près de *Malaga*. La nuit, qui sépara les combattans, empêcha seule la déroute entière de la flotte ennemie, qui se retira en désordre dans le port de *Toulon*.

TANDIS QUE les armes de la République triomphaient au-dehors, quelques-unes de ses Provinces étaient déchirées par des factions, nées des changemens arrivés dans le gouvernement depuis la mort de *Guillaume III*. La *Guel-*
dre & la *Zélande* furent celles qui eurent le plus à souffrir de l'esprit de discorde qui armait les uns contre les autres les Membres de l'ancienne & de la nouvelle Régence. Heureusement l'on parvint, quoiqu'avec bien des peines & quelques actes de sévérité, à rétablir la tranquillité partout, & à maintenir la forme du Gouvernement sur le pié qu'on l'avait établi en 1702. dans les cinq Provinces qui se trouvèrent alors être sans *Stadhouder*.

APRÈS la bataille d'*Hochstet*, si glorieuse aux Alliés, ils résolurent de porter la plus grande partie de leurs forces du côté de la *Moselle*. Mais les *Allemands* s'y rendirent avec tant de lenteur & si mal équipés, que le Duc de *Marl-*
borough n'osa attaquer l'armée *Française*, commandée par le Maréchal de *Villars*. L'ennemi avait cependant assiégé & emporté *Hui*. De là il alla mettre le siège devant la Ville de *Liège*; mais *Marlborough* s'étant avancé pour le faire lever, les *Français* n'osèrent l'attendre, & se retirèrent à *Tongres*. Le Général *Anglais* & le Veld-Maréchal d'*Ouverkerk* ayant alors réuni leurs forces, essayèrent de forcer l'ennemi à combattre, mais n'ayant pu l'y engager, ils se con-

Troubles
 en *Gueldre*
 & en *Zé-*
lande.

1705.

Campagne
 de 1705.

tentèrent d'assiéger *Hui*, qu'ils reprirent après cinq jours d'attaque. D'ailleurs il ne se passa plus rien de fort important pendant le reste de la campagne de 1705. dans les *Pays-Bas*. Les Alliés forcèrent encore les lignes des Français dans le *Brabant*, & prirent *Zoutleeuw* & *Zandvliet*. Ce n'est pas que *Marlbrough* & *Ouvwerkerk* n'eussent volontiers voulu attaquer l'ennemi près de *Bruxelles*, où ils pouvaient le surprendre avec avantage, mais les Députés des Etats suivirent le conseil du Général *Slangenburg* & de quelques autres Officiers Généraux, & obligèrent *Marlbrough* à se désister de son dessein. Cette mesintelligence causa de grands murmures & en *Hollande* & à la Cour de *Londres*, où l'on se plaignait hautement qu'on ne laissait point assez d'autorité au Général Anglais. Pour appaiser les mécontentemens du Parlement, l'on envoya une Ambassade en *Angleterre*; & l'on promit à la Reine, sur les instances répétées de la *Hollande*, que dans la Campagne prochaine les Troupes des Etats feraient en différens endroits la guerre offensivement.

Le Prince
de Nassau
exclu du
Conseil.
d'Etat.

QUELQUES PROVINCES, la *Hollande* & *Utrecht* surtout; prévoyant que les Etats de *Frise* & de *Groningue*, voudraient bientôt donner entrée à leur *Stadhouder*, le Prince de *Nassau*, au Conseil-d'Etat, jugèrent à propos cette année de prévenir ce coup, en prenant une Résolution par laquelle il était arrêté que la *Frise* & *Groningue* ne pourraient introduire leur *Stadhouder* au Conseil-d'Etat sans le consentement unanime des autres Provinces. Les Etats de *Frise* se crurent particulièrement offensés d'une Résolution

qui

qui tendait à les priver d'un droit qu'ils voulaient maintenir. Ils remontrèrent en vain combien ils se croyaient fondés à en user ainsi ; toutes leurs raisons ne purent prévaloir contre celles alléguées au contraire par la *Hollande & Utrecht* *, secondées par la *Zélande* qui se joignit à ces deux Provinces pour l'exclusion du jeune Prince de *Nassau*. L'affaire resta ainsi indécise & ne fut terminée qu'en 1707.

LES Puissances belligérantes s'étant préparées de part & d'autre à ouvrir la campagne de 1706. par quelque coup d'éclat, les *Français*, sous le Maréchal de *Villeroi* & l'Electeur de *Bavière*, en vinrent bientôt aux mains avec l'armée des Alliés, qui, comme l'ennemi, ne cherchaient que l'occasion de combattre. Le 23. du mois de Mai les deux armées se rencontrèrent près du Village de *Ramillies* en *Brabant*. Mr. d'*Ouwkerk* vaillamment soutenu par la Cavalerie *Danoise* & celle des Etats, chassa d'abord les *Français* d'un poste très-avantageux qu'ils avaient occupé ; mais l'élite de l'armée *Française* s'étant avancée, le combat devint plus opiniâtre & fut longtems douteux ; la Cavalerie de la République fut même ébranlée & souffrit quelque des-

1706.

Bataille de
Ramillies.

* Ces Provinces craignaient surtout que l'admission du Prince de *Nassau* au Conseil-d'Etat, ne donnât à la *Frise* & à *Groningue* une trop grande prépondérance dans ce Collège ; puisque dans ce cas ces deux Provinces auraient eu seules cinq voix des treize dont il aurait été composé. Ce que la *Hollande & Utrecht* croyaient contraire à l'égalité qui devait avoir lieu entre les Provinces, proportionnellement à la part qu'elles fournissaient aux dépenses de l'Etat.

desordre. *Marlbrough* s'avancant alors à la tête de 20 Escadrons de troupes fraîches, pour soutenir les *Danois* qui tenaient encore ferme, rétablit le combat & força à son tour l'ennemi à plier. Le Lieutenant - Général *Schultz* cependant avait attaqué le village de *Ramillies* avec tant de succès que, malgré la plus vigoureuse résistance, les *Français* se virent contraints de l'abandonner. La fuite devint alors générale dans l'armée ennemie, dont les débris se retirèrent en desordre à *Louvain* & de là à *Bruxelles*. La victoire fut des plus complètes pour les Alliés qui ne perdirent dans cette action qu'environ deux mille cinq cens hommes. La perte des *Français* fut portée à huit mille morts & six mille cinq cens tant blessés que prisonniers. *Willeroi* & *Bavière* n'échappèrent qu'à peine au danger d'être pris. Les Alliés ayant fait occuper *Louvain* par leurs troupes dès que l'ennemi s'en fut retiré, bientôt tout le *Brabant* & toute la *Flandres* se déclarèrent pour eux. *Ostende*, *Mennin*, *Dendermonde* & *Ath* étaient les seules places dans ces quartiers qui eussent encore garnison *Française*. Elles furent successivement assiégées & emportées par les Alliés qui terminèrent cette glorieuse campagne par la prise de la dernière de ces Villes. — Sur mer il ne se passa rien de fort considérable. Les Flottes *Anglaise* & *Hollandaise* menacèrent longtems de faire une descente dans quelques-uns des Ports de la *France*, ce qui tint les côtes du Royaume dans de continuelles allarmes. D'un autre côté le Chevalier *Forbin* causa quelques dommages aux vaisseaux marchands de la République, prit un de
leurs

leurs vaisseaux de guerre & en coula deux à fonds. — Les *Français* avaient fait de si grandes pertes dans cette campagne, qu'ils firent faire des propositions de paix, qui parurent assez raisonnables aux Etats pour les porter à vouloir entamer les négociations sur le pié proposé par la Cour de *Versailles*. Mais les *Anglais* refusèrent constamment de s'y prêter, parce qu'ils ne trouvaient pas les propositions aussi favorables aux Alliés en général; & surtout parce qu'on en faisait de trop avantageuses aux Etats.

LES affaires de la guerre n'étaient pas les seules qui occupassent alors les Etats - Généraux. Le tems approchait que les Provinces de *Frise* & de *Groningue* chercheraient à faire entrer leurres. 1707. Affaires intérieu-
Stadhouder au Conseil - d'Etat. Ce jeune Prince allait avoir vingt ans accomplis, âge auquel il devait y prendre séance, si le droit qu'il y prétendait, prévalait. Les Provinces de *Hollande*, de *Zélande*, d'*Utrecht* & d'*Overissel* reprirent en conséquence leur Résolution de l'année 1705. & la firent passer à la pluralité, la *Gueldre* ayant accédé, & ce qui pourra paraître étrange, *Groningue* ayant promis de ne point s'opposer à l'exclusion. L'on ne douta pas non plus, que le nouveau Roi de *Prusse*, qui disputait à *Jean-Guillaume - Friso* une partie de la succession de *Guillaume III.* & dont l'intérêt semblait exiger alors que ce Prince ne devint pas trop puissant, n'eut contribué beaucoup à faire prendre aux Etats une résolution qui lui était si contraire, & par laquelle ils déclaraient, „ que les *Stadhouders* „ d'une ou de deux Provinces ne pourraient à „ l'avenir avoir entrée au Conseil - d'Etat lors-

„ que les autres Provinces seraient sans *Stadhou-*
 „ *der*. ” Cependant pour adoucir un peu au
 jeune Prince & à la Province de *Frise*, l’amer-
 tume d’un procédé qui privait l’un d’une pré-
 rogative brillante, & dépouillait l’autre d’un
 droit qu’il semblait qu’on ne pût lui contester, il
 fut arrêté que dès que le Prince aurait atteint sa
 vingtième année, il entrerait dans les fonctions
 de sa charge de Général de l’Infanterie, & qu’il
 en percevrait les appointemens. — L’exclusion du
 Prince de *Nassau* du Conseil - d’Etat était un coup
 de parti pour les Provinces qui s’étaient si fort
 intriguées pour la faire passer ; cependant ce
 n’en était pas encore assez pour certaines Pro-
 vinces. Ce que l’on appelait alors un Gouver-
 nement libre, parce qu’il était sans Chef, pa-
 rut si propre aux vues particulières de ceux qui
 étaient actuellement à la tête de l’adminis-
 tration, que les Etats d’*Overissel* arrêterent que ja-
 mais à l’avenir ils ne procéderaient à l’Election
 d’un *Stadhouder* pour leur Province. „ Cet em-
 „ ploi, disaient-ils, n’ayant été introduit an-
 „ ciennement que parce que les Ducs, Com-
 „ tes, ou Seigneurs de ces Provinces, qu’ils
 „ gouvernaient conjointement avec les Etats,
 „ n’y étaient pas toujours présents. Aussi au-
 „ rait-on dû abolir le *Stadhouderat*, au plus
 „ tard après la paix de *Munster*. Le grand cré-
 „ dit des Princes d’*Orange* avait été cause que
 „ l’on avait encore établi des *Stadhouders* depuis
 „ ce tems. Mais cette forme de gouvernement
 „ ayant enfin cessé par la mort de *Guillaume*
 „ III. la République était rentrée dans tous les
 „ droits les plus étendus de sa liberté primiti-

„ ve,

„ ve, dans la jouissance desquels droits la Province était fortement résolue de se conserver. ” L'*Overissel* voulut en même tems engager les autres Provinces, actuellement sans *Stadhouder*, à prendre la même résolution. En effet l'affaire fut mise en délibération, quelques-uns voulurent même faire revivre le plan d'*Harmonie* formé sous le Pensionnariat de *de Witt*, par lequel la plupart des Provinces devaient s'engager réciproquement à ne plus élire de *Stadhouder*. L'on délibéra, l'on consulta beaucoup, & l'on finit par ne rien conclure sur cette grande affaire.

LA campagne de 1707. en *Flandres*, où le Prince de *Nassau* parut pour la première fois à la tête de l'Infanterie de la République, ne fut mémorable ni par aucun siège, ni par aucune bataille. Les deux armées, égales en forces, passèrent toute la saison en marches & contre-marches, sans oser rien entreprendre l'une contre l'autre. Le seul avantage qu'eurent les Alliés, fut de forcer les Français à passer l'*Escaut* près de *Cambrai* & à se retirer derrière leurs Lignes. Mais si dans les *Pays-Bas* les armées étaient dans l'inaction, il n'en était pas de même en *Allemagne* & en *Espagne*, où les armes Françaises eurent les plus brillants succès. *Villars* pénétra jusques dans le cœur de l'Empire, & s'y rendit maître de plusieurs Places. En *Espagne*, où les Alliés combattaient pour *Charles d'Autriche*, Compétiteur de *Philippe d'Anjou* au Trône d'*Espagne*, ils furent battus à la journée d'*Almanza*, où ils perdirent plus de 10,000 hommes. — Sur mer il ne se passa rien de fort

im.

important non plus. Les flottes combinées d'Angleterre & de la République formèrent une entreprise sur *Toulon*, qui ne réussit pas; quoiqu'elles causassent quelques pertes aux Français, dont elles brûlèrent huit Vaisseaux de guerre, outre grand nombre de maisons & de magasins qui furent ruinés au dedans & au-dehors de la Ville.

1708.

Bataille
d'Oudenarde.

Les Français ouvrirent la Campagne de 1708. par la prise de *Gand* & de *Bruges*, qu'ils emportèrent par surprise. Ils investirent ensuite *Oudenarde*; mais informés que les Alliés s'étaient campés à *Lessines*, ils changèrent de résolution, abandonnèrent brusquement *Oudenarde*, & attaquèrent les Alliés sur le chemin de *Gavre*, où ceux-ci s'étaient eux-mêmes avancés dans le dessein de présenter la bataille à l'ennemi. Le Prince de *Nassau* paya si bien de sa personne à la tête de son Infanterie, qu'il rompit plusieurs Régimens ennemis & les contraignit à se retirer en desordre. Le bravoure & la bonne conduite de ce jeune Prince contribuèrent beaucoup, dit-on, au gain de la bataille qui se donna le 11. de Juillet. Outre les morts, dont le nombre fut beaucoup plus grand du côté de l'ennemi que de celui des Alliés, il perdit plus de 7000 hommes qui furent faits prisonniers. Les Français eurent pourtant le tems de sauver tout leur bagage qu'ils firent entrer dans *Gand*. Eux-mêmes se retranchèrent derrière le canal, qui passe entre *Gand* & *Bruges*, d'où ils se jetèrent sur le territoire de *Kaisand*, qu'ils dévastèrent avec une sorte de fureur pour se venger des déprédations faites par les Alliés dans la *Flandres Française*.

gaise jusqu'en *Picardie*. Les Alliés, voulant profiter de la victoire qu'ils venaient de remporter près d'*Oudenarde*, formèrent le siège de l'île, qui capitula le 23. d'Octobre. Le 8. de Décembre le Château se rendit aussi à eux ; & avant la fin de l'année ils reprirent sur l'ennemi, *Gand*, *Bruges*, *Plaffendale* & *Lefinghem*. Ce fut pendant cette glorieuse campagne que mourut à *Rouffelaar*, dans la soixante-septième année de son âge, le brave Veld - Maréchal d'*Ouwerkerk*, à qui succéda dans cet important emploi le Comte de *Tilly*. — Le Prince d'Orange & de *Nassau*, qui, au commencement de cette année était entré dans la jouissance réelle du *Stadhouderat* de *Groningue* & des *Ommelanden*, épousa le 1. de Mai de l'année 1709. la Princesse *Marie - Louise* de *Hesse - Cassel*. Les Etats de *Frise* lui firent à cette occasion un présent de soixante mille Florins.

Mariage
du Prince
d'Orange
& de Nas-
sau.

1709.

Les avantages remportés par les Alliés pendant la dernière campagne, avaient inspiré aux Français des intentions plus pacifiques. Les Etats eux-mêmes, quoique le succès de leurs armes eut été des plus brillants dans les *Pays-Bas*, n'en désiraient pas moins la paix. Leurs finances étaient épuisées ; des changemens arrivés dans le Ministère *Anglais* leur faisaient craindre que les secours qu'ils attendaient de ce côté ne seraient plus ni si prompts, ni si nombreux. Les Provinces elles-mêmes n'étaient pas trop d'accord entr'elles ; quelques-unes voulaient la continuation de la guerre, parce qu'elles en attendaient l'élévation du Prince d'Orange & de *Nassau*, & c'était à quoi la *Hollande* & la *Zélande*

Négocia-
tions secré-
tes pour la
paix.

lande étaient peu disposées. L'on entama donc sous main des négociations de paix entre Messieurs *Rouillé*, *Voisin* & de *Torcy*, de la part de la *France* ; & quelques membres des Etats, qui avaient des correspondances secrètes avec ces Messieurs, du sù & de l'aveu du Conseiller-Pensionnaire *Heinsius*. Mais *Louis XIV.* ne pouvant consentir à voir priver son petit-fils du Trône d'*Espagne* ; ni à rendre quelques Places fortes dans l'*Alsace* & le *Dauphiné*, l'on se prépara de part & d'autre à pousser la guerre avec plus de vigueur que jamais. Cependant *Torcy*, par le canal de Mr. de *Petkum*, Résident du Duc de *Holstein-Gottorp* à la *Haye*, prolongea les négociations commencées pendant tout le cours de l'année 1709. *

L'E-

* Le Duc de *Marlbrough*, qui n'avait vû qu'avec peine que les Etats pensaient à la paix ; fut fortement soupçonné alors de prétendre au Gouvernement des *Pays-Bas Espagnols*, que le Roi *Charles* lui avait offert plus d'une fois, écrivait-il lui-même, par des Lettres-patentes qu'il conservait encore. „ Cependant, poursuivait-il, „ dans cette même lettre, ayant appris que la chose se-
rait désagréable aux Etats, j'ai renoncé & renonce „ pour toujours à cette dignité. ” Si l'on m'offrait, ajoutait le Duc, le Stadhouderat de *Hollande*, je jure Dieu & ma damnation, que je le refuserais. Je sais très-bien de quoi l'on me soupçonne ; mais l'on se trompe fort à mon égard. Je ne cherche qu'une paix bonne & durable, après quoi je pense à me retirer chez moi. Si cependant il fallait un Gouverneur dans les *Pays-Bas*, je ne vois pas pourquoi je serais moins agréable aux Etats que tout autre. Mais je vous assure derechef que je n'y pense pas. Le Duc eut beau protester de sa modération & de son desintéressement, il n'en fut pas cru. L'on fut même informé qu'il avait depuis peu reçu de nouvelles Lettres Patentes, qui lui accordaient à vie le Gouver-

L'ESPOIR d'une paix prochaine s'étant ainsi Siège & évanoui, les Alliés ouvrirent la Campagne de prise de 1709. par le siège de *Tournai*, qui après un mois ^{Tournai} d'une résistance vigoureuse capitula le 28. de ^{par les} *Juillet*. Le Chateau ne se rendit qu'au com- ^{Alliés.} mencement de Septembre. Ce fut le 11. du Bataille même mois que se donna la mémorable bataille de *Mal-* ^{plaquet.} *de Malplaquet*, dans laquelle le Prince d'*Orange* & le Général *Fagel*, forcèrent d'abord l'ennemi à plier; mais peu après eux-mêmes furent repoussés & contraints de reprendre le terrain qu'ils avaient laissé derrière eux. D'un autre côté cependant les Alliés enlevèrent & conservèrent les retranchemens de l'ennemi, qui, pressé alors de toutes parts, se sauva par la fuite dans les villes voisines qu'il tenait encore en sa puissance; desorte que les Alliés conservèrent le champ de bataille; mais cet avantage leur coûta cher. L'on fait monter à cinq mille cinq cens hommes le nombre de leurs morts; & l'on doute que la perte aît été plus grande du côté des *Français*. Le Duc de *Marlbrough*, le Prince *Eugène*, le Prince d'*Orange* & le Comte de *Tilly*, donnèrent dans cette occasion les plus grandes marques de bravoure & de conduite; cela n'empêcha pourtant pas le peuple de murmurer, & de se plaindre hautement de *Marlbrough* & d'*Eugène*, à qui l'on reprochait d'avoir entrepris de livrer un combat si hazardeux, & d'a-

vernement des *Pays-Bas*. Les soupçons en augmentèrent contre lui, & ne contribuèrent pas peu à porter les Etats à poursuivre les négociations commencées avec la Cour de *France*.

d'avoir conduit tant de braves gens à la boucherie. En effet les connoisseurs ont toujours regardé la bataille de *Malplaquet* comme l'action la plus sanglante & la plus périlleuse de toute cette guerre. La retraite de l'ennemi dans *Valenciennes* donna lieu aux Alliés de pousser le siège de *Mons* en *Hainaut*, bloqué depuis quelque tems. Ce fut le Prince d'*Orange* qui eut la direction de ce siège, & qui eut la gloire d'obliger *Mons* à capituler dès le 21. d'Octobre. Cette expédition termina cette année la campagne des *Pays-Bas*.

Avantages
faits en
Hollande
& en *Zé-*
lande aux
Réfugiés
Français.

Ce fut à-peu-près vers ce tems que les *Etats de Hollande & de Zélande*, convaincus des grands avantages que rapportait à ces Provinces le grand nombre de Protestans *Français* qui s'y retiraient pour cause de Religion, & qui y apportaient leurs fabriques & leurs manufactures, déclarèrent par un Edit public, que les *Réfugiés* & leurs Enfans seraient considérés comme sujets naturels de leurs Provinces, & qu'ils pourraient, toutes les fois qu'ils le voudraient, se faire donner des lettres d'*indigénat* ou de naturalité. * Les *Etats-Généraux* quelques années après publièrent une pareille ordonnance, & comme la

Cour

* Il faut observer que, ces lettres d'*indigénat* ne donnant aux *Réfugiés* aucun droit d'entrer dans les grandes charges, auxquelles ils ne pouvaient être appelés que par une faveur expresse du souverain, elles n'ont été demandées que très-rarement. D'ailleurs dans un Etat où tous les Etrangers ont la facilité d'obtenir à peu de frais le droit de Bourgeoisie dans les Villes, l'avantage de ces lettres d'*indigénat* a dû être compté pour peu de chose.

† En 1715.

Cour de *France* ne voulait pas permettre que les *Réfugiés* tirassent aucuns biens du Royaume en vertu de contrats de mariage, de dispositions testamentaires, ou à quelqu'autre titre que ce put être, les Etats ordonnèrent de leur côté, que les *Français* ne pourraient former aucune prétention quelconque sur les Biens des *Réfugiés Français* décédés dans ces Provinces, soit à titre de contrats de mariage, de disposition testamentaire ou de succession *ab intestat*; ordonnance qui contribua beaucoup à conserver dans la République les biens qu'y avaient apportés ou qu'y avaient acquis les *Etrangers*. Cependant la paix qui fut conclue en 1713. fit cesser de part & d'autre l'exécution rigoureuse de tous ces Edits.

L'on continuait cependant à négocier la paix avec la *France*, qui avait envoyé ses Plénipotentiaires à *Gertrudenberg*. Mais les conditions proposées de part & d'autre parurent si peu acceptables aux Puissances respectives, qui se rapprochaient les unes aux autres leur inflexible opiniâtreté, que les conférences furent brusquement rompues, & même avec quelque aigreur des deux côtés, vers la fin du mois de Juillet de l'année 1710. La Cour de *Vienne* fut cependant si satisfaite de la conduite des Etats aux conférences de *Gertrudenberg*, qu'elle consentit à leur accorder le titre de *Celsi & Potentes* (Hauts & Puissants Seigneurs,) que jusqu'alors elle avait fait difficulté de leur accorder. De toutes les Puissances, la *France* fut la seule qui persista à refuser ce titre aux Etats-Généraux, qu'elle ne leur accorda même que plusieurs années.

Les négoc.
ciations
pour la
paix pour-
suivies &
rompues.

1710.

Titre
donné aux
Etats-Gé-
néraux par
l'Empe-
reur.

nées après. Les Plénipotentiaires de cette Couronne étaient cependant retournés chez eux, & l'on apprit bientôt qu'un grand changement arrivé dans le ministère de la Reine *Anne*, auquel l'on ne douta pas que la Cour de *Versailles* n'eût secrètement contribué, les avait rendus bien moins souples qu'auparavant.

Les Alliés
se rendent
maîtres de
plusieurs
Villes.

L'ON ne se fut pas plutôt apperçu à *la Haye* que les Négociations ouvertes à *Gertrudenberg* ne se soutiendraient pas, que l'on ne pensa plus qu'à reprendre les opérations militaires. La Campagne fut glorieuse pour les Alliés; *Douai*, *Bethune*, *St. Venant*, *Aire*, furent contraints de se rendre. *Villars*, à la tête de l'armée Française, loin d'oser rien entreprendre de son côté, parut pendant toute la campagne n'avoir d'autre soin que d'éviter un combat général. L'ennemi tenta cependant de surprendre le Fort de *Scarpe* & *Louvain*, mais ces deux entreprises échouèrent. Le seul avantage qu'eurent les Français fut de battre un convoi des Alliés qui se rendait à leur armée, & de couvrir si bien *Arras*, que le siège que l'on en avait projeté ne put avoir lieu. Ce fut à-peu-près vers ce tems, que se fit dans le ministère Anglais le changement, dont nous venons de parler. Les *Wighs*, qui jusqu'alors avaient été en faveur auprès de la Reine *Anne*, firent place aux *Torys*, qui par là devinrent à leur tour maîtres des délibérations du Conseil, & formèrent la majorité dans le Parlement; *Marlbrough* lui-même devint suspect. La France, toujours alerte à profiter des circonstances, ne négligea pas celle-ci, & fit sonder secrètement le nouveau ministère

stère pour négocier une paix séparée. Ces menées n'étaient cependant pas si secrètes, que l'on n'en fut instruit à *la Haye*; mais un autre événement ne laissa pas aux Etats le tems d'en faire paraître leur ressentiment. L'Empereur *Joseph* 1711. I. était mort le 17. d'Avril de l'année 1711. Mort de de la petite-vérole; son frère, reconnu Roi d'Espagne par les *Anglais* & les *Hollandais*, lui succéda. Empereur. avait succédé à l'Empire sous le nom de *Charles VI*. L'élévation de *Charles* à la dignité impériale fut un nouveau motif pour engager la Reine *Anne* & les Etats à renouer publiquement les négociations de la Paix. Cependant la France préféra de traiter d'abord secrètement avec l'Angleterre; & le ministère *Anglais* se prêta sans peine à toutes les vues de cette Couronne; en effet les négociations furent entamées, & les *Anglais*, par quelques articles préliminaires, qu'ils cachèrent longtems à leurs Alliés commerçants, demandèrent, outre quelques autres avantages pour leur commerce, qu'on leur cédât *Port-Mahon* & *Gibraltar*.

PENDANT que l'on poussait ces négociations secrètes, les armées avaient ouvert la Campagne de 1711. dans les *Pays-Bas*. Il ne s'y passa pourtant dans les rien de fort important. *Eugène* était en *Allemagne*, où la mort de l'Empereur le retint long-tems; & *Marlbrough*, quoiqu'encore placé à la tête de l'armée *Anglaise*, voyait sa disgrâce si prochaine, qu'il se vit hors d'état de former aucune grande entreprise. Cependant le 4. du mois d'Août il surprit les *Français* dans leurs Lignes près de *St. Omer* & les en chassa. Quelques

ques jours après il assiégea *Bouchain*, qui capitula le 12. de Septembre.

Mort funeste du Prince d'Orange.

LE Prince d'Orange, *Jean - Guillaume - Friso*, s'était rendu à l'armée des Alliés dès l'ouverture de la campagne; mais le Roi de *Prusse* se trouvant alors à *la Haye*, où il était venu pour terminer les différends au sujet de la succession du Roi *Guillaume*, ce Monarque engagea les Etats à presser le retour du Prince, quoiqu'il eut déjà répondu que sa présence était nécessaire à l'armée. Sur de nouvelles instances il se résolut enfin à revenir à *la Haye*, mais un accident aussi funeste qu'imprévu l'en empêcha. Le 14. de Juin, étant arrivé au *Moerdyk* avec sa suite, il entra dans la barque ordinaire avec Messieurs *Verschuër*, *Plettenberg*, *du Tour*, *Hilken* & quelques uns de ses Domestiques, pour passer au *Sas de Strie*. Un grand vent, accompagné d'une grosse pluie, s'étant subitement élevé, le Prince passa dans le Ponton avec Messieurs *du Tour* & *Hilken*, & se mit dans son carrosse pour se garantir de la pluie. La barque, où était le reste de la suite, ne gagna le bord qu'avec la plus grande peine, & après avoir couru le plus grand danger; le Ponton cependant penchait si fort d'un côté, que l'on craignit qu'il ne renversât. A peu de distance de l'endroit où il devait s'arrêter, le Prince sortit de son Carrosse, afin de pouvoir descendre plutôt à terre. Mais le Ponton porté par la tourmente au-dessous du lieu de la descente, & voulant remonter plus haut, fut entièrement renversé par un coup de vent. Le Prince s'était d'abord accroché au mât & à *du Tour*, mais la violence des

des vagues l'ayant emporté hors du Ponton , il alla à fonds & se noya malheureusement. Le Colonel *Hilken* , resté dans le carosse , eut le même sort que son Altesse , dont le corps ne fut retrouvé que neuf jours après, qu'on le vit furnager sur l'eau. * *Du Tour* eut le bonheur de se sauver avec le reste de la suite. *Jean-Guillaume - Friso* fut fort regretté , & nommé des amis de la maison de *Nassau*. † L'on assure même que le Roi de *Prusse* fut si frappé de ce funeste accident, qu'il fut obligé de se faire saigner. Le Prince d'*Orange* , qui dans plus d'une Campagne avait donné des preuves éclatantes de bravoure & de conduite , avait à peine vingt - quatre ans lorsqu'il finit ses jours d'une manière si funeste. ‡ Il laissa une fille & une

* Il fut enterré à *Leeuwaarde* le 25. de Février de l'année 1712.

† Cette perte devait leur être d'autant plus sensible, que l'on prétend que le Roi de *Prusse* , quoique jusqu'alors ce Monarque eût paru assez opposé à l'aggrandissement du pouvoir du Prince d'*Orange* , avait résolu de se servir de tout son crédit auprès des Etats , pour les engager à nommer au *Stadhouderat* de toutes les Provinces de l'Union , *Jean-Guillaume-Friso* , qui n'était encore *Stadbouder* que de la *Frise* & de *Groningue*.

‡ Les différends au sujet de la succession de *Guillaume III.* furent provisionnellement arrangés entre le Roi de *Prusse* & les Etats - Généraux , qui crurent que la Princesse Douairière , dans les circonstances où elle se trouvait alors , ne pouvait s'occuper de ce soin. Elle chercha cependant à s'y opposer , & la *Frise* & *Groningue* protestèrent aussi contre tout ce qui se ferait. L'affaire n'en fut pas moins poussée ; & ce ne fut qu'en 1732. qu'il se fit un nouveau traité de partage entre les maisons de *Brandebourg* & d'*Orange*.

une Epouse enceinte, qui le 11. de Septembre de l'année 1711. accoucha heureusement à *Leeuwarden* d'un jeune Prince, que nous verrons *Stadhouder* de toutes les Provinces de l'Union sous le nom de *Guillaume - Charles - Henri - Friso*.

LES Français, qui traitaient toujours séparément avec l'*Angleterre*, avaient enfin livré un plan général, d'après lequel ils consentaient à faire la paix. La plupart des Alliés y trouvaient si peu leur compte, qu'ils eurent peine à l'accepter pour la base des négociations. Mais la Reine d'*Angleterre*, qui avait entièrement changé de mesures, ayant menacé de se séparer des Alliés si l'on n'ouvrait les conférences de la paix sur le pié proposé par la *France*, l'on convint enfin de s'assembler à *Utrecht*. L'on n'en pensa pas moins à la *Haye* & même à *Londres*, qu'il fallait continuer la guerre. L'on prétend même que *Marlbrough* avait formé le projet de profiter de l'Hyver pour faire une descente en *France*, & y exciter un soulèvement. L'on assure encore, que le Prince *Eugène*, qui goûtait extrêmement cette expédition, avait déclaré qu'il souhaitait pouvoir pousser jusqu'à *Versailles*, la torche à la main *, sans-doute pour y détruire par le fer & le feu ce monument de la magnificence d'un Monarque, de qui il s'était

crû

* L'on sait que le Prince *Eugène* était personnellement piqué contre la Cour de *France*, à qui il avait d'abord présenté ses services, & qui l'avait assez cavalièrement refusé. *Louis XIV.* n'eut que trop lieu de s'en repentir: mais si tel a été le souhait du Prince *Eugène*, il faut avouer qu'il portait un peu loin le désir de la vengeance.

crû offensé. Quoiqu'il en soit, le prétendu projet de *Marlbrough* n'eut point lieu, parce que ce Général fut rappelé; & qu'ayant été accusé à la Chambre-Haute d'avoir accepté des présents considérables de la part des Commissaires des vivres pour l'armée de *Flandres*, la Reine lui ôta tous ses Emplois. *James Butler*, Duc d'*Ormond*, fut fait à sa place Général de toutes les Troupes *Anglaises* dans les *Pays-Bas*.

LES Plénipotentiaires des Puissances s'étaient cependant rendus à *Utrecht*, où les conférences pour la paix furent ouvertes vers le milieu du mois de Janvier de l'année 1712. L'on s'y aperçut bientôt que les *Français* se croyaient entièrement les maîtres des négociations. En effet le Magistrat d'*Utrecht* ayant dit, en complimentant les Ambassadeurs de *France*, qu'il se réjouissait de voir que l'on commençait à traiter de la paix, Mr. *Ménager*, l'un de ces Ambassadeurs, répondit avec un souris, *comment donc les Hollandais désireraient-ils aussi la paix?* Le Marquis d'*Uxelles*, en saluant l'Evêque de *Bristol*, Plénipotentiaire d'*Angleterre*, lui dit aussi, *je vous donne ma main & la* L'on crut que s'il n'acheva pas, en ajoutant le mot de *paix*, il n'en prétendait pas moins faire entendre que la *France* se croyait encore en état de l'offrir aux Alliés. Les Négociations furent enfin entamées, mais les conditions proposées par la *France* furent trouvées si peu acceptables, que les Alliés se disposèrent à pousser la guerre, & que la Reine *Anne* elle-même y parut aussi déterminée que les autres puissances. En effet l'on entra en campagne; mais le Duc

Les conférences pour la paix sont ouvertes à *Utrecht*.
1712.

reçoit or-
dre d'évi-
ter le com-
bat.

d'*Ormond* était à peine arrivé à l'armée, que le Lord *St. John*, Vicomte *Bolingbroke*, Secrétaire d'Etat en *Angleterre*, lui écrivit de ne se point laisser engager à combattre, à moins qu'il n'y vit un avantage considérable. Quinze jours plus tard il reçut de nouveaux ordres, par lesquels il lui était enjoint de ne point livrer bataille & de ne former aucun siège quelqu'avantage qu'il y vît. Cependant il lui était en même tems recommandé de tenir ces ordres aussi secrets qu'il lui serait possible. Le traité secret entre les Cours de *Versailles* & de *Londres* était alors tellement avancé, que le ministère *Anglais* ne craignit point de faire une démarche si contraire aux intérêts des Alliés. En conséquence de ces ordres, *Ormond* refusa bientôt de marcher contre le Duc de *Villars*, que le Prince *Eugène* & les autres Généraux jugeaient pouvoir attaquer avec le plus grand avantage. Ce fut en vain que l'on demanda au Général *Anglais* de s'expliquer ouvertement sur les instructions qu'il pouvait avoir reçues de sa Cour; ce fut en vain que l'on murmura, & que quelques-uns même osèrent dire hautement, que les *Anglais trahissaient la cause des Alliés*; le Duc, sans s'émouvoir des plaintes, des murmures, & des reproches, s'en tint aux ordres secrets qui lui avaient été donnés. L'unique service qu'il parut encore vouloir rendre à la cause commune, fut de couvrir le siège du *Quénoi*, investi dès le 29. de Juin 1712. par le Lieutenant - Général *Fagel*; mais *Ormond* en avait d'avance prévenu *Villars*, en l'assurant en même tems, qu'il pouvait compter que pas un seul homme à la solde de sa

sa Majesté *Britannique* ne serait employé à couvrir ce siège. Peu de tems après la Cour de *France*, qui savait déjà à quoi s'en tenir, & qui était informée qu'*Ormond* avait reçu de nouveaux ordres, par lesquels il lui était enjoint de ne causer aucun desavantage aux *Français*, consentit à faire occuper *Dunkerque* par les troupes du Duc, à condition pourtant qu'il déclarât que de toute la guerre il n'entreprendrait plus rien contre l'armée *Française*. Les motifs secrets de cette bonne intelligence venaient de ce que *Louis XIV.* avait déjà consenti, que le Duc d'*Anjou* optât entre la Couronne d'*Espagne* ou le droit de succéder à celle de *France*. *Philippe* choisit le certain pour l'incertain; & dès que l'on fut informé en *Angleterre* qu'il avait formellement renoncé à la Couronne de *France*, pour conserver celle d'*Espagne* & la possession des *Indes*, les deux Cours signèrent au mois de Juin une suspension d'armes pour deux mois.

CEPENDANT avant que les Ministres secrets des deux Puissances eussent signé ce Traité, la Reine *Anne* avoit cru devoir informer son Parlement des principales conditions de la paix, telles qu'elles avaient été arrêtées entre les deux Cours dans leurs négociations secrètes. Le discours de sa Majesté aux deux Chambres ne laissa plus aucun doute aux Alliés que leurs intérêts communs avaient été sacrifiés aux intérêts particuliers de la *France* & de l'*Angleterre*. Ils en témoignèrent le plus grand mécontentement; mais les Etats-Généraux surtout furent aussi choqués qu'allarmés d'apprendre que l'on avait réglé leur Commerce & leurs Barrières, sans leur en don-

Mécon-
tentement
des Etats
de la con-
duite des
Anglais.

ner connoissance , & sans qu'ils pussent même conjecturer sur quel pié avaient été réglés ces deux articles si importants. Ils s'en plaignirent en termes très-forts ; mais la Cour de *Londres*, loin d'avoir égard à ces plaintes , prétendit justifier sa conduite, en rejetant la faute de tout ce qui venait de se passer, sur ceux qui étaient actuellement à la tête de la République.

Le Duc
d'Ormond
se sépare
de l'armée
des Alliés.

Si les Etats avaient eu lieu jusqu'alors d'être peu satisfaits de la conduite des *Anglais*, ils eurent bientôt de nouveaux motifs d'en paraître plus mécontents encore. L'on avait poussé le siège du *Quénoi* pendant tout le mois de Juin, lorsque le Duc d'Ormond, déclara au Prince *Eugène* & aux Députés à l'armée, que la *France* ayant consenti à une suspension d'armes avec la Reine d'*Angleterre*, il ne pouvait plus longtemps couvrir ce siège. Quelque surprise que dût causer aux autres Généraux une telle déclaration, ils étaient trop clair-voyants pour ne s'y être pas attendus. Le *Quénoi* fut cependant emporté le 4. de Juillet. A peine cette Place se fut rendue, que le Duc d'Ormond avec les *Anglais* se sépara du reste de l'Armée des Alliés, publia dans la sienne la suspension d'armes, & mit garnison dans *Dunkerque*, qui avait été évacué par les *Français*. Le Général *Anglais* ne se contenta pas de refuser toute sorte de secours aux Alliés ; peu après s'en être séparé il surprit le Chateau de *Gand* & la Ville de *Brugé*, Places que les *Anglais* ne voulaient pas que l'on comprit parmi celles qui devaient servir de barrière aux *Provinces-Unies*. Après cette démarche des *Anglais*, quelques Membres du Gouverne-

ne-

nement, & nommément la Ville d'*Amsterdam*, eussent bien voulu conclure aussi une suspension d'armes pour deux mois, mais l'on fut à la Haye d'un autre sentiment, auquel la Ville d'*Amsterdam* accéda,

L'ON ne s'était déjà que trop apperçu des D^éfaite
suites fâcheuses de la défection du Duc d'Or.^{des Alliés}
mond, l'on ne tarda pas à en éprouver de plus à *Dénain*.
funestes encore. *Villars* en profita d'abord pour
attaquer les Alliés près de *Dénain*; quoique
surpris par l'ennemi, ils se défendirent avec beau-
coup d'intrépidité; mais il fallut enfin céder au
nombre. La défaite des Alliés fut complète,
tous furent tués, mis en fuite, ou faits prison-
niers. *Albemarle* lui-même qui les commandait
tomba entre les mains de l'ennemi. Quelques
jours plus tard *Marchienne*, où les Alliés avaient
leur magasins, fut emportée par les Français,
qui reprirent aussi *Douai*, le *Quénoi* & *Bouchain*.
Au mois d'Octobre suivant un parti de l'Enne-
mi entra dans *Tholen*, l'une des Iles de la *Zé-
lande*, se rendit maître de la ville du même
nom, & lui fit payer une contribution de 10,000
Riksdales.

LES avantages remportés par les Français dans Evène-
cette dernière campagne ne contribuèrent pas^{ment qui}
peu aux progrès des négociations de la paix.^{mit les né-}
Cependant elles furent sur le point d'être rom-^{gociations}
pues par un événement d'assez peu de consé-^{en danger}
quence. La nouvelle de la défaite des Alliés à^{d'être rom-}
Dénain étant parvenue à *Utrecht*, quelques per-
sonnes de la suite de Mr. *Ménager*, Plénipo-
tentiaire du Roi de France, insultèrent de fait
& de paroles les gens du Comte de *Regieren*, re-
vêtu

vêtu du même caractère de la part des Etats. Le Comte n'ayant pû obtenir satisfaction de cette insulte, ses gens se la donnèrent eux-mêmes; & ayant rencontré quelque tems après les Domestiques de *Ménager* au mail, ils les frappèrent au visage. Ils en furent approuvés par le Comte, qui leur dit même, *que puisque Mr. Ménager lui avait refusé satisfaction, ils pouvaient décider leur différend entre eux.* Le Français s'en trouva si offensé, qu'il en fit ses plaintes au Roi son maître. *Louis XIV.* fit écrire aussitôt aux Etats pour leur demander le rappel du Comte, & que l'on nommât une autre personne à sa place. En même tems il ordonna à ses Plénipotentiaires de ne point poursuivre les négociations tant que *Regteren* serait à *Utrecht*. Les Etats ne paraissaient guères portés à donner cette satisfaction au Roi de *France*; mais la conduite des *Anglais* les mettant plus que jamais dans la nécessité de chercher la paix, ils résolurent enfin, malgré toutes les oppositions de la *Gueldres*, de l'*Overissel* & de *Groningue*, de se prêter aux désirs du Monarque Français. Ainsi le Comte de *Regteren* eut ordre de ne plus paraître aux conférences, & se démit aussitôt du caractère dont il avait été revêtu jusqu'alors au Congrès d'*Utrecht*.

Avantages
des Français
sur
mer.

Si la campagne fut heureuse cette année en *Flandres* pour les Français, ils n'eurent pas de moindres avantages sur mer. Au commencement de Mai le Sieur *Jacques Cassard* avait emporté & pillé le Château de *St. Jago* dans une des Iles du *Cap-Verd*; de là il fit une descente dans l'Ile des *Lezards*, dont les *Anglais* étaient

étaient maîtres. Les Colonies de *Suriname*, des *Berbices*, de *Curaçao* furent ensuite obligées de payer de grosses contributions pour se délivrer du pillage dont elles étaient menacées. A toutes ces pertes vint se joindre la conduite des *Suédois*, qui étaient alors en guerre avec la *Russie* & le *Danemarck*. Ils s'emparèrent à plusieurs reprises d'un grand nombre de *Vaisseaux Hollandais*, sous prétexte qu'ils transportaient à l'ennemi des munitions de guerre, ou qu'ils étaient chargés d'autres effets de contrebande.

TANT de maux accumulés, les suites incertaines d'une guerre coûteuse, dont ils portaient presque seuls tout le fardeau, depuis que les *Anglais* avaient conclu & renouvelé leur suspension d'armes avec la *France*, firent enfin résoudre les Etats à faire la paix aux meilleures conditions possibles. Le 30. du mois de Janvier de l'année 1713. ils signèrent un nouveau traité de Barrière avec l'*Angleterre*, qui, dans les conditions arrêtées entre cette couronne & la *France*, avait obtenu pour eux la Ville de *Tournai*. Le 14. du mois d'Avril ils signèrent aussi un traité de Paix & de Commerce avec la *France*, ce qui déplut fort aux Impériaux. La paix fut annoncée le même jour au peuple par la décharge de quelques pièces de canon, plantées devant l'Hôtel-de-ville d'*Utrecht*. Quelques jours après la publication s'en fit par toute l'étendue de la République; mais, loin d'en témoigner de la joye, le peuple en parut généralement peu satisfait. Son mécontentement éclata surtout contre le Ministère *Anglais*, qui, après une guerre des plus glorieuses, avait forcé la

Paix
d'*Utrecht*.
1713.
Ré-

République à conclure une paix qui ne lui rapportait presque aucun avantage. Peu après l'on vit arriver à *Utrecht* les Ambassadeurs de *Philippe d'Anjou*, reconnu enfin Roi d'*Espagne* par les *Anglais* & les *Etats*, qui entrèrent aussitôt avec eux en des négociations, dont nous verrons le résultat dans le Chapitre suivant.

CHAPITRE XVIII.

Commencant à l'année 1713. & finissant à la Paix de Dresde en 1745.

1713.

Suites de
la paix
d'*Utrecht*.

A PEINE la paix avait été signée à *Utrecht* entre la *France*, l'*Angleterre* & les *Provinces-Unies*, que le Comte de *Sinzendorf*, Ambassadeur de l'Empereur au Congrès, retourna à *Vienne* très-mécontent de la conduite des *Anglais* & des *Etats*. Ces derniers cependant, qui avaient envoyé Ambassadeurs en *France* Messieurs *Buys* & *Goslinga*, pour y ratifier la paix, conclurent à *Utrecht* un traité provisionnel avec les *Anglais* pour régler les droits de Commerce dans les *Pays-Bas Espagnols*. Ce fut aussi vers le même tems qu'ils traitèrent avec le Canton de *Berne* & les *Grisons* de l'envoi de quelques Régiments *Suisses*. Le Commerce & la Navigation des *Hollandais* dans la *Méditerranée* & le *Levant* avaient été depuis quelque tems fort exposés aux pirateries des *Barbaresques*, les *Etats* parvinrent à leur procurer quelque sûreté, par différents traités de paix & de navigation

tion conclus cette année avec les Régences d'*Alger*, de *Tunis* & de *Tripoli*. Enfin ce fut aussi en l'année 1713. que la Colonie des *Berbices* changea de Propriétaires. Ceux qui l'avaient été jusqu'alors, Messieurs *van Peere*, Membres de la Régence de *Flessingue*, ayant refusé de payer la Lettre de change donnée en 1712. par les Colons aux Français en paiement des contributions auxquelles ceux-ci les avaient taxés, & qui n'avaient été payées qu'en partie; quatre particuliers * se chargèrent de satisfaire les porteurs de la Lettre de change, & devinrent par ce moyen propriétaires de la Colonie, qu'ils cédèrent cependant quelques années plus tard à une Société d'Intéressés pour la somme de huit-cent-mille florins. Cette Colonie, dont le plus grand produit est en sucre, a considérablement augmenté son Commerce depuis ce tems. Gouvernée à-peu-près sur le même pié que celle de *Suriname*, elle reçoit comme elle ses Esclaves de la Compagnie des *Indes-Occidentales*, qui s'est engagée à les en fournir.

La paix ayant enfin été conclue à *Rastad* en 1714. entre l'Empereur & la France, les Etats, qui voyaient par là assurer en grande partie au moins leur traité particulier avec la France, ne pensèrent plus qu'à conclure leur traité avec l'Espagne. En effet toutes les difficultés qui jusqu'alors en avaient retardé la conclusion, ayant été

1714.

Traité de
Paix entre
l'Espagne
& les Etats.

* *Nicolas & Henri van Hoorn, Arnoud Dix & Pierre Schuurmann*, Négocians d'*Amsterdam*. Ils payèrent cent-huit mille florins aux Français, au lieu de cent-quatre-vingt-deux mille florins que portait la lettre de change.

été applanies, la paix fut signée à *Utrecht* le 26. de Juin 1714. entre *Philippe* Roi d'*Espagne* & les *Provinces-Unies*.

Le Prince *George-Louis*, Electeur d'*Hanovre*, fut aussitôt proclamé Roi de la *Grande-Bretagne*. Ce Prince se rendit au mois de Septembre dans ses nouveaux Etats, où il fit d'abord de grands changemens dans le ministère. Le Vicomte *Bolingbroke*, soupçonné d'avoir voulu favoriser le parti du *Prétendant*, avait été démis de tous ses Emplois, dès avant l'arrivée du nouveau Roi, & s'était retiré en *France*. — Il s'éleva aussi cette année quelques différends avec le Roi de *Prusse* au sujet de quelques Seigneuries du Prince d'*Orange*, dont ce Monarque avait cherché à se rendre maître par surprise, & d'une Douane qu'il avait établie à *Well* au-dessous de *Vento* sur la *Meuse*. Quelques représentations que pussent faire les Etats, la Douane ne fut point supprimée, & le différend au sujet des Biens de la maison d'*Orange* fut remis à la décision du juge ordinaire. — L'on avait commencé cette année à *Anvers* à travailler à un traité de Barrière entre l'Empereur & les Etats, mais l'on ne put parvenir à le conclure, non plus qu'un traité de Commerce avec les *Pays-Bas Espagnols*. — Peu après la mort de la Reine *Anne*, le *Prétendant*, qui depuis quelque tems se tenait en *Lorraine*, publia un manifeste contre l'élection de *George I.* Cette démarche fut bientôt suivie (en 1715.) d'un soulèvement en *Ecosse*, excité par le Comte de *Mar*, qui y fit proclamer le

Soulèvement en faveur du *Prétendant*.

1715.

Pré-

Prétendant Roi de ce Royaume. En *Angleterre* même quelques Provinces se déclarèrent en sa faveur ; il fut proclamé dans la *Cornouaille* & le *Northumberland* sous le nom de *Jacques III.* Les Etats, qui s'étaient engagés à maintenir la succession du Royaume dans la ligne *Protestante*, firent en conséquence partir pour l'*Ecosse*, à la prière de *George I.* six mille hommes de troupes réglées sous la conduite du Major-Général *Beek.* Les suites de cet événement n'étant pas de notre sujet, il suffira de dire que le soulèvement fut étouffé, que plusieurs des Rebelles furent punis ou s'expatrièrent, & que le *Chevalier* de *St. George*, qui s'était rendu en *Ecosse*, pour soutenir la rebellion par sa présence, fut obligé de sortir brusquement de ce Royaume.

MALGRE' les protestations de la Cour de *France*, l'on crut assez généralement qu'elle avait eu part à ces derniers troubles ; du moins était-il sûr qu'elle avait permis ou n'avait point empêché que dans plusieurs ports du Royaume l'on embarquât des Munitions & des Troupes pour le *Prétendant.* Quoiqu'il en soit, la mort de *Louis XIV.* arrivée le 1. de Septembre 1715. ne contribua pas peu à déranger les vues de ce Prince, & de ceux qui cherchaient à le placer sur le trône de la *Grande-Bretagne.* Le Duc d'*Anjou*, fils du Duc de *Bourgoigne*, & arrière-petit-fils du feu Roi, succéda à ce Monarque sous le nom de *Louis XV.* *Philippe*, Duc d'*Orléans*, déclaré Régent du Royaume pendant la minorité du Roi, qui n'avait pas encore six ans accomplis, commença sa Régence, relative-

ment aux affaires de la République, par déclarer à ses Ambassadeurs, de même qu'à ceux d'*Angleterre*, qu'il ne souffrirait pas que le *Prétendant* s'arrêtât en *France*, qu'il ne lui donnerait aucun secours, mais qu'il s'en tiendrait religieusement au Traité d'*Utrecht*. Déclaration, dit Mr. *Wagenaar*, qui faisait bien voir que le Duc - Régent entendait ses vrais intérêts, & qu'il avait dessein de s'en occuper uniquement.

Traité de
Barrière. LA mort de *Louis XIV.* apporta encore un autre avantage aux Etats. Le Traité de Barrière n'avait pû encore se conclure; mais le changement arrivé dans le Ministère de *France* contribua beaucoup à avancer les négociations. Les Etats qui n'avaient plus d'obstacles à craindre de la part de cette Couronne, en persistèrent avec plus de fermeté dans leurs demandes, & l'Empereur lui-même en devint plus accommodant. Enfin le 14. de Novembre ce fameux Traité fut signé à *Anvers*, & procura aux Etats la possession de ce qu'ils avaient gagné par une guerre de douze ans, & qu'ils avaient stipulé par la Paix d'*Utrecht*. Ils obtinrent par ce traité la propriété & la souveraineté d'une grande partie du Quartier supérieur de la *Guel-dres*, & d'une petite partie de la *Flandres*; ce qui assurait mieux que jamais leurs frontières à l'Est & à l'Ouest du côté de la *Zélande*. Par le droit qui leur fut accordé de mettre garnison dans *Namur*, *Tournai*, *Menin*, *Warneton*, *Furpe*, *Ypres* & le Fort de *Knokke*, ils se virent à couvert des entreprises de la *France*. En cas de guerre il fallait emporter toutes ces Places avant que l'on put, du côté de la *Flandres - Française*, mettre le

le pié sur les terres de la République. Quelque coûteux que dût être l'entretien de toutes ces Garnisons, le Gouvernement a toujours cru que, sans cette barrière, l'Etat ne pouvait se promettre une sûreté réelle contre les entreprises imprévues de ses Voisins. Il s'éleva cependant encore quelques difficultés entre les Etats, le Roi de *Prusse*, l'Electeur *Palatin* & celui de *Cologne* au sujet de quelques articles de ce Traité; mais l'on parvint enfin à s'arranger, & la République resta dans la paisible possession de sa Barrière. Les autres événemens de cette année ne présentent rien de fort intéressant. Les *Anglais* & les *Hollandais* mirent une Escadre en mer, pour protéger la Navigation de la *Baltique* contre les Pyrateries des *Suédois*. — Un Ouragan furieux causa aussi cette année quelques dommages dans les Provinces de *Hollande*, de *Zélande*, de *Frise* & de *Groningue*, qui souffrirent de grandes inondations. A ces maux se joignit encore une maladie contagieuse qui attaqua le gros bétail, & qui malgré tous les soins & toutes les précautions prises par le Souverain, s'est prolongée jusqu'à nos jours & se manifeste encore de tems en tems. — Des plaintes s'étant aussi élevées contre la conduite de quelques Membres du Gouvernement, fortement soupçonnés de sacrifier leur fidélité à leurs intérêts, les Etats - Généraux trouvèrent à propos de publier un Edit par lequel il était interdit à tous les Membres de cette Assemblée de même qu'à ceux des autres Colléges supérieurs de la République, de se laisser corrompre par des présens, des dons, ou autres moyens

1716.

Traité
avec l'An-
gleterre.

Pierre le
Grand re-
vient en
Hollande.

semblables, Edit dont tous furent obligés de promettre & de jurer l'observance sous serment. LA Paix qui regnait alors entre toutes les Puissances de l'*Europe* ne laissait d'autre soin à la politique de quelques-uns, que celui de s'unir plus étroitement encore par de nouveaux traités. Les Ambassadeurs de la République à *Londres* en conclurent un * avec le Ministère *Anglais*, par lequel ils renouvelaient & confirmaient les Traités antérieurs. † D'ailleurs l'*Angleterre* y garantissait aux Etats leur Barrière en *Flandres*; & ceux-ci de leur côté promettaient aux *Anglais* de les maintenir dans la possession de *Gibraltar* & de *Minorque*. — Pierre le Grand, qui aimait à voyager, revint cette année en *Hollande*, accompagné de l'Impératrice son Epouse. Il s'arrêta à *Amsterdam* jusqu'au printems de l'année 1717. d'où il se rendit à la *Haye* & de là en *France*, laissant l'Impératrice à *Amsterdam* pendant son absence. Messieurs d'*Amsterdam* donnèrent à cette Princesse tous les divertissemens, qu'ils jugèrent le plus de son goût; ils représentèrent surtout plusieurs *Nau-machies*, ou combats simulés sur l'eau. Le *Czar* à son retour de *France* fut traité avec la même magnificence. Le voyage de ce Prince n'était pas l'effet d'une simple curiosité; la politique qu'il s'était faite, dirigeait toutes ses démarches; & les Etats qui ne l'ignoraient pas, eussent bien voulu profiter des circonstances & de la présen-

* Il est du 17. de Février 1716.

† Nommément les traités de 1667. 1668. 1674. 1675. 1678. 1689 & 1713.

ce de ce Souverain, pour conclure avec lui un traité avantageux de Commerce. Cependant tous leurs efforts furent inutiles, soit que le Czar ne trouvât point lui-même ses avantages dans les conditions qu'on lui proposait, soit qu'il fut mécontent de ce que les Etats s'étaient entre-mis d'accommoder quelques différends survenus entre ce Prince & la Ville de *Dantzic*. Quoiqu'il en soit, le Traité projeté ne put avoir lieu; ce qui, joint à l'augmentation excessive des Droits dans les Villes de la *Livonie*, rendit moins chère & moins agréable aux *Hollandais* en général la présence d'un Prince dont le gouvernement était un peu trop absolu & trop arbitraire, & dont la puissance devenait de jour en jour plus formidable. Le Czar qui s'aperçut du refroidissement des Esprits dans ces Provinces se retira par *Berlin* dans ses Etats.

LE poids de la guerre n'opprimait plus les peuples des *Provinces-Unies*, mais ils n'éprou-
Divisions entre les différentes Provinces.
 vaient que trop encore qu'ils en avaient été longtemps pressés. Les Finances étaient épuisées, le commerce languissait, & ce qui n'était pas le moindre des maux, les Membres du Gouvernement étaient divisés, & ne pouvaient s'accorder sur les différents moyens de rétablir le bon ordre, & de ramener l'abondance dans le sein de l'Etat. Plusieurs points relatifs à ces différents objets furent mis en délibération dans l'Assemblée des Etats. L'on commença par vouloir établir un Officier public, sous le nom d'Avocat-Fiscal, qui serait chargé de tenir la main à l'exécution de l'Edit porté l'année précédente contre les personnes en charge, accusées de s'é-

tre laissé corrompre par des présens ou autres moyens illicites. Un pareil Etablissement devait paraître utile ; cependant il ne put avoir lieu par la faute de quelques Provinces, qui négligèrent ou refusèrent de se prêter sur cet article aux vues de l'Assemblée des Etats - Généraux. Les personnes éclairées s'étaient bien attendues aussi, que les intérêts particuliers qui divisaient alors les Provinces entr'elles, formeraient un obstacle difficile à surmonter. Cette division, comme à la fin de presque toutes les guerres que la République avait eu à soutenir, procédait en grande partie du nombre de troupes plus ou moins grand qu'il convenait de licentier. Les Etats - Généraux avaient fait à la paix une réduction qu'ils avaient cru devoir suffire ; mais quelques Provinces, se croyant encore surchargées par l'entretien des différens Corps qui restaient à leur solde particulière, en licentierent une partie. Par ce moyen le plus grand fardeau des dépenses communes retomba sur la *Gueldre*, la *Hollande* & l'*Overissel*, qui n'avaient point fait de réduction particulière. Ces Provinces étaient ainsi obligées de contribuer fort au-delà de leur contingent ordinaire, quoique la *Gueldre* retint un septième de ce qu'elle devait contribuer. Il fallut penser aux moyens de ramener à l'unanimité les membres qui s'en étaient écartés. L'on écrivit lettres sur lettres aux Provinces ; elles n'y répondirent pas, ou n'y répondirent que pour s'excuser sur l'impossibilité de concourir avec les autres sur le pié qu'elles proposaient. La voye des Députations avait déjà si souvent été tentée sans succès, les

Pro-

Provinces depuis quelque tems en avaient témoigné tant d'éloignement, que l'on crut inutile, dangereux peut-être, de l'essayer encore. Les choses en étaient au point que l'on prévoyait & que l'on craignait une scission entre les membres de l'Union. Pour prévenir un mal qui, en rompant le lien de l'Etat, devait en causer la ruine entière, les plus sages crurent qu'il n'était point d'efforts qu'il ne fallut faire. L'*O-verissel* proposa une Assemblée extraordinaire des Etats de toutes les Provinces, convoqués à la *Haye*. Les Etats - Généraux approuvèrent ce moyen. D'autres croyaient que, sans rendre cette Assemblée aussi nombreuse & la tenir avec autant d'éclat qu'elle l'avait été en 1651. il suffirait que chaque Province envoyât un petit nombre de Députés, munis de pleins-pouvoirs pour former une liste des vices du gouvernement qui exigeaient une reforme, & pour délibérer sur les moyens les plus propres à établir cette reforme, & à conserver l'union & la concorde entre les confédérés. La *Hollande* au-contraire, jugeant que la tenue de la grande Assemblée serait trop dispendieuse & trop bruyante, était d'avis que l'on envoyât simplement ces pleins-pouvoirs aux Députés ordinaires à l'Assemblée des Etats - Généraux.

QUOIQUE depuis la mort de *Guillaume III.* Quelques-
 aucun des membres n'eut sérieusement pensé à uns remet-
 rétablir le *Stadhouderat* dans la République, la tent sur le
 division qui regnait actuellement dans son sein tapis l'é-
 devait naturellement ramener cette proposition d'un Stad-
 sur le tapis. En effet quelques personnes firent boulder.
 observer alors, que l'élection d'un *Stadhouder* é-
 Bb bb 4 tait

taut l'unique & le plus sûr moyen dont l'Etat pût se servir pour parvenir au but salutaire que l'on se proposait. Ce n'étaient seulement pas des Membres de la Régence qui voulaient que l'on eut recours à ce moyen; des personnes privées, les Etrangers même étaient de cet avis: & l'on assure que *George I. Roi d'Angleterre*, secrètement poussé, dit-on, par les conseils de *Mr. de Wassenaar-Duivenvoorde*, Ambassadeur des Etats en *Angleterre*, pensait à faire revêtir de cette Dignité éminente son frère *Ernest-Auguste*, Evêque d'*Osnabrug*, à condition pourtant que ce Prince épousât la Princesse Douairière de *Nassau*, Mère du jeune *Stadhouder* héréditaire de *Frise*. Le Monarque, qui devait se rendre cette année à *Hanovre*, comptait faire cette proposition aux Etats à son passage par la *Hollande*; mais ceux qui étaient alors à la tête du Gouvernement trouvèrent moyen, dit-on, de prévenir & d'arrêter sans éclat une démarche qui ne se serait pas trouvée du goût du plus grand nombre, & qui peut-être n'aurait servi qu'à aliéner davantage les Esprits, & à relâcher tout-à-fait le nœud qui les tenait encore unis.

Assemblée
extraordi-
naire des
Etats-Gé-
néraux.

IL fut donc résolu que les Etats s'assembleraient extraordinairement à *la Haye*, quoique toutes les Provinces n'y eussent point encore donné leur consentement. Celle de *Groningue* n'envoya point ses Députés, parce que la Ville de ce nom, qui forme le premier membre des Etats de la Province, était brouillée avec les *Ommelandes*, & que quelque peine que l'on se donnât, l'on ne put parvenir alors à leur faire, pour un tems au moins, sacrifier leurs intérêts

par-

particuliers à l'intérêt public. Avant l'ouverture de cette Assemblée extraordinaire, qui ne se fit que le 28. de Novembre 1716. l'on examina les principaux points qui devaient y faire le sujet des délibérations. L'on parla entr'autres de verser dans le trésor de l'Etat le produit des Postes; l'on évaluait à deux millions de florins les sommes dont l'Etat profiterait par cette opération. La ville de *Rotterdam* venait depuis peu de donner l'exemple de ce que l'on pourrait faire à cette occasion. Elle avait fait rentrer dans la Caisse publique de la ville, le produit des Postes, dont quelques particuliers avaient joui jusqu'alors, comme il était d'usage dans presque toutes les autres villes; & s'était contentée de donner d'honnêtes appointemens à celui qu'elle avait chargé de gérer les fonctions de Maître des Postes. „ Il n'y avait, disait-on, qu'à suivre le même exemple pour la généralité de la République; ce qui pouvait se faire en décidant, que les Postes étaient un des plus beaux droits du Souverain, sur lequel des personnes privées, ni les Villes mêmes, ne pouvaient former de prétentions. „ Quelqu'avantageux que dût paraître cet avis, il ne put passer par l'opposition surtout des grandes villes de la *Hollande*, où les principaux Magistrats jouissaient depuis longtems des grands avantages de cet emploi lucratif; c'était trop exiger d'eux de vouloir qu'ils fissent au bien-être de l'Etat le sacrifice de leurs intérêts particuliers. — L'on voulut encore faire certains arrangemens, dont les Etats d'*Overissel* avaient donné l'exemple, sur les mariages entre les *Re-*

formés & les Catholiques. Le Synode de *Guel-dres* avait présenté une Requête relative à cet objet, & l'on aurait souhaité qu'en cas de pareils mariages, les *Catholiques* avant de s'y engager, déclarassent qu'ils n'inquiéteraient en aucune manière leurs maris ou leurs femmes sur le fait de la Religion, & que les Enfans qui naîtraient de ces mariages seraient bâtisés & élevés dans le sein de la Religion *Reformée*. Mais cet article, de même que plusieurs autres, resta encore indécis, la *Hollande* n'ayant voulu rien décider là-dessus, & l'ayant remis à l'examen des Conseillers - Commissaires (*Gecommitteerde Raaden*) de la Province, pour en faire ensuite leur rapport à l'assemblée Provinciale.

Si peu d'unanimité dans les délibérations préliminaires n'en promettait pas beaucoup dans celles de la grande Assemblée, que le Comte *Adolphe - Henri de Regteren*, Président de semaine pour l'*Overissel*, ouvrit le 28. de Novembre par un discours éloquent, dans lequel il fit voir avec force, combien pour le bien de l'Etat il était nécessaire que la concorde & l'union regnassent entre les différentes Provinces. Il saisit cette occasion pour dire un mot de la corruption dont étaient soupçonnés grand nombre de Magistrats. Lui-même avait été dans sa Province l'un des principaux zélateurs de l'Edit que l'on avait publié depuis peu, pour prévenir les suites de ce vice de tout gouvernement; & il voulait que, sans égard pour qui que ce fut, l'on s'en tint scrupuleusement aux mesures prises par cet Edit, ce fut-ce, dit-il, que pour convaincre le Peuple de la probité & de

de l'intégrité de ses Chefs, dont il ne manquait jamais de soupçonner la fidélité, toutes les fois que l'on se préparait à faire quelques changemens. Parmi les différens points qui devaient faire l'objet des délibérations de l'Assemblée, la Réduction des Troupes & les Finances occupèrent les Membres pendant plusieurs séances. Après bien des difficultés & des longueurs infinies, l'on parvint cependant à régler en quelque façon ces deux principaux points. Pour redresser les finances, l'on se vit forcé, à l'exemple de la *Hollande*, de charger les Obligations à la charge de la Généralité d'un centième dénier pour le terme de trois ans seulement, clause que l'on accorda aux pressantes instances de la *Gueldre*. Cela n'empêcha pas les Etrangers, de même que les sujets de la République, qui avaient placé leur argent dans les fonds de l'Etat, de se plaindre hautement; le Roi de *Prusse*, dans une lettre très-forte qu'il en écrivit à la *Haye*, joignit même les menaces aux plaintes. On lui répondit, comme aux autres, „ que la nécessité seule avait forcé le Gouvernement de recourir à ce moyen. ” Dans leur réponse à la Régence de *Clèves*, qui avait fait les mêmes plaintes, l'on ajoutait „ que les „ Etrangers ne pouvaient prétendre à de plus „ grands avantages que ceux dont jouissaient les „ sujets même de l'Etat, sur qui la même charge avait été imposée. ” Si la manière dont l'on s'était vu forcé de régler les finances causa quelques mécontentemens, la Réduction des troupes ne passa pas avec plus de facilité. Cependant elles furent réduites à 34000 Hommes, contre le sentiment de plusieurs Provinces, & mal-

malgré les protestations de la *Zélande*, offensée de ce que sur un point aussi important, & qui demandait l'unanimité des suffrages, l'on avait conclu à la pluralité. Les Députés, que ces deux objets avaient occupés plusieurs mois, parce que leurs Instructions n'étant point assez amples, ils étaient obligés de demander souvent & d'attendre longtems de nouveaux ordres de leurs Commettans, prolongèrent l'Assemblée jusqu'au mois de Septembre de l'année 1717. qu'elle se sépara, sans que les Provinces eussent pu se réunir sur différents points importants, qui demeurèrent indécis, quoique l'on se fut assemblé pour les régler définitivement.

Alliance
entre la
France,
l'Angleter-
re & les
Provinces-
Unies.

PENDANT que l'on travaillait à la *Haye* aux moyens de rétablir l'harmonie entre les Membres de l'Union, & de soulager l'Etat du fardeau qu'il avait si longtems porté, l'on ne négligeait pas de veiller au-dehors à ce qui pouvait contribuer à conserver à la République la paix & le repos dont elle commençait à jouir. Depuis plusieurs années la guerre avait semblé être l'unique soin de la plupart des Princes de l'*Europe*; partout elle était allumée, partout elle se faisait avec une sorte d'acharnement opiniâtre; & si quelquefois on posait les armes & l'on feignait de se réconcilier, c'était moins pour jouir de la paix, que pour se préparer à recommencer la guerre avec plus de fureur que jamais. La paix d'*Utrecht*, conclue en 1713., parut devoir être plus durable que les précédentes. Celle de *Rastat*, qu'elle occasionna & qui bientôt fut suivie elle-même de quelques autres paix particulières, acheva de pacifier la plus grande partie de l'*Europe*.

rope. Cependant il est assez probable que tous ces Traités auraient eu le sort de tant d'autres, si la mort de *Louis XIV.* & la Régence du Duc d'*Orléans* n'eussent pour ainsi dire concouru à faire adopter à quelques Souverains un nouveau système de politique. Il était de l'intérêt de la *France* de vivre en paix avec ses voisins pendant une minorité qui devait être longue. Le Régent le sentit, & il se servit de toute son habileté pour conserver au Royaume un repos dont il avait besoin, & donner à son auguste Pupille des Alliés, qui pussent au besoin embrasser & soutenir ses intérêts. Bientôt aussi l'on vit les effets de cette prudente politique; & le 4. de Janvier de l'année 1717. fut signée à la Haye, après plusieurs négociations secrètes, une triple alliance entre la *France*, l'*Angleterre* & les *Provinces-Unies*. Par ce traité, que ménagea en grande partie le fameux Abbé du Bois, la succession au trône de la *Grande-Bretagne* était assurée à la ligne Protestante de la maison d'*Hanovre*; la Paix d'*Utrecht* était confirmée dans tous ses points; le droit de succéder à la Couronne de *France* était réglé de façon que l'on y donnait l'exclusion au Roi d'*Espagne* & à ses Descendans; l'on y abandonnait la cause du Prétendant, à qui il serait ordonné de sortir d'*Avignon* & de se retirer au-delà des *Alpes*; le Régent promettait de faire raser les fortifications de *Dunkerque* & de combler son port; l'on se garantissait ses possessions respectives, à la défense desquelles les parties contractantes s'engageaient mutuellement; enfin la *France* accordait aux *Etats-Généraux* le titre de

1717.

de *Hauts & Puissants Seigneurs* ; qu'elle leur avait refusé jusqu'alors.

IL ne se fait point d'alliances entre des Souverains, sans causer des mécontentemens, de la jalousie même à d'autres. L'Empereur fut peu satisfait de celle qui venait de se conclure entre les trois Puissances. En effet il y voyait assurer à *Philippe d'Anjou* la possession d'une Couronne, sur laquelle il se croyait lui-même en droit de former des prétentions. La Cour d'*Espagne* de son côté trouvait étrange que l'*Angleterre* & les Etats eussent disposé des droits du Roi *Philippe*, en l'excluant de la succession à la Couronne de *France*, ces Puissances, disaient les *Espagnols*, devaient laisser aux Etats du Royaume à régler une affaire qui les regardait uniquement. Mais si l'on murmurait à *Vienne* & à *Madrid*, les *Français*, les *Anglais*, les *Hollandais* eux-mêmes censuraient assez généralement la conduite des trois Cours dans cette affaire. Le Duc d'*Orléans*, disait-on en *France*, en consentant à chasser & à abandonner le Chevalier de *St. George*, de même qu'à la démolition de *Dunkerque* &c. ce que *Louis XIV.* ajoutait-on, se ferait bien gardé de promettre, avait sacrifié les intérêts du Royaume à ses vues particulières, afin de s'en assurer la succession pour lui-même. Les *Anglais* croyaient la succession *Protestante* assez assurée par la Paix d'*Utrecht*, sans qu'il fut nécessaire d'avoir recours à un nouveau Traité ; d'ailleurs la crainte éloignée, chimérique peut-être, d'une descente ou d'une révolte dans le Royaume, n'était pas un motif suffisant pour servir de prétexte à y appeller un si grand nombre de trou-

pes étrangères qu'il était stipulé par le traité; que lorsqu'elles y seraient une fois entrées, il ne serait que trop facile de les employer à opprimer la liberté de la Nation. — Enfin dans les *Provinces-Unies* plusieurs prétendaient que par cette alliance les Etats s'étaient trop détachés de la maison d'*Autriche*, pour s'unir plus étroitement à la *France*, dont ils avaient si souvent éprouvé l'inconstance & le peu de sincérité; peut-être ce traité même, outre le préjudice qu'il pouvait causer au Commerce avec l'*Espagne*, allumerait bientôt une nouvelle guerre dans laquelle la République se trouverait forcément engagée. — C'était en effet une espèce de phénomène pour les Politiques de voir trois Puissances si étroitement unies, qui l'avaient été si rarement auparavant.

QUELQU'IDE'E que l'on se fut formée de la triple alliance, elle n'eut pas toutes les suites ^{Evénemens particuliers.} fâcheuses que quelques-uns avaient craint. Il est vrai, qu'il se forma cette année même une ^{Conspiration en faveur du} conspiration contre le Roi *George I.* en faveur ^{Prétendant.} du *Prétendant*; mais les principaux Chefs ayant été arrêtés à tems, elle n'eut point de suites.

— Le

* Le Comte de *Gyllenbourg*, Résident de *Suède* en *Angleterre*, & le Baron de *Gortz*, Gentilhomme *Suédois*, actuellement en *Hollande*, étaient les Chefs de cette conspiration, à laquelle l'on crut que le Roi leur Maître lui-même avait part. *Gyllenbourg* & *Gortz* furent arrêtés, l'un à *Londres* même dans son Hôtel, l'autre à *Arnhem* en *Gueldres*. Après bien des difficultés ils furent enfin relâchés & renvoyés en *Suède*, où *Gortz*, accusé de plusieurs autres crimes par les Etats du Royaume, eut la tête tranchée, peu après la mort de *Charles XII.*

Guerre
déclarée
par l'E-
spagne à
l'Empe-
reur & à la
France.

Quadruple
Alliance.

Grande
inonda-
tion.

1718.

— Le Cardinal *Alberoni* ayant représenté à la Cour de *Madrid*, que la Renonciation du Roi à la Couronne de *France* ne devait point obliger ce Prince, surtout si l'Empereur *Charles VI.* refusait de se désister de ses prétentions au Trône d'*Espagne*, le Roi *Philippe V.* qui ne voyait qu'à regret qu'on lui enlevait l'espoir d'une si belle succession, déclara la guerre à l'Empereur & à la *France*. L'*Angleterre* & les Etats se mirent en devoir de rétablir la paix entre les parties. Leurs efforts furent assez longtems infructueux ; mais l'Empereur, la *France*, l'*Angleterre* & les Etats, ayant signé en 1718. un nouveau traité, connu sous le nom de la *Quadruple Alliance*, le Roi d'*Espagne*, las de la guerre & d'*Alberoni* qui l'y avait engagé, fut invité par le Roi *George* & les Etats à y accéder, ce qu'il fit au mois de Février de l'année 1720. Desorte que la paix fut encore rétablie en *Europe*. — Parmi les événemens de l'année 1717. plus particulièrement relatifs aux *Provinces-Unies*, l'Histoire remarque une inondation terrible, qui causa les plus grands ravages en *Noord-Hollande*, en *Frise* & dans la Province de *Groningue*, qui en eut le plus à souffrir. Quatorze ou quinze mille maisons furent emportées par la violence des eaux, où périrent deux mille personnes, quatorze mille tant gros bétail que chevaux, & au-delà de vingt-deux mille pièces de menu bétail. L'on assure que cette terrible crue se prolongea par l'*Ost-Frise* jusqu'en *Suède* & en *Dannemarc*; où elle causa de grandes pertes; la *Zélande* & la partie méridionale de la *Hollande* furent le moins endommagées. — En 1718.

le jeune Prince d'Orange, à peine âgé de sept ans, fut élevé à la dignité de *Stadhouder de Groningue*, aux mêmes conditions que l'on avait autrefois disposé de cette Charge éminente en faveur de son Père & des autres Princes de la maison d'Orange. — Le Cardinal *Albéroni* qui jouissait encore à la Cour de *Madrid* d'une partie du grand crédit qu'il s'y était acquis par sa politique intrigante, voulut en 1719. exciter un soulèvement en *France*; mais le complot découvert à tems, ne laissa au Prélat que le dépit de l'avoir formé en vain, & au Prince de Cellamare, Ambassadeur d'*Espagne* en *France*, la honte d'avoir prostitué l'auguste caractère dont il était revêtu, en se prêtant à l'exécution d'un dessein remis en des mains trop mal-habiles pour qu'il n'échouât pas. Une autre affaire de même nature à-peu-près occupait cependant le remuant Cardinal d'un autre côté. Tandis qu'il voulait faire enlever le Duc d'Orléans à *Paris* pour le conduire en *Espagne*, il équipait une flotte en faveur du *Prétendant*, qui se préparait à faire une descente en *Ecosse*. Le Roi *George* fut aussi heureux que l'avait été le Régent; la flotte *Espagnolle* fut dispersée par les vents; les Etats secoururent le Roi d'*Angleterre* de quelques troupes, & l'entreprise du Chevalier de *St. George* échoua encore. Ce fut alors que *Philippe V.* dégoûté d'un Ministre qui l'engageait à tant de fausses démarches, chassa *Albéroni* de *Madrid* & de toute l'*Espagne*, avec défenses expresses de se mêler en aucun façon des affaires du Gouvernement.

Le Prince
d'Orange
élu Stad-
houder de
Groningue.

Intrigues
d'Albéroni
en France
& en An-
gleterre.

1719.

L'ANNEE 1720. sera toujours mémorable par

Tome IV.

C c c c

l'é.

1720.

Jeu des Actions ou de l'Agio-
tage.

l'étonnante révolution qui se fit alors en *France*, en *Angleterre*, dans les *Provinces-Unies* & ailleurs, dans la fortune de presque tous les ordres de l'Etat. Un particulier ignoré jusques là, *Jean Law*, *Ecoffais*, sorti des trois Royaumes pour se dérober aux poursuites de la justice *, s'était fixé à *Paris* après avoir erré en divers lieux. Dès l'année 1716. il présenta au Duc-Régent un nouveau système de finances, qui devait rétablir le crédit de l'Etat, en le libérant des dettes dont il était surchargé. L'opération proposée par *Law* † réussit si bien, qu'il crut

* Il avait tué en duel un certain *Wilson*, & ne pouvant obtenir de pardon de la Reine *Anne* qui vivait alors, il se vit forcé de s'expatrier.

† Cette opération était une Banque, pareille à celle que l'on avait établie en *Angleterre* en 1694. Il est bon d'observer qu'avant le malheureux accident qui força *Law* à se retirer dans les Pays étrangers, il avait proposé en 1705. au Parlement d'*Ecosse*, & ensuite à *Harlei*, Grand-Trésorier d'*Angleterre*, son nouveau système de Finances. Le Duc d'*Orléans* fut moins scrupuleux ou plus hasardeux que ne l'avaient été les *Anglais* & les *Ecoffais*; & s'il s'était arrêté au point que la prudence lui indiquait, les *Français*, au-lieu de maudire & de poursuivre *Law* comme un fourbe & un imposteur, & de reprocher au Régent la ruine de leur fortune, auraient dû leur ériger des statues. Le Régent & l'*Ecoffais* poussèrent sans doute trop loin les avantages que l'avidité de la nation leur donnait sur elle, mais si les *Français* ont été dupes, ils ne l'ont été que de leur sottise crédulité, qui les berçait de l'idée chimérique d'une opulence, à laquelle leur aveugle cupidité ne mettait pas de bornes. L'on vit alors des Princes, des Ducs, des personnes du plus haut rang faire les démarches les plus avillissantes, les plus honteuses, pour se procurer au poids de l'or quelques-uns de ces billets enchantés sur lesquels était tracé en caractères magiques l'arrêt de leur rui-

crut qu'il devait profiter du moment pour présenter à la nation de nouveaux moyens de s'enrichir. Le Régent approuva encore ses vues, & la Compagnie du *Mississipi* fut établie. Personne n'ignore les suites qu'a eues cet établissement fatal pour la *France*; la Couronne rétablit ses finances, mais il se fit dans les fortunes une révolution aussi étonnante qu'elle devait paraître inconcevable. L'avidité d'un gain aussi facile qu'il était excessif porta grands & petits à échanger leur or contre du papier, qui tomba bientôt dans le plus grand discrédit; & l'on vit des seigneurs, des personnes opulentes tomber dans la plus grande indigence, tandis que des gens à livrée, des hommes de la lie du peuple, mettant à profit l'insatiable avidité des riches, s'enrichirent de leurs dépouilles, & laissèrent à leurs enfans des Biens qui avaient appartenus à leurs maîtres, souvent même les titres dont ils avaient été décorés. Cependant la fermentation instantanée qui regna par toute la *France*, avant que ce bouleversement de fortune éclatât, s'était répandue au-dehors; l'épidémie gagna l'*Angleterre* & les *Provinces-Unies*. Chacun voulut s'enrichir tout-d'un-coup; point de bonne ville qui ne s'empressât d'établir des Compagnies sur le modèle de celle du *Mississipi*. Les suites en furent toutes semblables; l'on ne tarda pas à s'apercevoir de la futilité de tous ces

ne prochaine. L'Hôtel de *Quinquempoix* aurait bien dû porter ces mots pour inscription,

Auri sacra fames quid non mortalia pectora cogis!

C c c c 2

ces beaux projets; les Magistrats, qui d'abord avaient concouru à l'érection de ces sociétés, par les permissions qu'ils avaient accordées, se virent bientôt obligés de faire de sévères défenses pour arrêter le cours d'une contagion qui menaçait de gagner même jusqu'aux parties nobles de l'Etat. Les Sociétés tombèrent, la plupart des Agioteurs se ruinèrent, quelques-uns s'enrichirent, & la comédie finit, comme en *France*, par le sarcasme, la satire, le ridicule & la honte.

Soins des Etats en faveur des Protestans étrangers. LES Etats ne bornaient pas leurs soins à prévenir par de sages ordonnances la ruine totale de leurs propres sujets; ils les étendaient aussi au-dehors, & on les vit cette année s'intéresser fortement en faveur des *Reformés d'Allemagne*, de *Hongrie* & du *Palatinat* que l'on y persécutait cruellement, surtout dans le *Palatinat*. Mais toutes leurs représentations ayant été assez infructueuses, ils eurent recours à des moyens plus efficaces. On renouvela les Edits sévères contre les *Jésuites*, que l'on fit sortir de toutes les terres de la République. L'on fit même fermer en *Gueldres* & en *Hollande* plusieurs Eglises Catholiques. Ces justes représailles procurèrent quelque adoucissement au sort des *Protestans* du *Palatinat*; & les Etats de leur côté se relâchèrent aussi bientôt d'une sévérité devenue alors d'autant plus nécessaire, qu'elle est moins usitée sous leur Gouvernement sage & modéré.

Précautions prises contre la peste. — Un autre objet attira encore cette année toute l'attention du Souverain. La peste faisait à *Marseille* les ravages les plus terribles; pour prévenir la communication de ce fléau destructeur, les

les Etats prirent toutes les précautions que pouvaient leur dicter la prudence & le désir de co-opérer au bien-être de leurs Peuples. Interdire l'entrée des Ports de la République aux Vaisseaux venant de *France* ou de la *Méditerranée*; construire des *Lazarets* dans différents Villages situés sur les bords de la mer; faire les défenses les plus sévères pour empêcher que l'avidité d'un gain dangereux n'arrachât du sein des eaux des effets naufragés, qui pouvaient receler la contagion, furent les moindres soins que prirent en cette occasion les Etats - Généraux. Le fléau continuant encore à ravager le midi de la *France*, ils portèrent leurs précautions pendant les deux années suivantes jusqu'à ordonner quelquefois, que l'on brûlât en pleine mer des Vaisseaux & leurs cargaisons, soupçonnés d'être infectés de la contagion. Les équipages, dépouillés auparavant de tous leurs vêtemens, étaient mis à terre & confinés pour quelque tems dans quelque lieu écarté, d'où on ne leur permettait de sortir qu'après avoir pris toutes les précautions possibles, pour s'assurer qu'ils ne pouvaient plus infester les lieux par où ils passeraient.

LE Conseiller - Pensionnaire *Heinsius* qui avait Mort du géré cette importante Charge pendant plus de 31 ans * mourut au mois d'Août de cette an-
Conseiller-
Pension-
naire *Hein-
sius.*

* Aucun des Conseillers - Pensionnaires, si l'on en excepte *Barneveld*, n'a rempli si longtems ce pénible & souvent dangereux Ministère. Depuis la mort du dernier *Stadhouder* le *Pensionariat* de *Hollande* était devenu une charge aussi importante que du tems de *de Witt*, mais

née. Pendant que *Guillaume III.* avait vécu, *Heinsius* avait été un des plus zélés partisans du *Stadbouderat* ; mais à la mort de ce Prince, il changea de sentiment & entra dans toutes les mesures de ses Maîtres. Le Ministère de *France* crut alors que le Pensionnaire en serait plus porté à favoriser les vues de cette Couronne ; mais la politique des *Français* fut trompée, & *Heinsius* continua à servir ses Maîtres avec toute la fidélité qu'il leur devait. Il eut pour successeur Maître *Isaak van Hoornbeek*, Pensionnaire de *Rotterdam*. L'on observe que dans l'Instruction qui lui fut donnée, l'on supprima tout ce qui dans les autres avait quelque rapport à la personne ou la Charge d'un *Stadbouder* de *Hollande*, tant on y était éloigné alors de penser à rétablir le *Stadbouderat*.

1721.

Escadres
envoyées
contre les
Algériens.

L'ANNEE 1721. n'offre aucun objet intéressant dans l'histoire des *Provinces-Unies*. Les pyrateries des *Algériens* causant de grandes pertes au Commerce des *Hollandais*, l'on envoya successivement deux Escadres dans la *Méditerranée* pour y protéger le Commerce. La première croisa pendant tout l'Été sans pouvoir se saisir d'un seul Vaisseau ennemi. L'autre fut plus heureuse l'année suivante par la prise de deux Corsaires *Algériens*.

Le Prince
d'Orange
devient
Stadbouder
du Pays de
Drente &
de la Pro-
vince de
Gueldres.

LA Province de *Groningue* avait élu en 1718, le jeune Prince d'Orange pour son *Stadbouder*, il l'était déjà héréditaire de la *Frise*, & cette an-
les Provinces étant moins généralement divisées qu'alors, ceux à qui l'on a depuis confié cet emploi, se sont aussi vus exposés à moins d'envie & de dangers.

année 1722. les Etats de *Gueldres*, suivant l'exemple du Pays de *Drente*, qui venait d'élever le Prince à cette dignité, se rendirent aux instances des amis de la maison d'*Orange*, & lui déférèrent le 2. de Novembre le *Stadhouderat* de leur Province. Cependant ils étaient si accoutumés à la forme de gouvernement qu'ils avaient adoptée après la mort de *Guillaume III.* qu'ils ne purent se résoudre à donner à leur nouveau *Stadhouder* un pouvoir aussi illimité que celui dont avaient été revêtus ses Prédécesseurs. Cette diminution des droits du *Stadhouderat* dans cette Province n'empêcha pas les Amis & le Conseil du jeune Prince de l'accepter pour lui tel qu'on le lui offrait. Ils jugeaient avec assez de vraisemblance, que les quatre autres Provinces, qui étaient encore sans *Stadhouder*, en seraient plus portées à s'en donner un, lorsqu'elles verraient que l'on pouvait lui prescrire des conditions qui les mettraient à l'abri d'une autorité trop étendue. L'on se trompa cependant, les quatre Provinces firent voir qu'elles n'étaient point lassées du Gouvernement présent, & il se passa plusieurs années avant qu'elles pensassent à en changer.

LA vente de quelques Fiefs par les Etats de *Hollande* & de *West-Frise*; l'achat de quelques terres & seigneuries, annexées au Domaine de la *Hollande*; les démêlés entre l'Empereur & les Etats au sujet de la Compagnie d'*Ostende*, dont l'établissement ne pouvait que préjudicier au Commerce de la République; quelques heureux succès contre les Corsaires d'*Alger*, avec qui l'on n'avait pû encore faire la paix; de

vains efforts en faveur des *Reformés de France*; les soupçons que causa à cette Couronne, à l'*Angleterre* & aux Etats, un traité conclu entre l'Empereur & le Roi d'*Espagne*; le Traité d'*Hanovre*, qui en fut la suite, & que conclurent les Cours de *Versailles*, de *Londres* & de *Berlin*, & auquel accédèrent quelque tems après les Etats - Généraux, sont les évènements les plus remarquables des années 1722. 1723. 1724 & 1725.

1726. L'ANNEE 1726. fut remarquable par la disgrâce de deux Ministres d'Etat, le Duc de *Bourbon* en *France* *, & le Duc de *Ripperda* en *Espagne*. Et quoique ces sortes d'évènements paraissent assez étrangers à l'Histoire des *Provinces-Unies*, la chute de *Ripperda* fut amenée par des circonstances trop singulières pour n'en pas faire part à nos Lecteurs. — Ce Seigneur, né sujet de la République, fut envoyé en 1715. en *Espagne* de la part des Etats, qui à sa prière le décorèrent quelque tems après du titre d'Ambassadeur. En 1718. il embrassa la Religion *Catholique* à *Madrid*, démarche qui obligea les Etats à le dépouiller de la dignité qu'ils lui avaient conférée. Affranchi malgré lui du soin des affaires publiques, *Ripperda* sans s'embarrasser du préjudice qu'il allait causer à son Pays, s'appliqua d'abord à établir & pousser en *Espagne* la

* Le Duc de *Bourbon*, qui avait été Chef du Conseil de Régence pendant la minorité de *Louis XV.* & qui était actuellement son premier Ministre, fut éloigné de la Cour, démis de tous ses emplois & exilé à *Chantilly*. L'ancien Evêque de *Fréjus*, depuis Cardinal de *Fleury*, succéda au Duc de *Bourbon* dans le Ministère.

la fabrique des toiles & des laines. Mais il avait trop d'ambition pour ne pas s'occuper d'autres objets plus analogues à son caractère; il voulait gouverner, du moins il voulait avoir quelque part à l'administration. La Reine qui était toute puissante à la Cour, & qui commençait à honorer *Ripperda* de sa confiance, le fit nommer pour aller à *Vienne* y négocier entre les deux Cours le Traité dont nous venons de parler plus haut. Il s'y rendit sous le nom de Baron de *Paffenberg*, mais sa conduite imprudente, indécente même, relativement aux Rois d'*Angleterre* & de *Prusse* & aux Etats Généraux, ne fit honneur ni à son jugement, ni au caractère dont il était revêtu. Cependant la conclusion du Traité de *Vienne*, qu'il ménagea avec autant d'habileté que de bonheur, le mit si avant dans les bonnes grâces de la Reine, qu'à son retour on lui confia la direction des Finances. Mais il fallait de tems en tems faire passer de grands subsides à l'Empereur: le peuple fut foulé, & le Ministre, qu'il regardait comme la cause de ses maux, en devint odieux à la Nation. Il se soutint pourtant quelque tems encore dans la faveur de la Reine, qui se promettait du Traité de *Vienne* les plus grands avantages pour ses *Enfans*. Bientôt cependant les finances du Roi se trouvèrent si embrouillées, que *Ripperda*, ne sachant plus comment satisfaire aux besoins de la Cour de *Vienne*, pensa aux moyens de s'unir plus étroitement avec l'*Angleterre* & les *Provinces-Unies*; mais le secret de cette nouvelle intrigue devait être observé de façon que la Reine n'en put rien découvrir. Pour gagner la

confiance des Ministres de ces deux Puissances, le Duc crut qu'il fallait les mettre dans ses intérêts par quelque ouverture importante. Il leur découvrit tout le mystère du Traité de *Vienne*, dont rien n'avait transpiré jusqu'alors. Messieurs *Stanhope* & *van der Meer* apprirent avec la plus grande surprise, que par ce Traité il était arrêté de maintenir la Compagnie d'*Ostende*, & de remettre *Gibraltar* & *Port-Mahon* sous la puissance de l'*Espagne*. Quoiqu'ils connussent *Ripperda* pour un homme imprudent & léger, ils ne s'étaient point attendu à cette indiscretion de sa part. Ils écrivirent aussitôt à leurs maîtres la découverte importante qu'ils venaient de faire; mais ils ne jugèrent pas à propos d'en parler dans *Madrid* même, où la faveur du Duc auprès de la Reine était encore si bien établie, qu'il venait d'être mis à la tête du département de la guerre. Mais le Roi *George I.* & les Etats-Généraux furent à peine informés de la réalité du Traité de *Vienne*, dont jusques là ils n'avaient que soupçonné l'existence, qu'ils en demandèrent l'explication à l'Empereur & au Roi d'*Espagne*. L'indiscretion coupable de *Ripperda* mit les Cours de *Vienne* & de *Madrid* dans le plus grand embarras, elles eussent voulu envain desavouer le Traité, ou le faire passer pour toute autre chose que ce qu'il était, le Duc s'était trop clairement expliqué dans un second entretien avec Messieurs *Stanhope* & *van der Meer*; le dépit & la honte de s'être compromis & d'avoir compromis les maîtres, lui ayant arraché une confirmation complète de son premier aveu. Il sentit trop tard la faute qu'il avait faite, & il

il vit bientôt l'impossibilité de regagner les bonnes grâces de leurs Majestés, dont il s'était attiré l'indignation par son imprudence. Dès-lors l'on prévint que sa chute était prochaine; en effet, quoiqu'il eut encore conservé ses emplois, les instances de l'Empereur furent si pressantes & si souvent réitérées pour faire éloigner *Ripperda* du Ministère, que le 11. de Mai de cette année 1726. on lui ôta l'administration des Finances, sous le prétexte pourtant de le décharger d'une partie du fardeau qu'il avait à soutenir. Le Duc, qui sentit ce que cela signifiait, ne crut pas devoir attendre qu'on le dépouillât successivement de tous ses Emplois, il en demanda lui-même la démission. Elle lui fut accordée au bout de trois jours, avec une pension de trois mille pistoles, en reconnaissance, lui fit dire le Roi, des services qu'il avait rendus à la Couronne. Soit que *Ripperda* jugeât que cette dernière marque de la bonté du Roi n'était qu'une amorce pour le retenir & le perdre plus facilement, soit qu'il crut que, n'ayant plus d'emploi à la Cour, il était obligé d'abandonner l'appartement qu'il y avait occupé jusques là, il se retira dans son Hôtel à la ville, la nuit même qu'on lui apporta la nouvelle de sa démission. La disgrâce du malheureux Duc avait été trop souhaitée pour ne pas causer parmi le peuple la sensation la plus vive. La joye qu'il en témoigna fut si peu modérée, que *Ripperda*, craignant qu'elle ne se changeât bientôt en une fureur qui pourrait lui être personnellement fatale, demanda à Mr. *van der Meer*, Ambassadeur des Etats, la permission de se retirer

rer dans son Hôtel. Ce Ministre s'en excusa en lui représentant entr'autres, que ses Maîtres devaient surtout s'abstenir de donner dans les circonstances présentes le moindre sujet de mécontentement aux Cours de *Vienne* & de *Madrid*. Il lui conseilla cependant de chercher une retraite dans l'Hôtel de l'Ambassadeur d'*Angleterre*, qui était alors à *Aranjuez*. Le Roi, informé par *Stanhope* lui-même de la retraite de *Ripperda* dans son Hôtel pendant son absence, & des motifs qui l'avaient engagé lui Ambassadeur à lui permettre d'y rester quelque tems, témoigna d'abord quelque surprise; il approuva cependant la conduite de Mr. *Stanhope* dans cette affaire, & exigea de lui sa parole d'honneur qu'il ne laisserait pas échapper le Duc, que celui-ci n'eut remis à sa Majesté certains papiers de conséquence qu'elle lui avait redemandés. La Cour n'en craignant pas moins, malgré la parole de l'Ambassadeur & toutes les précautions qu'il pourrait prendre, que le malheureux *Ripperda* ne trouvât moyen de se dérober à sa vigilance, fit occuper par des soldats tous les dehors de l'Hôtel d'*Angleterre*. Le Roi, qui craignait encore que *Ripperda*, pour éviter le péril qui le menaçait, ne cherchât à intéresser *Stanhope* en sa faveur en lui découvrant quelques secrets du cabinet, dont la connaissance pouvait préjudicier au repos de l'Etat, voulut tenter encore les voyes de la douceur. Il fit prier l'Ambassadeur d'*Angleterre* d'engager le Duc à sortir de lui-même de son Hôtel. Toutes les instances de l'*Anglais* furent inutiles; le Duc faisant difficulté d'abandonner un azile qu'il croyait sacré;

cré; mais l'on revint si souvent à la charge, que craignant enfin qu'on ne l'en arrachât de force, il fit demander au Roi qu'il lui fut permis de se retirer pour quelques jours dans un Cloître. Le Roi lui refusa cette grace, & ayant aussitôt fait assembler le Conseil de *Castille*, il y fit examiner, *s'il pouvait librement & sans se compromettre faire enlever le Duc de Ripperda de l'Hôtel de l'Ambassadeur d'Angleterre?* Le Conseil qui jugea que le Duc, en se retirant dans la maison d'un Ministre étranger, s'était rendu coupable du crime de Lèze - Majesté, répondit affirmativement, & aussitôt deux officiers à la tête de soixante hommes de la garde du Prince, se rendirent à l'Hôtel de l'Ambassadeur, d'où, malgré toutes les protestations de ce Ministre, ils enlevèrent *Ripperda* violemment, & se saisirent de tous ses papiers. Le Duc fut aussitôt transféré au Château de *Ségovie*, où il fut étroitement gardé, personne, excepté un seul domestique, n'ayant la liberté de lui parler. Il y fut renfermé jusqu'au mois de Septembre de l'année 1728. qu'il trouva occasion de se sauver par les secours d'un soldat & d'une des servantes du Gouverneur. *Ripperda* passa d'abord en *Portugal*, de là en *Irlande*, d'où s'étant rendu à *Londres*, il y fut reçu avec tant de froideur, qu'il résolut de retourner dans sa Patrie. Il y reprit, dit-on, la Religion *Reformée*, mais s'étant aperçu qu'il lui serait difficile de rentrer dans le Gouvernement, son ambition inquiète, & le désir de se venger de la Cour d'*Espagne*, lui firent embrasser le parti téméraire & désespéré de passer en *Barbarie*, & d'y offrir ses servi-

ces au Roi de *Maroc*. Le Duc, à ce que l'on assure, changea encore de Religion, & embrassa celle de *Mahomet*; mais il ne put parvenir à se concilier la confiance du Prince, qui sembla même en faire si peu de cas que, pour subsister, il se vit obligé de faire un commerce de moutons; & c'est dans cet état d'avilissement que le fameux *Ripperda* est mort à *Tétuan* en 1737. — Cependant Mr. *Stanhope* avait protesté à *Madrid* contre la violence commise dans son Hôtel, & en avait informé la Cour de *Londres*. Mr. *van der Meer*, Ambassadeur des Etats, qui, comme celui d'*Angleterre*, jugeait que par l'enlèvement forcé du Duc de *Ripperda* l'on avait violé le droit des Gens, s'était plaint aussi d'avoir été personnellement offensé dans un des Mémoires justificatifs de la Cour d'*Espagne*, où l'on avait osé avancer que, „ les Gens de l'Ambassadeur des Etats avaient transporté de nuit „ clandestinement & comme à la dérobée les „ effets les plus précieux du Duc de *Ripperda* „ à l'Hôtel de l'Ambassadeur de la *Grande-Bretagne*. ” Malgré toutes ces plaintes l'affaire ne fut pas poussée plus loin, le différend qui s'était élevé entre les Cours de *Londres* & de *Madrid* s'étant assoupi de lui-même avant d'avoir pû être jugé.

Suites des
Traité de
Vienne &
de *Hano-*
vre.
LE Traité de *Vienne* & celui de *Hanovre*,
auxquels les Etats avaient enfin accédé en 1726.
présageaient une guerre prochaine entre les prin-
cipales Puissances de l'*Europe*. En effet les
Espagnols, informés de cette dernière démarche
des Etats, & voyant que les *Anglais* tenaient
bloqués presque tous les Ports de la domination
d'E-

d'*Espagne* au dedans & au dehors de l'*Europe*, résolurent d'interdire l'entrée de leurs ports aux Vaisseaux de la République. Celle-ci de son côté, s'apercevant des grands préparatifs que faisaient par terre & par mer toutes les Puissances qui étaient entrées dans le Traité de *Vienne*, ne crut pas devoir demeurer oisive, & se prépara à faire une grande augmentation dans ses troupes de terre & de mer. Cependant malgré tous ces apprêts, malgré le siège de *Gibraltar* formé par les *Espagnols* en 1727. l'on s'apercevait que les Cours intéressées eussent volontiers préféré la paix à une guerre douteuse. L'on s'occupait dans le Cabinet des Princes à former différents plans de pacification, & après quelques essais présentés par les Cours de *Vienne* & de *Versailles*, l'on s'arrêta enfin à celui du Cardinal de *Fleury*, qui fut accepté sous le titre de *Troisième Projet pour le maintien de la paix générale*. Les *Hollandais* furent si satisfaits de la manière dont leurs intérêts avaient été ménagés dans ce Projet; Monsieur *van Hoey*, Ambassadeur des Etats en *France*, avait fait à ses maîtres un si bel éloge du caractère & de la politique desintéressée du Cardinal, qu'ils en conçurent la plus grande estime pour ce Prélat, qu'on regardait alors en *Hollande* comme le plus grand ministre qui eut jamais été; mais sur la fin de ses jours, remarque notre Historien, on commença à croire qu'on ne l'avait pas bien connu auparavant. Quoiqu'il en soit, dès que ces Préliminaires eurent été signés, l'Empereur donna ordre à la Gouvernante *

1727.

* C'était la Princesse *Marie-Elizabeth*, sœur de l'Em- des
pereur, & Gouvernante des *Pays-Bas* depuis 1724.

des *Pays - Bas Autrichiens* de suspendre pour sept ans l'Océroi de la Compagnie d'*Ostende*, dont le Commerce s'était déjà assez étendu * pour causer de la jalousie à la République.

Grande
mortalité.

Le commencement de l'année 1726. avait été des plus fatals à la Province de *Hollande* par la rupture ou l'affaïssement de plusieurs digues, ce qui avait causé de grandes inondations, & ruiné quantité d'habitans. — L'Eté & l'Automne de 1727. causèrent dans la République & surtout en *Hollande*, des maux plus funestes encore par une sorte de fièvre putride qui y fit regner une mortalité presque générale. A *Amsterdam*, où le nombre des morts pendant l'automne, se monte à peine à deux cens par semaine, l'on en compta alors jusqu'à six & sept cens. —

Mort du
Conseiller-
Pension-
naire
Hoornbeek,
à qui suc-
cède Mr.
Simon van
Slingeland.

Le Conseiller - Pensionnaire *Hoornbeek* mourut aussi le 17. de Juin de cette année à l'âge de 71 ans. Un mois après les Etats de *Hollande* disposèrent de cette importante charge en faveur de Mr. *Simon van Slingeland*, Trésorier - Général. Deux jours après il parut pour la première fois de sa vie à l'Assemblée des Etats de *Hollande*. L'on remarque qu'il fut le seul Conseiller - Pensionnaire qui n'y eut point encore eu entrée avant d'y paraître comme Ministre.

SUIV-

* Il parut, par la liste que l'on fut obligé d'exhiber du nombre de ses Vaisseaux actuellement en service, que, depuis son établissement en 1722. la Compagnie d'*Ostende* avait fait partir dix-huit Vaisseaux pour la *Chine* & les *Indes*, dont cinq étaient revenus richement chargés, un avait péri sur le *Gange*, & les douze autres étaient encore attendus, lors de la signature du Projet pour le maintien de la paix générale.

SUIVANT le projet pour la paix générale, ^{Conféren-} les Plénipotentiaires des Puissances devaient s'as- ^{ces de Sois-} sembler à *Aix-la-Chapelle*, mais le Cardinal de ^{sons.} *Fleury* ayant représenté que cette ville était trop éloignée de la Cour pour qu'il pût s'y rendre, l'on nomma *Cambrai*, & ensuite *Soissons*, où les Conférences furent ouvertes le 24. de Juin 1728. Deux objets principaux y étaient re- commandés aux soins des Plénipotentiaires de la République; l'abolissement entier de la Compagnie d'*Ostende*, & satisfaction entière sur les affaires de l'*Oost-Frise*. * Mais les intérêts opposés des Puissances élevèrent bientôt obstacles sur obstacles; les négociations en souffrirent, l'on se rallentit de part & d'autre, l'on sembla même vouloir se préparer à soutenir ses droits respectifs par la force; cependant avant d'en venir à une rupture, il fut résolu de transférer en *Espagne* les Conférences entamées à *Soissons*. La plupart des Plénipotentiaires, qui s'étaient déjà re-

1728.

* Les Etats-Généraux étaient *Engagistes* de la Principauté & de la Ville d'*Embsen*, qui avaient été hypothéquées pour des avances considérables qu'ils avaient fait. Suivant les conventions ils avaient droit de mettre garnison dans *Embsen* & dans quelques autres lieux. Des différends survenus entre le Prince d'*Oost-Frise* & ses Communes avaient insensiblement engagé l'Empereur & les Etats dans la querelle. Les Commissaires de l'Empereur, (l'Electeur de Saxe & le Duc de *Bronswick-Wolfenbuttel*) s'attribuaient dans cette principauté des droits que les Etats-Généraux prétendaient subversifs de ceux qu'ils y avaient eux-mêmes, & ce fut pour remédier à ces abus, & décider la querelle définitivement, qu'après plusieurs tentatives inutiles, ils résolurent enfin de porter au Congrès de *Soissons* l'affaire si compliquée de l'*Oost-Frise*.

Tome IV.

D d d d

Traité de retirés chez eux, se rassemblèrent à *Séville*, & vers la fin de 1729. l'on parvint enfin à y conclure & signer un Traité, auquel les Etats-Généraux accédèrent, parce que l'*Espagne* concourait actuellement avec eux pour forcer l'Empereur à retirer pour toujours & sans réserve l'Octroi de la Compagnie d'*Ostende*.

Installation du Prince d'Orange comme Stadhouder de Groningue & de Gueldres. CE fut le 16. de Septembre de cette année que le Prince d'*Orange* & de *Nassau*, qui avait dix-huit ans accomplis, fut solennellement reconnu & installé à *Groningue*, Stadhouder de cette Province & des *Ommelandes*. Le 16. d'Octobre la cérémonie de l'installation se fit à *Zutphen* pour le Stadhouderat de la Province de *Gueldres*. Le Prince fixa ensuite sa Résidence à *Leeuwaarde* en *Frise*, dont il était Stadhouder héréditaire.

Les Algériens prennent deux Vaisseaux de la Compagnie des Indes. PARMi les évènements de cette année, qui méritent quelque attention, l'on remarque la prise de deux Vaisseaux de la Compagnie des Indes-Orientales par quatre Corsaires d'*Alger*, quoique la paix avec cette Régence *Barbaresque* eut été signée dès l'année 1726. Le Capitaine *Schryver*, qui, lors de cette prise, traitait à *Alger* de la rançon de quelques Esclaves, s'étant plaint au *Dey* d'une infraction si manifeste au dernier Traité, on lui répondit que les deux Vaisseaux étaient de bonne prise puisqu'ils n'avaient pu montrer de passeport *Algérien*. Mr. *Schryver* eut beau représenter au *Divan*, que ces Vaisseaux, appartenant à la République, n'avaient pas besoin d'être munis de ces sortes de Passeports; le *Divan*, loin de se payer de ces raisons, menaça de confisquer les Vaisseaux & leurs

leurs Cargaisons; & ce ne fut qu'après les plus grandes difficultés que Mr. *Schryver* obtint que les deux Vaisseaux poursuivraient leur voyage; encore cette permission lui fut-elle vendue; le *Divan* ayant exigé la moitié de tout l'argent comptant qui se trouvait sur les deux Vaisseaux & qui se montait à 137,000 Florins.

DANS un Gouvernement dont la forme exige que les affaires, même les plus secrètes, se traitent en présence & passent par les mains d'un grand nombre de personnes, l'on ne peut être trop sévère à punir la coupable indiscretion de ceux qui abusent de la confiance que le Souverain a mise en eux. Au mois de Mars de cette année la Cour de *Hollande* se vit obligée d'infli-
ger des peines infamantes à six personnes, convaincues de correspondances illicites avec l'étranger. L'on avait découvert que ces six personnes, dont trois Clercs ou Commis au Greffe des Etats-Généraux, un Avocat & deux autres dont l'Historien ne désigne ni le nom, ni l'emploi, s'étaient depuis long-tems laissés corrompre par l'argent ou les dons de quelques Ministres Etrangers, à qui ils faisaient part des Résolutions, des Lettres & autres Papiers d'Etat, parmi lesquels il y avait certaines Pièces, que l'on avait voulu à dessein tenir secrètes. Parmi les Nouvelles qu'ils se mêlaient de ramasser, & que l'on mandait ensuite aux Cours Etrangères, l'un des Clercs avait fait écrire entr'autres „ que „ cinq Provinces, contre le sentiment & malgré „ toutes les représentations de la *Hollande* & de „ la *Zélande*, avaient soutenu qu'il fallait laisser „ subsister le Droit au Marquisat de *Veere* &
Punition
de six Per-
sonnes
convain-
cues de
correspon-
dance illi-
cite.

„ de *Flessingue* jusqu'à la Majorité du Prince de „ *Nassau*. ” * La Cour prit connaissance du délit , & condamna les coupables à différentes peines. A deux des Clercs l'Exécuteur fit passer son coutelas par dessus la tête ; le troisiéme fut exposé à la vue du public avec un écriteau sur la poitrine, sur lequel était écrit en *Hollandais* le mot *Parjure*. † L'Avocat fut rayé du Tableau ; & tous quatre furent ensuite bannis à perpétuité, de même que leurs deux autres Complices.

1730. LA Paix qui regnait en *Europe*, quoique l'on prévint bien que le Traité de *Séville* amènerait bientôt une nouvelle guerre , laissait aux Etats la liberté toute entière de partager leurs soins entre les affaires de l'intérieur , & les moyens d'étendre leur Commerce au-dehors. Relativement à ce dernier objet ils envoyèrent au Printems de cette année 1730. Monsieur *Daniel de Dieu*,

Ambassade
en *Russie*.

* Pour mettre le Lecteur au fait de la nature de ce crime d'Etat , il est bon de faire observer que , toutes les fois que les Etats de *Zélande* avaient déclaré le *Stadbouderat* aboli, dans leur Province , ils avaient aboli en même tems les droits , prétendus par les Princes d'*Orange* au Marquisat de *Veere* & de *Flessingue* , comme ils abolissaient toujours dans les mêmes circonstances le titre de *Premier-Noble* de la Province , affecté aux Princes d'*Orange* depuis l'établissement de la République. Il est vrai que d'ordinaire il s'élevait des disputes pour savoir si ces Droits appartenaient aux Princes d'*Orange* , comme *Stadbouders* ou à quelqu'autre titre. Dans un tems donc où la Province de *Zélande* était bien éloignée de penser à rétablir le *Stadbouderat* , c'était se rendre coupable de quelque chose de plus qu'une indiscretion en donnant des avis que le Souverain pouvait avec raison regarder comme séditieux.

† *Meineedig* , dit le *Hollandais*.

Dieu, ancien Echevin d'*Amsterdam*, en qualité d'Ambassadeur à la Cour de *Russie*, où regnait alors l'Impératrice *Elizabeth*. Mr. de *Dieu* était principalement chargé de négocier un Traité d'amitié & de commerce entre les deux Puissances, & de convenir d'un nouveau tarif des droits à payer dans toute la *Russie*. Mais l'on ne put parvenir à s'entendre, & l'Ambassadeur revint en 1732. sans avoir rien conclu. — L'Octroi de la Compagnie des *Indes-Occidentales* étant sur le point d'expirer, les Etats-Généraux le renouvelèrent pour trente ans; mais ils permirent à un chacun de faire la traite des Esclaves sur les côtes d'*Afrique*, à certaines conditions cependant qui compensaient en quelque sorte le préjudice causé par là à la Compagnie. * D'autres objets occupèrent bientôt les Etats. Ceux de *Hollande* défendirent, sous des peines très-sévères, aux Prêtres Catholiques de leur Province, de faire publiquement ou en secret l'office du Pape Grégoire VII. nouvellement canonisé par Benoît XIII. La raison de cette sage défense, faite également en *France* & en *Allemagne*, venait de ce que dans l'Office du nouveau Saint, la Cour de *Rome* faisait un éloge aussi pompeux qu'indiscret des querelles scandaleuses qui

Prolonga-
tion de
l'Octroi de
la Com-
pagnie des
*Indes-Oc-
cidentales.*

Nouveau
serment
exigé des
Prêtres
Catholi-
ques.

* Ces conditions étaient une certaine somme que l'on payait à la Compagnie, à titre de redevance, & défense de commercer dans certains lieux, dont la Compagnie se réservait à elle seule le Commerce exclusif; quelque temps après elle consentit pourtant à ouvrir la navigation à un chacun dans tous les lieux de sa dépendance indifféremment, pour le terme de 20 ans.

qui s'étaient élevées dans le onzième siècle entre *Grégoire VII.* & l'Empereur *Henri IV.* * Les Etats ne s'en tinrent pas à cette prudente démarche; bientôt ils exigèrent de tous les Prêtres *Catholiques* une nouvelle promesse d'obéissance & de soumission. Ils voulurent aussi qu'ils donnassent une déclaration légale, qui leur tiendrait lieu de serment, par laquelle ils reconnaîtraient avoir une aversion sincère pour la doctrine de ceux qui enseignent „ que le Pape, ou „ toute autre Puissance Ecclésiastique a le pouvoir de délier les sujets du serment de fidélité „ & d'obéissance qu'ils doivent à leur légitime „ Souverain, pour cause d'Hérésie ou autre raison, quelconque. „ Aux peines portées par cet Edit contre les contrevenans, les Etats eurent la prudence d'ajouter une clause qui, plus que tout le reste peut-être, assurait le succès de leurs sages précautions. Ce fut d'interdire l'entrée de leur Province, pour y faire les fonctions

* Personne n'ignore les suites de la fameuse querelle entre l'Empire & le Sacerdoce, qu'aucun Pontife ne poussa avec plus d'acharnement que le Pape *Hildebrand* (*Grégoire VII.*) qu'aucun Empereur ne soutint avec plus de fermeté que *Henri IV.* L'Empereur avait été excommunié à différentes reprises par le fougueux *Hildebrand*, qui l'avait déclaré déchu de sa dignité impériale, & avait délié tous ses sujets du serment de fidélité qu'ils lui avaient prêté. Une Doctrine aussi pernicieuse que celle qui rompt le lien qui unit les peuples à leur Souverain, préconisée avec emphase dans le *Rituel* d'une Communion *Chrétienne*, dont presque tous les Membres reconnaissent une Jurisdiction étrangère, différente de celle du Souverain auquel les ont soumis, la Nature & les Loix, parut aux Etats de *Hollande* mériter toute leur attention, & fit naître les Edits sévères publiés contre les Prêtres *Catholiques*.

sacerdotales , à tout Prêtre qui ne serait pas né sujet de la République, mais surtout aux Moines & noimément aux *Jésuites*.

CETTE année fut encore mémorable par quelques changemens, que le malheur des tems & la perversité des mœurs obligèrent les Etats de quelques Provinces à faire dans une partie de leur jurisprudence criminelle. L'on venait de découvrir avec autant d'horreur que de surprise, que ce crime presque inconcevable, qui tire son nom d'une de ces villes infâmes que le feu du Ciel consuma jadis pour les punir de leurs abominations *, que la *Pédérastie* en un mot avait fait des progrès étonnans dans ces Provinces. Quoique ce crime eut toujours été puni de mort en *Hollande* & dans les autres Provinces, il s'y commettait si rarement, ou peut-être les coupables se dérobaient alors avec tant de soin à l'œil de la justice, que le Souverain, par des motifs que semblait devoir avouer la prudence elle-même, avait jusqu'ici trouvé à propos de tenir très-secrètes toutes les procédures relatives à cet objet. Et si de loin à loin quelques coupables avaient été punis, le public avait toujours ignoré & la nature de leur délit & le genre de leur supplice; ou plutôt ces personnes disparaissaient de la société, sans que le public pût même en conjecturer la cause. Mais soit que l'espoir de l'impunité eut enhardi les coupables, soit que la dépravation des mœurs fut parvenue au point où le vice ose lever sans pudeur le masque de l'honnêteté, il est sûr que le crime dont

Le crime de *Pédérastie* sévèrement puni.

* Voyez *Genèse* XIX.

dont nous parlons, s'était si généralement répandu, & qu'on le commettait avec si peu de retenue, que le Souverain se vit obligé de sévir ouvertement contre les coupables, qui se trouvèrent partout en très-grand nombre. Des personnes de tout âge, de tout rang, de toute religion, furent accusées, convaincues, & publiquement exécutées. Ceux qui, en plus grand nombre encore, s'étaient dérobés par la fuite à l'animadversion des Loix, furent décrétés, ajournés, & ensuite condamnés par contumace à un bannissement perpétuel. Les Etats de *Hollande* publièrent alors un Edit très-étendu & très-sévère contre ceux, de quelque condition qu'ils fussent, qui seraient convaincus de s'être souillés de ce crime abominable, soit de fait, soit par séduction, soit en prêtant ou en relouant simplement aux *Pédérastes* quelque appartement de leurs maisons, pour y jouir de leurs infâmes plaisirs. La peine pour tous était capitale & devait être publique; le genre du supplice était laissé au choix du juge. Cette sévérité nécessaire arrêta au moins pour quelque tems les progrès de la corruption, mais elle ne fit que l'arrêter, & de nos jours nous avons vû dans quelques villes de la *Hollande* des exécutions presque aussi multipliées qu'en 1730.

La confiscation
des Biens
abolie en
Hollande.

LE mal qu'on cherchait à détruire produisit un bien, qu'il serait à souhaiter que tous les Etats bien policés voulussent imiter. En *Hollande*, comme presque partout ailleurs, le *Fisc* s'enrichissait des dépouilles des personnes punies pour crimes capitaux, & les Enfans y portaient ainsi à la lettre l'iniquité de leurs pères. Le grand nombre des coupables exécutés ou fugi-

tifs

tifs & bannis, engagea nécessairement les Etats de *Hollande* à traiter avec les plus mures délibérations la matière de la confiscation des Biens. Cette manière de perpétuer, pour ainsi dire, la peine du crime sur la personne même de l'innocent parut inique à la plûpart des membres. Ils firent observer que de tout tems la confiscation avait paru aux Citoyens une jurisprudence odieuse, qui avait donné lieu à nombre de querelles & de procès, & qui était naturellement incompatible avec la liberté. Toutes ces considérations portèrent les Etats de *Hollande* à abolir pour toujours la confiscation des Biens dans leur Province, pour quelque crime que ce pût être sans excepter même ceux de Félonie & de Lèze-Majesté.

L'INTERVALLE de cinq ou six années ne présente presque aucun événement digne d'une attention particulière de la part des Etrangers. En 1731. L'on vit passer dans les *Provinces-Unies* une foule d'Emigrans sortis de l'Archevêché de *Saltzbourg* pour se mettre à couvert de la persécution qu'on leur y faisait souffrir. Ils furent favorablement accueillis des Etats, qui les distribuèrent dans l'Ile de *Cadland*, les occupèrent à différens travaux, & même quelques années après leur firent bâtir un Temple, & leur donnèrent un Ministre entretenu aux dépens de l'Etat. * — Ce fut aussi cette an-

* De huit cents *Saltzbourgeois* qui s'étaient réfugiés sur les terres de la République, il n'y en eut que deux cents qui tirèrent un avantage réel de la charité du Souverain. Les uns abandonnèrent de tems en tems les établissemens qu'on

1732.

Campe-
ment à
Bréda.

année, que le Prince d'Orange, âgé de vingt ans, prêta serment aux Etats de *Frise* comme *Stadhouder* héréditaire & Capitaine - Général de cette Province. — Une Paix de vingt ans n'avait pas peu contribué à faire perdre aux Troupes de la République cet usage des armes, cette *accoutumance* aux évolutions & à la discipline militaires, qui dans un jour de bataille, au moment de livrer un assaut, dirige le courage, supplée à la force & à la valeur, & assure la subordination, qui est l'ame & le soutien de tout pouvoir militaire. Les brouilleries qui s'étaient élevées de nouveau entre quelques Puissances, faisaient craindre une guerre prochaine, & quoique la République pût peut-être éviter d'y prendre part, il était toujours à craindre qu'elle ne s'y vit forcée, il était au moins de la prudence qu'elle se mit en état de se défendre si elle était attaquée, ou de secourir ses Alliés si elle y était obligée. L'on pensa donc aux moyens d'exercer les Troupes, & l'on désigna pour le commencement de Septembre de l'année 1733. un Campement dans les Plaines d'*Oosterhout* près de *Bréda*, sous la direction du Général Comte de *Hompesch*, & où le Prince d'Orange voulut bien paraître à la tête de son Régiment de Cavalerie. Après avoir fait la revue générale des forces de l'Etat, l'on exerça les troupes dans toutes les parties de la

qu'on leur avait procurés ; les autres, plus coupables peut-être, se virent à peine affranchis de la contrainte d'aller à la Messe dans leur propre patrie, qu'ils s'empressèrent d'y aller dans un Pays où les Loix ne gênent point la conscience.

la *Tactique*, & l'on donna aux Spectateurs, accourus de toutes parts, le plaisir d'un spectacle nouveau pour eux, & qui leur offrait en petit un tableau assez ressemblant de toutes les fureurs de la guerre. — Quelques disputes qui s'élevèrent cette année entre les *Catholiques* de ces Provinces, au sujet de certaines propositions de *Jansenius*, & celles causées pour l'envoi d'un *Vicaire Apostolique*, attirèrent quelques instans l'attention du Souverain. Par sa prudence il prévint les maux auxquels d'autres Etats étaient exposés pour la même cause, & réprima le zèle un peu trop actif de certains Ministres de l'Eglise dominante, qui sur les prétendus dangers de la nomination d'un *Vicaire Apostolique*, qui pourtant n'eut pas lieu, s'étaient ingérés de donner des avis qu'on ne leur demandait pas, & de faire retentir leurs chaires de leurs plaintes indécentes contre ce qu'ils nommaient la tiédeur du Gouvernement pour le maintien de la Religion *Réformée*. — Mais des soins plus importants que des querelles de Théologiens occupèrent bientôt toute la vigilance du Gouvernement. Ce fut à peu près vers ce tems que l'on découvrit dans différents endroits de ces Provinces * cette espèce de vers † jusqu'alors inconnue, nouveau fléau qui

Pilotis
rongés par
les vers.

* Ce fut vers l'automne de 1730. que l'on s'aperçut des premiers ravages causés par les vers de mer à la Digue de *Westcapelle* dans l'île de *Walcheren*; une année plus tard l'on découvrit les mêmes dégâts aux digues de *Medenblik*, du *Helder*, du *Texel*, & tout le long des côtes de la *Frise*.

† Ces insectes si dangereux que les uns nomment *vers de mer*, les autres, *vers à Pilotis*, avaient été probablement apportés

qui semblait menacer d'une ruine prochaine les Provinces maritimes de la République, mais auquel probablement l'on en dut en partie la conservation. En effet les ravages causés par ces insectes aux Pilotis, poutres & palissades, employées dans ces Provinces à la conservation des Dignes, firent penser aux moyens d'arrêter les progrès du mal & d'en prévenir les suites. Parmi les différents projets qui furent présentés, ceux des nommés *Pierre Straat* & *Pierre van der Deure* furent adoptés, comme répondant le mieux aux vues que l'on se proposait. Ils firent enlever avec la bêche, jusqu'à une certaine profondeur déterminée, l'Algue qui bordait le pié de la levée de terre, qu'ils étayèrent d'une forte palissade affermie avec effort dans cette algue coupée, en observant que les vuides formés au pié de la digue pussent se remplir d'une nouvelle herbe marine. Au devant de cette palissade ils firent faire un ouvrage de maçonnerie en talud, dont le pié posait sur le fond même de la mer. Ce talud construit de gros cailloux & d'éclats de roches servait à garantir les pieux de la jettée de la morsure des vers, & défendait en même tems la

la
portés où des *Indes*, où de l'*Amérique*, ou peut-être même de la mer du *Nord* dans des Vaisseaux, où l'on en avait déjà apperçus depuis longtems. Le ver de mer était d'une substance molasse & visqueuse; sa tête était dure & garnie de deux écailles en forme de rape ou de scie, au moyen desquelles il perçait le bois le plus dur, même celui de chêne. A chaque côté de la queue, molle comme le reste du corps, paraissaient aussi deux écailles en forme de ciseaux ou de tranchants, que l'on voyait quelquefois sortir du bois, & qui servaient de défenses à cette queue, où il paraît qu'était placée la respiration de ce petit animal.

la digue contre le choc & la violence des vagues. Ce fut de cette manière que l'on pourvût, mieux qu'on ne l'avait jamais fait auparavant, à la sûreté & à la conservation des Digue. L'effroi dont remplit toute la République la découverte des dégats causés par ces vers de mer, avait fait résoudre le Souverain à ordonner des prières publiques dans toutes les Eglises, pour demander au Ciel qu'il daignât arrêter les funestes effets de ce fléau si redoutable. Ces Prières se répétaient toutes les semaines à un jour fixé, & durèrent même assez longtems après que le fléau eut cessé, & que l'expérience eut appris que le danger que l'on avait tant redouté, avait tourné à l'avantage des Peuples, par les sages précautions que la crainte d'un plus grand mal avait fait prendre au Souverain, & auxquelles l'Etat doit encore son salut.

Ce fut en cette année 1732. que l'on parvint enfin à régler définitivement les prétentions respectives du Roi de *Prusse* & du Prince d'*Orange* à la succession de *Guillaume III*. Mais cette affaire fut à peine décidée à la satisfaction des parties & nommément du jeune Prince, que les Etats de *Zélande* déclarèrent unanimement „ qu'en vertu de leur puissance souveraine & „ du pouvoir incontestable qu'ils en avaient, ils „ affranchissaient dès à présent & pour toujours „ de fait & de droit, les villes de *Veere* & de „ *Flessingue* de toute dépendance féodale, voulant & ordonnant que désormais elles fussent „ regardées comme villes libres du Comté de „ *Zélande*. ” En faisant part de cette résolution aux Etats - Généraux, ils les priaient de ne point ad- Nouvelle
dispute au
sujet du
Marquisat
de *Veere*
& de *Flessingue*.

adjuger ces deux villes aux Héritiers de *Guillaume III.* comme faisant part de sa succession, mais de leur offrir en dédommagement cent mille Riksdals de la part de la *Zélande*. Le Prince d'*Orange* ne manqua pas de protester contre un Arrêt qui lui était si préjudiciable, & qui le privait du patrimoine de ses pères. Les raisons du Prince, qui rejetta l'offre pécuniaire qu'on lui faisait, étaient spécieuses, celles des Etats de *Zélande* ne le semblaient pas moins. Il s'agissait de savoir si les Etats étaient fondés à en agir comme ils faisaient? Eux & ceux qui pensaient comme eux, soutenaient qu'oui; le Prince d'*Orange* au contraire & les Provinces qui suivaient son parti, prétendaient que non. L'on ne disputait pas aux Etats de *Zélande* le droit de *Souveraineté* ou de *Dominium eminens*, mais l'on soutenait qu'ils ne pouvaient s'en servir que très-rarement, & seulement pour des raisons très-pressantes. Les Etats de leur côté avouaient que cela était vrai; mais ces raisons très-pressantes, disaient-ils, existaient actuellement. Leur liberté courait le plus grand danger s'ils laissaient subsister le fief de ces deux villes; & si l'on en investissait le Prince d'*Orange*, il pourrait se servir de l'autorité & du crédit qu'il en recevrait pour porter atteinte à cette liberté. Et si ces craintes étaient fondées, comme ils prétendaient qu'elles l'étaient, pouvait-on trouver mauvais que, pour s'en affranchir, ils fissent usage de leur droit de Suzeraineté? Le parti du Prince d'*Orange* ne demeura pas sans réplique, il soutint que la crainte des *Zélandais* était chimérique, & l'on peut voir dans les pièces diffé-

rentes qui parurent alors, & surtout dans l'avis du Magistrat de *Veere*, les raisons qui prouvaient que cette crainte n'était pas fondée. Mais à qui appartenait la décision de ce différend ? Quel juge devait prononcer entre deux sentimens si opposés ? Les Etats de *Zélande* prétendaient qu'eux seuls avaient droit de juger ; & réellement ils abolirent le Fief de *Veere* & de *Flessingue* qui en vertu d'un Octroi des Etats de *Zélande* du 20. d'Août 1733. , jouirent seules de tous les droits du Marquisat, jusques à la révolution mémorable de l'année 1747. qui rétablit le Prince d'*Orange* dans la pleine & entière possession du Patrimoine de ses Pères ; révolution qui prouva en même tems aux Etats de *Zélande*, combien ils étaient alors dans l'impuissance de faire valoir leur décision, & que la ville de *Veere*, dès l'année 1723. avait mieux prévu & mieux deviné qu'eux les changemens qui arriveraient, & qui arrivèrent en effet comme nous le verrons bientôt.

LA démarche des *Zélandais*, & un traité nouvellement conclu entre la *France* & les Etats-^{Le Prince d'Orange} Généraux pour la sûreté de leur Barrière & la neutralité des *Pays-Bas Autrichiens*, pendant la ^{épouse une} guerre pour l'élection d'un Roi de *Pologne*, ^{Princesse d'Angle-} semblaient reculer plus que jamais l'élévation ultérieure du Prince d'*Orange*. Aussi *George II.* * ^{terre.} Roi d'*Angleterre*, parut-il assez mécontent de ces mesures. Depuis quelque tems ce Monarque était intéressé à l'avancement du Prince d'O-

* *George I.* était mort à *Osnabrug* d'une espèce d'Apo-
plexie le 22. de Juin 1727. à l'âge de 68 ans.

d'*Orange*. Il avait consenti à lui donner en mariage la Princesse *Anne*, sa fille aînée, & il était naturel qu'il souhaitât qu'un Prince, qui devait devenir son gendre, pût prétendre à toutes les dignités dont avaient été revêtus ses Ancêtres. Si la République avait pû être engagée à prendre part à la guerre de *Pologne*, comme l'Empereur avait tâché d'y porter les Etats en leur demandant des secours qu'ils crurent pouvoir refuser honnêtement, l'on eut pu se flatter que c'eût été une occasion pour le Prince d'*Orange* de s'élever par degrés à toutes les grandes Charges de la République, mais le traité avec la *France* faisait évanouir cette espérance, & c'était ce qui déplaisait à *George II*. Cependant le mariage projeté entre le Prince d'*Orange* & la Princesse d'*Angleterre* fut célébré à *Londres* le 25. de Mars de l'année 1734. Le Roi ne manqua pas d'en donner aussitôt connaissance aux Etats-

1734.

Lettre du
Roi d'*An-*
gleterre
aux Etats-
Généraux
au sujet du
mariage du
Prince.

Généraux. „ Les Rois ses Prédécesseurs, di-
„ fait -il dans la lettre qu'il leur écrivait, avaient
„ toujours heureusement affermi leurs Alliances
„ avec la République des *Provinces-Unies*, en
„ unissant leurs maisons à celle des Princes d'O-
„ range; & il avait voulu imiter leur exem-
„ ple par le mariage dont il leur faisait part.
„ Qu'au reste s'il avait consenti à cette union,
„ il avait eu principalement en vue l'intérêt &
„ le bien-être de la Religion *Protestante*; la
„ sûreté & le maintien de la succession au Trô-
„ ne telle qu'elle avait été réglée par la Loi,
„ & l'espoir d'en voir augmenter la confiance
„ & l'amitié entre lui & la République. „
„ *George* terminait sa lettre par dire „ qu'il ne dou-
„ tait

„ tait pas que les Etats ne reçussent & ne traitassent sa fille d'une manière qui répondît aux sentimens avantageux qu'il avait toujours cultivés en faveur de leur République. ” La réponse des Etats fut décente, mais l'on y observa quelques traits remarquables. Ils y souhai-
 „ taient non-seulement, „ que le mariage qui venait de se conclure, répondît aux grandes
 „ vues de sa Majesté; ils le considéraient aussi comme une preuve de l'affection que leur
 „ portait le Roi, puisqu'il avait bien voulu se choisir pour gendre un Prince, qui leur était
 „ si étroitement attaché, & dont ils honoraient le mérite personnel, qui leur rappelait celui
 „ de ses Ancêtres de même que les services qu'ils avaient rendus à l'Etat. Et puisque votre
 „ Majesté, disaient-ils à la fin de leur lettre, a choisi, pour y fixer le séjour de sa fille
 „ bien-aimée, *une République libre comme est la nôtre*, nous espérons qu'elle y trouvera toute
 „ la satisfaction & le contentement que pourront lui procurer la situation des Lieux & la forme
 „ *actuelle de notre Gouvernement, à la conservation de laquelle nous nous intéressons fortement.* ” La
 conclusion de cette Lettre était trop remarquable, surtout dans les circonstances présentes, pour ne pas paraître à bien des gens avoir été ménagée ainsi par des motifs secrets, mais aisés à deviner. En effet plusieurs personnes crurent qu'en s'exprimant ainsi, les Etats avaient eu en vue de faire perdre au Roi d'Angleterre tout espoir de voir un jour son gendre élevé au *Stadhouderat* des Provinces, qui jusqu'ici avaient préféré un Gouvernement sans *Stadhouder*. Ils se croiaient même

Réponse
remarquable
des
Etats-Généraux.

d'autant plus fondés à donner cette interprétation aux motifs qui avaient fait parler les Etats de la sorte, qu'ils étaient assurés qu'après une alliance aussi brillante & aussi avantageuse, les amis du Prince d'*Orange* ne manqueraient pas de saisir la première occasion qui se présenterait pour le faire élire *Stadhouder* de *Hollande* & des autres Provinces. On affecta même de répandre, & quelques-uns furent assez crédules pour y ajouter foi, que pour mieux parvenir à cette fin, l'on prétendait profiter de certains mouvemens séditieux qui s'étaient élevés parmi le peuple pendant l'Eté de cette année. Cet événement singulier mérite d'être rapporté dans quelque détail.

Emotion
populaire
à l'occasion
de la Fête-
Dieu & de
la Saint-
Jean.

L'ON fait que le jour du *Saint-Sacrement* ou la *Fête-Dieu* est une des Fêtes mobiles du *Calendrier Romain*, & que la *Saint-Jean* d'Eté tombe toujours au 24. du mois de Juin. La superstition *Catholique* avait depuis longtems prédit les révolutions les plus étranges, si jamais il arrivait que ces deux Fêtes tombassent en un même jour, & cette prédiction était crue parmi les *Catholiques* de ces Provinces aussi bonnement que parmi ceux des autres Nations. L'année 1734. était justement l'année fatale où devait luire ce jour si terrible. Il approchait, & l'espoir & la crainte remplissaient toutes les âmes superstitieuses, car il s'en trouve dans toutes les Religions. Bientôt les bruits les plus effrayants se répandirent dans la plupart des Provinces; l'on n'y parlait que des terribles révolutions qui menaçaient ce jour-là les grandes Villes & le *Plat-Pays*. Ici des Villes entières seraient détruites;

là les *Papistes* feraient un carnage affreux des *Protestants*, se remettraient en possession des Eglises publiques, massacreraient ou du moins déposeraient tous les Magistrats. L'on assurait qu'à *Amsterdam*, les *Catholiques* avaient déjà formé entre eux une nouvelle Magistrature, qui devait entrer en fonction pendant ce jour fatal; quelques membres de la Régence actuelle, ajoutait-on, étaient eux-mêmes *Catholiques* dans le cœur. L'on publiait que ceux de la Religion *Romaine* avaient en différents endroits des amas d'armes & de poudre pour s'en servir contre les *Reformés*. D'autres affirmaient que dans différentes Eglises, & notamment dans les bancs des Magistrats, l'on avait trouvé des cordes, indice du supplice infamant que l'on souhaitait, que l'on préparait peut-être à ces Magistrats. Tous ces bruits, reçus par les gens sages & éclairés pour ce qu'ils étaient réellement, ne laissèrent pas d'inspirer une si grande frayeur au vulgaire ignorant & crédule, que dans quelques Villes & Villages le Magistrat se crut obligé de se précautionner contre les événemens de ce jour si redouté. Dans quelques villes on redoubla la garde, dans d'autres l'on désarma quelques personnes suspectes *; cependant ces sortes de pré-

* L'on peut juger à quel point la frayeur s'était emparé de quelques esprits, par les faits que nous allons rapporter. Tous les environs de *Goes*, en *Zélande*, sont habités par un grand nombre de *Payfans Catholiques*; aussi le Magistrat y crut-il le danger plus réel & plus pressant; quelqu'un à qui il était échappé quelques paroles menaçantes y fut emprisonné; mais cet exemple de sévérité n'empêcha pas un autre, de crier publiquement par les rues *Vivat Orange!* Il est vrai que celui-ci était ivre, mais le Magistrat ne s'en crut pas moins obligé de

précautions furent si peu générales, que le Magistrat de la plûpart des Villes crut inutile d'en prendre aucune. A *Leeuwaarde*, où le Prince d'*Orange* faisait sa résidence ordinaire, son Attesse se montra dans les différents quartiers de la ville; mais elle ne découvrit nulle part la moindre trace de soulèvement ou de sédition. Enfin ce jour qui devait être si fatal au repos de la République, s'écoula comme tous les autres & soit que les soins pris en quelques lieux par le Magistrat eussent contribué à y maintenir la tranquillité; soit qu'en général le peuple ne fût ni assez superstitieux, ni assez credule, pour prendre feu & exciter un soulèvement sur de simples bruits, dont l'invraisemblance était palpable; il ne fut marqué par aucune de ces révolutions, aussi légèrement crues que faussement prédites. Il est vrai que quelques-uns ont prétendu que certains partisans outrés de la maison d'*Orange*

veillaient à la sûreté de ses Foyers & de ses Autels, & se tenir en garde contre tout événement. Aussitôt l'on fit venir quelques munitions de guerre de *Bergen-op-zoom* on fit prendre les armes à la Bourgeoisie, on ferma les portes de la Ville. Un vieux Château, presque tombé en ruines, appartenait à un *Catholique Romain*, Vieillard à qui le grand âge ne permettait plus de s'intéresser beaucoup aux changemens qui pouvaient arriver dans sa patrie; mais sa religion le rendait suspect, & l'on ne doutait pas que son Château ne renfermât quelqueamas d'armes & d'attirails militaires; on y fit les plus exactes perquisitions; à peine, dit l'Histoire, y trouva-t-on autre chose que des nids de chauve-souris. Enfin la crainte était si grande & si générale à *Goes*, qu'un chien, nagéant dans un des fossés de la Ville, fut pris pour un Ennemi ou un *Français* (car dans ces Provinces ces deux termes sont souvent synonymes) qui venait reconnaître la Ville, que l'on voulait sans doute assiéger.

d'Orange avaient eux-mêmes excité ces mouvemens, qu'ils fomentaient sous main, afin de s'en servir ensuite, dès que la sédition qu'ils en attendaient aurait éclaté & fait des progrès, pour forcer les Etats à élever le Prince au *Stadhouderat* de toutes les Provinces. L'on ajoute même que dans plusieurs villes l'on tenait tout prêt le Pavillon d'Orange sur le clocher des Eglises, & qu'on n'attendait pour l'y planter que le signal de la Revolte. Mais tous ces bruits ont paru ensuite si peu fondés, que l'Histoire ne les rapporte que pour faire voir jusqu'où l'esprit de parti pousse quelquefois les suppositions les plus gratuites. Ce qui est de certain, c'est que le jour de la Fête combinée du *Saint-Sacrement* & de *Saint-Jean* fut à peine passé, que la folle espérance des uns & la crainte plus chimérique encore des autres, s'évanouirent d'elles-mêmes, & ne furent plus qu'un objet de honte & de ridicule. Il est sûr aussi que tous ces bruits affectèrent si peu les gens sensés, qu'ils n'eurent pas la moindre influence sur le gouvernement présent. L'on était même si éloigné alors de penser à y apporter quelque changement, qu'un Ministre *Français* *, prêchant à *la Haye* le premier jour de l'année suivante, & ayant publiquement prié pour le Prince & la Princesse, fut menacé par le Souverain de la perte de ses appointemens. Il est vrai que ce Ministre fut excusé

* Monsieur J. Royen, qui fut depuis Chapelain de son Altesse, & qui remplit encore, avec une dignité vraiment pastorale, les fonctions du Saint-Ministère à la Cour du Prince *Stadhouder* d'aujourd'hui.

cusé lorsqu'il eut déclaré ; qu'en priant pour Leurs Alteſſes, il n'avait eu en vue que le bien-être de ces illuſtres Perſonnes, & l'intérêt de la Religion Proteſtante.

*Francs-
Maçons in
quiétés en
Hollande
&c.*

Les frayeurs du 24. de Juin avaient été l'eſ-ſet d'une ſuperſtition religieuſe, elles firent place au ridicule. Un autre genre de ſuperſtition jettait bientôt de nouvelles allarmes dans les Eſprits, & s'attira même une attention plus ſérieuſe de la part du Souverain. La Confraternité des *Francs-Maçons*, quoique depuis longtems répandue dans preſque toutes les parties du monde, n'était pas connue dans ces Provinces, ou s'y était tenue tellement cachée, que le Public en ignorait encore l'exiſtence. En *Italie*, en *France*, & ſurtout en *Angleterre* ces ſortes de Sociétés oſèrent à peu près vers ce tems paraître avec moins de ſcrupule & plus d'éclat qu'elles ne l'avaient encore fait. L'exemple des étrangers enhardit les *Francs-Maçons* de *Hollande*, & bientôt tout le monde ſût que dans pluſieurs Villes de la Province, & nommément à *Amſterdam* & à *la Haye*, les Frères tenaient publiquement leurs Loges. L'on y recevait des perſonnes de tout rang, de tout Etat, de toute communion. Mais quel était le but de cette ſociété, quels motifs pouvaient ſi ſouvent en rasſembler les Membres? c'était là ce que l'on ignorait. Le myſtère excite la curioſité, & ſi elle n'eſt pas ſatisfaite, elle ſouſçonne de crime tout ce qu'en affecte de lui cacher. Il n'y eut point d'abſurdités qu'on ne publiât des *Francs-Maçons*; on ſouſçonna qu'ils s'engageaient par quelque promeſſe à garder un ſecret inviolable ſur ce qui ſe

se passait dans leurs assemblées; bientôt on leur prêta le serment le plus terrible, que l'on faisait, disait-on, prêter à chaque membre le jour de sa réception, accompagnée, à ce que l'on prétendait, des cérémonies les plus effrayantes. Les *Frères*, qui ne pouvaient ignorer tous ces bruits, crurent les faire cesser & se justifier suffisamment en déclarant que dans leurs assemblées il ne se passait rien qui put intéresser la Religion, les Mœurs ou le Gouvernement; ils firent plus. Ceux de la *Haye*, pour témoigner au public qu'ils se croyaient par l'innocence de leurs vues à l'abri de la censure des Loix, annoncèrent dans une feuille périodique qu'ils y avaient fait l'ouverture de leur *Loge* en présence du Grand-Maitre *, & d'un Député Grand-Maitre, qu'ils nommaient. Cette annonce eut un effet tout contraire à celui qu'ils étaient en droit d'en attendre. S'avouer publiquement pour ce que l'on est, ne fut jamais la démarche d'un homme ou d'une société qui cherche à nuire. Celle des *Francs-Maçons* fut interprétée à leur desavantage; elle fut regardée comme une insulte, une bravade faite au public & aux Loix. Le moindre crime dont on les chargea fut de cabaler contre le Gouvernement. Les Etats de *Hollande* prirent enfin connaissance de l'affaire.. Quelqu'innocent que pût être le but des assemblées des *Francs-Maçons*, le mystère qu'ils affectaient, les bruits desavantageux qui

* Ce Grand-Maitre se nommait *Jean-Corneille Radermacher*, Trésorier-Général de son Altesse le Prince d'Orange.

en étaient les suites, ne permettraient pas à la prudence du Souverain de négliger un objet qui excitait tant de clameurs. On découvrit celui qui avait fait publier l'annonce; il avoua qu'il était membre de la Loge de la *Haye*, & qu'il n'avait rien fait que par l'ordre de la société, quoiqu'à l'insu du *Grand-Maitre*. Pour instruire plus à fonds les *Gecommitteerde Raaden* (Conseillers - Commissaires) qui l'interrogeaient, il les renvoya à un certain Livre imprimé à *Londres* dès l'année 1723. Le Livre fut examiné, & l'on y trouva deux articles qui parurent assez graves au Souverain pour mériter toute son attention. * En effet les Etats de *Hollande* publièrent bientôt un Edit très-sévère, par lequel il était enjoint à la Cour Provinciale & aux Magistrats de toutes les Villes, de faire fermer sans le moindre délai toutes les Loges de *Francs - Maçons*, qui se trouveraient établies dans leur Ressort. L'Edit fut exécuté dans

* Par le premier de ces articles il était dit, „ que l'on „ admettait dans la Confraternité des personnes de toute „ Religion, pourvu qu'elles reconnussent la nécessité & les „ obligations des Loix morales, & qu'elles véussent hon- „ nêtement; les Athées seuls & les Esprits Forts étaient „ exclus de la Confraternité.” Le second de ces Articles exigeait, il est vrai, „ que les Frères se conduisissent com- „ me sujets soumis à la Puissance civile; mais si quelqu'un „ d'eux s'était rendu coupable de desobéissance au Souve- „ rain, de rebellion même contre l'Etat, il n'en était pas „ pour cela exclus de la Confraternité, pourvu qu'on ne „ put l'accuser d'aucun autre crime. Il était seulement „ obligé dans ce cas de desavouer sa desobéissance, & de „ se conduire de façon à ne point se rendre suspect au Gou- „ vernement.”

dans toute sa rigueur ; les Assemblées des *Francs-Maçons* furent partout défendues ; à *Amsterdam* même on se servit des voyes de fait pour troubler & disperser les Frères actuellement assemblés en Loge. „ Depuis ce tems, dit l'Histo-
 „ rien de la *Hollande*, l'on n'a plus guères en-
 „ tendu parler de *Francs-Maçons* dans ces Pro-
 „ vinces, quoiqu'il se trouve encore des gens
 „ dans quelques Villes qui ne font pas scrupule
 „ d'avouer qu'ils sont membres de cette Con-
 „ frairie. ” Il ajoute que dans d'autres Pays,
 „ mais principalement en *France* & en *Italie*,
 „ l'on s'éleva avec la même rigueur contre les
 „ sociétés de *Francs-Maçons* ; qu'elles s'étaient
 „ cependant toujours soutenues en *Angleterre*,
 „ mais que l'on n'avait jamais su avec quelque
 „ certitude, ce que l'on avait eu en vue dans
 „ ces Provinces relativement à ces associations. *

Au

* Il paraît assez singulier que Mr. *Wagenaar* ait ignoré que de son tems les *Francs-Maçons* s'étaient tellement rétablis en *Hollande* & dans la plupart des autres Provinces, qu'ils y jouissaient paisiblement de la liberté de s'assembler en Loges, & qu'ils en avaient dans presque toutes les Villes. Le Tome de la grande Histoire où il est parlé des *Francs-Maçons* n'a été publié qu'en 1758. & le renouvellement des Loges est fort antérieur à cette année. Mais il est plus étonnant encore que les Abréviateurs de la grande Histoire, qui n'ont publié leur Abregé qu'en 1774 & 1776. n'aient pas été mieux informés d'un fait que personne n'ignore plus. C'est qu'il n'y a presque pas de Ville en *Hollande*, dans toute la République même, & dans ses Possessions les plus éloignées, qui n'ait actuellement une Loge pour le moins ; que dans quelques Villes il s'en trouve plusieurs, qu'il y a à *la Haye* une Loge supérieure à toutes les autres, connue sous le nom de Loge nationale, & qu'enfin les personnes les plus distinguées de l'Etat se font gloire

Les Etats
travaillent
à pacifier
les Puissances
actuellement en
guerre.

AU-MILIEU du repos dont les *Provinces-Unies* jouissaient depuis plusieurs années, les Etats-Généraux n'oublèrent pas que l'intérêt de leur Commerce exigeait que la paix fut générale en *Europe*. Ils s'étaient unis en conséquence au Roi d'*Angleterre* pour engager les Puissances actuellement en guerre à se réconcilier. Ils présentèrent pour cet effet un Projet que l'Empereur parut goûter, mais qui fut rejeté par la *France* & ses Alliés, de même qu'une suspension d'armes qui avait été proposée ensuite. La continuation de la guerre pouvait cependant avoir des suites fâcheuses pour la République, les Etats jugèrent donc à propos de se mettre en état de forcer les Puissances belligérantes à faire la paix; ils délibérèrent d'augmenter le nombre de leurs Troupes de terre de même que celui de leurs forces navales. Mais avant qu'ils en vinssent à l'exécution, la *France* à qui il ne convenait pas de s'attirer de nouveaux ennemis, consentit à une suspension d'armes, qui fut bientôt suivie d'un traité séparé entre l'Empereur & cette Couronne; desorte qu'avant la fin d'Octobre de l'année 1735. les préliminaires de la Paix furent signés à *Vienne*. Les deux Puissances maritimes qui s'étaient d'abord proposées pour médiatrices furent à leur tour peu satisfaites d'une négociation, dont même on ne leur avait pas fait part, & dans laquelle

1735.

d'être d'une société, actuellement respectée dans toute l'*Europe*, & dont les statuts, à en juger par des faits connus de tout le monde, font honneur au bon-sens & à l'humanité.

quelle on avait entièrement négligé l'intérêt de leur Commerce ; aussi refusèrent-elles d'en garantir les articles. Cependant les autres Puissances belligérantes, l'*Espagne* & la *Sardaigne*, accédèrent aussi au Traité commencé, en acceptant les Préliminaires signés par les Cours de *Vienne* & de *Versailles*, desorte que bientôt les hostilités cessèrent de tout côté. Mais si les soins, que les Etats-Généraux venaient de prendre pour pacifier l'*Europe*, étaient avantageux à la République en général, ils ne l'étaient guères aux intérêts particuliers du Prince d'*Orange*, que les Provinces de *Gueldres*, d'*Utrecht* & d'*O-verijssel*, voulaient faire nommer Général de l'Infanterie des Etats, si l'augmentation des Troupes avait eu lieu. Bien-loin de penser à augmenter le nombre des Officiers Généraux, la paix ne parut pas plutôt assurée, que l'on fit en 1736. une réduction de dix mille hommes dans l'armée de la République, qui n'en conserva ainsi qu'environ quarante mille. 1736.

Le reste de l'année 1736. n'offre rien de particulier que quelques négociations infructueuses avec le Roi de *Maroc* ; la naissance d'une jeune Princesse d'*Orange*, qui mourut aussitôt ; & la mort du Grand-Pensionnaire *Slingeland*, à qui succéda dans cette importante charge le Trésorier-Général *Antoine van der Heim*. La Charge de

* Mr. *Slingeland*, qui connaissait à fonds les différents intérêts des Puissances, mérita l'éloge d'avoir été habile Négociateur, surtout avec les Ministres des Cours étrangères. Talent bien nécessaire à un homme d'Etat dans un tems principalement où les occasions de négocier se présentaient continuellement.

de Garde du grand Sceau de *Hollande*, vacante par la mort du Baron de *Boetzelaar*, Seigneur de *Nieuwveen*, qui mourut trois jours après le Conseiller - Pensionnaire, fut conférée à Monsieur de *Wassenaar - Obdam*.

1737.

Les Pro-
vinces-
Unies ne
peuvent
parvenir à
conclure
un traité
de Com-
merce avec
les Pays-
Bas Au-
trichiens.

EN 1737. les Etats envoyèrent des Commis-
saires à *Anvers* pour y travailler à un traité de
Commerce avec les *Pays-Bas Autrichiens*. Les
négociations trainèrent quelques années encore,
& l'on se sépara enfin sans avoir pû rien conclu-
re. — Les Etats de *Hollande* voulant donner
aux différentes Communions *Protestantes* * de
nouvelles marques de leur bienveillance, affran-
chirent cette année, par une Résolution du 15.
de Janvier, leurs Eglises, & généralement tou-
tes leurs Fondations pieuses, des taxes ordinaires
& extraordinaires †, auxquelles sont sujettes en
Hollande toutes les terres, les maisons & autres
Biens-Fonds. Mais tandis qu'ils favorisaient les
Protestants, ils jugèrent à propos d'imposer de
nouvelles Charges aux *Catholiques*. Ils ordonnè-
rent que leurs Chapelles ‡, outre la taxe des *Ver-
ponding*, à laquelle elles restaient sujettes, paye-
raient trois fois dans cent ans le droit du Colla-
té-

* Sous le nom de Communions *Protestantes* les Etats
comprenaient, outre les *Réformés* proprement dits, les
Rémontrants ou *Arminiens*, les *Luthériens* & les *Anabati-
stes* ou *Mennonites*.

† Ces taxes s'appellent *Verpondingen* en *Hollande*.

‡ En *Hollande*, comme en *Angleterre*, les *Catholiques*
n'ont point d'Eglises; on leur permet d'avoir des maisons
ordinaires, dont ils approprient ensuite l'intérieur à l'u-
sage de leur Culte.

téral. * Il fut aussi statué que les Officiers militaires qui embrasseraient la Religion *Catholique* ou qui épouseraient une femme de cette Communion, seraient de droit & de fait démis de leurs emplois. Les Etats-Généraux, qui suivirent cet exemple, l'étendirent en 1739. à tous les Officiers Politiques dans toutes les terres de la Généralité. — Le Prince & la Princesse d'Orange se firent installer cette année dans la Baronie de *Bréda*. La cérémonie se fit avec beaucoup d'éclat, & fut terminée par le présent d'une Médaille d'argent aux Bourgeois, & d'une Médaille d'or aux Magistrats & au plus ancien des Ministres. — Les Etats s'apercevant que le différend entre les maisons de *Saxe*, de *Bran-debourg* & de *Sultzbach* au sujet de leurs prétentions respectives aux Duchés de *Bergues* & de *Juliers*, devenait plus sérieux de jour en jour, s'entremirent pour accommoder les parties. Mais tous les moyens proposés ayant déplu tour à tour à quelqu'un des Princes intéressés, les négociations furent rompues, & l'affaire resta indécise.

Inauguration du Prince d'Orange comme Seigneur de *Bréda*.

Affaire de *Bergue* & de *Juliers*, que les Etats tâchent en vain d'accorder.

L'EMPEREUR & le Roi de *France* cependant, qui avaient aussi offert leur médiation pour accommoder ce différend, parvinrent enfin, après bien des délais, à conclure un traité de paix entre eux, qui fut signé à *Vienne* le 18. de Novembre 1738. Ce fut ce traité qui laissa indécise l'affaire de *Bergues* & de *Juliers*, mais *Louis XV.* s'engageait solennellement à maintenir la *Pragmatique-Sanction*, qui fixait dans la maison d'*Au-*

Paix entre l'Empereur & la France.

1738.

* Le *Collatéral* est un droit que doit payer à l'Etat tout héritier en ligne collatérale.

d'*Autriche* la succession à l'Empire. Ainsi les Puissances maritimes, l'*Angleterre* & les Etats-Généraux, qui avaient toujours regardé cet article comme le plus sûr & l'unique moyen de conserver l'équilibre de l'*Europe*, considérant qu'ils obtenaient par là le grand but qu'ils s'étaient toujours proposés, consentirent enfin, quoique le traité, de même que les Préliminaires, eut été conclu sans leur médiation, à le garantir dans tous ses points.

1739. LA guerre s'étant allumée en 1739. entre l'*Espagne* & l'*Angleterre*, cette dernière Couronne fit tous ses efforts pour y entraîner la République. Mais les Etats, qui depuis longtems avaient prévu cette rupture, s'étaient aussi fortement déterminés à garder une exacte neutralité entre deux Puissances, dont ils étaient également les Alliés, surtout si la *France* de son côté ne se déclarait pas pour l'*Espagne*. D'ailleurs il était de l'intérêt de leur Commerce de ne point prendre les armes, aussi goutèrent-ils bientôt les fruits de cette prudente politique. La Cour de *Madrid* en fut si satisfaite, qu'elle ordonna d'abord de restituer deux Vaisseaux pris sur les *Hollandais*, & qu'elle promit de les indemniser de la perte de deux autres, si dans l'espace de huit mois on ne pouvait prouver qu'ils avaient été confisquables. Un autre avantage qu'ils retirèrent de cette neutralité, que la *France* avait aussi embrassée, ce fut de renouveler un traité de Commerce avec cette Couronne, par lequel leurs Vaisseaux marchands étaient affranchis du droit de cinquante sols par tonneaux, excepté lorsqu'ayant pris leur cargaison dans un des

Les Etats
gardent la
neutralité
dans la
guerre de
1739. entre
l'*Espagne*
& l'*Angle-*
terre.

des Ports de *France*, ils venaient à la décharger dans un autre Port du Royaume. Cependant tous les grands avantages que l'on s'était promis de mesures si sagement prises, ne répondirent que faiblement aux espérances dont on s'était flatté. La jalousie des *Anglais* se vengeait par la prise de plusieurs Vaisseaux marchands de la République, sous prétexte qu'ils transportaient de la contrebande, mais en effet parce qu'elle n'avait pas voulu prendre part à leur querelle, en se déclarant contre l'*Espagne*.

LE rude Hyver de l'année 1740. qui se fit si 1740.
cruellement sentir dans toute l'*Europe*, & dont les funestes effets sont trop connus pour qu'il soit besoin de les détailler, avait causé de grands dégâts dans les campagnes, que la récolte & la moisson en souffrirent beaucoup, ce qui causa dans ces Provinces, comme partout ailleurs, une cherté excessive des objets de première nécessité. La populace, qui d'ordinaire met tous les maux qu'elle endure sur le compte du Gouvernement, ou de ceux qui sont préposés sous lui à la régie des vivres ou à l'administration de la police, murmura d'abord, & bientôt des murmures elle en vint dans plusieurs Villes à des excès, qui obligèrent le Souverain à opposer la force à la violence, & à recourir aux armes même pour mieux faire respecter son autorité. Ce ne fut pourtant qu'avec bien des peines que l'on parvint par ce moyen à apaiser les tumultes qui s'étaient élevés à *Rotterdam*, à *Delft* & à *la Haye*, où quelques maisons furent pillées; mais les Etats de *Hollande* ayant publié un Edit

très-

très - sévère contre ces fortes de soulèvement, la tranquillité se rétablit peu à peu.

Les Etats
augmen-
tent leurs
Forces de
terre.

LES grands armemens qui se faisaient cette année en *Angleterre* & même en *France*, faisant juger aux Etats qu'il leur serait difficile de garder la neutralité qu'ils s'étaient proposée, ils résolurent de faire dans leurs troupes de terre une augmentation d'un peu plus d'onze - mille hommes. * Dès le mois de Mai ils avaient aussi augmenté leur marine de six Vaisseaux de guerre.

Massacre
des Chinois
à Batavia.

UN des évènements les plus remarquables de cette année dans l'Histoire de la *Hollande*, c'est l'horrible massacre que l'on fit d'un grand nombre de *Chinois* à *Batavia*, Capitale des Etablissements de la République dans les *Indes-Orientales*. Cette Nation industrieuse & commerçante y faisait un négoce très-étendu & très-varié, mais depuis quelque tems elle se plaignait hautement de la Régence de *Batavia*, dont elle se croyait vexée par les rudes impôts qu'on exigeait de ses négocians, & qui se renouvellaient continuellement. L'on craignit que les murmures des *Chinois* ne fussent les avant-coureurs d'un soulèvement qu'ils méditaient. Sur ce soupçon, tous les oisifs, tous les gens sans aveu de cette nation furent chassés de la Ville, ou envoyés prisonniers dans l'Isle de *Ceylon*. Une grande quantité de ces bannis rodait cependant autour de *Batavia*, & commettait toutes sortes d'excès dans ses environs. Trois *Chinois* déferèrent à la Régence que ceux de leur Nation qu'on

avait

avait chassés, avaient formé le dessein de s'en venger, en se rendant maîtres de la ville par surprise & par trahison, & d'y massacrer tous les *Chrétiens*. L'on envoya quelques gens armés contre cette troupe de bandits, qui fut relancée sans peine; mais l'on pensa aussi à se précautionner contre ceux de leurs compatriotes qui étaient encore dans *Batavia*. La Bourgeoisie fut armée; on ordonna aux *Chinois* de ne plus allumer de lumière après le soleil couché, de ne point paraître à leurs fenêtres, bien moins de se montrer en rue. Ces précautions étaient prudentes, mais elles augmentaient l'inquiétude & la méfiance des deux côtés. Le 8. d'Octobre un parti de *Chinois* s'avança jusques sous le canon de la ville, le feu que l'on fit sur eux les força bientôt à s'éloigner; mais l'on ne douta plus qu'ils ne fussent d'intelligence avec ceux du dedans, & qu'ils ne se fussent attendus à un soulèvement de leur part. Ce soupçon, peut-être fondé, passa pour certitude dans l'esprit des *Hollandais*, & ce ne fut pas sans peine qu'ils remirent au lendemain le moment de leur vengeance. La Soldatesque, la Bourgeoisie armée se précipitent alors dans les maisons des malheureux *Chinois*, & y massacrent inhumainement tout ce qui s'offre à leur fureur. Pendant ce carnage, le feu prit à différentes maisons appartenant aux *Chinois*, & fit de si grands dégâts dans la Ville, qu'elle courait risque d'être toute réduite en cendres, si l'on n'était enfin parvenu à arrêter les progrès de l'incendie, dont l'on accusa les *Chinois* eux-mêmes. Au meurtre l'on joignit le pillage qui fut continué pendant deux

ou trois jours, & ne cessa que lorsque la Régence crut devoir y mettre des bornes. Les matelots se distinguèrent principalement, dans cette occasion, & il est sûr que plusieurs des plus opulents *Chinois* furent dépouillés alors de toutes leurs richesses. Le spectacle, qui s'offrit le lendemain de cette cruelle boucherie aux yeux des spectateurs, dut glacer d'horreur les plus indifférents. Les maisons à demi brûlées, les rues jonchées de cadavres amoncelés, ou épars çà & là, suivant que les infortunés s'étaient offerts à la rage de leurs meurtriers, retracèrent aux *Bataviens*, effrayés de leur propre cruauté, l'image affreuse de la vengeance, ou plutôt de l'exécution la plus abominable. L'on se jeta ensuite sur les autres *Chinois*, qui se tenaient encore cachés dans les environs de la Ville, ils furent tous égorgés, ou chassés. Rassasiés de sang & fatigués du carnage, les *Hollandais* se calmèrent, & la tranquillité s'étant peu à peu rétablie dans *Batavia*, la Régence publia un pardon général, & voulut bien permettre au peu de *Chinois*, que la fuite ou quelque asile ignoré avaient dérobé à la fureur de leurs bourreaux, de reprendre leur trafic ordinaire; pourvu cependant qu'ils se soumissent; ce que firent plusieurs. Il était impossible qu'une action aussi atroce fut généralement approuvée; d'ailleurs on craignait avec raison qu'elle ne causât par ses suites un préjudice notable au Commerce. Quelques Membres du Conseil de Régence, persuadés que les ordres imprudents du Gouverneur *Valkenier* avaient occasionnés le meurtre & le pillage des *Chinois*, méditèrent entre eux les moyens

moyens de le déposer. Instruit de leur dessein *Valkenier* se hâta de les prévenir, en faisant emprisonner trois Conseillers, Messieurs *Imhoff*, de *Haaze* & *van Schinne*. Bientôt cependant il fut obligé de les élargir ; & *Imhoff*, retourné depuis en *Hollande*, fut si bien se justifier auprès des Directeurs de la Compagnie, qu'ils le renvoyèrent à *Batavia*, décoré du titre de Gouverneur - Général des *Indes*. La déposition de *Valkenier* avait été suivie de son rappel ; mais arrivé au Cap de *Bonne-Espérance* il y fut arrêté, & ramené ensuite à *Batavia*, où il tint encore prison pendant quelque tems. Le retour du Baron d'*Imhoff* acheva de rétablir le bon ordre, & de regagner aux *Hollandais* toute la confiance des *Chinois*.

L'AFFAIRE de *Batavia*, de quelque conséquence qu'elle fut, pouvait cependant être regardée, relativement au Gouvernement général de la République, comme une simple querelle de particulier à particulier, dont les suites auraient pû devenir plus sérieuses, mais dont l'influence après tout ne pouvait se faire sentir qu'indirectement à tout le Corps de l'Etat. Deux évènements plus naturels, arrivés cette même année en *Europe*, intéressèrent plus particulièrement les *Provinces-Unies*, & y préparèrent insensiblement une Révolution pareille à celle de 1672. & dans des circonstances à-peu-près semblables. L'Empereur *Charles VI.* était mort le 20. d'Octobre sans laisser d'enfans mâles. En vertu de la Pragmatique - Sanction, *Marie-Thérèse* sa fille, mariée au Grand-Duc de *Toscane*, devait hériter de tous les Biens de

Mort de
l'Empe-
reur *Char-
les VI.* &
de *Frédéric
II.* Roi de
Pruſſe.

la maison d'*Autriche*. En effet à peine *Charles VI.* fut mort, que l'Archiduchesse prit les titres de Reine de *Hongrie* & de *Bohême*, & d'unique & légitime héritière de tous les Etats *Autrichiens*. Quelque tems après, la nouvelle Reine déclara son Epoux Co - Régent de tous ses Royaumes & Pays - Héréditaires, & lui transféra le droit de voter, au nom de la Couronné de *Bohême*, à l'élection prochaine d'un Empereur. La plus grande partie des Princes de l'Empire, toutes les principales Puissances de l'*Europe* avaient garanti la Pragmatique - Sanction, & rien ne semblait devoir troubler *Marie - Thérèse* dans la paisible jouissance de ses nouveaux Etats. Mais la mort de l'Empereur fit changer de politique à la plupart des Cours, & bientôt l'on vit la *France* & l'*Espagne* soutenir hautement les prétentions que formaient sur la succession de *Charles VI.* les Ducs de *Bavière* & de *Saxe*. La *Grande - Bretagne* & les *Provinces - Unies* d'un autre côté, à qui la nouvelle Reine avait demandé des secours, furent presque les seules Puissances qui résolurent de soutenir des droits, dont ils avaient si solennellement promis la garantie. Mais l'*Angleterre* était actuellement en guerre avec l'*Espagne*, & n'était pas trop assurée du côté de la *France*; elle voulut donc essayer la voye des négociations pour accommoder des différends, qui menaçaient l'Empire & l'*Allemagne* d'une longue guerre. Les *Provinces - Unies* jouissaient depuis longtems des douceurs de la paix; elles prévoyaient que de prendre part à une guerre, qui pouvait devenir générale, c'était risquer de ruiner tout leur commerce; d'autres motifs

con,

concouraient aussi à inspirer des vues pacifiques à quelques Provinces, desorte que de concert avec le Roi d'*Angleterre* les Etats - Généraux résolurent de travailler à un accommodement entre les différents Compétiteurs à la succession *Autrichienne*. Mais avant qu'ils pussent même entamer les négociations, un autre événement venait de rendre inutile, plus difficile du moins, l'exécution du plan qu'ils avaient formé. La Reine de *Hongrie* se vit inopinément attaquée par un ennemi auquel elle ne croyait pas devoir s'attendre, & qui avait envahi une partie de ses Etats avant même qu'elle put prévoir qu'ils étaient menacés. *Frédéric II.* Roi de *Prusse*, mort le 31. du mois de Mai, avait eu pour successeur *Frédéric III.* son fils, Prince âgé alors d'environ 28 ans, & qui, longtems éloigné de la Cour, s'était formé dans la retraite au grand art de regner, & y avait acquis des connaissances en tout genre, que peu de Monarques possèdent à la fois. C'était ce Prince, dont l'*Europe* devait un jour admirer la grandeur & les talens politiques & militaires, qui avant la fin de cette année était entré dans la *Silésie*, partie du Patrimoine de *Marie-Thérèse*, en protestant qu'il n'avait en vue que les vrais intérêts de la Reine de *Hongrie*, dont il voulait cultiver l'amitié & défendre les droits. Il n'est pas du sujet que nous traitons d'examiner jusqu'où pouvait s'étendre la justice des prétentions du Monarque *Prussien*; mais la guerre qu'il venait de porter dans la *Silésie*, & qui menaçait d'embraser toute l'*Europe*, ne permettait pas aux Etats d'attendre plus longtems à se préparer à tout événement.

Seconde
augmenta-
tion dans
l'armée
des Etats.

1741.

Il fut donc résolu, malgré toutes les représentations du Marquis de *Fénélon*, Ambassadeur de *France* à la *Haye*, qui ne cessait d'assurer les Etats des vues pacifiques du Roi son Maître, de faire une seconde augmentation dans les Troupes de la République; & en effet vers le commencement de l'année 1741. l'on ajouta encore environ onze mille hommes aux onze mille levés en 1740. Avant de se mêler directement dans la querelle, ils voulurent pourtant tenter de ménager un accommodement entre la Reine de *Hongrie* & le Roi de *Prusse*. Ce Monarque semblait vouloir se prêter à leurs vues, mais la Reine, qui ne voyait alors que ce seul ennemi à combattre, refusa de concourir à un traité qui devait la priver d'une partie de ses Domaines. Ces négociations n'ayant pû avoir lieu, les Etats, qui ne voulaient prendre les armes qu'à l'extrémité, résolurent d'assister la Reine de *Hongrie* de leur argent, au-lieu du nombre de Troupes * qu'ils étaient obligés de lui fournir par le Traité de *Vienne*.

Troisième
augmenta-
tion dans
les Trou-
pes de la
Républi-
que.

CETTE année fut fatale à la *Hollande* & à la *Gueldres* en particulier par les inondations qui submergèrent une grande partie de ces Provinces, & y causèrent les plus grands dommages. Mais les malheurs domestiques, & les dépenses excessives qu'exigeait la prompte réparation des digues, ne faisaient point perdre de vue aux Etats les affaires du dehors. L'Electeur de *Bavière* avait été élu Empereur, sous le nom de *Charles*

* Les Etats devalent fournir 5000 hommes. Ils donnèrent à la Reine 840000 florins.

les VII. La France, qui avait brigué cette Election, remplissait l'*Allemagne* de ses troupes, tant pour soutenir la cause du nouvel Empereur, que pour aider le Roi de *Prusse* à s'emparer de toute la *Silésie*. Trop faible pour résister seule à tant de forces réunies, *Marie-Thérèse* demanda à ses Alliés les secours qu'ils lui devaient, & les Etats résolus enfin d'assister puissamment cette Reine, arrêterent en 1742. de faire une nouvelle augmentation dans leurs Troupes. L'Ambassadeur de France tâcha encore de prévenir ce coup en proposant aux Etats un traité de Neutralité; mais l'expérience du passé faisait si bien voir qu'il était aussi dangereux qu'inutile de conclure de nouveaux traités avec une Puissance, qui remplissait si mal tant d'engagemens antérieurs qu'elle avait pris, que les Etats, convaincus d'ailleurs par les représentations de la Cour de *Londres*, qu'il était de leur intérêt de prendre des mesures plus sérieuses & plus efficaces, passèrent outre, & ordonnèrent l'augmentation projetée. Il fut résolu de secourir la Reine de *Hongrie* avec un Corps de troupes de 20000 hommes. Cependant cette résolution ne fut pas si unanime qu'elle ne causât de longs & vifs débats entre les Membres. Les Villes de *Dordrecht* & la *Brille*, s'y opposèrent surtout avec tant de fermeté & si longtems dans l'Assemblée des Etats de *Hollande*, que pour engager ces Villes à donner leur consentement, on se vit obligé de leur envoyer une Députation; mais elles persistèrent dans leur refus & protestèrent même ensuite contre la Résolution qui fut prise à la pluralité.

Lieutenance - Générale refusée par le Prince d'Orange.

L'AUGMENTATION des Troupes en exigeait nécessairement une dans le nombre des Officiers - Généraux. Il était naturel que le Prince d'Orange, qui jusqu'alors n'avait eu au service militaire de la République d'autre grade que celui de Colonel, fut couché sur la liste de la promotion. Sur la proposition qu'en fit la Province d'Overijssel, il fut résolu de lui donner une des grandes Charges de l'armée. Les amis du Prince eussent souhaité, & peut-être s'y attendaient-ils, qu'on l'eut élevé au Grade de Général de l'Infanterie ou de la Cavalerie; mais les Etats - Généraux ne lui offrirent que la Lieutenance - Générale de l'Infanterie. Le Prince d'Orange n'eut pas plutôt été informé de la Résolution des Etats, qu'il leur écrivit pour leur faire part de celle qu'il avait prise lui-même. C'était „ de refuser la Lieutenance - Générale „ de leurs Troupes, comme absolument incom- „ patible avec la Charge de Capitaine - Général dont il était revêtu dans trois des Provinces de l'Union; Lieutenance, qu'il ne pourrait accepter, disait-il, sans compromettre sa gloire, & s'exposer à un mépris général. „ D'ailleurs, ajoutait le Prince, quoiqu'il n'eut „ pû empêcher, qu'on ne lui retirât une partie „ de ses Biens; quoique, contre les anciennes „ franchises & libertés de ces Provinces, de „ même que contre tous les principes sur lesquels était fondée l'Union, les Tribunaux „ lui fussent fermés, il ne s'en sentait pas moins „ en état, & il était obligé par les Instructions „ qui lui en avaient été remises, de conserver „ dans toute leur pureté l'honneur & la dignité „ des

„ des Emplois qui lui avaient été confiés , &
 „ qui ne faisaient pas une médiocre partie des
 „ Libertés & des Privilèges des Provinces , au
 „ nom desquelles il avait l'honneur de les rem-
 „ plir. ” Son Altesse terminait sa Lettre par
 assurer les Etats , „ qu'Elle était fâchée qu'en
 „ lui offrant une Charge militaire si peu con-
 „ venable à sa dignité , on lui eut ôté les moyens
 „ de travailler à se rendre plus digne de servir
 „ l'Etat. ” Cette Lettre , publiée aussitôt qu'elle
 parut , fut généralement goûtée , & inspira
 aux Peuples les idées les plus relevées de la gran-
 deur d'ame du Prince.

PENDANT toutes ces délibérations , qui ne servaient qu'à retarder les secours que la Reine de Hongrie attendait de la part des Etats , la guerre se poussa avec vigueur en *Allemagne*. Le Roi d'*Angleterre* , accompagné du Duc de *Cumberland* , le plus jeune de ses Fils , s'était mis à la tête des Troupes *Autrichiennes* & *Anglaises* , & avait gagné le 17. Juin 1743. la bataille de *Dettingue* sur les Français , commandés par le Maréchal de *Noailles* , quoique ceux-ci ne manquaient pas de s'attribuer la victoire , & de faire chanter le *Te Deum* par toute la France. Les vingt-mille hommes , que la République envoyait au secours de la Reine , arrivèrent cependant en *Allemagne* , mais trop tard pour avoir part à cette glorieuse action , desorte que ces troupes auxiliaires sans avoir rien fait que témoigner par leur marche la bonne volonté de leurs maîtres , retournèrent dans les *Pays-Bas Autrichiens* , où elles prirent leurs quartiers d'Hyver. La Cour de *Versailles* ne manqua pas de témoi-

Ff ff 5 gner

Entrée des
Troupes
de la Répu-
blique en
Allemagne.

1743.

gner à Mr. *van Hooy*, Ambassadeur des Etats en *France*, combien elle était peu satisfaite de cette démarche de ses maîtres, qui semblaient, disait-on, avoir voulu assister la Reine de *Hongrie* contre la *France*, malgré l'alliance qui subsistait entre cette Couronne & la République. Les Etats de leur côté ne manquèrent pas de justifier leur conduite, en alléguant que, bien loin de vouloir rompre avec le Roi de *France*, ils n'avaient rien plus à cœur que de se conserver dans la bonne amitié de sa Majesté Très-Chrétienne, mais que considérant la guerre que faisait actuellement la Reine de *Hongrie*, comme une guerre purement défensive, ils s'étaient crus obligés de lui envoyer les secours auxquels ils étaient tenus par les Traités qu'ils avaient avec cette Princesse.

Naissance
de la Prin-
cesse Caro-
line.

CETTE année n'offre plus guères d'évènements remarquables relatifs aux *Provinces-Unies*. Parmi ceux cependant qui méritent d'être rapportés l'on ne doit pas oublier la naissance de la Princesse *Caroline*, aujourd'hui Princesse de *Nassau-Weilbourg*, née à *Leeuward* le 28. de Février, évènement dont son Altesse ne manqua pas d'informer les Etats-Généraux & ceux des différentes Provinces. Au reste ce Prince, qui avait passé une grande partie de l'année dans ses Etats d'*Allemagne*, & qui s'y trouvait encore lorsque les Troupes des Etats s'y rendirent pour aller au secours de la Reine de *Hongrie*, ne contribua pas peu à leur adoucir les fatigues d'une marche longue & pénible par la manière affable avec laquelle il traita les Principaux Officiers qu'il admit souvent à sa table, & par les rafraîchis-

chiffemens qu'il fit distribuer aux simples soldats. — Ce fut aussi cette année que l'on prolongea pour douze ans l'Octroi de la Compagnie des *Indes - Orientales*, & que l'on fit différents réglemens d'économie & de commerce que la Compagnie a presque toujours suivis depuis.

LA République était encore en paix, mais de loin à loin l'on voyait se préparer les évènemens qui devoient l'entraîner dans une guerre inévitable. Les secours envoyés à la Reine de

Secours
envoyés au
Roi d'An-
gleterre.

Hongrie avaient fortement indisposés la Cour de *Versailles* contre les Etats. Ils se virent cependant obligés en 1744. par les intrigues même de la *France*, de secourir un autre de leurs alliés, & de s'exposer ainsi à de nouveaux ressentimens de la part de cette Couronne. *Louis*

1744

XV. ou plutôt son Ministre, le Cardinal de *Tencin*, qui devait son Chapeau au *Prétendant*, voulut essayer encore de placer ce Prince ou son fils-ainé sur le Trône d'*Angleterre*. La *France* n'était point encore en guerre ouverte avec cette dernière Couronne, mais elle ne tarda pas à la lui déclarer pour faciliter l'expédition en faveur du *Prétendant*. La descente devait se faire en *Ecosse*, & eut le même succès que toutes les entreprises de cette nature qui l'avaient précédée, une violente tempête ayant détruit une partie de la flotte, & dispersé le reste. Cependant les Etats avaient envoyés six mille hommes de Troupes auxiliaires à *George II.* dès que ce Prince les eut informés des mesures prises par la *France* en faveur de son ennemi, & y avaient joint dix vaisseaux de guerre, commandés par le Lieutenant-Amiral *Henri Grave*, aussitôt que

Louis

Louis XV. eut formellement déclaré la guerre à l'*Angleterre*.

Efforts
inutiles de
quelques
Provinces
en faveur
du Prince
d'*Orange*.

QUELQU'INDISPENSABLES que fussent ces démarches de la part des Etats, qui y étaient tenus par les traités, l'on n'en prévoyait pas moins qu'ils se verraient bientôt forcés de prendre part à la guerre, non plus comme simples auxiliaires, mais comme parties principales. Quelques Provinces en prirent occasion de faire enfin donner le Généralat de l'Infanterie au Prince de *Nassau-Orange*. La *Frise*, l'*Overissel*, la *Guel-dres* & *Groningue* avec les *Ommelandes* pressèrent fortement l'élévation de son Altesse. „ Il était „ tems, disaient les Etats d'*Overissel*, d'éloigner „ & de bannir de la République l'horrible mon- „ stre de la discorde & de la mesintelligence. „ La *Frise* passa plus loin & ajouta les menaces aux prières. Mais la *Hollande* & la *Zélande*, qui trouvaient qu'une pareille façon d'agir ressemblait trop à la contrainte, s'opposaient si efficacement à tout ce que purent dire les autres Provinces, que l'élévation du Prince d'*Orange* fut encore retardée.

Le Roi de
France & la
Reine de
Hongrie se
déclarent
la guerre.

À PEINE la *France* eut déclaré la guerre à l'*Angleterre*, qu'elle la déclara aussi formellement à la Reine de *Hongrie*, qui jusqu'alors n'avait encore été attaquée par les Français, que comme auxiliaires du Roi de *Prusse* ou de l'Empereur *Charles VII*. La Reine de son côté ne recula que de trois semaines la publication de son manifeste, desorte que le feu de la guerre s'étendant ainsi de loin à loin, l'on ne douta plus que l'encendie ne dut bientôt embraser toute l'*Europe*. Les Etats cependant avaient en-
voyé

voyé un Ambassadeur extraordinaire au Roi de France, chargé d'offrir leurs bons offices au Monarque pour accommoder les différends qui s'étaient élevés entre les Cours de *Londres* & de *Versailles*, & de sonder le Ministère de France sur les conditions auxquelles l'on pourrait rétablir la paix. *Louis XV.* qui s'était avancé jusqu'à l'Abbaye de *Cisoing*, près de *Lille*, dans le dessein de se mettre lui-même à la tête de ses Troupes, y donna audience à l'Ambassadeur de la République, le Comte de *Wassenaar-Twikkelo*, & lui fit entendre, qu'il avait longtems différé de prendre les armes, mais qu'actuellement il ne prétendait point reculer ses opérations militaires, ni les effets de la guerre qu'on l'avait forcé d'entreprendre. En effet dès le lendemain 17. du mois de Mai, les Français commencèrent les hostilités par l'attaque & la prise de plusieurs des Villes qui servaient de Barrière à la République. *Warneton*, *Menin*, *Ypres*, le Fort de *Knokke* & *Furnes*, furent bientôt emportés. Des progrès aussi rapides allarmèrent justement les Etats, qui craignant qu'on n'achevât de leur enlever entièrement leur Barrière, résolurent de soutenir encore la Reine de Hongrie, de 20000 hommes, aux ordres du Lieutenant-Général *Smisart*. L'armée alliée, forte alors d'environ 80000 hommes, composée des troupes Autrichiennes, Anglaises & Hollandaises, & commandée par le Duc d'*Aremberg*, marcha aussitôt vers la Flandre-Française, & campa à une demie lieue de *Lille*. L'on s'attendait qu'elle entreprendrait le siège de cette Ville; ou qu'elle présenterait la bataille aux Français fort inférieurs en nombre;

bre; ni l'un ni l'autre n'eut lieu, quoique l'occasion parut assez favorable; & qu'en attaquant *Lille*, on eut peut-être forcé le Maréchal de *Saxe* à sortir du poste avantageux qu'il avait occupé. Quelques contributions que l'armée alliée tira de la Chatellenie de *Lille*, & des Banlieues de *Donai* & d'*Orchies*; quelques excursions que firent différents Partis en *Picardie*, dans le *Hainaut-Français* & le *Cambresis*, terminèrent cette campagne, les Alliés étant retournés à *Tournai*, après avoir consumé près d'un mois assez inutilement dans les environs de *Lille*. Avant la fin d'Octobre toutes les Troupes étaient rentrées dans leurs Quartiers d'hyver.

Evénemens particuliers de l'année 1744. Les autres événemens se bornent à assez peu d'objets intéressants. Des inondations, ce fléau que l'on peut dire *Endémique* aux *Provinces-Unies*, affligèrent au mois de Mars une partie de la *Hollande*, de la *Gueldre* & de l'*Overissel*.

— L'apparition d'une Comette au commencement de l'année occupa quelque tems les esprits crédules, qui présagèrent des maux d'autant plus grands qu'ils en avaient apperçu une autre, quoique bien plus petite, au mois d'Août de l'année précédente. A tous les fléaux que leur annonçait ce terrible pronostic, ils ne manquèrent pas d'ajouter ceux d'une guerre prochaine, qui s'annonçaient bien plus sûrement par tous les préparatifs qui se faisaient de tous côtés, que par le plus ou le moins d'étendue de la queue des Comettes. — Mr. *François Fagel*, premier Greffier des Etats-Généraux, ayant obtenu sa démission à cause de son grand âge, Mr. *Henri Fagel*, son Neveu, lui succéda dans cet

important emploi. La Place de second Greffier, que celui-ci avait remplie, fut donnée à Mr. Jacques Gillis, Pensionnaire de *Harlem*. L'ancien Greffier mourut deux ans après au mois d'Octobre 1746.

QUOIQUE le Roi de *Prusse* eut fait la paix en 1742. avec la Reine de *Hongrie*, il ne s'en crut pas moins autorisé en 1744. à reprendre les armes contre cette Princesse; „ non que ce „ Monarque eut quelque chose à démêler avec la „ Reine, comme il s'exprimait lui-même dans „ une sorte de manifeste qu'il publia alors, mais „ pour rendre la liberté à l'Empire, à l'Empereur „ la considération qui lui était due, & la paix à „ l'Europe. ” L'entrée des Troupes *Prussiennes* dans la *Bohême*, celle des Français dans le *Brisgaw*, avaient allarmé la Reine de *Hongrie*, qui non-seulement demanda de nouveaux secours aux Etats, mais qui voulut même les engager à déclarer la guerre à la France. Ils ne crurent pas qu'il fut de leur intérêt d'en venir à une rupture ouverte avec cette Couronne, mais ils envoyèrent de nouvelles troupes à la Reine; & pour contrebalancer le Traité de *Francfort*, conclu entre l'Empereur, le Roi de *Prusse*, comme Electeur de *Brandebourg*, l'Electeur *Palatin* & le Roi de *Suède*, comme Landgrave de *Hesse*, ils travaillèrent & réussirent à conclure un autre Traité, qui fut signé à *Varsovie* au mois de Janvier de l'année 1745. entre la Reine de *Hongrie*, le Roi d'*Angleterre*, les Etats-Généraux, & le Roi de *Pologne*, comme Electeur de *Saxe*, ce qui fit donner le nom de *Quadruple - Alliance* à ce Traité,

Traité de
Varsovie.

1745.

té, que les Alliés durent en grande partie à l'habileté & à la prudence de Mr. *Corneille Calloen*, Ambassadeur des Etats. La *Quadruple-Alliance* fut généralement regardée comme devant être très-avantageuse à la Reine de *Hongrie*; mais la mort de l'Empereur *Charles VII.* arrivée le 20. de Janvier de la même année, contribua peut-être encore davantage à changer la face des affaires en faveur de la Reine, qui réussit à faire élire à l'Empire le Grand-Duc de *Toscane* son Epoux, qui prit le nom de *François I.*

Paix de
Dresde.

CEPENDANT la guerre ne s'en faisait pas avec moins de vigueur en *Allemagne*. Le Roi de *Prusse*, mécontent de ce que le Roi de *Pologne*, eût embrassé les intérêts de la Reine de *Hongrie*, entra dans le *Saxe*, y remporta plusieurs avantages considérables sur les Troupes combinées *Autrichiennes* & *Saxonnes*, & se fit ouvrir les Portes de *Dresde* même. Au milieu de ses progrès le Monarque victorieux avait fait faire des propositions de paix à l'Electeur, qui les avait rejetées; mais la bataille de *Kesselsdorf*, & l'invasion de la Capitale de l'Electorat qui en fut la suite, engagèrent bientôt *Auguste III.* à se rendre plus traitable & à demander lui-même la paix. Elle fut en effet signée à *Dresde* le 25. de Décembre 1745. par les Ministres respectifs des trois Puissances, la Reine de *Hongrie*, le Roi de *Prusse*, comme Electeur de *Brandebourg*, & le Roi de *Pologne*, comme Electeur de *Saxe*; desorte que le repos fut rendu à l'*Allemagne*.

LA guerre entre la France & l'Angleterre avait été jusqu'ici poussée assez mollement de part & d'autre. Cette année cependant l'on sembla se préparer à agir avec plus de vigueur ; & l'on s'attendait à quelque entreprise d'éclat de la part des Anglais surtout, qui effectivement enlevèrent le Cap-Breton aux Français, conquête que l'on crut assez importante pour contrebalancer toutes les pertes faites en Flandres par la Reine de Hongrie & ses Alliés pendant la Campagne de 1745. D'un autre côté l'on crut que la Cour de France avait eu part au soulèvement qui s'était fait cette année en Ecosse en faveur du Fils du Prétendant, & qui eut aussi peu de succès que tous ceux qui s'étaient faits déjà pour la même cause. Quoiqu'il en soit, les Etats envoyèrent au Roi d'Angleterre un secours de six mille hommes qui ne contribuèrent pas peu à disperser les Rebelles. Mais tandis que les troupes des Etats combattaient en Ecosse en faveur des Anglais, ceux-ci, toujours jaloux du Commerce des Hollandais, prenaient & confisquaient les Vaisseaux de la République dans toutes les mers. Plusieurs Négocians d'Amsterdam & de Harlem, qui avaient le plus souffert de ces pirateries, demandèrent aux Etats des lettres de représailles, qui pourtant leur furent refusées. L'on se contenta de rappeler les dix vaisseaux de guerre, destinés à secourir les Anglais, afin de s'en servir à protéger la navigation des sujets de la République.

Les Etats
font passer
6000
Hommes
en Angle-
terre con-
tre le Pré-
tendant.

CHAPITRE XIX.

Commencant à la Campagne de 1745.

& finissant à la mort de GUIL-

LAUME IV. Prince d'Orange

en 1751.

Campagne
de 1745.
Siège de
Tournai
par les
Français.

LES secours donnés par les Etats au Roi d'Angleterre n'avaient pas manqué d'augmenter le mécontentement de la Cour de France, qui prétendait que les Anglais avaient été les agresseurs dans cette guerre. L'on ne douta donc plus que Louis XV. pour en témoigner son ressentiment ne cherchât à s'emparer de toutes les Places qui formaient la Barrière de la République. En effet l'armée Française sous le Maréchal de Saxe entra de bonne heure en campagne, qui fut ouverte cette année 1745. par le siège de Tournai, investi le 25. d'Avril par le Duc d'Harcourt.

Bataille de
Fontenoi.

Les Alliés s'étant avancés dans le dessein de faire lever le siège ou de jeter du secours dans la Place, attaquèrent le 11. de Mai l'armée ennemie près de Fontenoi, devenu mémorable par la victoire qu'y remportèrent les Français, & qui leur coûta pourtant plus de six mille hommes. La perte des Alliés fut de dix mille hommes selon quelques-uns, & de huit mille seulement selon d'autres. Il est sûr au moins que le combat avait été des plus sanglants, & l'on rapporte que Louis XV. considérant le lendemain le champ de

de bataille jonché de morts , dit au *Dauphin* , voyez , mon fils , à quel prix l'on achète la victoire ! La défaite des Alliés à la journée de *Fontenoi* hâta la perte de *Tournai* qui capitula le 23. de Mai ; le Château ne se rendit que le 20. de Juin suivant. Le 10. de Juillet le Maréchal de *Louvendal* emporta sans peine la Ville de *Gand* , qui n'était point en état de défense , & quatre jours après le Château se rendit avant même que le canon de l'ennemi l'y forçât. La prise de *Gand* était un coup de partie pour les Français , qui y trouvèrent quantité de vivres , de munitions , & d'habits. Mais c'était le moindre avantage qui leur en revenait ; celui d'avoir coupé toute communication aux Alliés avec la *Flandres* était d'une toute autre importance. Bientôt aussi plusieurs Villes de cette Province , trop faibles pour faire quelque résistance , ouvrirent leurs portes à l'ennemi. *Brugé* & *Alost* furent emportés le 19. de Juillet ; *Damme* & *Deinse* l'avaient été quelques jours plutôt. *Oudenarde* capitula le 22. avant que les Français fussent prêts à faire jouer leurs batteries. La garnison , toute composée de troupes de la République , fut faite prisonnière de guerre. Enfin *Dendermonde* , après un siège de quelques jours , capitula le 12. d'Août. L'échec reçu par les Alliés à la bataille de *Fontenoi* les avait mis hors d'état de s'opposer à des conquêtes aussi rapides qu'elles étaient faciles. Ils avaient abandonné la *Dendre* , & s'étaient retirés dans le *Brabant* , où ils se postèrent derrière le Canal entre *Bruxelles* & *Vilvoorden*. C'était laisser aux Français toute la *Flandre* ouverte. *Louvendal* fut profiter des circon-

stances, pour assiéger *Ostende* & *Nieuport*, qu'il emporta dans les mois d'Août & de Septembre. La prise de tant de Villes jeta l'effroi parmi le peuple de ces Provinces, qui aima mieux en attribuer la perte à la trahison de ceux à qui la défense en avait été confiée, que de se persuader que c'était une suite de la malheureuse journée de *Fontenoi*. Les Etats de *Hollande* eux-mêmes, craignant pour leur Province, après la prise d'*Ath*, qui termina la campagne dans les *Pays-Bas*, firent fortifier la Forteresse de *Nieuwer-Sluis* sur le *Veght* entre les Provinces de *Hollande* & d'*Utrecht*.

Siège & prise de *Bruxelles* par le Maréchal de *Saxe*.

1746.

Si les progrès de l'ennemi pendant la dernière campagne avaient étonné les *Provinces-Unies*, & causé des murmures parmi leurs habitants, leur inquiétude en augmenta bien plus, lorsqu'ils apprirent la perte de *Bruxelles* assiégée par le Maréchal de *Saxe* au milieu de l'hiver. Ce Général, informé que les Alliés y avaient une quantité considérable de provisions & de munitions de guerre, bloqua la Ville dès le 30. de Janvier de l'année 1746. Résolu d'en faire le siège dans les formes, il fit ouvrir la tranchée le 7. de Février, & la força à capituler dès le 20. du même mois. La garnison composée d'*Autrichiens*, d'*Anglais* & de *Hollandais*, & que l'on fait monter à 10 ou 12 mille hommes, fut faite prisonnière de guerre. La Ville fut obligée de payer deux millions de contributions, que le Maréchal de *Saxe* distribua ensuite à ses troupes. L'on reprocha aux Alliés en général d'avoir commis une lourde faute en faisant leur magasin d'une Ville si mal fortifiée, & en y hasardant une

une garnison si nombreuse. *Nivelle* se rendit aussi aux Français dans le mois de Février.

LES Etats cependant voulant, autant qu'il dépendrait d'eux, éviter une rupture avec la France, dont les mécontentemens augmentaient de jour en jour, voulurent essayer la voye des Négociations. Le Comte de *Wassenaar-Twiskel*, & Mr. *Jacques Gillis*, Greffier en second des Etats, chargés de cette Ambassade, se rendirent à l'armée où la Cour était alors. Outre quelques différends particuliers avec la France que ces Messieurs avaient ordre de terminer, ils étaient principalement chargés de fonder le ministère sur les moyens de rendre la paix à l'Europe. Quoique *Louis XV.* parût assez porté à la paix, les négociations sur cet objet furent d'abord poussées avec assez peu de succès. Quant à ce qui regardait plus particulièrement les Etats, ils obtinrent entr'autres que les Français suspendraient la démolition des Places fortes qu'ils avaient conquises dans les *Pays-Bas*, & que l'on avait déjà commencé à raser; & que pendant cette Campagne les Français ne porteraient point leurs armes sur le territoire de la République.

TANDIS QUE l'on travaillait secrètement aux moyens de procurer la paix, les armées étaient entrées en campagne. Les Français, qui l'ouvrirent de bonne-heure, eurent les succès les plus brillants. Le Maréchal de *Saxe*, le Comte d'*Etrées* & le Prince de *Conti*, qui commandaient les Troupes Françaises, se rendirent maîtres d'*Anvers* & de tout le *Brabant-Autrichien*. *Mons*, en *Hainaut*, *St. Guilain*, *Charleroi*, *Namur* & son Château, furent bientôt emportés.

Gg gg 3

Cette

Négocia-
tions avec
la France.

Campagne
de 1746.

Cette dernière conquête acheva d'enlever aux Etats leur Barrière, achetée pendant une guerre de douze ans par beaucoup de sang & des som-
 Bataille de mes immenses. Cette campagne si glorieuse à
 Rocoux. l'ennemi fut terminée par la fameuse bataille de
Rocoux, où malgré la bravoure de la Cavalerie des Etats qui mérita les éloges de l'ennemi même, les *Français* remportèrent sur les Alliés une victoire complète, si l'on en croit leurs Ré-
 lations, qui portent à dix mille hommes la perte des Alliés *, au lieu que ceux-ci n'avouent que quatre mille deux cents quatre-vingt-dix hom-
 mes tués, blessés ou pris. Quoiqu'il en soit, les *Français* étaient restés maîtres du champ de bataille. Le Marquis de *Fénelon*, qui avait été si longtems Ambassadeur de France à la Haye, fut le seul Officier de marque que perdit l'en-
 nemi. Les troupes de la République, qui avec les *Anglais*, les *Hanovriens*, les *Hessois* & les *Bavarois*, avaient eu le plus à souffrir, regret-
 tèrent la mort du Général-Major *Veldman*, du Co-

* Les Alliés ne purent contester aux *Français* la gloire de cette journée, puisque contraints de se retirer ils leur laissèrent le champ de bataille. Mais à les en croire, cet avantage coûta à l'ennemi au-delà du double de ce qu'ils avaient perdu eux-mêmes. Les *Français* ne font monter leur perte qu'à trois mille morts ou blessés; & les Alliés au contraire, qui, comme on vient de le voir, ne portaient la leur qu'à un peu plus de quatre mille hommes, assuraient que du côté de l'ennemi, il en était resté sur le carreau au-delà de neuf mille. Le plus sûr peut-être est de croire que les uns & les autres ont un peu exagéré les pertes qu'ils se sont causées réciproquement. Les *Autrichiens*, qui ne purent prendre que peu ou point de part à la mêlée, furent aussi ceux qui en souffrirent le moins.

Colonel Comte d'*Aumale*, & du Major *Sau-maise*. Les Français, maîtres de tout ce qui avait appartenu à l'Impératrice-Reine de Hongrie le long de la rive gauche de la *Meuse*, ne pouvaient plus pousser leurs conquêtes sur cette Souveraine qu'en passant ce Fleuve, pour attaquer les autres Pays Héréditaires. C'eut été s'attirer pour ennemis les Princes de l'Empire & le Roi de *Prusse* surtout. L'ennemi, il est vrai, avait devant lui les terres de la République ; mais les attaquer c'était enfreindre l'alliance qui subsistait encore entre la *France* & les Etats, c'était contrevenir en quelque sorte aux dernières promesses faites par cette Couronne. Mais elle ne s'était obligée que pour la campagne qu'elle venait de terminer si glorieusement, & nous verrons bientôt qu'elle aime mieux sacrifier l'amitié des Etats-Généraux, dont *Louis XV.* affluerait pourtant faire grand cas, que de porter ses armes sur la rive droite de la *Meuse* où ses succès lui semblaient moins assurés.

MONSIEUR *van der Heim*, Conseiller - Pen- Mort du
sionnaire, étant mort cette année, cette charge Pension-
importante fut confiée au second Greffier des naire van
Etats - Généraux Monsieur & Maître *Jacques* der Heims
Gillis. Il était alors à *Bréda* occupé de la part
de ses Maîtres à travailler aux Négociations que
l'on y avait entamées pour la paix. Jusqu'alors
elles avaient été assez infructueuses ; elles avaient
même été interrompues par l'opiniâtreté des *An-*
glais à vouloir que les Ministres des Cours de
Vienne & de *Turin* parussent aux conférences,
ce que la *France* & les Etats soutenaient être
contraire aux conventions faites entre les Cours

de *Versailles*, de *Londres* & la République, de n'admettre aucun autre Ministre que ceux de ces trois Puissances à traiter de la paix. Un autre incident rompit tout - à - fait les négociations. *Louis XV.* crut s'appercevoir, & l'on en était assez assuré d'ailleurs, que les *Anglais*, loin de désirer la fin de la guerre, ne cherchaient qu'à la prolonger. Il voulut alors engager les Etats à traiter séparément avec lui, & pour les y engager plutôt, il les menaça d'entrer sur les terres de la République, s'ils hésitaient d'accepter sa proposition. En effet les Etats - Généraux, n'ayant pu se résoudre à traiter séparément, l'Abbé de *la Ville*, qui depuis le départ du Marquis de *Fénelon*, était chargé à *la Haye* des affaires de *France*, fit remettre le 17. d'Avril de l'année 1747. une longue Lettre à l'Assemblée des Etats, par laquelle il leur communiquait le dessein & les raisons de son maître d'attaquer les terres de la République. L'effet suivit de si près la menace, qu'avant que les Etats pussent avoir le tems de se reconnaître & de répondre à la déclaration de sa Majesté Très - Chrétienne, ses troupes étaient entrées dans la *Flandres - Hollandaise* & le Pays de *Cadfan*; y avaient emportés plusieurs forts, investi le *Sas - de - Gand*, & pris l'*Ecluse*, *Tzendyk*, de même que les Forts de *Liefkenshoek* & de *Peereh*.

Change-
mens occa-
sionnés
dans la Ré-
publique
par cette
invasion.

L'INVASION des Français remplit les *Provinces - Unies* de troubles & d'inquiétude, & fit murmurer les Peuples. L'on se rappelait les malheureux évènements de l'année 1672.; l'on semblait redouter le même sort; les circonstances étaient à-peu-près les mêmes. Les parti-

sans

sans de la maison d'*Orange*, qui, dans les Provinces qui étaient sans *Stadhouder*, n'avaient jusqu'alors agi que faiblement & sous main, saisirent avidement l'occasion qui se présentait, & publièrent que l'Etat était perdu, si l'on ne se hâtait de revêtir le Prince d'*Orange* de toutes les Charges dont avaient été revêtus ses illustres Ancêtres. Ce ne fut bientôt plus qu'un cri général dans toutes les Provinces pour demander l'élévation de son Altesse. Comme en 1672. ce fut par les Villes de la *Zélande* que la Révolution éclata. L'ennemi était aux portes de cette Province; plusieurs familles des contrées voisines qu'il avait envahies ou qu'il menaçait d'envahir, s'étaient retirées avec leurs meilleurs effets à *Veere* & à *Flessingue*, ce qui remplit les habitans de ces Villes & des environs d'inquiétude & d'effroi. Les Villes de *Walcheren* demandèrent alors au Roi d'*Angleterre*, & en obtinrent la permission, d'employer à la défense de leurs frontières maritimes l'Escadre du Commandeur *Mitchell*, qui se trouvait dans ses parages. La Bourgeoisie, comme la populace, demandait un *Stadhouder* & un Capitaine- & Amiral- Général. *Veere*, *Flessingue* & *Middelbourg* forcèrent la Régence à nommer le Prince d'*Orange* à ces dignités, ce qui se fit le 25. d'Avril. *Gaes*, *Tholen* & *Zierikzée* suivirent bientôt le même exemple; & le 28. du même mois les Etats de la Province ratifièrent par un Décret public l'élection que les Villes avaient faite chacune pour elle; ils firent aussitôt donner avis de leur Résolution à son Altesse, à qui quelques jours après ils envoyèrent

Le Prince d'*Orange*
élu *Stadhouder* de
Zélande.

voyèrent une députation solennelle pour le prier d'accepter le *Stadhouderat* de la Province.

Le Gouver-
nement
soupçonné
de trahison
par la po-
pulace.

LA Révolution qui venait de se faire en *Zélande* ne fut pas longtems ignorée à *la Haye*, où l'on vit quelques personnes du peuple se parer aussitôt des couleurs de la maison d'*Orange*. Les Etats de *Hollande* pour témoigner au peuple combien ils étaient résolus d'opposer la force à la violence, se hâtèrent de publier la Résolution vigoureuse qu'ils avaient prise pour se mettre en état de repousser l'ennemi. Cette publication était d'autant plus nécessaire, que des personnes intéressées à rendre le gouvernement suspect, avaient adroitement répandu le bruit qu'il se formait un complot pernicieux contre l'Etat; que l'on avait arrêté de conclure un traité de neutralité avec le Roi de *France*, & que pour sûreté que le dit Traité serait ponctuellement exécuté, on devait remettre entre les mains de sa Majesté *Très - Chrétienne* toute la *Flandres-Hollandaise*. * La populace, qui voyait en effet que les *Français* s'emparaient de toutes les Places fortes de cette Province, & que quelques-

unes

* Certain Capitaine, au service de la République, avait publié, disait-on, que le Comte de *Louvendal* lui avait dit à lui-même, que c'était pour avancer la paix, que, de l'aveu & du consentement de quelques Membres du Gouvernement, les Français prenaient les Villes de la *Flandre-Hollandaise*, que l'on rendrait cependant dès que la paix serait signée. Quelque peu vraisemblable que dût paraître aux gens sensés la prétendue confidence du Général Français à cet Officier, le Peuple à bon compte y ajoutait foi: & le Gouvernement crut devoir éclairer la conduite d'un homme, dont l'indiscrétion, pour ne rien dire de plus, pouvait avoir les suites les plus fâcheuses.

unes même ouvraient leurs portes à l'ennemi, souvent sans attendre qu'elles en fussent sommées, ne douta plus de la réalité du traité secret que l'on assurait avoir été signé entre la France & les Etats. Il n'en fallait pas tant pour rendre le Gouvernement suspect; les plus forts soupçons tombèrent cependant sur le nouveau Conseiller-Pensionnaire *Gillis*, qui avait été employé aux Conférences de *Bréda*. Il fut dépeint dans plus d'un libelle comme ayant vendu l'Etat à la France, avec qui on l'accusait d'avoir eu & d'entretenir encore des intelligences criminelles. *Gillis*, dans le compte qu'il rendit aux Etats-Généraux des négociations de *Bréda*, justifia si bien sa conduite, que les Etats, convaincus de son intégrité, le remercièrent de ses soins, & ordonnèrent même de rechercher les Auteurs des calomnies répandues contre ce Ministre, afin que leur procès leur fut fait. * Ces démarches vigoureuses de la part des Etats servirent plus que tout le reste à justifier *Gillis* aux yeux du petit nombre des gens sensés; elles arrêtèrent même les murmures du peuple, & s'il soupçonna encore la fidélité de ses Maîtres & de

* Personne, dit Mr. *Wagenaar*, ne fut arrêté en conséquence de ces recherches, excepté cependant le Sr. *Jean Rouffet de Miffy*, que l'on enleva à *Amsterdam*, d'où il fut transféré à la Haye. Il ne resta que quelques semaines en prison, le Prince d'*Orange* l'ayant fait relâcher, dès que son Altesse eut été élevée au *Stadbouderat* de Hollande. Depuis *Rouffet* fut honoré du titre de *Conseiller-Extraordinaire & d'Historiographe* du Prince. Ce fut sans doute en considération de plusieurs Ecrits, dans lesquels ce Français grand partisan du Prince d'*Orange*, avait parlé avec assez peu de ménagement du Gouvernement actuel.

de leurs Ministres, il n'osa au moins le faire paraître trop ouvertement.

Le Prince
d'Orange
élu Stad-
houder de
Hollande
&c.

L'ELEVATION du Prince d'Orange au Stadhouderat de la Province de Zélande ne manqua pas de produire l'effet que ses partisans en avaient attendu. Bientôt toutes les Villes de la Hollande, les unes quelques jours plutôt, les autres quelques jours plus tard, suivirent l'exemple qu'on leur avait donné. Cependant il est remarquable que, quoique l'élévation de Guillaume IV. aux dignités qu'avaient possédées ses Ancêtres, fut dans presque toutes les Villes plutôt l'ouvrage du peuple que des Magistrats, qui se virent forcés de se laisser aller au torrent, il ne se commit que peu ou point de ces violences brutales dont l'Histoire des tems antérieurs ne nous a fourni que trop d'exemples. A Amsterdam même, cette Ville si peuplée, & où la populace est si redoutable, quand elle croit pouvoir impunément braver l'autorité & les Loix, la révolution se fit avec plus de tranquillité & de décence qu'on ne semblait devoir s'y attendre. Aux cris redoublés de *Houzee*, de *Vivat Orange*, dont rétentissaient toutes les rues, quelques malheureux de la lie du peuple ajoutaient, il est vrai, l'odieux refrain si connu * de 1672.

croyant

* L'on se rappellera que lors de la Révolution de 1672. la populace, pour mieux faire sa Cour à Guillaume III. & prouver à toute la Nation combien les *de Witt* étaient détestés, avait sans cesse à la bouche cette espèce de *Distique en rime Hollandaise*, (*Oranje boven* &c.) distique aussi odieux par le sens qu'il contenait, que révoltant par la brutalité des expressions. En 1747. quelques gens sans

aveu,

croyant sans doute que c'était la preuve la plus énergique qu'ils pussent donner alors de leur affection pour le Prince, & de la bonne foi avec laquelle ils détestaient les *Français*. Mais l'impatience de voir le Prince *Stadhouder* était, ou paraissait si générale, que la populace se vit presque partout privée de la satisfaction brutale de prouver, par des fureurs d'un autre genre, combien lui étaient chers les intérêts de la maison d'*Orange*. Celle de *la Haye* cependant porta un peu plus loin les excès de son zèle. Attroupée pendant plusieurs jours sur une des places publiques de cette Résidence * elle y donnait carrière à sa haine contre les Membres du Gouvernement, & nommément contre le Pensionnaire *Gillis*, qu'elle chargeait de toutes les imprécations que pouvaient lui suggérer ses soupçons & sa fureur. Aucun des Membres ne sortait de l'Assemblée des Etats, qu'on ne l'obligeât à répondre à la question, *s'il avait déjà déclaré le Prince Stadhouder, & s'il avait signé comme les autres?* Heureusement les réponses que reçurent les mutins durent leur paraître satisfaisantes, puisqu'ils s'arrêtèrent aux menaces les plus furieuses, sans en venir aux voyes de fait. L'on remarque seulement qu'un Bourgeois très-connu de *la Haye*,

faisit
 avec, quelques gredins, crurent faire plaisir au Prince de le régaler du même cadeau, avec cette différence qu'au lieu de *de Witt* ils substituaient celui des *Français*. Quelquefois même c'était le nom d'un certain Bourguemestre d'*Amsterdam*, que l'on croyait trop bon *Français*, qui dans cet insipide refrain prenait la place de celui de l'ennemi commun.

* Le *Buitenbos*.

faisit à la gorge le Pensionnaire de *Dordrecht*, Mr. *François Terestein van Halewyn*, & du couteau qu'il tenait, allait sans doute lui faire un méchant parti, si le Clerc *Diderichs*, secondé de quelques autres personnes, n'était accouru au secours de ce Magistrat, qu'il eut le bonheur de dérober aux coups que se préparait à lui porter ce furieux zéléteur du bien public. Environ 150 hommes de la garde du corps, présents à cette scène, voyaient d'un œil tranquille, & sans remuer, l'insolence des uns & le péril qui menaçait les autres. Il est vrai que l'on observe qu'ils n'avaient point d'ordre d'user de violence ; & c'est là une remarque que l'on a pu faire presque toujours en *Hollande* dans les premiers momens d'une fermentation populaire, que l'on y laisse s'évaporer d'abord, dans la crainte sans doute que les remèdes violents trop tôt appliqués n'ajoutassent à la frénésie du peuple le fanatisme du désespoir. Quoiqu'il en soit, pour prévenir de plus grands maux, le Magistrat de *la Haye* se vit forcé d'arborer le Pavillon d'*Orange*. Le Prince cependant n'avait point encore été déclaré *Stadhouder* par les Etats assemblés, & peut-être la cérémonie en eût-elle été reculée de plusieurs jours encore, si un de ces incidens assez ordinaires dans ces instans de trouble & de confusion, que l'on peut regarder comme la crise d'un Etat, n'eut forcé les Etats de *Hollande* à précipiter le moment que le Peuple paraissait ne vouloir plus attendre. Le 1. du mois de Mai le bruit se répandit par *la Haye*, que les Français menaçaient les côtes d'une descente ; quelques-uns ajoutaient même, qu'ils étaient déjà dans le

cœur

cœur du pays, qu'ils s'avançaient vers *Rotterdam*. La nouvelle était aussi fausse qu'elle devait paraître invraisemblable; mais une populace, mécontente de ses maîtres, ne raisonne pas, ne veut pas qu'on raisonne. Aussitôt une bande de ces furieux se précipite vers la Cour, en criant *qu'on a vendu le Pays*. Ce premier tumulte annonçait un soulèvement prêt à éclater; mais vers le soir du même jour la frayeur fut bien plus grande encore, lorsqu'on vit les Paysans de *Scheveningen* marcher à la Haye, y entrer tambour battant, enseignes déployées; ils étaient sans armes, il est vrai, mais ils prétendaient que le Baillif leur en donnât pour aller, disaient-ils, s'opposer aux *Français*. Quel que put être leur dessein, il est sûr que la terreur qui se répandit dans tous les Esprits, fut si grande, que l'on se vit forcé de recourir au seul expédient capable alors d'apaiser & les mutins de la Haye & les prétendus défenseurs de la Patrie. Les *Getcommitteerde-Raaden* firent publier que le 3. du mois le Prince serait solennellement déclaré *Stadhouder*. Les séditieux voulurent bien attendre un terme si court; ils parurent satisfaits & se tinrent tranquilles; quoique toujours atroupés. Mais il eut été dangereux de manquer à la parole qui venait de leur être donnée. En effet au jour marqué les Etats de *Hollande*, élurent le Prince *Stadhouder*, Capitaine & Amiral Général de leur Province. Le Comte *Gillaume de Bentink*, Seigneur de *Rhoon* & de *Pendrecht*, & Membre du *Ridderschap*, dépêcha aussitôt un Courier à son Altesse pour lui annoncer cette heureuse Révolution. „ Je ne me
 „ féli-

„ féliciterai de mon élévation ; disait entr'autres
 „ le Prince dans sa réponse au Comte , que
 „ lorsque je serai assuré qu'elle a eu pour objet
 „ la gloire de Dieu & le bonheur de ma chère
 „ Patrie. ” Paroles dignes d'un grand Prince,
 & qui , plus que tous les éloges , peignent vi-
 vement l'ame sublime de *Guillaume IV.* Celles
 que l'on prête au Prince dans une autre occasion
 sur le même sujet , ne sont pas moins remarqua-
 bles. „ La plus grande satisfaction , disait-il ,
 „ qu'il eut goûtée depuis la première nouvelle
 „ qui lui était venue de la Révolution , était
 „ d'avoir appris que tout s'était passé sans au-
 „ cun désastre. Aussi continuerait-il à prier le
 „ Ciel qu'un événement , auquel il avait si vi-
 „ siblement apposé le sceau de son approba-
 „ tion , ne fut point souillé par la suite , par
 „ aucune effusion de sang. ” Le Prince était
Stadhouder de cinq Provinces , celles d'*Utrecht*
 & d'*Overissel* ne tardèrent pas à suivre l'exem-
 ple des autres. Mais il restait encore un titre
 à lui décerner ; c'était la Charge de Capitaine
 & Amiral Général de toutes les Forces de l'U-
 nion. Les Etats - Généraux le lui accordèrent
 dès le 4. du mois avec toutes les autres préro-
 gatives dont avaient joui ses illustres Ancêtres.

Le Prince
 se rend en
Hollande.

CETTE grande affaire ainsi terminée sans avoir
 rencontré d'opposition , le Prince , accompagné
 de son auguste Epouse & de la jeune Princesse
Caroline , partit de *Leeuwaarde* & se rendit par
Amsterdam à la Haye , où il arriva le 12. Le
 15. se fit la cérémonie de l'installation , d'abord
 par une députation des Etats de *Hollande* , &
 ensuite par les Députés des Etats - Généraux.

Son

Son Altesse prit ensuite successivement séance dans tous les Colléges supérieurs. Lorsque *Guillaume IV.* fut introduit dans le Conseil-d'Etat, le Comte de *Bentink* y prononça un discours, dont quelques expressions furent principalement remarquées. „ Il espérait, disait-il, que le ré-
 „ tablissement de l'ancienne forme de Gouver-
 „ nement contribuera à rétablir l'union & la
 „ concorde dans l'Etat; que les délibérations en
 „ seraient plus accélérées, & leur exécution
 „ plus prompte, & que la distribution des pei-
 „ nes & des récompenses s'en ferait avec sagesse
 „ & équité. C'était par ces moyens, & sous
 „ la direction des Princes d'*Orange*, ajouta ce
 „ Seigneur, que l'Etat s'était élevé à ce faite
 „ de grandeur & de prospérité, dont on l'avait
 „ vu crouler depuis peu, au point qu'il en était
 „ devenu la fable des ennemis, & un fardeau
 „ inutile pour les amis. — Il ne doutait pas,
 „ poursuivait-il, que le Prince ne marchât sur
 „ les traces de ses Ayeux, & qu'il ne coopé-
 „ rât à affranchir l'Etat, dont une partie était
 „ déjà envahie, du joug d'un voisin ambitieux
 „ & perfide, qui se jouait ouvertement de la
 „ bonne foi, & des traités les plus solennelle-
 „ ment jurés. — Il était convaincu que la
 „ suite prouverait combien avait été juste &
 „ légitime l'affection universelle des peuples pour
 „ la personne du Prince, affection que ni ruses
 „ ni intrigues n'avaient pû effacer &c. ” Quel-
 „ ques-uns de ces traits durent paraître piquants
 „ & peu ménagés, à plus d'un membre de l'an-
 „ cien gouvernement; c'était d'une manière indi-
 „ recte faire la censure de leur administration. La

Cour de *France* d'un autre côté, fut choquée de la manière insultante dont elle prétendait que le Comte de *Bentink* avait parlé d'elle, & de la Nation *Française*. Mais ce Seigneur, à en croire quelques *Ecrivains Français*, se justifia de ce reproche d'une manière assez singulière. Ses Amis lui ayant fait observer l'indécence de quelques-unes de ses expressions, il leur répondit, *que dans une circonstance aussi solennelle, il avait jugé à propos de s'exprimer ainsi pour convaincre le Peuple qu'il n'était pas partisan de la France.*

Son Altesse
est remise
en posses-
sion du
Marquisat
de *Veere* &
de *Flessin-
gue*.

DE la *Haye*, le Prince d'*Orange* se rendit en *Zélande*, pour s'y faire installer comme il l'avait été en *Hollande*. Les Etats de la Province n'attendirent point son arrivée pour le rétablir dans la possession du Marquisat de *Veere* & de *Flessingue*, qu'il n'y avait que quelques années qu'ils avaient aboli avec tant d'éclat. Le titre & les prérogatives de Premier - Noble de *Zélande* lui furent rendues aussi; mais aux anciennes conditions les Etats ajoutèrent celle-ci „ que le Prince ne „ pourrait se faire représenter comme Premier- „ Noble, que par des Personnes agréables aux „ Etats, nées en *Zélande*, jouissant d'un revenu „ honnête, faisant profession de la véritable Re- „ ligion Réformée, & qui ne fussent point re- „ vêtues d'aucun Emploi militaire.” Qualités qui se rencontrèrent toutes dans la personne de Monsieur *Jean de Borsselle van der Hooge*, que le Prince nomma son Représentant.

Autres
dignités
conférées
au Prince.

DE retour à la *Haye*, où son Altesse fixa dès-lors son séjour ordinaire, les Etats de *Hollande* lui conférèrent de nouvelles dignités, & lui accordèrent de nouvelles faveurs. Il fut fait

Grand-

Grand-Maître des Eaux & Forêts, ou Grand-Forêtier; on lui accorda la disposition des Emplois militaires, à la répartition de la Province, depuis la Place d'Enseigne jusqu'au grade de Colonel inclusivement; enfin, ce qui avait été regardé comme illicite, avant que son Altesse fut *Stadhouder de Hollande*, ils déclarèrent que les Députés à l'Assemblée des Etats-Provinciaux, pourraient en même tems être au service du Prince, & lui être même liés par un serment particulier. Les Etats-Généraux de leur côté enchérèrent sur ceux de *Hollande*; ils revêtirent son Altesse de la Charge de *Stadhouder* & de Capitaine-Général du Pays d'*Outre-Meuse*, & lui transférèrent le droit d'accorder des lettres d'abolition & de grâces dans la juridiction du Conseil de *Brabant* & de la Ville & Territoire de *Mastricht*, y compris le Comté de *Vroenhove*. C'est ainsi que le *Stadhoudérat*, après avoir été aboli pour la seconde fois en *Hollande*, y fut rétabli au bout de 45 ans avec un nouvel éclat, dans la personne de *Guillaume-Charles-Henri-Frifo*, Prince d'*Orange* & de *Nassau*. Nous verrons bientôt que la République sentit si bien combien il était avantageux pour elle d'avoir désormais une forme de gouvernement fixe & inaltérable, que, pour prévenir tous les troubles qui pourraient naître encore à la mort d'un *Stadhouder*, elle résolut de se mettre dans l'heureuse impossibilité d'abolir jamais une charge, qui avait toujours servi à resserrer le nœud qui unissait les différentes Provinces entr'elles.

TANDIS QUE l'on s'occupait à la Haye & dans toutes les Provinces de l'Election d'un Chef émi-
Continuation de la guerre.

ment, à qui l'on pût confier les forces & le salut de l'Etat, les *Français* continuaient leurs conquêtes dans la *Flandres-Hollandaise*. L'invasion qu'ils avaient faite dans cette Province avait rompu assez brusquement les négociations entamées à *Bréda*, qui furent reprises l'année suivante à *Aix-la-Chapelle*. Le *Sas-de-Gand*, *Philippine*, *Hulst*, *Axel* & *ter Neuze* furent emportés avec tant de rapidité, qu'en moins d'un mois les *Français* se virent maîtres de toute la *Flandres-Hollandaise*. *Hulst* ne soutint même pas de siège, parce que les Forts & les Lignes qui la couvraient, ayant été emportés, l'on jugea que la Ville était hors d'état de se défendre; Mr. *Pierre de la Rocque* qui y commandait, la rendit à la première sommation. Mais, accusé d'inconduite, & de n'avoir pas répondu comme il le devait à la confiance de ses maîtres, il fut puni d'une peine infamante, & renfermé à *Loevestein* où il est mort.

Bataille de
Lawfelt.

Ces succès n'étaient que le prélude de ceux qui allaient suivre. Le 1. de Juillet se donna entre les *Français* & les Alliés la bataille de *Lawfelt*, où les deux partis firent une perte à peu près égale. Cependant la victoire resta aux *Français*, maîtres du champ de bataille, après la retraite que le Duc de *Cumberland* fut forcé de faire vers *Mastricht*. L'on observe, il est vrai, que les troupes de la République, sous le Prince de *Waldek*, postées au centre de l'Armée & occupant un terrain fort inégal, ne purent toutes s'avancer assez promptement pour avoir part au combat, & soutenir l'aile gauche des Alliés, contre laquelle s'étaient portées toutes les

les forces de l'ennemi. Cette circonstance peut-être donna seule la victoire aux *Français* ; mais l'on remarque aussi que ce fut là la troisième action où ils restèrent maîtres du champ de bataille , parce que leurs Généraux avaient eu la prudence de n'attaquer qu'une partie de l'armée alliée à la fois. Quoiqu'il en soit, *Waldek* mécontent , à ce que l'on croit , de ce qu'on ne lui avait pas donné le Gouvernement de *Bergen-op-Zoom* , peut-être aussi pour d'autres raisons que l'histoire ne dit pas , quitta brusquement l'armée quinze jours après la journée de *Lawfelt* , se rendit à *Bois-le-Duc* avec quelques troupes de la République, s'y démit de la Charge de Veld-Maréchal, & se retira en *Allemagne* sans passer à *la Haye*.

DEUX jours après la bataille de *Lawfelt* le Comte de *Louvendal* alla mettre le siège devant la forte Ville de *Bergen-op-Zoom* , qu'il emporta d'assaut après 65 jours de tranchée ouverte. Ce siège aussi long que meurtrier coûta vingt-mille hommes aux *Français* ; & environ dix-mille aux Alliés. La Ville fut livrée au pillage, qui dura tout le jour & même pendant toute la nuit suivante, malgré les ordres donnés vers le soir pour l'arrêter. Le Baron de *Cronstrom* , Commandant en Chef des Troupes & des Places entre la *Meuse* & l'*Escaut* , qui s'était jetté dans *Bergen-op-Zoom* pour en soutenir le siège avec le Prince de *Hesse-Philipstal* , Commandant de la Garnison , fut soupçonné & accusé de négligence dans la défense de cette Ville importante. Mais si ce vieux Général ne put se justifier pleinement auprès du public du soup-

Siège &
prise de
Bergen-
op-Zoom.

con d'inconduite, il répondit assez pertinemment à plus de cent chefs d'accusation, pour faire douter au Grand-Conseil de guerre s'il était réellement coupable. Il est sûr au moins que, quelques instances que put faire le Baron de *Cron-From* pour obtenir un jugement définitif, ses juges reculèrent si longtems, que ce Général mourut avant que son affaire fut décidée, & qu'elle ne l'a jamais été depuis.

Troubles
causés en
Hollande
par la prise
de *Bergen-*
op-Zeem.

L'ON ne douta point que les *Français* après la prise de *Bergen-op-Zoom*, ne se jettassent sur la *Zélande*. Cependant les approches de l'hyver, les soins que l'on avait pris pour mettre *Tholen* en état de défense, & la proximité de l'armée des Alliés ayant rendu cette entreprise trop hasardeuse, l'ennemi se contenta de prendre le *Kruisshans*, & les Forts de *Lillo* & de *Frédéric-Henri*. Les deux armées entrèrent ensuite dans leurs Quartiers d'Hyver. Mais à peine l'on fut informé que les *Français* étaient maîtres de *Bergen-op-Zoom*, que la terreur & l'effroi se répandirent dans la plupart des Provinces, mais surtout en *Hollande* & en *Zélande*. Les soupçons d'infidélité & de trahison se réveillèrent, & furent même fomentés, dit le sage *Wagenaar*, par des gens à qui rien ne convenait moins. Les murmures, les plaintes séditieuses du peuple furent poussés au point, que plusieurs personnes, & quelques membres même du Gouvernement, n'osèrent en attendre les suites & se retirèrent ailleurs. Depuis quelque tems la populace *Protestante* en voulait aux *Catholiques-Romains*; parce que quelqu'étourdi d'entr'eux s'était peut-être expliqué trop ouvertement sur l'invasion de la

la *Flandre - Hollandaise*. A *Harlem*, à *Amsterdam* & dans quelques autres Villes plusieurs personnes, qui peut-être n'étaient coupables que d'être *Catholiques*, avaient été assez grossièrement maltraitées. La prise de *Bergen - op - Zoom* acheva de rendre odieux au peuple des gens qui professaient la même religion que l'ennemi. On ne douta pas qu'ils ne se réjouissent de ses succès; quelques-uns même avaient eu l'insolente indiscretion d'en témoigner leur joie. Ils méritaient sans doute d'en porter la peine; & la populace crut devoir épargner au Magistrat celle de faire des informations; ses procédures furent moins lentes, elle passa tout d'un coup à l'exécution. Les maisons de ceux qui étaient ou soupçonnés ou convaincus de s'être réjouis du malheur de la Patrie, furent pillées, quelques-unes mêmes renversées. Ces scènes se répétèrent dans plusieurs Villes, sans que l'on pût arrêter la fureur du peuple; à *la Haye* même, un détachement de soldats envoyés pour arrêter l'impétuosité du peuple, occupé à abbatre la maison d'un Perruquier, qui peut-être ne payait pas trop cher l'intempérance de sa langue, ne put parvenir à dissiper cette troupe de mutins avant que la maison fut entièrement détruite. Peu à peu cependant la populace se laissa; à quoi ne contribua pas peu un Edit très-sévère publié le 22. de Septembre par ordre de son Altesse & de la Cour de *Hollande*. Dans quelques autres Villes les soins & la vigilance du Magistrat prévirent aussi, pour un tems au moins, les effets d'une vengeance, à laquelle les principes qui l'avaient fait naître, pouvaient peut-

être servir d'excuse, mais qui devenait criminelle, parce que, sous prétexte de punir l'insolence de quelques citoyens suspects, elle attisait sourdement le feu de la sédition. En effet l'expérience du passé ne prouvait que trop, que l'élevation des Princes d'*Orange* au *Stadhouderat* avait presque toujours été accompagnée de soulèvemens, fomentés par des brouillons, qui attendaient leur propre grandeur des mutations qui se faisaient alors d'ordinaire dans le Gouvernement. L'on ne douta pas que les mêmes vues & les mêmes espérances n'eussent excité certaines personnes à faire jouer actuellement les mêmes ressorts; ce soupçon semblait même d'autant mieux fondé, que dans plusieurs Villes, & à la *Haye* même, l'on trouva des pasquins affichés, dans lesquels quelques-uns des principaux Ministres de l'Etat étaient représentés comme des scélérats & des traîtres.

Précau-
tions prises
par les
Etats de
Hollande.

QUOIQU'IL EN SOIT, les Etats de *Hollande* voyant d'un côté l'ennemi à leurs portes par l'invasion de la *Flandres-Hollandaise*, craignant de l'autre que la République ne recélât dans son sein un ennemi plus dangereux encore, résolurent, d'après la proposition qui en avait été faite par son Altesse, de faire faire dans toute la Province le dénombrement de tous les hommes en état de porter les armes, afin qu'à l'occasion l'on put s'en servir à la défense de la Patrie. Ils voulurent encore que dans toutes les Villes, que dans les campagnes même, l'on exerçât les Bourgeois & les Habitans au maniment des armes; enfin ils ordonnèrent de lever cent Compagnies de *Waardgelders*, chaque Compagnie de cent

cent hommes; *afin*, disaient-ils dans leur Edit, de les employer avec les troupes ordinaires de l'Etat à la sûreté de la Province. Cependant l'on ne put porter qu'à 4000 hommes le nombre de ces *Waardgelders*. D'ailleurs on n'en retira pas les avantages que l'on s'en était promis. Soudoyés principalement pour appaiser & éteindre les séditions qui pourraient s'élever dans les Villes, l'on s'aperçut bientôt qu'eux-mêmes aidaient à les exciter ou qu'ils y prenaient part. Aussi au-lieu de les retenir dans les Villes de l'intérieur, à quoi ces sortes de troupes étaient destinées, on se hâta de les faire passer sur les Frontières, où on les retint jusqu'en l'année suivante qu'elles furent toutes licenciées.

UNE réflexion faite depuis longtems, c'est Le Stad-
 que dans les Républiques les peuples portent ^{bouderat}
 tout à l'extrême; leurs haines, comme leurs af- ^{déclaré hé-}
 fections, ne connaissent point de bornes. Si un ^{réditaire}
 Citoyen illustre par son mérite, recomman- ^{dans les}
 dable par ses services, s'est mis au-dessus du ^{lignes ma-}
 pair, il est craint ou adoré suivant les circon- ^{sculine &}
 stances. L'Etat jouit-il des douceurs d'une lon- ^{féminine.}
 gue paix? Il ne voit dans ce grand homme qu'un
 sujet dangereux, qui peut-être épie, prépare
 même le moment de donner des fers à sa patrie;
 l'Etat alors sacrifiera tout, la justice même, à
 sa prétendue sûreté, & le grand homme sera né-
 gligé, peut-être même pros crit. Un voisin
 puissant au contraire menace-t-il l'Etat d'une
 guerre, d'une invasion? Tous les yeux se tour-
 nent vers ce même Citoyen n'aguères si re-
 douté, c'est de lui qu'on attend le salut de la
 Patrie, c'est sur sa tête qu'on accumule toutes

Hh hh 5

les

les Dignités, c'est entre ses mains que l'on confie tous les pouvoirs. * Tant que les *Provinces-Unies* jouirent de la paix, qu'elles n'eurent point à craindre pour leurs Frontières, la plupart d'entre elles négligèrent le Prince d'*Orange* au point qu'elles refusèrent même de l'élever à quelque grade militaire qui fût digne de sa naissance, de son mérite personnel, & compatible avec les grandes charges qu'il occupait déjà. Les *Français* ne furent pas plutôt maîtres de la *Flandre-Hollandaise*, que les peuples se crurent perdus si *Guillaume* n'était d'abord revêtu de toutes les dignités de l'Etat. Les mêmes circonstances renouvelèrent en 1747. les mêmes changemens qui s'étaient faits en 1672. Desorte que l'on peut dire que ce fut aux *Français* que *Guillaume III.* & *Guillaume IV.* durent toute leur élévation. Mais le rétablissement du *Stadhouderat* dans toutes les Provinces de l'Union ayant naturellement fixé les esprits sur la forme de Gouvernement, qui semblait convenir le plus à la République, les amis de la maison d'*Orange*, tous ceux qui croyaient ne voir dans l'Etat que le bonheur de l'Etat même sans retour sur leurs propres intérêts, travaillèrent dès-lors à rendre stable & permanente une forme de Gouvernement né avec la République elle-même,

au

* *Omnes honores decreti, totaque respublica domi bellique tradita, ut unius arbitrio gereretur*, comme s'exprime un Historien dans la Vie d'un de ces Citoyens, qui éprouva tour à tour & toutes les fureurs de la haine & tous les transports de l'amour du même peuple.

auquel, sous plus d'un *Stadhouder*, elle avait dû son salut & sa gloire, & qui semblait si nécessaire à son existence que dans les tems difficiles, lorsque l'Etat avait été privé de ce Chef éminent, l'on s'était toujours vu forcé de le rétablir, autant pour sauver la patrie des fureurs des peuples, idolâtres du *Stadhouderat*, que pour le délivrer du joug dont le menaçait un ennemi étranger. D'ailleurs les Grands n'ignoraient pas combien le peuple, en *Hollande* surtout, désirait que l'on ne mit point de bornes aux faveurs & au pouvoir qu'il voulait faire accorder au Prince d'*Orange*. L'on n'était point encore entièrement revenu des frayeurs & de l'étourdissement qu'avait causé la surprise de *Bergen - op - Zoom*, les soupçons contre la fidélité de plusieurs Membres du Gouvernement subsistaient encore, ou plutôt ils se fortifiaient de jour en jour, lorsque le *Ridderschap* & les Nobles proposèrent aux Etats de *Hollande* de déclarer le *Stadhouderat* & les Charges de Capitaine & d'Amiral - Général de la Province, Héritières dans les lignes masculine & féminine du Prince d'*Orange*; & d'engager les Etats - Généraux à déclarer aussi héritières, sur le même pié, les Charges de Capitaine & d'Amiral - Général de toutes les *Provinces - Unies*. La proposition du Corps des Nobles fut bientôt rendue publique. Mais tandis que dans le Conseil des Villes l'on délibérait sur un point de cette importance, le peuple commençait à murmurer des lenteurs de quelques-unes d'elles à se déclarer. Plusieurs écrits, répandus alors & lus avec avidité, ne contribuaient pas peu à donner à la fermentation générale une

acti-

Autres
avantages
faits au
Prince
d'Orange.

activité d'autant plus dangereuse, que les auteurs y affectaient de publier que l'on n'en faisait point encore assez pour son Altesse. En effet il se trouva des personnes qui soutinrent qu'il fallait céder au Prince tous les droits de souveraineté en le déclarant *Comte de Hollande*. Et qui fait jusqu'à quel point les peuples eussent poussé les choses, si *Guillaume IV.* lui-même n'avait eu la prudente générosité de faire sentir qu'il était bien éloigné de penser à se faire souverain, quoique son Altesse avouât en même tems qu'elle avait appris avec la plus grande satisfaction le dessein où étaient les Etats de rendre héréditaires dans sa famille, sur le pié proposé par le Corps des Nobles, les grandes Charges de la République. Pour hâter l'affaire, qui semblait au gré du peuple trainer trop longtems, la Bourgeoisie de plusieurs Villes résolut de s'adresser elle-même publiquement à la Régence. Les Requête's présentées à cet effet étaient conçues de façon qu'elles avaient plutôt l'air d'ordonner que de prier. Quand une fois le peuple commence à former des plaintes, & à demander la reforme de quelques abus, il ne met plus de bornes à ses demandes & à ses plaintes. Certaines charges dans les Villes, plus lucratives qu'honorables, étaient à la disposition des Bourguemaîtres, qui souvent les retenaient pour eux-mêmes, ou en disposaient en faveur de leurs parens ou de leurs Créatures. Parmi ces sortes d'emplois, celui de Maître des Postes, comme le plus lucratif, était aussi le plus ambitionné. Dans les grandes Villes, mais surtout à *Amsterdam* & à *la Haye*, le revenu des Postes entrait dans les cof-

coffres des Bourguemaîtres ou de quelqu'un des principaux Magistrats. Le peuple, qui s'était toujours plaint de cet abus, résolut cette fois de le faire abolir tout-à-fait. Il demanda que ces sortes d'emplois fussent publiquement vendus au plus offrant & dernier enchérisseur, & que le revenu de ces sortes de ventes, de même que le revenu des Postes, fussent versés dans la caisse de l'Etat. Quelques-uns s'imaginaient avoir deviné que le Prince avait des vues particulières sur la Maîtrise des Postes, & c'était dans le dessein de les séconder qu'ils demandaient ces changemens; mais dans plusieurs endroits le zèle du peuple fut si indiscret, si outré, que le Prince lui-même en témoigna son mécontentement, & desapprouva hautement la conduite de ces brouillons. A *la Haye* cependant l'on offrit au Prince la Maîtrise des Postes, qui ne l'accepta que pour la céder aussitôt à l'Etat. *Dordrecht* & les principales Villes de la *Hollande* suivirent l'exemple de *la Haye*. La seule Ville de *Delft*, considérant sans doute que la cession du produit des Postes au Prince d'*Orange* n'était plus qu'une pure cérémonie, puisque son Altesse s'en désistait en faveur de l'Etat, céda directement le produit des fiennes à l'Etat même. A *Amsterdam* au contraire l'on fit difficulté de donner au Prince, ou même de verser dans les coffres de la Province, les revenus d'un emploi qui se montaient à plus de deux cens mille florins, par an. Les Bourguemaîtres cependant qui en avaient profité jusqu'alors, prouvèrent leur desintéressement en cédant au profit de la Ville des sommes aussi considérables. La résolution
de

de Messieurs d'*Amsterdam* ne fut goûtée ni du Prince, ni des autres Membres des Etats. Cette dispute donna même lieu à des recherches sur la nature & l'origine des Postes. Ceux qui avaient fait leur désistement en faveur du Prince ou de l'Erat, prétendaient que les Postes étaient un des droits du Souverain, & que les Villes n'avaient aucun titre légitime pour en justifier la possession. Messieurs d'*Amsterdam* au contraire soutenaient „ que dans leur Ville les Maîtres des „ Postes devaient n'être considérés que comme „ des messagers des Négocians; messagers que „ les Magistrats avaient nommés & autorisés „ dans les Villes, où l'on avait jugé en avoir „ besoin. „ Quelques - uns ajoutaient encore „ que supposé que la Maîtrise des Postes fut „ un des droits attachés à la souveraineté, il ne „ s'ensuivait pas que les Villes ne pussent elles- „ mêmes en jouir légitimement, s'il constait „ qu'il y avait eu un tems où le Souverain le „ leur eut cédé. Que c'était là le cas de la „ Ville d'*Amsterdam*; le Duc Guillaume VI. „ ayant déclaré par un Privilège de l'année „ 1409. que tous les Emplois & Offices aux- „ quels la Ville nommait alors, resteraient pour „ toujours à sa disposition. „ Cette dispute qui ne concernait actuellement que la Ville d'*Amsterdam* était soutenue à *la Haye* avec une égale opiniâtreté de part & d'autre; cependant la Ville l'emporta. Mais les plaintes formées contre la manière de disposer des emplois en général, intéressaient toutes les Villes, & furent bientôt le prétexte de nouveaux troubles excités par le peuple.

ROTTERDAM commença par donner l'exemple, le 23. de Septembre. Quelques Bourgeois présentèrent une prétendue Requête pour demander la vénalité des charges, & la cession des Postes au profit de l'Etat. Quelqu'indignés que fussent les Bourguemaîtres ils répondirent qu'on en ferait part au Conseil de la Ville, & qu'on en délibérerait avec son Altesse. Dans l'intervalle la proposition des Nobles, en faveur de son Altesse, ayant été rendue publique, les Bourgeois voyant qu'on ne répondait point à leur requête, saisirent cette occasion pour en présenter une seconde bien plus séditieuse & plus insolente que la première, mais dont ils croyaient sans doute l'extravagance assez justifiée par le zèle qu'ils affectaient d'y montrer pour le Prince d'Orange. Cette prétendue Requête livrée au nom de la Bourgeoisie de Rotterdam, qui s'y qualifiait de *patriotique* & de *bien-intentionnée*, contenait sept articles, dont le sixième était relatif à l'hérédité des grandes Charges de la Province, en faveur des Descendans mâles & femelles de son Altesse. On n'y priait pas, on y ordonnait du ton le plus impérieux, que d'abord, *sans aucun délai ou un plus long retardement*, on eut à répondre favorablement à la première Requête; *qu'incontinent, & sans le plus petit délai* l'on eut à arborer sur l'Hôtel-de-Ville, le Pavillon d'Orange &c. Ce ne fut qu'avec la plus grande indignation que les Bourguemaîtres lurent cet Ecrit insolent; mais l'idée que l'on cherchait à les dégoûter de l'Administration, la crainte d'un soulèvement, qui peut-être n'attendait qu'un refus pour éclater, les engagèrent à

Requêtes
séditieuses
présentées
au Conseil
de diffé-
rentes Vil-
les. A Rot-
terdam.

à publier aussitôt, qu'ils consentaient à la vénalité de tous les Emplois de la Ville, en faveur de l'Etat. Le peuple parut content; mais deux des Bourguemaîtres s'étant rendus à *la Haye*, & ayant informé son Altesse de tout ce qui s'était passé, le Prince députa à *Rotterdam* Messieurs de *Wassenaar*, Seigneur des deux *Catwyk*, & *van der Dussen*, Bourguemaître de *Delft*, pour y publier en son nom une contre-déclaration, par laquelle „ il annullait celle que l'on avait „ violemment extorquée à la Régence de cette „ Ville; promettait de travailler à détruire les „ abus qui s'étaient glissés dans la manière de „ disposer des emplois, dont il improuvait la „ vénalité, & menaçait de faire punir comme „ perturbateurs du repos public quiconque oserait à l'avenir s'immiscer dans les affaires du „ gouvernement ou interrompre & troubler les „ délibérations libres des Magistrats par des requêtes insolentes & séditieuses. ” Cette déclaration du Prince eut des effets bien opposés. La partie la plus sensée, & par bonheur c'était la plus nombreuse, de la Bourgeoisie de *Rotterdam*, en témoigna la plus grande satisfaction. Ceux au contraire qui avaient montré le plus d'empressement à faire passer la dernière Requête, ne purent cacher leur consternation & leur mécontentement. Ils ne pouvaient digérer de voir leur conduite condamnée par ce même Prince dont ils prétendaient avoir soutenu les intérêts avec tant de zèle & de fermeté. Le dépit de se voir ainsi déçus en porta même quelques-uns, à ce que l'on assure, à arracher de leur chapeau les cocardes couleur d'*Orange* qu'ils y avaient mises,

&

& à s'écrier *Orange deffous*. * D'autres au cri de la rage & de la sédition ajoutaient les menaces de la vengeance & du désespoir. *Comment*, disaient ceux-ci, *le Prince prétend-il nous maîtriser, nous qui l'avons fait Stadhouder ! les choses vont bien prendre un autre train vraiment*. Par bonheur que le nombre de ces mutins n'était pas assez grand pour qu'ils osassent par eux-mêmes tenter d'effectuer leurs menaces, ou plutôt que ne s'étant pas attendus à ce qui venait d'arriver, ils n'avaient eu ni le tems, ni la précaution d'inspirer leurs fureurs au reste de la populace. Quoiqu'il en soit, la déclaration de son Altesse rendit non-seulement le repos à la Ville de *Rotterdam*, elle contribua encore à prévenir dans d'autres Villes les troubles qui allaient y éclater. Du moins est-il sûr qu'à *Harlem* & à *Gouda*, la Bourgeoisie, instruite de ce qui venait de se passer à *Rotterdam*, retint ou désavoua les Requêtes déjà présentées ou que l'on se disposait à présenter au Magistrat.

CEPENDANT les prétendus bons *Patriotes* A *Amsterdam* auraient cru se déshonorer & faire *dam* tort à leur *patriotisme*, s'ils avaient suivi cet exemple de modération. Un marchand de Porcelaine, *Daniel Raap*, se déclara ouvertement chef des mécontents, par une Requête qu'il avait fabriquée, & qui contenait quatre articles. Par le premier, l'on demandait que les grandes Charges de l'Etat fussent déclarées héréditaires, conformément à la

* *Oranje onder* ! C'était la palinodie du fameux distique *Oranje boven* &c. dont nous avons parlé plus haut.

la proposition des Nobles. * Le second prescrivait la vente publique des emplois au profit de l'Etat. Par le troisiéme, *Raap* voulait que les Capitaines de la Bourgeoisie fussent pris à l'avenir du Corps des Bourgeois, & non de la Magistrature. Enfin l'on demandait par le quatriéme, que les Corporations ou Corps de Métiers fussent rétablis dans leurs anciens privilèges. *Raap* pendant quelques semaines courut pour ainsi dire de porte en porte pour trouver des gens qui voulussent bien signer sa Requête. L'article du Corps des Métiers lui avait fait espérer que grand nombre de Bourgeois lui donneraient leur signature. Cependant *Raap* se trompa. Peu de personnes signèrent, la populace même se tint tranquille. L'on eut recours à d'autres moyens ; l'on afficha des billets en plusieurs endroits de la Ville. L'on y invitait les Bourgeois bien-intentionnés & les bons Patriotes, à s'assembler sur le *Dam* pour y faire aux Bourguemaîtres les demandes insérées dans la Requête. † „ On se flattait, était-il dit dans „ ces

* Messieurs d'*Amsterdam*, quoiqu'ils eussent l'exemple de la plupart des Villes qui s'étaient empressées de consentir à la proposition faite par le *Ridderschap*, y avaient opposé de grandes difficultés, & ne semblaient encore se prêter qu'avec peine au vœu de toute la Nation.

† Nous n'avons pas cru devoir répéter ces demandes ; au reste dans les affiches il n'était fait mention que des trois premières insérées dans la Requête de *Raap* ; l'on n'y disait mot des privilèges des Corporations ; ce qui fit croire à quelques-uns que *Raap* n'était pas l'auteur des affiches ; quoique d'autres l'en soupçonnassent fortement. Lui-même, soit pour donner le change, soit que réellement il n'y eut point eu de part, les désavouait hautement.

„ ces affiches, que les Bourgeois s'acquitteraient
 „ fidèlement de leur devoir dans cette occasion,
 „ afin que d'autres Villes ne pussent pas leur
 „ reprocher qu'ils étaient des *lâches* qui n'osaient
 „ rien *exiger* de leurs Magistrats. ” On lisait
 au bas de quelques - uns de ces billets , „ que
 „ celui qui les arracherait ou lacérerait, ne l'au-
 „ rait pas fait impunément. ” Dans d'autres
 les Habitans étaient invités „ à se rendre sur le
 „ *Dam* en armes & ornés de cocardes couleur
 „ d'*Orange*. ” Ces affiches séditionnelles firent plus
 d'effet que la Requête de *Raap*, qui cependant
 avait l'œil à tout, & que l'on pouvoit considérer
 comme le ressort caché qui dirigeait tous les mou-
 vemens du peuple. Le 9. de Novembre la populace
 s'assemble sur le *Dam*, se jette sur l'Hôtel-de-
 Ville, pénètre jusqu'à la Chambre des Bour-
 guemaîtres, & n'y trouvant personne, fait main-
 basse sur tout ce qui s'offre à ses yeux. Aussi-
 tôt les fenêtres de la façade de l'Hôtel-de-
 Ville sont ouvertes avec violence, & l'on y ar-
 bore un long houffoir auquel voltigeait un ruban
 couleur d'*Orange*. L'on parvint cependant à
 chasser cette canaille de la chambre & à en fer-
 mer la porte; mais bientôt elle fut enfoncée au
 moyen d'un banc dont s'étaient saisis les mu-
 tins. * La même scène recommence avec les
 cris

* Un Charpentier, nommé *Guillaume van Nes*, accusé
 d'avoir conseillé cette violence, & même d'y avoir eu
 part, fut quelque tems après mis en prison; & l'on ne
 doute point qu'il n'eut payé de sa tête son zèle un peu
 trop ardent, si son Altesse, à qui l'on s'était adressé en
 sa faveur, n'eut ordonné de surseoir la sentence, & n'eut
 ensuite accordé des lettres d'abolition au coupable. Cela

cris redoublés de *Vivat Orange ! Orange boven !* Quelques - uns même , sur un faux bruit que quatre séditieux avaient été arrêtés , volent à la prison dont ils veulent forcer les portes , & demandent qu'on relâche leurs camarades . Heureusement une Compagnie Bourgeoise s'étant rendue en armes sur le *Dam* parvint à déloger , avec bien des peines , cette bande de mutins de l'Hôtel - de - Ville . La Bourgeoisie resta sous les armes pendant quelques jours , & quoique l'on eut affiché de nouveaux billets , plus séditieux encore que les précédents , pour inviter le peuple à se rendre le 16. sur le *Dam* , la vue des Compagnies Bourgeoises inspira assez de respect à la populace pour la forcer à n'oser plus rien entreprendre . Un seul porteur de tourbes , pour avoir voulu avec trop de brutalité se faire un passage au travers des rangs , fut arrêté & quelque tems après banni de la Ville . Peu à peu la tranquillité se rétablit , surtout lorsque l'on fut informé de la manière dont son Altesse avait traité l'affaire de *Rotterdam* .

Les Etats de Hollande remédient aux abus sur l'article des Emplois , & déclarent les grandes Charges héréditaires . Ces mouvemens séditieux , répétés dans presque toutes les Villes , firent enfin sentir qu'il y aurait de l'imprudence à les négliger , & qu'il serait même dangereux d'apporter de plus longs délais à condescendre , au moins en partie , aux volontés du peuple . Les Etats de *Hollande* résolurent donc , sur la proposition qu'en avait fait le

Héréditaire n'empêcha pas qu'au Printems de l'année 1748. les Bourres sur le guemaitres , sans autre forme de procès , ne le chassassent de la Ville , avec ordre de n'y remettre jamais le par le *Rid pie* .

aerjchap .

le Prince , de remédier aux abus qui s'étaient glissés dans la manière de disposer des Emplois. Ce point fut réglé de façon que , sans avoir besoin de recourir au moyen absurde de la vénalité, proposé par la Bourgeoisie des Villes, les Etats trouvèrent un tempérament par lequel ils semblaient se prêter aux désirs des peuples, sans compromettre pourtant leur dignité. La Ville d'*Amsterdam* elle-même consentit à tout, excepté cependant à céder à l'Etat le produit de ses Postes. Sur cet article seul elle fut inébranlable. Elle consentit même, après bien des lenteurs, à déclarer Héréditaires dans la maison d'*Orange* les grandes Charges de l'Etat sur le pié proposé par les Nobles, & unanimement agréé par les autres Villes. Depuis quelque tems les Députés d'*Amsterdam* étaient entrés en négociation avec le Prince lui-même sur cette importante affaire, & ce fut d'après ce qu'eux-mêmes avaient arrêté, à la satisfaction & avec l'approbation de son Altesse, que les Etats formèrent la Résolution du 16. de Novembre, par laquelle les Charges de *Stadbouder*, de Capitaine & d'Amiral - Général de la Province de *Hollande* étaient déclarées Héréditaires dans les lignes masculine & féminine. * Les autres Provinces & les Etats - Généraux ne tardèrent pas à suivre l'exemple de la *Hollande*, desorte que *Guillaume IV.* en réunissant en sa personne toutes les dignités que la République avait autrefois conférées à ses illustres Ancêtres, eut un avantage dont.

* Nous avons cru faire plaisir aux Lecteurs étrangers de leur donner cette pièce, telle qu'elle se trouve parmi les

1234 ABREGE DE L'HISTOIRE

dont aucun d'eux n'avait joui , celui d'en assurer la possession à ses Descendans légitimes des deux sexes.

CES

les Pièces justificatives de *Rouffet* à la fin de son Edition de l'Histoire du *Stadbouderat* , par l'Abbé *Raynal*.

Extrait de la Résolution que les Etats de Hollande & de Westfrise ont prise le 16. de Novembre 1747. concernant le Stadhouderat héréditaire de cette Province dans l'Illustre Maison d'Orange & de Nassau.

„ LEURS Nobles & Grandes Puissances aiant délibéré sur
 „ la Proposition , faite le 7. Octobre dernier , par les
 „ Seigneurs du Corps des Nobles , pour déférer sur le pié
 „ y mentionné , à S. A. S. Mgr. le Prince d'Orange & de
 „ Nassau , ainsi qu'à ses Descendans Mâles & Femelles ,
 „ procréés d'un légitime Mariage , le Stadhouderat Héré-
 „ ditaire & la Charge de Capitaine & Amiral-Général de
 „ cette Province , comme aussi celle de Capitaine & Ami-
 „ ral-Général des Provinces-Unies , les dits Seigneurs du
 „ Corps des Nobles , & les Députés des Villes respectives
 „ ont déclaré unanimement , au nom de leurs Principaux ,
 „ qu'après avoir mûrement examiné la Constitution & l'Etat
 „ de la Régence de ce païs , ils ont compris que l'expé-
 „ rience a fait voir évidemment que la République ne fau-
 „ roit subsister sans être gouvernée par un Chef éminent ,
 „ puisque dans les tems qu'elle en a été privée , elle s'est
 „ trouvée sur les bords de sa totale ruïne , d'où elle n'a
 „ pû être tirée que par l'élection d'un Stadhoude , Capi-
 „ taine & Amiral-Général.
 „ Que sous cette heureuse forme de Régence , la Répu-
 „ blique a tellement augmentée en puissance depuis son éta-
 „ blissement , que non seulement elle a été recherchée par
 „ ses voisins , mais qu'elle est aussi devenue redoutable sous
 „ la conduite & la direction des Princes de la Maison
 „ d'Orange & de Nassau , & que le Stadhouderat , ainsi
 „ que la Charge de Capitaine & Amiral-Général , aiant
 „ été

Ces intérêts domestiques n'avaient point em-
pêché les Etats de penser aux moyens de se ^{Don gra-} ^{tuit.}
met-

„ été de nouveau déferée à un des Descendans de cette
„ illustre Maison, on en ressentait déjà vivement les effets
„ favorables.

„ Que les Régens bien intentionnés, ainsi que tous les
„ Sujets de l'Etat, ne peuvent penser qu'avec effroi à la
„ perplexité où la République se trouveroit réduite, si elle
„ venoit à être privée de ce Chef éminent, & que dans
„ les circonstances présentes, nous eussions le malheur de
„ le perdre, d'autant que la Postérité de S. A. S. ne con-
„ sistoit jusqu'ici qu'en une seule Princesse encore jeune;
„ desorte qu'il est absolument nécessaire d'employer des
„ moïens pour prévenir ces malheurs autant qu'il est humai-
„ nement possible. Que l'unique moïen pour y parvenir,
„ est de continuer la Dignité de Stadhoude en faveur des
„ Descendans Mâles & Femelles de S. A. S. en prenant les
„ précautions qui seront jugées les plus convenables pour
„ le bien de ces Pais.

„ En conformité, les Seigneurs du Corps de la Noblesse
„ & les Députés des Villes respectives ont déferé unanime-
„ ment, au nom de Leurs Principaux, à S. A. S. le Stad-
„ houderat Héritaire & la Charge de Capitaine & Ami-
„ ral-Général de la Province de *Hollande* & de *Westfrieje*,
„ enforte qu'après la mort de ce Prince, cette Dignité &
„ ces Charges seront devoluës sur les Descendans Mâles
„ de Sa dite A. S. procréés en légitime Mariage: que s'il
„ arrivoit que Mgr. le Stadhoude laissât un Fils, & que
„ celui-ci vint à mourir sans Posterité mâle, & sans qu'il
„ y eut d'autres Héritiers mâles de S. A. S., mais qu'il
„ laissât une Fille, alors les susdites Charges & Dignités se-
„ ront dévolues à cette Princesse, & après sa mort à ses
„ Héritiers & Descendans mâles. Que si S. A. S. venoit
„ à mourir sans laisser d'Héritiers mâles, la Princesse *Caro-*
„ *line*, Fille de sadite Altesse, succedera dans les susdites
„ Charges & Dignités, lesquelles seront dévolues après sa
„ mort sur ses Descendans mâles. Que si S. A. S. venoit
„ à procréer encore d'autres Princesses, & que la Princesse
„ *Caroline* vint à mourir sans laisser de Posterité mâle, les
„ susdites Charges & Dignités seront dans ce cas-là dévo-

mettre à couvert des projets ambitieux de la France. Avant l'invasion de la *Frandre-Hollandai-*

- „ luës à celle des Princesses Sœurs de la Princesse *Caroline*
 „ qui sera alors en vie, ainsi qu'à ses Descendants mâles;
 „ les Princesses aînées & leurs Héritiers mâles devant tous-
 „ jours être préférés aux Princesses cadettes & à leurs De-
 „ scendants mâles. Bien entendu néanmoins que les susdi-
 „ tes Charges & Dignités ne pourront être possédées par au-
 „ cun des Descendants de S. A. S. soit mâles ou femelles,
 „ qui feroient revêtus de la Dignité Roïale ou Electorale:
 „ Que lesdits Descendants, qui succéderont dans les susdi-
 „ tes Charges & Dignités, devront professer la véritable
 „ Religion Chrétienne Réformée: Que pendant leur mino-
 „ rité, ils devront être élevés dans ces Provinces: Que la
 „ succession des dites Charges & Dignités n'aura lieu en
 „ faveur de la Posterité mâle des Descendants femelles de
 „ S. A. S., que dans le cas que les Princesses auront épousé
 „ du consentement & avec aprobation de L. N. & G. P.,
 „ un Prince qui fasse profession de la véritable Religion
 „ Chrétienne Réformée, & qui ne soit point revêtu de la
 „ Dignité Roïale ou Electorale.
 „ Que s'il arrive qu'une Princesse vint à succéder dans
 „ les susdites Charges & Dignités, elle devra les exercer
 „ elle-même sous le titre de Gouvernante, & avoir en
 „ cette qualité séance dans les Collèges respectifs, ainsi
 „ qu'au Conseil d'Etat: que comme elle sera en même
 „ tems Capitaine & Amiral Général des Provinces-Unies,
 „ elle devra pareillement exercer elle-même cette Charge
 „ pour ce qui regarde la Séance au Conseil d'Etat & dans
 „ les Collèges respectifs de l'Amirauté; mais en cas de
 „ Guerre, & lorsque les Troupes devront aller en Cam-
 „ pagne, elle aura la faculté de nommer & de proposer un
 „ Chef expérimenté pour commander la Milice, pourvû
 „ qu'il fasse profession de la Religion Réformée, qu'il ne
 „ soit point revêtu de la Dignité Roïale ou Electorale; que
 „ d'ailleurs il soit agréable à L. N. & G. P., qu'il prête
 „ le serment de fidélité, & qu'il se conforme aux Instruc-
 „ tions qui lui seront données par L. H. P., de l'avis de
 „ Madame la Gouvernante & du Conseil d'Etat.
 „ Que s'il arrive que les Princes ou Princesses qui suc-

„ co.

daise, & l'élévation du Prince d'*Orange*, quelques Membres du Gouvernement avaient paru assez portés à conclure un Traité de Neutralité avec

„ cederont aux susdites Charges & Dignités font Mineurs,
 „ la Princesse Mère exercera dans ce cas-là les dites Char-
 „ ges comme Tutrice & sous le titre de Gouvernante,
 „ moyennant qu'elle reste Veuve pendant la dite Minorité,
 „ & qu'elle fasse sa résidence dans ces Provinces, en ob-
 „ servant, pour ce qui regarde la nomination d'un Chêf
 „ expérimenté, ce qui a été stipulé ci-dessus: Et enfin que
 „ si pendant la susdite Minorité, il n'y avait point de Prin-
 „ cesse Mère, ou que son administration vint à cesser, L. N.
 „ & G. P. pourvoient en ce cas-là à la tutelle des dits
 „ Mineurs d'une manière qui conviendra le plus à l'avan-
 „ tage de ces Païs, &c. ”

Pour peu qu'on se rappelle tous les troubles, tous les maux, auxquels la République, & la *Hollande* surtout, s'était vue exposée lorsqu'elle avait été sans *Stadhouder*, ou lorsque les peuples avaient voulu la forcer à s'en donner un, il n'est point de Lecteur équitable & impartial qui ne convienne que les arrangemens pris par cette mémorable Résolution ne présentassent pour l'avenir le meilleur antidote contre de pareils maux. Il est permis peut-être à des spéculatifs d'examiner dans leur Cabinet si un gouvernement sans *Stadhouder* ne serait pas plus avantageux aux *Provinces-Unies*: mais c'est aux peuples à juger, d'après l'expérience qu'ils ont faite de ces deux formes de gouvernement, lequel des deux ajoute à la somme de leurs maux, ou retranche de celle de leurs propriétés. La moitié de la République envahie en 1672. le même danger dont elle était menacée en 1747. les jaloufies, les divisions d'intérêts, les factions qui partageaient l'Etat, les suites funestes de ces divisions, ce sont là les fruits qu'a cueillis la République, dont les peuples ont savouré toute l'amertume, quand ils ont été sans *Stadhouder*. La Résolution du 16. Novembre 1747. n'eut-elle fait d'autre bien à la *Hollande* que d'étouffer le germe des factions, encore faudrait-il bénir la mémoire de ceux qui lui ont rendu cet important service.

avec cette Couronne. Mais ces deux évènements firent bientôt changer de mesures. On ne pensa plus qu'à se fortifier par de nouveaux Traités, & à faire de nouvelles Levées, qui servissent à soutenir & à faire respecter l'Alliance que l'on venait de conclure avec l'Impératrice - Reine. La Cour de *Russie* avait consenti à faire passer un certain nombre de Troupes au service du Roi d'*Angleterre* & de ses Alliés, pourvû que l'on pût s'arranger sur les subsides qu'il faudrait lui payer. Les Etats, pour trouver les sommes qu'ils devaient fournir à la *Russie* pour leur part de ces subsides, & ne pouvant les tirer de la Caisse de l'Etat sans achever de l'épuiser, résolurent, de l'Avis de son Altesse, de demander aux Peuples un Don gratuit. Sans fixer la totalité de la somme, dont ils pouvaient avoir besoin, ils se contentèrent d'exiger, deux pour cent au moins de toute personne dont les revenus se montaient à deux mille Florins & au-delà ; un pour cent au moins depuis mille jusqu'à deux mille Florins ; & pour ceux dont les Revenus étaient au-dessous de ce taux, ils étaient libres de donner ce qu'ils voulaient, pourvû qu'ils donnassent quelque chose. On laissait à chacun la liberté de faire la supputation de ses Revenus, mais avant de verser son don dans la caisse, il devait déclarer sous serment, les *Mennonites* sous la foi de leur probité, qu'ils avaient produit avec toute la bonne foi possible, le montant réel de leurs Revenus. Personne ne fut exempté *, & l'on remarque que

* Les Professeurs, les Ministres de toutes les Communions

que les Peuples se prêtèrent de si bonne-grâce à cette imposition momentanée , que l'on ne put avec quelque vraisemblance soupçonner personne d'avoir faussé le serment qu'il avait prêté. Ce Don gratuit fut de même perçu dans les autres Provinces , dans les deux *Indes* , & généralement dans tous les Lieux de la domination de la République.

LA Cour de *France* n'ignorait pas les arrangements pris par les *Provinces-Unies* ; elle était informée du zèle que témoignaient les Etats, le Prince *Stadhouder* & les peuples eux-mêmes pour la défense de leurs foyers , de leur Religion & de leur liberté. Les négociations avec la *Russie* ne lui paraissaient pas assez indifférentes pour ne pas chercher à les traverser. Elle en prit occasion de faire faire de nouvelles propositions aux Etats - Généraux , en les menaçant pourtant que s'ils n'y acquiesçaient pas, le Roi se verrait obligé d'ordonner à ses troupes de pénétrer plus avant sur les terres de la République , comme l'unique moyen de les forcer eux & leurs Alliés à procurer la paix à l'*Europe*. Les Etats répondirent au Roi de *France* en des termes qui devaient lui prouver qu'ils ne désiraient que la paix, & de vivre en bonne intelligence avec sa *Majesté Très - Chrétienne* ; mais

Mesures
prises par
les Etats
contre les
Français.

que
nions *Protestantes* , & les Militaires furent seuls exemptés du Don gratuit, uniquement pour ce qui concernait les Revenus qu'ils tiraient de leurs emplois , & non autrement. Au reste l'on se reposa tellement sur la conscience des peuples , que la caisse où se versaient les dons , était fabriquée de façon , que les Commissaires préposés à la recette , ignoraient eux-mêmes ce que chacun y apportait.

que ce serait acheter trop chèrement ces avantages par le sacrifice de leur honneur, de leurs libertés, du bien-être de leurs Peuples, & des intérêts de leurs Alliés, inséparables des leurs. Ils ne prétendaient pas rompre avec sa Majesté; mais puisqu'elle avait trouvé à propos d'entamer leurs frontières, d'enlever leurs Places sans aucun motif légitime; puisqu'elle continuait dans les mêmes dispositions hostiles, ils se voyaient forcés, quoiqu'à regret, de se servir des moyens que Dieu & la Nature leur avaient donnés pour la défense de leurs Peuples, de leurs Libertés, de leur Religion. Pour faire voir à *Louis XV.* qu'ils pensaient sérieusement à s'opposer de tout leur pouvoir aux desseins pernicieux qu'il semblerait avoir formé contre la République, les Etats commencèrent par défendre l'exportation de toutes sortes d'armes, d'attirails de guerre, de chevaux, de bois de construction, d'agres, & de tout ce qui sert à l'équipement des vaisseaux. Ils publièrent aussi un Edit par lequel ils prohibaient sous les peines les plus sévères les vins, les eaux-de-vie, les sucres, les sirops, le papier & le savon de *France*. Il fut aussi défendu d'assurer des vaisseaux ou des effets appartenant aux *Français*; enfin l'on encouragea les armateurs, en promettant une prime considérable à quiconque enlèverait ou détruirait un Vaisseau de guerre ou un Corsaire *Français*. L'on retira cependant peu d'avantages de ces sortes d'encouragemens & de quelques autres de la même nature. La saison trop avancée ne permit guères d'armer en course que deux ou trois Vaisseaux qui firent peu de tort à l'ennemi, lequel au contraire

traire par représailles s'empara de plusieurs navires marchands qu'il déclara de bonne prise. D'ailleurs ceux qui peut-être eussent voulu courir les risques d'un armement, en étaient détournés par les négociations qui se continuaient toujours pour une paix générale, qui même ne paraissait pas éloignée. En effet les promesses de la *Russie* d'envoyer 37,000 hommes au secours de l'*Angleterre* & des Etats, & plus que cela encore les défenses d'importer les marchandises de *France*, engagèrent bientôt *Louis XV.* à accepter la paix qu'on lui offrait à des conditions plus raisonnables que celles qu'il y avait mises lui-même jusqu'alors.

EN EFFET les négociations entamées à *Bréda* 1748. furent reprises ou plutôt continuées à *Aix-la-Chapelle*, où les Plénipotentiaires des Puissances ouvrirent les conférences dès le mois de Mars de l'année 1748. Jamais peut-être tant de Ministres assemblés pour traiter d'une paix générale ne s'étaient moins arrêtés aux importantes Minutes du cérémonial ; aussi s'aperçut-on bientôt que, quelques apprêts qu'affectassent de faire les principales Puissances pour pousser la guerre avec vigueur, toutes cependant désiraient ardemment la paix. L'on ne tarda pas non plus à être d'accord sur les Préliminaires dressés par les Plénipotentiaires de *France*, d'*Angleterre* & de la République. Ils furent signés le 30. d'Avril. Mais avant que l'on en fut venu à s'entendre sur les articles, la campagne avait été ouverte dans le *Pays-Bas* par le siège de *Mastricht*, que le Maréchal de *Louvendal* avait fait investir vers le milieu de Mars. La tranchée fut ouverte

1748.

Négocia-
tions
d'Aix-la-
Chapelle,Mastricht
assiégé &
emporté
par les
Français.

verte le 15. & malgré la vigoureuse résistance du Baron d'*Aylva* qui commandait dans la Place, le siège fut poussé avec tant d'art & de succès jusqu'au 3. de Mai, que le Duc de *Cumberland*, Général en Chef des Alliés, permit à d'*Aylva* de rendre *Mastricht* aux Français, pourvû qu'il put en obtenir tous les honneurs de la guerre pour la Garnison. * Il peut paraître sur-

* Nous ne pouvons passer sous silence un fait qui fait trop d'honneur à la mémoire de *Guillaume IV.* & à sa façon de penser pour ne pas mériter d'être rapporté. L'on ignorait encore à *la Haye* que les Préliminaires eussent été signés. Son Altesse, devenue Chef des Troupes de la République, s'était en conséquence mise en marche le 1. de Mai pour aller joindre l'armée. La nouvelle de la signature des Préliminaires hâta le retour du Prince qui n'avait poussé que jusqu'à *Bréda*. Mais il apprit avec autant d'indignation que de surprise, que des gens, sans doute mal-intentionnés, avaient saisi le moment de son absence, pour faire imprimer & répandre dans le public un prétendu discours que l'on disait avoir été prononcé par son Altesse dans le Conseil d'Etat quelques jours avant son départ. On y prêtait au Prince des expressions qu'il ne pouvait avoir employées sans choquer de front l'honneur de la République, & la délicatesse d'un Peuple, dont le plus beau privilège est de n'être soumis qu'aux Loix & aux protecteurs des Loix, mais de ne point reconnaître de maître. Dans ce prétendu discours le Prince entr'autres nommait l'armée des Etats *son armée*, & *ses sujets* les peuples d'une République libre. Son Altesse pouvait sans doute mépriser des traits aussi grossièrement lancés; mais le moment que l'on avait choisi pour inspirer aux peuples des soupçons auxquels sa gloire était trop intéressée, lui parut trop critique, pour ne pas se résoudre à couvrir ses envieux de confusion. *Guillaume IV.* voulut bien s'abaisser à justifier sa façon de penser. Il fit publier un mémoire par lequel il déclarait „ que, n'ayant jamais été dans l'habitude de se servir du „ nom de *sujets* en parlant de ses *Concitoyens* & de ses „ *Compatriotes*, il tenait le discours prétendu pour une „ pièce

prenant que *Mastricht* eût été pris après la signature des Préliminaires pour la paix, d'autant plus que le jour même de cette signature les Plénipotentiaires de *France* & de *Hollande* étaient convenus, sous le bon plaisir de leurs Maîtres, que les hostilités cesseraient d'abord dans tous les *Pays-Bas*; mais ils avaient excepté *Mastricht*. La délicatesse du point d'honneur *Français* ne pouvait permettre à la Cour & à ses Généraux de se désister d'une Conquête qui avait été résolue, & qui semblait ne pouvoir plus leur échapper. *Louis XV.* crut plus glorieux pour lui de rendre *Mastricht* aux Etats après l'avoir pris, que

„ pièce malignement inventée afin de lui faire perdre l'affec-
 „ tion des peuples, tandis qu'il n'y avait rien au con-
 „ traire à quoi il s'appliquât avec plus d'ardeur, qu'à con-
 „ server, cultiver, & mériter de plus en plus l'affection &
 „ la confiance dont l'avaient honoré les peuples libres des
 „ *Provinces-Unies*. Il se faisait gloire, ajoutait-il, d'être
 „ né, d'avoir été élevé, & de pouvoir vivre encore dans
 „ le sein d'une Nation libre; & il ne connaissait pas d'a-
 „ vantage plus grand, plus précieux, aucun dont l'ambi-
 „ tion d'un mortel put être plus agréablement flattée, que
 „ celui de pouvoir se dire, *je suis l'objet de l'amour d'un*
 „ *peuple libre!* avantage qui ne pouvait se trouver nulle-
 „ part que sous un Gouvernement libre, tel qu'était celui
 „ des *Provinces-Unies*; aussi était-il prêt à sacrifier tout
 „ ce qu'il avait de plus cher, à se sacrifier lui-même,
 „ pour conserver à l'Etat sa Liberté & sa Religion.”

Tels étaient les sentimens patriotiques d'un Prince contre qui l'envie osait acérer ses traits. Les peuples avaient aimé *Guillaume IV.* ils ajoutèrent la vénération à l'amour, lorsqu'ils ne purent plus douter, après la lecture de cette apologie aussi décente aussi modérée qu'elle était vraie, qu'on avait cherché à lui en imposer grossièrement sur les vœux d'un Prince, qui loin de prétendre au titre fastueux de *Maître*, s'honorait du titre modeste de *Citoyen*.

que d'en faire le siège dans un tems où rien, excepté un effort généreux sur lui-même, ne pouvait l'empêcher de s'en rendre maître. Les ordres du Duc de *Cumberland* au Baron d'*Aylva* étaient une suite de cette exception à la convention générale; d'*Aylva* crut pour obéir devoir attendre un ordre plus positif, signé de ses Maîtres les Etats-Généraux. Il demanda pour cet effet une suspension d'armes de deux fois vingt-quatre heures, qui lui fut accordée par le Maréchal de *Saxe*. Enfin le 6. de Mai la Ville fut remise entre les mains des *Français*, qui accordèrent à la garnison de sortir avec armes & bagages, tambour battant, enseignes déployées. Aussitôt après la reddition de *Mastricht* la suspension d'armes devint générale, & l'on poussa les négociations de la paix avec tant de succès, que le 18. d'Octobre elle fit signée à *Aix-la-Chapelle*. Ainsi finit une guerre à laquelle les Etats-Généraux n'avaient pris part que comme alliés & auxiliaires de l'Impératrice-Reine & du Roi d'*Angleterre*. La paix, il est vrai, leur rendit toutes les Places que les *Français* avaient conquises sur eux, mais elle ne leur rendit pas les sommes immenses qu'ils avaient été obligés de déboursier. Aussi, de toutes les parties intéressées, furent-ils presque les seuls qui ne retirèrent aucun avantage réel du rétablissement de la paix générale.

Naissance d'un jeune Prince. LA paix n'était point encore faite, l'on se préparait même à ouvrir la campagne de 1748. lorsqu'un heureux événement remplit la maison d'*Orange* & la République d'une joye bien légitime. Le 8. de Mars son Altesse Royale,

Ma-

Madame la Princesse d'*Orange*, accoucha heureusement d'un jeune Prince que son auguste Père tint lui-même sur les fonds, où il reçut le nom de *Guillaume*, connu ensuite sous le nom de Comte de *Buren*, qualité affectée aux fils-ainés des *Stadbouders*. La naissance du jeune Prince ne pouvait manquer d'être des plus agréables à la République. Les grandes dignités de l'Etat passaient ainsi, à la mort du *Stadbouder* actuel, à un héritier mâle; & c'était, comme le Prince d'*Orange* le déclara lui-même quelques jours après à l'Assemblée de *Hollande*, ce que les Etats de cette Province, de même que ceux des autres Provinces, avaient semblé désirer eux-mêmes, lorsqu'ils avaient réglé les droits à la succession. Les marques de l'allégresse publique répondirent parfaitement à l'idée du bonheur que présageait à l'Etat cet heureux évènement. Les Etats-Généraux, ceux de *Hollande*, de *Zélande* & de *Frise*, les Villes de *Nimègue*, *Dordrecht*, *Harlem*, *Delft*, *Leyden*, *Amsterdam*, *Gouda*, *Rotterdam* & *Schiedam*, qui s'étaient offerts pour être parrains du jeune Prince, & qui comparurent par leurs Députés à la cérémonie du Bâptême, signalèrent leur amour pour la maison d'*Orange*, par les dons en rentes viagères qu'ils présentèrent au nouveau-né dans des boîtes d'or ou d'argent. * Toute la République était dans l'y-

* Les Etats-Généraux donnèrent en contrats de rentes viagères, 10000 florins; les Etats de *Hollande* 7000; ceux de *Zélande* 3000; & ceux de *Frise* 5000. *Nimègue* en donna une de 1000 florins; *Dordrecht* 800; *Harlem* 1200; *Delft* 1000; *Leyde* 1200; *Amsterdam* 2500; *Gouda* 800; *Rotterdam* 1500; & *Schiedam* 800; en tout 35800 Florins.

l'ivresse de la joye la plus pure, & c'était cependant du sein de cette joye même qu'allaient naître des troubles qui menacèrent l'Etat du bouleversement le plus funeste.

Troubles de l'année 1748. LA naissance d'un Héritier du *Stadhouderat* semblait devoir détruire jusqu'au germe de ces mécontentemens, de ces divisions qui avaient toujours été si funestes à l'Etat. L'Élection de *Guillaume IV.* avait été précédée, & accompagnée de quelques troubles, mais loin d'avoir été portés aux mêmes excès que du tems de *Guillaume III.* le Gouvernement n'en avait presque pas souffert, du moins aucun des Membres qui le composaient n'avait été légalement déposé. Des esprits inquiets & brouillons, des gens qui s'étaient flattés que la Révolution de 1747. apporterait des changemens dans l'Administration, & surtout dans la Régence des Villes, ne purent voir qu'avec chagrin, que tout restait tranquille, que les peuples, satisfaits d'avoir un *Stadhouder*, ne pensaient même plus à se plaindre de leurs Magistrats. C'était cependant de ces changemens qu'ils avaient prévus, qu'ils avaient voulu préparer, & qui n'arrivaient pas, qu'ils en attendaient un dans leur fortune, dans leur condition. Pour opérer ces changemens il fallait engager les peuples à se plaindre, à se soulever. La continuation de la guerre paraissait peu propre à favoriser ce dessein; il eut été dangereux de brouiller la République, de prêter des armes à la fureur de la populace, dans un tems où l'ennemi était aux portes, prêt à tout envahir, n'attendant peut-être, pour le faire, que le moment où les peuples soulevés contre leurs Magistrats,

&

& ceux-ci divisés d'intérêts, allait replonger l'Etat dans toutes les horreurs des discordes civiles, & en rendre la conquête aussi prompte que facile. Ces considérations n'avaient pourtant pas empêché d'essayer jusqu'où l'on pouvait se reposer sur la promptitude & la constance des peuples à suivre les impulsions que l'on prétendait leur donner. Cet essai s'était répété presque dans toutes les Villes en 1747. L'on avait eu lieu d'être satisfait de l'aveugle complaisance, avec laquelle la populace s'était partout prêtée à féconder toutes les mesures, prises par l'intérêt personnel sous le beau prétexte du bien public. Mais la prudence des Magistrats & du Souverain avait toujours rompu ces mesures; les peuples avaient demandé un *Stadhouder*, on le leur avait donné; ils avaient exigé qu'on remédiât à certains abus, on y avait remédié. Il ne restait donc plus de prétexte aux murmures, à la révolte. Assurés cependant de pouvoir toutes les fois qu'ils le voudraient, remuer à leur gré cette populace, alors si paisible parce qu'elle était satisfaite, les prétendus patriotes attendirent que l'occasion s'en présentât plus naturellement. La naissance du Comte de *Buuren* leur en offrit une, & les préliminaires de la paix, qui ne tardèrent pas à être signés, ayant levé le seul obstacle, qui avait reculé l'exécution du plan formé depuis longtems pour opérer une mutation dans la Régence, rien ne s'opposa plus aux vûes du prétendu *Patriotisme*. Il sembla si naturel à ces zélateurs, que le rétablissement de l'ancienne forme de gouvernement produisît, comme en 1672. la déposition des anciens Magistrats, que

Kk kk 2

pour

pour la rendre indispensable , nécessaire même , ils mirent en usage tous les motifs qui pouvaient porter les peuples à se soulever. Parmi ces différents motifs cependant , aucun ne fut si généralement employé & avec plus de succès , que la haine & l'aversion que l'on connaissait de longue main aux Habitans des Provinces pour les Fermiers , préposés à la perception des taxes ordinaires sur les denrées de première nécessité. *

En Frise. C'É fut en *Frise* que se montrèrent d'abord les premières étincelles de l'incendie qui devait bientôt se répandre sur toutes les parties de la République. On y voulait comme ailleurs l'abolition des fermes ; mais à ce motif s'en joignait un autre. Les États de la Province n'avaient point encore pris de résolution sur la proposition des Nobles en faveur de la maison d'*Orange*. La populace , croyant que tout ce qu'on lui faisait faire ne tendait qu'à l'avantage du Prince , ne mit

* Depuis quelque tems cette haine s'était augmentée par les intrigues de certaines gens , qui faisaient accroire aux peuples , comme une suite de l'Élévation du Prince , que son Altesse avait promis de faire abolir toutes les Fermes , & de faire percevoir les impôts par forme de capitation. Mais ce qui contribuait le plus à rendre odieux la Ferme & les Fermiers , c'étaient certaines feuilles que *Jean Rouffet* avait soin de publier toutes les semaines. Il y lançait plusieurs traits contre les Fermiers , qu'il se faisait un plaisir d'exposer à la risée & au mépris du public. Tous les gens de la maltôte , selon lui , devaient être envoyés à l'armée , plutôt que de souffrir plus long-tems qu'ils s'engraïssent des sueurs & du sang des pauvres peuples. C'était ainsi que *Rouffet* & d'autres Écrivains de la même trempe , préparaient de loin les esprits à s'élever contre des gens , dont les richesses & le luxe insultaient à la misère des peuples.

mit point de bornes à son zèle. Les maisons des Fermiers, tout ce qui retraçait au peuple la profession, l'emploi de ces objets de la haine publique, fut pillé, détruit, démoli. Jusques-là l'on n'avait vû que la plus vile populace agir sans chef & presque sans objet déterminé. Bientôt les Habitans de *Harlingen* furent forcés par cette même populace de choisir 28 Députés pour aller porter aux Etats, qui devaient s'assembler en peu à *Leeuwaarde*, les griefs de la Nation. Ces griefs furent d'abord réduits à trois points. 1. Que les Etats eussent à déclarer le *Stadhouderat* héréditaire dans la ligne féminine, comme il l'était déjà dans la masculine. 2. Qu'ils abolissent toutes les Fermes généralement. 3. Et qu'ils rétablissent les anciennes Loix. * Tandis que les Etats-Députés délibéraient sur ces trois articles, & l'on ne leur avait accordé qu'une demie heure de tems pour se déclarer, quelques-uns de ceux qui étaient attroupés devant l'Hôtel où se tenait l'assemblée, criaient hautement „ que les Messieurs ne sortiraient point vivants de la maison, s'ils ne se „ prêtaient aux désirs des peuples. ” La menace parut trop sérieuse pour la négliger, les Etats promirent tout, accordèrent tout; ils prièrent même les fidèles Communes de présenter à la Diète provinciale qui devait se tenir dans peu de

* Ce troisième article, dit Mr. *Wagenaar*, avait principalement pour objet de faire donner au *Stadhouder* un pouvoir plus étendu que celui, dont il avait été revêtu par ses dernières Instructions, & que le peuple trouvait trop limité.

de jours, tous les autres griefs dont elles pourraient avoir à se plaindre. Ces nouveaux griefs ne tardèrent pas à paraître ; les Etats consentirent à tout ce qu'on leur demanda ; ils publièrent même une amnistie générale du passé. La facilité de tout obtenir fit naître l'audace de tout exiger. On demanda de nouvelles prérogatives pour le *Stadbouder* ; elles furent accordées. Enfin lorsqu'on croyait qu'il ne restait plus de concessions à faire , les Députés du peuple présentèrent de nouveau soixante - dix - sept articles, qui furent tous favorablement répondus, son Altesse ayant même approuvé & ratifié le consentement donné par les Etats aux demandes multipliées des *Frisons*. *

LES

* Les demandes des *Frisons* étaient toutes ou presque toutes, réellement relatives au bien public de la Province. En diminuant l'autorité trop étendue de leurs Magistrats, en exigeant la réforme de plusieurs abus très réels, en déferant au *Stadbouder* un pouvoir qui servit à contrebalancer celui qu'ils voulaient bien laisser encore au Souverain, les *Frisons* ne faisaient qu'user du Droit que la nature & les loix accordent à toute nation libre, par qui seuls gouvernent ceux à qui elle a confié le droit de gouverner. Mais les *Frisons*, & comme eux les peuples des autres Provinces, qui suivirent leur exemple, ne s'apercevaient pas que, dans un gouvernement quelconque, le plus grand de tous les abus est celui qui soumet aux caprices d'un peuple, actuellement en révolte, la connaissance des torts dont on lui fait accroire qu'il est autorisé à se plaindre. Si la sédition n'avait pas éclaté avant la députation des Bourgeois de *Harlingen*, si elle n'avait pas contraint violemment cette députation à se former, si ces Députés eux-mêmes avaient pris dans leurs remontrances ce ton libre, mais décent, qui convient si bien aux Représentants d'une nation, qui demande justice à son Souverain, les *Frisons*, tous les Habitans des *Provinces-Unies*, auraient mérité les éloges & la reconnaissance

LES *Groninguois* étaient trop voisins des *Fris- A Gronin-*
sons pour n'être pas bientôt instruits de ce qui *guar.*
 venait de se passer chez ces derniers. Le feu
 de la sédition couvait depuis quelque tems à
Groningue, où il avait même commencé à é-
 clater pendant les réjouissances qui s'y faisaient
 à l'occasion de la naissance du Comte de *Buu-*
ren. La maison d'un des Bourguemaîtres avait
 été pillée, son épouse très-maltraitée. La po-
 pulace ne semblait désirer alors que d'obtenir
 pour le Prince d'*Orange* les mêmes avantages qui
 lui avaient été faits dans les autres Provinces,
 relativement au *Stadhouderat* héréditaire; article
 sur lequel les Etats de la Province n'avaient pu
 encore se résoudre. On les y força bientôt,
 quoiqu'il parût, à toutes les démarches qu'ils
 firent pour éluder de s'expliquer clairement,
 que ce n'était que bien malgré eux qu'ils se pré-
 taient sur ce point aux desirs des peuples. Sa-

tis-

sance de leurs Contemporains, de la postérité. Mais l'e-
 sprit de sédition les fit passer par-dessus toutes les bien-séan-
 ces; ils abusèrent dans leurs demandes de la terreur qu'ils
 avaient inspirée au Souverain; ils crurent être patriotes,
 ils ne furent que les vils instrumens de l'intérêt particulier
 de quelques individus, qui dirigeaient tous leurs mouve-
 mens sans qu'eux mêmes s'en apperçussent; & qui seuls, pres-
 que à l'exclusion du peuple qui est toujours la dupe de
 ceux qui le mènent, profitèrent des avantages arrachés par
 la sédition. Il n'est qu'un seul cas où la Révolte soit permise,
 & alors ce n'est plus révolte, c'est une défense juste &
 avouée par la nature, par Dieu même: c'est lorsque le
 Chef de la Nation, le Protecteur des Peuples & des Loix,
 lorsque le Souverain enfin s'en est déclaré l'oppresser & le
 tyran. Le peuple alors peut, il doit même oter tout, pour
 briser les fers du Despotisme.

tisfaits sur cet article, les *Groninguois* en dressèrent d'autres, & comme les *Frisons* ils trouvèrent à force d'excès & de violences le moyen de se faire craindre, & d'obtenir toutes les concessions qu'ils osèrent demander. L'enthousiasme gagna jusqu'aux Etudians même, qui crurent ne pouvoir mieux prouver leur patriotisme, qu'en contraignant les Etats à donner au Prince le titre de *Recteur Magnificentissime* de l'Université de *Groningue*. Tout semblait présager enfin le retour de la tranquillité dans la Province, lorsque l'on apprit de quels moyens s'étaient servis les *Frisons* pour forcer leurs Magistrats à abolir les Fermes. Nouveaux troubles alors de la part des *Groninguois*, qui commirent sur les maisons des Fermiers tous les excès que peuvent inspirer la haine & la vengeance. Les Etats commencèrent par abolir les Fermes dans toute la Province; après quoi ils publièrent un Edit très-sévère pour défendre le pillage des maisons. Le peuple qui s'était fait obéir, n'eut pas de peine à obéir à son tour; & le calme reparut pour quelque tems à *Groningue* & dans les *Ommelandes*.

Dans le
Pays de
Drente.

LES mêmes scènes se répétèrent, quoiqu'avec moins de violence dans les autres Provinces, & y eurent presque partout le même succès; c'est - à - dire que partout on accorda au peuple ce qu'il trouva à propos de demander. Dans le Pays de *Drente*, par exemple, le peuple consentit que pendant la demie année courante les Fermes restassent sur le pié actuel, mais il demanda que pour les six mois suivans, l'on eut à se régler conformément aux autres Provinces. — Un Edit rigoureux publié au nom de

Dans l'O-
verijssel.

de son Altesse, & quelques Compagnies de *Suisses* envoyées à tems à *Steenwyk* dans l'*Overissel*, contribuèrent beaucoup à arrêter dans cette Province les suites de l'animosité du peuple contre les Fermiers. — Dans la *Gueldre* il fut résolu, de l'avis de son Altesse, de continuer les Fermes pendant l'année courante. Ces dispositions semblèrent avoir opéré sur les peuples de ces deux Provinces; du moins l'esprit de sédition s'y contint pendant quelque tems. — A *Utrecht* la populace força le Magistrat à abolir d'abord quelques-unes des Fermes; mais bientôt elle exigea qu'elles fussent toujours généralement supprimées; elle fut satisfaite, & voulut bien rester tranquille.

LE feu de la sédition ne fit cependant nulle part d'aussi grands ravages que dans la *Hollande*. A peine y fut-on informé de ce qui s'était passé en *Frise* contre les *Maltôtiers* & leurs suppôts, que les *Hollandais* résolurent de se défaire à quelque prix que ce fut de ces odieux exacteurs. *Harlem* donna l'exemple; les excès commis dans cette Ville par la populace forcèrent le Magistrat à ordonner provisionnellement la suppression des Fermes, après avoir fait des efforts inutiles pour les conserver. Les Etats de la Province, qui étaient alors bien éloignés de penser à changer l'ancienne manière de percevoir les impôts, ordonnèrent la continuation des Fermes dans toute la Province, mandant en même tems aux Magistrats des Villes de se faire obéir, & d'opposer, s'il en était besoin, la force à la violence. Messieurs de *Harlem*, qui avaient flatté les Habitans de la suppression des Fermes, n'osèrent

publier l'Ordonnance des Etats. Ils déclarèrent même publiquement, que jamais ils ne souffriraient qu'elle fut publiée ni observée dans leur Ville, & qu'au contraire ils feraient tout leur possible pour engager le Souverain à abolir pour toujours les Fermes & les Fermiers. Les Etats de *Hollande* se tinrent si offensés de la Résolution de Messieurs de *Harlem*, qu'ils publièrent aussitôt un nouvel Edit, par lequel ils annonçaient aux peuples la ferme résolution où ils étaient de conserver & de maintenir les Fermes sur l'ancien pié. Ils annullaient comme subreptice, illégale, & violemment extorquée la déclaration du Magistrat. Ils assuraient que jamais ils ne permettraient qu'elle sortit son effet. Ils ajoutaient que si, au mépris des ordres des Etats, & au préjudice du bien public, les *Harlemois* avaient déjà retiré quelques profits de la déclaration de leur Magistrat, on les forcerait à indemniser d'une autre manière la Caisse de l'Etat des pertes qu'ils lui auraient causées. Malgré ce ton menaçant les *Harlemois* persistèrent à jouir des avantages qu'ils s'étaient procurés par la suppression des Impôts; & les Etats eux-mêmes se virent avant quatre jours obligés de changer de ton, & de se prêter au vœu universel de la Nation. Sept maisons de Maltôtiers furent pillées pendant l'émeute de *Harlem*, leurs meubles brisés, détruits, ou brûlés; leur argent, peut-être parce qu'il était le fruit de leurs odieuses extorsions, fut jeté dans la Rivière.

▲ *Leyde*. LA populace de *Leyde* ne tarda pas à imiter celle de *Harlem*; les mêmes excès y furent commis, & peut-être de plus grands encore. Le Ma-
gi-

gistrat, ne pouvant mieux faire, déclara les Fermes provisionnellement abolies. Ce n'était point assez, la Bourgeoisie elle-même exigea qu'elles fussent entièrement supprimées, & pour toujours : force fut de la satisfaire ; après quoi tout rentra dans l'ordre.

LES féditieux de *la Haye*, sans doute parce A *la Haye*; qu'ils étaient sous les yeux du Souverain même, & qu'ils avaient le Prince pour témoin des efforts qu'ils allaient faire en faveur du bien-public, poussèrent bien plus loin encore l'insolence des procédés. La maison d'un Fermier, nommé *van Spyk*, fut la première exposée à la fureur de la populace, que quelques Bourgeois armés parvinrent cependant à dissiper. Le Conseil-de-guerre de la Ville fit demander le lendemain l'avis de son Altesse sur les mesures qu'il conviendrait de prendre. Le Prince indisposé ne put admettre les Députés du Conseil-de-guerre à son audience ; mais il leur fit dire par la Princesse Royale, de mettre tout en œuvre pour arrêter la sédition, & même d'employer au besoin les troupes de la garnison. Le Magistrat fit alors publier que chacun eut à se tenir tranquille, parce qu'on avait résolu d'opposer violence à violence. Il n'en fallut pas davantage pour porter la populace à se jeter de nouveau sur la maison du malheureux Publicain ; les Bourgeois, qui y avaient été de garde pendant toute la nuit & ce jour-là, furent bientôt obligés de se dérober par la fuite à une volée de pierres que l'on faisait pleuvoir sur eux. Le Magistrat ordonna les remèdes violents ; quelques Compagnies Bourgeoises & un détachement

ment de la garnison s'avancèrent ; ils eurent ordre de faire feu sur les mutins, que les menaces, les coups même n'avaient pû forcer à s'éloigner. Un grand nombre de blessés, deux ou trois de rués suffirent pour écarter les autres. Deux jours plus tard, le 19. de Juin, les Etats firent publier l'Edit qui conservait les Fermes sur l'ancien pié. Trompée dans son attente, la populace ne garda plus de mesures, ne connut plus de frein ; le pillage recommença avec plus de fureur que jamais, sans que la Bourgeoisie, ni les Troupes réglées elles-mêmes se missent en devoir de l'arrêter. Un seul Fermier eut le bonheur d'échapper à la rage qui détruisait toutes les maisons de ses malheureux confrères. Cet homme, contre l'ordinaire des gens de sa profession, s'était concilié l'affection du peuple, qui malgré sa haine contre tout ce qui appartenait à la maltôte, se rappella heureusement que cet honnête Péager méritait d'être épargné. Un des Gardes du Corps de son Altesse convaincu de s'être mêlé aux séditieux, fut arrêté & condamné à la potence. Au reste les séditieux de *la Haye* ne se bornèrent pas, comme ailleurs, à se venger des vexations & de l'insolent orgueil des Publicains. Leur haine s'était encore choisi deux autres victimes, Messieurs *Gillis & van Wezel*, celui là Conseiller-Pensionnaire, celui-ci Avocat-Fiscal de *Hollande*. Traités par la populace de traîtres, de voleurs publics, de sang-sues de l'Etat, accusés de s'être laissés corrompre par l'argent que leur avaient prodigués les Maltôtiers, leurs maisons, leurs personnes même étaient hautement menacées de toute

toute la fureur de la populace. Les Etats se trouvèrent obligés de les prendre sous leur protection ; le Prince même prit des arrangements pour faire garder les maisons de ces deux Messieurs par les troupes de l'Etat. Précautions, qui sans doute arrêterent les effets de la vengeance, que méditait une populace aveugle & enhardie par les succès de celle qu'elle avait déjà exercée impunément.

Tous les excès, toutes les violences que venaient de commettre les mutins à *Harlem*, à *dam*. *Leyde* & à *la Haye*, n'étaient cependant rien en comparaison des fureurs qui se commirent à *Amsterdam*. Il serait aussi fastidieux qu'inutile d'entrer dans le détail des horreurs dont cette Ville immense fut le théâtre pendant plusieurs jours. Les mêmes causes produisirent les mêmes effets, avec cette différence pourtant, que dans une Ville comme *Amsterdam*, qui fourmille de gens de toute espèce, & où le peuple a le malheur de connaître toute sa force, & l'audace de l'essayer plus légèrement que partout ailleurs, ces effets dûrent être plus terribles & plus multipliés. Dès le premier jour que la sédition éclata, il en coûta la vie à trois personnes, tuées par le feu des Bourgeois armés. La fureur des autres en prit de nouvelles forces ; le pillage des maisons se fit alors avec si peu de ménagemens, que plusieurs personnes furent blessées, quelques-unes même écrasées par la chute des meubles que l'on jettait par les fenêtres. Le Magistrat fit envain publier que l'on avait communiqué aux Etats & à son Altesse le désir du peuple de voir les Fermes abolies ; envain

vain on pria les mutins d'attendre au moins avec patience quel serait le résultat des délibérations de *la Haye*, tout fut inutile. L'audace, qui voit qu'on mollit devant elle, se rit des ménagemens que la crainte inspire à ceux qui devraient la punir, & n'en devient que plus insolente. Après avoir assouvi sa rage sur plus de vingt maisons appartenant à des Fermiers, la populace, affriandée au pillage par la facilité de le commettre, se répand dans d'autres quartiers où elle menace du même sort plusieurs autres maisons, désignées d'avance pour être la proie de sa fureur. Heureusement la Bourgeoisie, qui jusqu'alors n'avait opposé qu'une faible résistance, ou qui plutôt n'en avait opposé aucune, frappée enfin du danger qui menaçait toute la Ville, s'assemble en plus grand nombre, se laisse conduire par ses Chefs, & se détermine sérieusement à arrêter l'impétuosité d'un torrent qui menaçait de tout entraîner. L'on vit alors combien une résistance bien dirigée, & des ordres donnés & suivis à propos, l'emportent sur la fureur aveugle d'une populace effrénée, qui se croit forte parce que d'abord rien ne lui fait obstacle, que tout semble plier devant elle; qui, dans l'ivresse de ses odieux succès, prend pour du courage la fougue qui l'entraîne machinalement sur les pas de ceux qui se disent & qu'elle croit les défenseurs de ses droits, & les vengeurs de sa liberté opprimée. Les *Pilleurs* allaient recommencer leurs déprédations, déjà même ils s'étaient précipités en foule dans une de ces maisons marquées sur la liste fatale qu'avaient dressée quelques-uns des principaux boute-feux....

Une

Une décharge faite à propos dissipa tout d'un coup cette bande de mutins ; la vue de trois Compagnies Bourgeoises , se disposant pour cette fois à opposer sérieusement la force à l'audace , fit perdre courage au reste des séditieux , qui se dispersent , & se dérobent du mieux qu'ils peuvent , à la peine qu'ils n'avaient que trop méritée. Un de ces malheureux , tué dans le tumulte , fut pendu par une jambe aux fourches patibulaires. Quelques-uns furent arrêtés , un Jardinier , entr'autres , & une espèce de Harangère qui , pendant tout le tems qu'avait duré la rédition , s'étaient distingués à la tête des mutins. Tous deux furent condamnés à être pendus aux fenêtres du Poids de la Ville. Sévérité nécessaire , mais dont les suites furent plus funestes que ne l'avait été la rédition elle-même. En effet , au moment de l'exécution un nouveau tumulte éclata parmi la foule des spectateurs. L'on prétend qu'ayant refusé de laisser passer quelques Bourgeois qui venaient de faire la ronde dans les différents quartiers de la Ville , ceux-ci , pour les intimider & s'ouvrir un passage , avaient fait feu. Leurs armes il est vrai , n'étant chargées qu'à poudre , n'avaient pu causer aucun mal , mais les Compagnies Bourgeoises , rangées sur le *Dam* , croyant que cette mousquetade annonçait une nouvelle attaque de la part de la populace , tirèrent à balles , blessèrent plusieurs personnes & en tuèrent quelques autres. Chacun des spectateurs voulant alors se sauver , la presse & la confusion devinrent si grandes & si générales , que plusieurs personnes furent foulées , écrasées ; la frayeur ne permettant pas

pas à d'autres de voir le danger réel auquel ils allaient s'exposer, pour éviver celui que leur imagination troublée leur présentait comme inévitable, se précipitèrent des hauteurs où la curiosité les avait fait grimper, se jettèrent ou furent poussés dans l'eau, où l'on assure qu'environ quarante personnes se noyèrent. Ce fut par cette catastrophe, qui remplit *Amsterdam* de deuil & d'effroi, que se termina l'horrible sédition qu'y avait excité l'envie de se déliyrer des vexations de la maltôte.

Mesures
prises dans
les autres
Villes de la
Hollande
pour pré-
venir la
sédition.

LES Habitans des autres Villes de la Province & ceux de la Campagne n'étaient pas moins mécontents, ni moins portés à la sédition que ceux dont nous venons de crayonner les fureurs. Dans quelques lieux même la populace en était venue aussi aux voyes de fait; mais nulle part la haine contre les Fermiers ne fut marquée par des excès aussi terribles qu'à *Harlem*, *Leyde*, la *Haye* & *Amsterdam*. Pour prévenir les troubles, ou pour en empêcher du moins les funestes effets, le Magistrat de plusieurs Villes avait pris les mesures les plus efficaces. A *Rotterdam*, par exemple, l'on se servit de deux moyens qui eurent tout l'effet qu'on avait dû s'en promettre. Dès que l'on y fut instruit que les peuples s'élevaient soulevés dans les autres Provinces, l'on fit patrouiller tous les jours la garde bourgeoise, précaution qui servit à empêcher les attroupemens du menu peuple, & par conséquent à prévenir les troubles qu'il n'était que trop disposé à exciter. Mais un moyen plus efficace encore fut celui dont se servirent les Diacres de toutes les Eglises Reformées de la Ville. Ils dé-

déclarèrent que quiconque serait convaincu d'avoir aidé à piller quelque maison, ou se serait porté à d'autres excès de cette nature, serait & resterait privé pour toujours des secours de la charité publique. Cette peine devait même s'étendre sur les pères & mères dont les enfans, quoiqu'eux-mêmes pussent n'être pas coupables, auraient, de quelque manière que ce fut, pris part au pillage. Cette menace salutaire, dictée par la prudence & par la charité même, produisit le meilleur effet, & *Rotterdam* ne vit point dans ses murs aucun de ces excès qui avilissent les peuples qui s'y abandonnent, & accusent la mollesse ou la pusillanimité des Magistrats qui négligent de les prévenir, ou qui n'osent en arrêter le cours. En effet, si la Régence des différentes Villes, où la sédition fit le plus de ravages, avait eu assez de courage pour se faire obéir; si les principaux Magistrats avaient eu assez d'intrépidité pour courir les risques d'être victimes des devoirs que leur imposait le caractère sacré de pères du peuple; si les Compagnies Bourgeoises, mieux instruites de leurs vrais intérêts, s'étaient montrées plus disposées à suivre les ordres de leurs Chefs, avaient seulement osé, dès les premiers indices du soulèvement, opposer une vigoureuse résistance à la fureur d'une poignée de gens sans nom & sans aveu, que la certitude de l'impunité enhardissait à tout oser, il n'est pas presque douteux que la sédition n'eût pu être étouffée dès sa naissance. — Elle n'eut pas lieu en *Zélande*. En *Zélande*, où la manière de percevoir les impôts fut de. conservée sur l'ancien pié. Cette Province dut

la tranquillité dont elle jouit, pendant que toutes les autres étaient exposées à toutes les indignités d'une populace insolente, aux sages précautions prises par son Altesse qui avait envoyé des ordres exprès au Lieutenant-Général *Evertsen*, d'employer au besoin les Troupes de l'Etat pour défendre les Fermiers des insultes du peuple. Pourquoi n'usa-t-on pas pour les autres Provinces, pour la *Hollande* surtout, d'une précaution aussi sage, aussi nécessaire? C'est là une question sur laquelle l'Histoire a cru devoir se faire, & qu'il ne nous appartient pas de résoudre. Il est vrai que l'on observe que, dans le tems même que les séditieux s'abandonnèrent en *Hollande* aux plus grands excès, son Altesse eut le malheur de se trouver assez indisposée, pour empêcher qu'on ne put la consulter sur les moyens d'appaïser les troubles.

Le Stad-
houder
propose
aux Etats
de *Hollan-*
de de sup-
primer en-
tièrement
les Fermes.

LE motif ou le prétexte de la sédition était la suppression des Fermes, c'était pour l'obtenir que les peuples s'étaient soulevés; & les Etats de *Hollande*, malgré les suites funestes qu'il y avait à craindre d'un soulèvement aussi général, avaient publié coup sur coup deux Edits portant, qu'ils avaient résolu de conserver les Fermes; il était même spécifié que c'était de l'aveu & par le conseil de son Altesse, que cette Résolution avait été prise. Le peuple s'était ainsi soulevé à pure perte; celui dont il avait attendu la suppression si désirée, demandée avec tant d'éclat & de violence, le Prince lui-même se déclarait dans des Edits émanés du Souverain contre le vœu général de la Nation; pouvait-elle espérer qu'il vou-

voulut après cela demander lui-même l'abolition des Fermes. Cependant le 25. de Juin, le lendemain même du jour où la sédition avait éclaté à *Amsterdam*, son Altesse, à peine un peu remise de son indisposition, se transporta à l'Assemblée des Etats de *Hollande*, qui n'avaient guères lieu de s'attendre à la proposition que le Prince venait leur faire; c'était de supprimer pour toujours les Fermes. Les motifs allégués en faveur de cette suppression ont quelque chose de trop remarquable pour en dérober la connaissance à nos Lecteurs. „ Il n'y avait rien de nouveau, disait son Altesse, dans le désir que témoignaient les peuples de ces Provinces, de voir abolir la Ferme des impositions sur les objets de consommation ordinaire; des personnes bien instruites & au fait de la chose croyaient qu'on pouvait imaginer d'autres moyens de verser dans les coffres de l'Etat les mêmes sommes, & de bien plus grandes encore, que celles que produisaient les Fermes; que ces moyens seraient sujets à moins d'inconvéniens, & grèveraient moins les peuples. Que les désirs & l'impatience de la Nation, de se voir affranchie d'un fardeau qu'elle refusait de porter plus longtems, ne s'étaient jamais montrés si évidemment qu'aujourd'hui, puisque les choses en étaient venues au point, que les raisons les plus convaincantes, employées dans la Publication des Etats du 19. du mois, n'avaient pu faire rentrer les peuples en eux-mêmes. Qu'ils s'étaient même portés à des excès dont les suites pouvaient devenir très-funestes; que cependant quelque condamna-

„ bles que fussent ces excès en eux-mêmes, il
 „ n'en était pas moins remarquable, qu'ils ne par-
 „ taient pas d'un mauvais principe; comme si
 „ les peuples n'avaient eu en vue que de se sous-
 „ traire par-là au fardeau des charges publi-
 „ ques. Le désir de contribuer de tout leur
 „ pouvoir, de sacrifier leur fortune de bon cœur
 „ au salut de la patrie, ce désir de tout tems
 „ si naturel aux braves Habitans de ces Pro-
 „ vinces, ne s'était point encore éteint dans leurs
 „ cœurs, au contraire la bonne volonté qu'ils
 „ témoignaient actuellement même à porter al-
 „ légrement une charge aussi pesante que l'était
 „ le Don gratuit, prouvait qu'ils en étaient an-
 „ més plus que jamais. En considérant cette
 „ affaire sous ce point de vue, son Altesse
 „ quoiqu'à peine rétablie d'une grosse maladie,
 „ n'avait pu tarder plus longtems à se rendre à
 „ l'Assemblée des Etats, pour les prier, de la
 „ manière la plus sérieuse, de vouloir dès le
 „ moment même abolir toutes les Fermes, &
 „ s'occuper au plutôt dans leurs délibérations
 „ des mesures à prendre pour trouver & intro-
 „ duire, au-lieu des dites Fermes, une manière
 „ de percevoir les impôts, qui fut moins odieuse
 „ & moins grévante pour le peuple. Sur quoi,
 „ son Altesse offrait aux considérations de l'as-
 „ semblée, si l'on ne pourrait pas, entr'autres,
 „ avoir recours à une sorte de capitation.”

Suppres-
 sion des
 Fermes.

LES Membres de l'Assemblée, surpris d'une
 proposition pareille, faite par son Altesse elle-
 même, se regardèrent quelque tems sans rien di-
 re. Le Prince remarqua leur embarras, & pour
 ne point les gêner dans leurs délibérations, il se

retira aussitôt. Mais le coup était porté, les délibérations furent courtes, & dès le lendemain on publia la suppression des Fermes, qui depuis plus de deux siècles avaient été en usage dans la Province. Il était plus facile d'abolir les Fermes que de les remplacer. Il s'agissait d'imaginer quelque autre moyen de verser dans les coffres de la Province *dix millions* qu'avait rendu celui dont on venait de publier la suppression. Son Altesse proposa un moyen provisionnel, qui rencontra d'abord quelques difficultés, mais qui pourtant fut ensuite approuvé & introduit après que l'on y eut fait quelques changemens. Il ne put cependant être continué que jusqu'à la fin de l'année 1749. * On fut obligé d'avoir recours à une imposition plus égale; elle fut trouvée dans la manière de lever les impôts par voye de *Collecte*; & c'est celle que l'on suit encore depuis 1750. qu'elle fut introduite. Au reste les pertes causées par le pillage en *Hollande* aux Fermiers & à leurs Suppôts furent bonifiées par les Etats, qui tirèrent pour cet effet environ trois cens mille florins de la Caisse de l'Etat. L'on avait lieu d'espérer que les peuples resteraient tranquilles; ils avaient, pour ainsi dire, forcé le Souverain à se prêter à toutes leurs volontés; quel prétexte trouver pour exciter de nouveaux troubles! Nous en verrons pourtant bientôt de plus violents encore; les changemens désirés dans la Régence des Villes ne s'étaient pas faits, &, quoiqu'il en dut courir, il fallait qu'ils se fissent. Mais avant de parler de ce qui

y

* Pour trouver les *dix millions* que les *Fermes* avaient versé

L l l l 3

1266 ABREGE DE L'HISTOIRE

y donna lieu, il faut reprendre les événemens du dehors.

Paix
d'Aix-la-
Chapelle.

TANDIS QUE la République était déchirée par ces divisions intestines, les Plénipotentiaires assemblés à *Aix-la-Chapelle*, poussaient avec succès les négociations de la paix, qui fut enfin signée le 18. d'Octobre de cette année 1748. Plusieurs causes en avaient accéléré la conclusion

versé dans les Coffres de la Province. on taxa chaque Ville de la manière suivante :

<i>Dordrecht</i> & ses dépendances payait f	511960.
<i>Harlem</i> &c.	801200.
<i>Delft</i> &c.	1492860.
<i>Leyde</i> &c.	783130.
<i>Amsterdam</i> &c.	3802790.
<i>Gouda</i> &c.	459500.
<i>Rotterdam</i> &c.	997950.
<i>Gorinchem</i> &c.	141760.
<i>La Brille</i> &c.	232290.

Pour le Quartier du Sud ou la *Hollande Méridionale* f 9223440.

<i>Alkmaar</i> & ses dépendances payait f	267100.
<i>Hoorn</i> &c.	153240.
<i>Enkhuizen</i> &c.	105060.
<i>Edam</i> &c.	53320.
<i>Monnikendam</i> &c.	68420.
<i>Medemblik</i> &c.	45460.
<i>Purmerende</i> &c.	61260.
<i>Les Iles</i>	42700.

Pour le Quartier du Nord ou la *Nord-Hollande* f 776560.

En tout f 10000000.

sion ; & il n'est pas douteux que le rétablissement du *Stadhouderat* n'y eut beaucoup contribué. Le Prince d'Orange était bien éloigné de vouloir qu'on poussât la guerre, dès que l'on vit jour à pouvoir la terminer. Il est vrai que lorsqu'il fut élevé aux grandes Charges de l'Etat, l'espoir d'une paix prochaine semblait s'être évaporé ; les négociations de *Bréda* furent rompues ; mais il est vrai aussi, que le Prince n'y eut point de part. D'ailleurs le zèle qu'il témoigna pour soutenir la cause de la République, & la confiance que les peuples avaient en son habileté & en sa prudence, produisirent le Don gratuit ; les Etats, assurés alors de pouvoir payer les subsides promis à la *Russie*, en hâtèrent la marche des troupes demandées à cette Couronne ; ce qui, autant que tout le reste, contribua à accélérer la conclusion de la paix. Elle pouvait se faire en 1747. avec plus d'avantage pour la République & ses Alliés, si les *Anglais* avaient pu s'y résoudre alors. Il fallait pour les y forcer, que les malheureuses campagnes de 1747. & de 1748. les missent dans l'impossibilité d'obtenir des *Français* à *Aix-la-Chapelle* des conditions aussi favorables que celles qui avaient déjà été accordées dans les Conférences de *Bréda*. Quoiqu'il en soit, les Etats qui portaient presque seuls tout le fardeau d'une guerre où ils n'avaient part que comme auxiliaires, satisfaits encore d'avoir été remis en possession des places conquises sur eux par les *Français*, rendirent au Ciel de solennelles actions de grâces, pour une paix, qui assurait au moins leur Commerce, leur Religion & leur Liberté.

Nouveaux
troubles en
Hollande.

Nous touchons à cette fatale époque qui vit naître dans la République, mais principalement en *Hollande*, ces divisions malheureuses, qui firent tant d'éclat dans le tems, & qui attirèrent à une partie de la nation cette haine de parti, qu'un intervalle de près de trente années n'a pu encore étouffer entièrement. Dans la proposition faite par le Prince *Stadhouder* au mois de Juin 1758. pour la suppression des Fermes, son Altesse avait demandé qu'on fit enfin cesser les plaintes des peuples sur la manière de disposer des Emplois, & qu'on reprit l'affaire de la cession du Revenu des Postes au profit de l'Etat. Ce fut de ces demandes, faites par *Guillaume IV.* dans les vues les plus légitimes, & qu'il croyait devoir être avantageuses au bien public, que se servirent certaines personnes pour exciter de nouveaux troubles dans la Ville d'*Amsterdam*, où il paraissait évidemment que l'on avait résolu d'opérer, à quelque prix que ce put être, un changement dans la Régence. Sur l'article des Emplois, *Amsterdam* n'offrait rien qui la distinguât des autres Villes; mais sur celui de la cession du produit des Postes en faveur de l'Etat, cette Ville était seule contre toutes les autres, & malgré leurs instances & celles du Prince, elle venait de déclarer qu'elle persistait dans sa première résolution, & qu'elle se reservait à perpétuité le produit des Postes. Pour prouver cependant au peuple, que la Régence n'avait pas eu son intérêt particulier en vue, mais qu'elle affectait ces revenus à l'alimentation des Pauvres, & à l'entretien des Fondations pieuses, l'on rendit aussitôt cette déclaration publique par la voye
de

de l'impression. Peut-être le public serait revenu de son erreur ; mais ceux qui voulaient qu'il doutât toujours de la sincérité des vues de ses Magistrats, travaillèrent sous main avec tout le succès possible à rendre suspectes leurs meilleures intentions. Les Ecrits séditieux furent répandus avec une sorte de fureur, malgré toutes les défenses de la Cour de *Hollande*. Des Bourgeois formèrent des assemblées clandestines, où ils délibéraient ensemble sur les moyens de se faire rendre ce qu'ils nommaient leurs anciens privilèges. Ils se choisirent des Députés, des *Orateurs*, chargés de présenter au Prince les griefs des peuples. *Daniel Raap*, devenu si fameux par la part qu'il eut à ces troubles, reparut avec ces trois articles. Bientôt sept à huit Bourgeois s'emparèrent de la grande Salle d'un des *Doeles* d'*Amsterdam*, y tinrent leurs assemblées en présence d'une foule de peuple, qui accourait de tous les quartiers de la Ville pour écouter avec une vénération stupide les harangues séditieuses de ces prétendus défenseurs de leurs droits, de leurs privilèges & de leur liberté. Eux-mêmes se croyaient tellement dignes de ces glorieux titres, surtout lorsqu'ils eurent trouvé un grand nombre de personnes qui voulurent bien signer les trois fameux articles, qu'ils dressèrent une formule de prière d'après laquelle ils prétendirent forcer les Ministres de la Religion à prier publiquement pour eux, comme Défenseurs & Restaurateurs de la Liberté. Heureusement les Ecclesiastiques, plus modérés & plus sages que n'avaient été leurs devanciers dans des tems semblables, eurent le cou-

rage de ne point avilir leur saint ministère en se prêtant aux désirs indécents des *Doelistes*, (c'est le nom qu'on leur donna du nom des *Doelers* où ils s'assembloient.) Les Députés de cette troupe de Factieux se rendaient souvent à *la Haye*, où les malheurs des tems forçaient le Prince *Stad-bouder* à les admettre à son audience, à les traiter avec ménagement & bonté. A leur retour ils ne manquaient pas de publier avec affectation la manière affable avec laquelle son Altesse les avait reçus; ce Prince, disaient-ils, qui appelait les Bourgeois d'*Amsterdam* ses enfans, avait vu avec plaisir, que les trois articles avaient été signés par un si grand nombre de personnes; il avait déclaré qu'il serait bien-aise qu'on lui présentât encore de pareilles souscriptions; cependant, ajoutait-on, son Altesse recommandait la tranquillité & la paix. Ces sortes d'intrigues ne contribuèrent pas peu à fortifier le parti des *Doelistes*, qui enfin à force de sollicitations, de requêtes, de menaces même, forcèrent le Magistrat d'*Amsterdam*, à passer les trois articles purement & simplement, en les apostillant d'un *fiat* illimité. Le même jour, 27. d'Août, les Bourguemaitres & les Membres du Conseil, ne doutant plus qu'on n'eut pris à tâche de les dégouter de l'administration, résolurent d'abdiquer, de l'agrément du Prince, à qui l'on fit part aussitôt de cette Résolution. L'on offrit en même tems les Postes de la Ville à son Altesse, qui, comme il l'avait fait de celles des autres Villes, en céda les Revenus à l'Etat.

Change-
mens dans
la Régence
d'*Amster-
dam*.

CEPENDANT à la prière des Députés de la Régence d'*Amsterdam* les Etats autorisèrent le

Prin-

Prince à rétablir la tranquillité dans la Ville, dut-il même en changer les Bourguemaîtres & le Conseil. Ce changement n'était pourtant pas si généralement désiré, que quelques Bourgeois ne se crussent obligés de dresser & de signer une Requête, par laquelle ils demandaient que la Régence actuelle fut conservée. Ils prétendaient présenter cette Requête au Prince, que l'on attendait à *Amsterdam* ; mais les *Doelistes* trouvèrent moyen d'arrêter le cours des signatures, & par conséquent de prévenir l'effet qu'auraient pu avoir des demandes si contraires aux leurs, & faites d'ailleurs avec autant de modération que de justice. Ils engagèrent environ quinze cens Maîtres de haches (Charpentiers de Vaisseaux) dont ils avaient déjà gagné la Corporation à leur parti, à se présenter devant le *Doele* le 31. du mois d'Août, sous prétexte de se faire rétablir dans leurs privilèges. Cinq ou six des plus ardens *Doelistes* se mirent à la tête de cette troupe, avec laquelle ils parcoururent une grande partie de la Ville, affectant de faire halte devant les maisons ou les auberges de ceux que l'on savait ou que l'on soupçonnait avoir signé en faveur de la Régence actuelle. Cette marche séditieuse de gens déterminés à tout, & qui quelquefois même menaçaient de tout oser, répandit l'alarme & l'épouvante dans *Amsterdam*, & acheva de dégouter le petit nombre de Bourgeois, restés fidèles à leurs Magistrats, du projet de présenter leur Requête. L'on prétend même que quelques Membres de la Régence leur firent entendre sous main, que c'était bien inutilement que leur zèle s'épuisait en efforts, & qu'il était im-

impossible d'empêcher qu'il ne se fit un changement dans la Magistrature. Quoiqu'il en soit, *Guillaume IV.* se rendit à *Amsterdam* le 2. de Septembre. *Raap.*, accompagné de quelques-uns des siens, salua & harangua ce Prince hors des portes, mais il céda l'honneur de conduire son Altesse dans la Ville à une trentaine des plus déterminés *Doelistes*, & à trois ou quatre mille de ces Charpentiers ou Maîtres de hâche, devant qui l'on portait un Etendart Orange, sur lequel on lisait ces mots, *pour Orange & la Liberté.* Il n'est pas douteux que *Guillaume* n'eût préféré une entrée moins bruyante; mais obligé, comme tout le reste, de céder au tems & à la nécessité, ce Prince semblait même flatter des gens, dont au fonds de son cœur il condamnait les procédés violents. A peine le *Stadhouder* eut été complimenté par une Députation du Magistrat, que les Députés des différents quartiers de la Ville présentèrent un mémoire très-étendu, en forme de Requête, pour demander le changement de Régence, & nommément la démission des deux Pensionnaires. * Pendant que le Prince s'occupait de cette importante affaire, les *Doelistes* pour en accélérer sans doute la conclusion, chargèrent quelques-uns des plus violents d'entre eux de se rendre aux Logis des Bour-

* L'on crut alors que celui qui avait dressé cette Requête n'insistait si fortement sur la démission des Pensionnaires, que parce qu'il se flattait de remplacer lui-même un des deux. Si telles étaient ses vues, dit *Mr. Wagesnaar*, il eut la mortification d'avoir mal fait son compte, les deux Pensionnaires furent continués dans l'exercice de leur Charge.

Bourguemaîtres , accompagnés d'une trentaine de ces Maîtres de hâche , si dévoués au parti, & à qui l'on avait eu soin d'inspirer une sorte de défiance des manières affables de son Altesse avec les Bourguemaîtres regnans. „ Sans doute, leur fit-on accroire, qu'il se tramait quelque chose au préjudice des privilèges de leur Corporation. ” Il n'en fallait pas davantage pour les porter à tout oser. Le 4. de Septembre, vers le soir, ils se transportèrent chez trois des Bourguemaîtres, le quatrième étant alors absent, & leur demandèrent avec cette liberté insolente, qui caractérise toujours l'audace d'un peuple mutiné, *pourquoi ils n'abdiquaient pas sur le champ la Régence ?* On leur répondit que la chose dépendait actuellement de son Altesse, à qui l'on s'en était remis. Cette réponse ne satisfit point les séditeux, qui exigèrent des assurances que dans deux jours le changement se ferait. Pour prévenir de plus grands maux, le Prince se prêta à toutes les volontés d'un peuple qui faisait la loi, & dès le lendemain tout fut réglé pour cette mutation si ardemment souhaitée. Les quatre Bourguemaîtres furent déposés, de même que les trente-six Senateurs formant le Conseil de la Ville. Dix-neuf de ces derniers furent aussitôt ré-élus, & pour compléter le Conseil, on nomma dix-sept autres personnes qui jamais n'avaient géré aucune Magistrature. Aucun des quatre Bourguemaîtres ne fut rétabli. La facilité avec laquelle la Bourgeoisie avait obtenu ce point important, l'enchardit bientôt à demander d'autres changemens. L'Ancien - Conseil (*Oud - Raad*) composé de
 Bour-

Bourguemaîtres & d'Echevins actuellement en charge ou hors de charge, était suspect, parce qu'il avait le droit de voter à l'élection des Bourguemaîtres. L'on demanda qu'il fut changé. Son Altesse n'y était pas autorisée. Mais l'Ancien-Conseil crut prudemment devoir consentir à la proposition qui lui fut faite de remettre son sort entre les mains du Prince, qui, ayant obtenu de nouveaux pouvoirs des Etats, fit dans ce Corps les changemens qu'il crut nécessaires pour assurer le repos & la tranquillité dans la Ville. Un autre point cependant restait encore à terminer. Les *Doelistes* demandèrent un Conseil-de-guerre qui fut libre, c'est-à-dire tellement indépendant de la Régence, qu'aucun des Membres dont il serait composé, ne put être tiré ni de l'ancienne ni de la nouvelle Magistrature. C'était suspecter les nouveaux Magistrats, c'était en quelque façon faire réjaillir sur le Prince, qui en avait fait choix, l'insulte qu'on leur faisait. Ces considérations eurent assez de force sur l'esprit de quelques *Doelistes* pour leur faire sentir l'inconséquence de cette nouvelle démarche. Ils voulurent s'y opposer; eux-mêmes furent soupçonnés de s'être laissés corrompre par les Courtisans du Prince, pour tromper le vœu de la Bourgeoisie; la division se mit parmi les factieux, & elle fut poussée si loin, que *Raap* & six autres, sur qui le soupçon était particulièrement tombés, abandonnèrent le *Doele* & les *Doelistes*, en protestant cependant de leur innocence. Les autres, devenus plus audacieux, par la défection de ceux dont ils commençaient à se défier, se rendirent si impor-

tuns

tuns *, que le Prince se vit enfin obligé de consentir à tout ce qu'ils voulurent. Le nouveau Conseil-de-guerre fut formé comme l'avait désiré la Bourgeoisie, & l'on porta si loin le scrupule dans le choix des Membres, qu'un des anciens Capitaines, grand Zélateur des trois articles de *Raap*, & conséquemment partisan & ami des *Doelijes*, ne put conserver son poste, uniquement parce que le Prince avait conféré au Père de cet Officier une Charge de Conseiller ou de Sénateur dans la nouvelle Régence. Son Altesse, quoique bien malgré elle, approuva & ratifia l'élection des nouveaux Officiers; mais en même tems elle fit publier un Edit par lequel Elle déclarait que, quelque peu satisfaite qu'Elle dut être de la manière indécente dont l'on s'était comporté dans cette affaire, Elle voulait bien l'oublier pour cette fois, de même que tous les autres desordres & excès qui s'étaient commis. Que cependant Elle attendait aussi, que désormais chacun se tiendrait tranquille, & se comporterait en Citoyen soumis à ses Magistrats; & que ceux qui avaient été Députés de leurs Quartiers se regarderaient comme dispensés dès ce moment & pour toujours de pareilles Commissions.

LE

* Ils eurent l'insolence de se transporter en grand nombre, la nuit du 9. au 10. de Septembre, à l'Hôtel où était logé le Prince, d'entrer dans l'appartement où il reposait; & de l'éveiller pour lui représenter, „ qu'il se-
 „ rait impossible de calmer le peuple, si on ne lui don-
 „ nait un Conseil-de-guerre libre & indépendant; que
 „ pour l'obtenir ils menaçaient de se porter aux plus
 „ grands excès, & qu'afin de prévenir de nouveaux des-
 „ astres, il fallait que son Altesse se prêtât à leurs vues.”

Effets que
produisit
le change-
ment de
Régence.

Le Prince avait rempli la Commission dont l'avaient chargé les Etats. Le 15. de Septembre il reprit la route de *la Haye*. Le nommé *Gimmig*, un des principaux *Doelistes*, prit congé de son Altesse au nom des Députés de la Bourgeoisie, par une harangue qu'il fit imprimer depuis, & au titre de laquelle il nommait le Prince *Guillaume le Grand*. * Il fut reconduit à quel-
que

* *Guillaume IV.* par ses vertus sociales, par ses talens pour l'administration, par ses vues patriotiques qui le portèrent à tout tenter pour rendre la République heureuse & florissante, en relevant son Commerce, en rétablissant sa marine; *Guillaume IV.* qui fut toujours l'homme du peuple, qui n'employa le grand crédit que lui donnaient ses Charges & ses Dignités que pour procurer le bien de l'Etat, qui fut le Protecteur des sciences & des arts, qui enfin à toutes les qualités brillantes qui caractérisent les bons Princes, joignit toutes les vertus de l'homme & du Citoyen; . . . *Guillaume IV.* était sans doute digne du titre de *Grand*, que la flatterie prodigue si gratuitement à des Princes qui jamais ne firent rien pour le mériter. Mais était-ce à une troupe de séditeux, aux chefs d'une faction insolente, de décerner à *Guillaume* un honneur, qui cesse de l'être, quand c'est l'adulation, quand c'est l'esprit de parti qui le décerne? *Guillaume* put ambitionner le nom de *grand*, comme il ambitionnait celui de *bon*, de *juste*, de *bien-faisant*; mais sûrement *Guillaume* fut assez *grand* pour dédaigner un titre donné par des gens qu'il méprisait. La Postérité, qui n'embrasse aucun parti, qui n'épouse aucune querelle; la postérité qui juge les hommes d'après leurs actions, qui prononce sans haine comme sans intérêt, sans crainte comme sans espoir, sur le mérite réel des Princes, a bien dédommagé *Guillaume IV.* de l'insulte faite à sa gloire par les *Doelistes*. Sur la connaissance de ce qu'il fut, de ce qu'il aurait pu être, si les circonstances ne lui avaient pas manqué, s'il n'avait pas été enlevé trop tôt à l'Etat dont il voulut être le père, elle lui a accordé tous les titres dont elle honore les vrais héros, les bienfaiteurs de l'humanité.

que distance d'*Amsterdam* par une grande partie des Députés de la Bourgeoisie , & par quatre ou cinq cens des Maîtres Charpentiers. Peu à peu l'on vit renaître la tranquillité dans *Amsterdam* ; le peuple même , revenu de l'esprit de vertige qui l'avait égaré , rendit son estime aux Magistrats dont il avait demandé la déposition avec tant de fureur. Les *Doelistses* au contraire tombèrent dans un si grand mépris , & devinrent même si odieux , que *Raap* , étant mort au mois de Janvier de l'année 1754. la populace s'attroupa , brisa son cercueil , & empêcha que le cadavre ne fut inhumé d'une manière décente ; la Régence , pour prévenir un nouveau tumulte , fut obligée de le faire transporter à minuit à l'Eglise sur un traîneau. * Cependant c'était

* Le fameux *Jean Rouffet* avait , par ses Ecrits séditieux , contribué plus que personne à la fermentation générale ; ce fut par lui aussi , que les *Doelistses* se virent bientôt l'objet de la haine publique. On a vu plus haut que le Prince d'*Orange* l'avait honoré du titre de son Historiographe. Cet emploi pouvait être regardé comme la récompense du zèle que *Rouffet* avait témoigné pour les intérêts du Prince , avant qu'il fut élevé au *Stadhouderat*. Mais son Altesse était trop équitable pour continuer à être le protecteur d'un homme , dont l'esprit remuant & inquiet soufflait ou attisait le feu de la sédition. *Rouffet* avait eu trop de part aux derniers troubles d'*Amsterdam* pour espérer d'en dérober la complicité aux yeux d'un Prince aussi éclairé que juste. Au commencement du mois de Juin de l'année 1749. Son Altesse lui fit ôter l'Acte par lequel il avait été nommé à la Charge d'Historiographe. Dès qu'il ne fut plus considéré comme *Pensionné* du *Stadhouder* , on ne garda plus aucun ménagement avec cet homme dangereux. Il venait de publier un nouvel Ecrit rempli de réflexions odieuses contre certaines Puissances , nommément contre la *France* (ce pourrait bien être ses

c'était au zèle infatigable avec lequel il s'était porté en faveur des trois Articles, que lui-même avait dressés, que le peuple d'*Amsterdam* dut plusieurs changemens considérables qui se firent alors dans les Corps de Métier. L'ancienne Régence avait été forcée d'avouer & d'approuver ces trois articles; les nouveaux Magistrats furent de même obligés de nommer de nouveaux Sindics, de renouveler plusieurs anciens privilèges, & d'en accorder même de nouveaux. Mais le peuple qui était satisfait, ne vit plus dans *Raap* le prétendu défenseur de ses droits & de ses privilèges; à ses yeux deffillés il ne fut plus que le Chef d'une bande de fanatiques séditieux.

LES mêmes causes produisirent les mêmes effets dans toutes les autres Villes de la Province. La Populace s'y souleva, la Bourgeoisie s'y choisit comme à *Amsterdam* des espèces de Représentans; ceux-ci élurent des Orateurs chargés de porter la parole au Magistrat, au Prince; de faire ratifier tous les articles qu'ils trouvèrent à pro-

Remarques sur l'histoire du *Stadbouderat* de l'Abbé *Rainal*, qu'il publia en 1749.) son livre fut défendu; lui-même décrété d'ajournement personnel; on défendit en même tems d'imprimer quelques autres de ses ouvrages sans en avoir obtenu une permission expresse. Enfin *Roussset* ne se déroba aux poursuites de la justice, qui s'était transportée chez lui, qu'en se retirant sur le territoire d'une autre Province. La disgrâce de *Roussset* ruina tout le parti *Doeliste*, qui ne put échapper à la haine & au mépris qu'il n'avait que trop mérité. Aujourd'hui même encore le nom de *Doeliste* est une injure à *Amsterdam*, comme dans la plupart les autres Villes de la *Hollande* c'en est une de passer pour un *Acht-en-veertiger* (gens de l'année 48.)

propos de présenter. Le Lecteur ne s'attend pas que nous entrions dans le détail de toutes les extravagances, de tous les excès qui se commirent dans chaque Ville, où l'on voulait que la Magistrature fut changée. Ce serait assez inutilement répéter un tableau qui n'offrirait toujours que les mêmes objets. *Dordrecht* fut la seule Ville de la *Sud - Hollande* où il ne se fit point de changemens, parce qu'ils y furent jugés inutiles. En *Nord - Hollande* la Ville de *Médenblik* fut aussi la seule qui déclara n'avoir point besoin de changement; cependant le Prince fut d'un avis différent, desorte qu'elle fut traitée comme les autres. — Les autres Provinces suivirent l'exemple que venait de leur donner la *Hollande*; le *Stadhouder* fut autorisé à y faire les mêmes changemens; il n'y eut que les Villes de *Zélande* qui conservèrent leur Magistrature, comme elles avaient conservé leurs Fermes. Au reste toutes ces dépositions, ou plutôt toutes ces démissions forcées, se firent partout, sans l'honneur & la réputation des Magistrats déposés. L'on termina aussi partout cette grande affaire par la publication d'un pardon général.

Ce fut ainsi que se terminèrent, ou plutôt que cessèrent pour quelque tems, les troubles qui s'étaient élevés dans la République, & qui pendant près de deux ans avaient été fomentés par les sourdes pratiques d'un petit nombre de ces personnes, pour qui l'intérêt de l'Etat n'est rien si leur intérêt particulier n'y trouve son compte. Les moyens que l'on se vit forcé d'employer pour rendre la tranquillité aux Provinces, & les Peuples à eux-mêmes, ne contribuèrent pas peu à

augmenter la puissance & le crédit de *Guillaume IV.* surtout dans les Provinces de *Gueldre*, de *Frise* & de *Groningue*, où jusqu'alors son autorité avait été assez bornée. Jamais aucun de ses Prédécesseurs ne s'était vû revêtu d'un pouvoir aussi étendu dans la République. Jamais autant de titres & de dignités n'y avaient été accumulés sur une même tête. *Stadhouder*, Capitaine & Amiral - Général Héritaire des sept Provinces, il le fut également de tous les Pays de la Généralité, les Etats - Généraux lui ayant conféré ces mêmes titres pour le *Brabant - Hollandais*, la *Flandre* & le *Haut - Quartier de Gueldre*. La Compagnie des *Indes - Orientales* le choisit aussi pour son Directeur & Gouverneur - Général, dignité qu'aucun *Stadhouder* avant lui n'avait possédée. Au reste ce n'était pas un vain titre que lui accordaient les Directeurs. *Guillaume*, devenu Chef de cette Société respectable, partagea, ou plutôt réunit en lui seul tous les pouvoirs de la direction. „ Il eut & trans-
 „ mit à ses successeurs le droit de présider toutes les assemblées de la Compagnie, soit en
 „ personne, soit par ses Représentans; il pouvait y faire toutes les propositions qu'il jugeait
 „ convenables au bien-être de la Compagnie;
 „ &, comme les Directeurs eux-mêmes, il avait voix active & passive dans toutes les délibérations. C'était à lui à faire observer tous les
 „ Réglemens de la Compagnie, dont il devait
 „ maintenir les droits, les octrois & les privilèges, de même qu'il était obligé d'en éloigner tous les abus. Il nommait aux Places de
 „ Directeurs, de même qu'à toutes les grandes
 „ Char-

„ Charges de la Compagnie, d'après une présen-
 „ tation de trois personnes ou davantage ; dans
 „ le cas où les Chambres respectives de la Com-
 „ pagnie ne pourraient terminer les différends
 „ qui s'élevaient entre elles , le Prince avait
 „ le droit de prononcer définitivement. Après
 „ en avoir communiqué avec les Directeurs &
 „ les principaux Intéressés , il réglait toute la
 „ partie économique de la Compagnie , dirigeait
 „ toutes les affaires des *Indes* , & principalement
 „ celles qui avaient pour objet la fortification &
 „ la défense des Places fortes de la Compagnie.
 „ Il pouvait convoquer les principaux Intéres-
 „ sés , & faire rapporter leurs Propositions à la
 „ Chambre des Dix-Sept , lorsqu'elles avaient
 „ passé à la pluralité des voix. Enfin les Di-
 „ recteurs & Principaux Intéressés se réservaient
 „ la liberté de faire au *Stadbouder* , par une dé-
 „ claration ultérieure & sous la ratification de
 „ Leurs Hautes Puissances , toutes les conces-
 „ sions qui ne lui avaient point été faites par
 „ les présentes , ou sur lesquelles ils ne s'étaient
 „ pas clairement expliqués. * ” La Compagnie
 des *Indes-Occidentales* ne tarda pas à revêtir *Guil-*
laume des mêmes titres , & à lui accorder les mê-
 mes pouvoirs dans son Corps , desorte qu'il réu-
 nit en sa personne toutes les dignités , tous les
 honneurs , toutes les Charges éminentes de l'E-
 tat.

A

[* L'Histoire observe à la gloire du Prince d'Orange
 qu'il eut la générosité de refuser les émolumens attachés
 à la charge de Directeur-Général de la Compagnie.

Réduction
dans les
troupes de
la Républi-
que.

1742.

Mr. Gillis
se démet
de la Char-
ge de Con-
seiller-
Pension-
naire. —
M. Stein
lui succé-
de.

A PEINE la paix avait été signée, que les Etats-Généraux pensèrent à diminuer le nombre de leurs troupes. Ils commencèrent par les *Waardgelders*, au nombre d'environ 4000. qui furent licenciés avant la fin de l'année 1748. Au commencement de l'année 1749. ils firent une grande réduction dans la Cavalerie & l'Infanterie; deux Régimens furent entièrement licenciés; & au mois de Septembre suivant l'on résolut de faire une réduction plus considérable encore; desorte que la liste militaire se trouva déchargée d'environ treize mille hommes. —

Le Conseiller-Pensionnaire Gillis, qui, malgré la révolution arrivée dans le Gouvernement, avait jusqu'ici conservé son emploi, se déterminant enfin à donner sa démission, ce qu'il fit au mois de Mai de cette année. On lui donna pour successeur Monsieur *Pierre Stein*, Bourguemaître de *Harlem*. L'on observe, que dans son Instruction, dressée de l'aveu & avec l'approbation de son Altesse, il était chargé de veiller au maintien de la forme actuelle du Gouvernement, & nommément à celui de la Résolution du 16. de Novembre 1747. concernant le *Stadbouderat* héréditaire. Il lui était en même tems enjoint de faire part aux Etats & au Prince de tout ce qu'il apprendrait être tramé contre la dite Résolution; & enfin de communiquer toutes les affaires d'Etat à son Altesse.

Nouveaux
troubles
dans quel-
ques Villes
de la *Hol-*
lande.

Les troubles que l'on venait d'appaiser en *Hollande* ne tardèrent pas à éclater de nouveau avec autant de violence que jamais. L'on se préparait vers la fin de l'année 1749. à introduire la nouvelle forme de percevoir les impôts sous

sous le nom de *Collecte*. Quelques Villes osèrent s'y opposer ; *Harlem* surtout poussa la résistance si loin, qu'elle fit présenter une Requête au Prince par huit Députés, pour le prier de supprimer la *Collecte*, & de se charger lui-même de la *Surintendance des Finances* de la Ville. L'on fut obligé pour réduire les Habitans à l'obéissance, d'y envoyer des Troupes ; elles eurent assez de peine à rétablir la tranquillité dans la Ville, où même elles ne purent entrer qu'en forçant une des portes. Mais après avoir couché deux ou trois personnes par terre, elles parvinrent enfin à se faire craindre & à faire respecter les ordres du Souverain. — A *Amsterdam* & à *Rotterdam* les marchands de vin, mécontents de ce que la perception de l'impôt sur les vins ne se faisait plus comme auparavant, voulurent en vain en 1750. être dispensés du serment, auquel ils étaient tenus par l'introduction de la *Collecte*. L'on vit le moment que tout allait encore être en confusion dans ces deux Villes. Les sages précautions du Magistrat d'*Amsterdam* prévinrent heureusement les troubles qui menaçaient encore cette grande Ville ; & les marchands de vin consentirent enfin à prêter le serment. Ceux de *Rotterdam* persistèrent encore quelque tems dans leur refus ; un seul obéit ; la populace excitée sous main par ses confrères, se jeta sur sa maison, dont elle brisa toutes les vitres, de là elle se précipita dans ses Celliers, où elle fit tous les dégâts que put lui inspirer le désir d'une vengeance, puissamment excitée par l'avidité brutale de se gorger de vin. Deux Compagnies Bourgeoises empêchèrent heureuse-

1750.

ment le pillage de la maison, & les autres excès que cette populace, échauffée par le vin, menaçait de commettre, après avoir détruit tout ce qu'elle avait trouvé dans les Celliers du marchand de vin. La Ville cependant le dédommagea après des pertes qu'il avait faites dans ce tumulte, & qui furent évaluées à environ 8240 florins. Les *Rotterdamois* cédèrent enfin & prêtèrent le serment exigé par l'Erat. Ce fut ainsi qu'au milieu des troubles les plus violents, & malgré les murmures des peuples, l'on parvint peu-à-peu à établir & à fixer la levée des impôts par voye de *Collecte*. Il en coûta d'abord bien des peines, l'on eut bien des obstacles à lever, mais le peuple convaincu enfin de l'inutilité de ses plaintes & de ses menaces, s'accoutuma à la *Collecte*, comme il s'était accoutumé auparavant aux Fermes.

Mouve-
mens fédi-
tieux dans
quelques
petites Vil-
les, Bourgs
& Villages.
CEPENDANT ce n'était pas uniquement dans les grandes Villes que l'esprit de mutinerie & de sédition avait éclaté. La Bourgeoisie des Villes qui n'ont point le droit de séance à l'assemblée des Etats, les Habitans du Plat-Pays même se plaignaient des vexations de leurs Magistrats, demandaient la réforme de plusieurs abus, & , pour parvenir à leur but, employaient les mêmes moyens dont on s'était servi avec tant de succès dans les grandes Villes. Le Prince, qui ne trouva pas les plaintes de ces brouillons aussi bien fondées qu'ils le prétendaient eux-mêmes, ou qui peut-être n'en craignait pas des effets aussi funestes que ceux que l'on avait eu tant de peine à prévenir ou à empêcher, ne témoigna que du mépris & de l'indignation pour leurs demandes aussi séditionnelles qu'extravagantes.

Il voulut bien cependant leur recommander de se tenir tranquilles, & de mieux respecter à l'avenir le caractère & les ordres de leurs Magistrats. Cette réponse, à laquelle les complaignants sans doute ne s'étaient point attendus, suffit pour faire rentrer dans leur devoir les Habitans de *Huisduinen*, du *Helder* & de *Zaandam* *, qui avaient cru que, pour obtenir tout ce qu'ils oseraient demander, il ne s'agissait que d'imiter l'audace dont les mutins des grandes Villes de la Province leur avaient donné l'exemple. — A *Oudewater*, petite Ville de la *Hollande*, le mécontentement des Habitans contre la Magistrature fut excité & fomenté par les gens d'Eglise. Quelques Membres de la Régence avaient eu la condescendance d'accorder, pour une seule fois, au Ministre *Luthérien* de *Woerden*, petite Ville voisine, la permission de se servir de l'Eglise des *Réformés* pour y prêcher & distribuer la Cène à quelques soldats *Luthériens* en garnison à *Oudewater*. Les Zélateurs de l'*Orthodoxie* avaient jetté les hauts cris; un des Ministres *Réformés* avait fait tout exprès un Sermon, pour prouver à ses Auditeurs l'indécence d'une pareille permission; selon lui la chaire de vérité avait été souillée; les Magistrats, qui par leur tolérance avaient occasionné le sacrilège, étaient dépeints comme Réfractaires aux Ordonnances du Souverain. Depuis quatre ans la division regnait dans la Magistrature, dans le Consistoire, parmi la Bourgeoisie; le mal même s'était

* *Huisduinen* & le *Helder* sont des Iles de la *Zuiderzee*; *Zaandam* est un Village de la *Nord-Hollande* de l'autre côté de l'*Y* à l'opposite d'*Amsterdam*.

s'était aigri par les ordres modérés des Etats, donnés en faveur de ceux qui avaient toléré le prêche des *Luthériens* ; ordres auxquels l'on ne s'était soumis qu'avec la dernière répugnance. Les troubles qui venaient d'agiter toute la Province, & qui n'étaient pas encore entièrement apaisés en 1750. parurent aux *Anti-Luthériens* une occasion trop favorable pour ne pas la saisir. Ils s'adressèrent au *Stadhouder* pour demander un changement dans la Régence. Il se fit par des Commissaires de son Altesse ; mais de façon cependant, que le parti, qui avait été pour accorder aux *Luthériens* la liberté de culte, ayant insensiblement pris le dessus, la tranquillité se rétablit dans la Ville, dès que la concorde se fut remise entre les Membres de la Magistrature & ceux du Consistoire. — *Oudewater* ne fut pas le seul endroit où les querelles excitées par les Ecclésiastiques causèrent quelque dérangement. *Steenwyk*, petite Ville de l'*Overissel*, offrait depuis cinq ans un exemple terrible des maux que fait naître l'esprit de parti, surtout lorsque c'est le zèle de l'Eglise qui l'anime. Les troubles qui en 1748. s'élevèrent dans la *Frise* & les Provinces voisines, furent pour les Habitans de *Steenwyk* le signal de la sédition. La nomination d'un certain Ecclésiastique au Ministère, improuvée par le Magistrat, soutenue avec opiniâtreté par le Consistoire, avait divisé toute la Ville. Les Etats de la Province avaient en vain approuvé les procédés de la Régence ; le Consistoire, soutenu par la *Classe*, s'était peu soucié de respecter les ordres de son Souverain. La Bourgeoisie, toujours aveuglément zélée pour ce

ce qu'elle croit le parti de l'Eglise ; nomma des Commissaires qui s'adressèrent au Prince. Elle fit plus ; quelques Habitans , sous prétexte de paraître sous les armes pour honorer le Prince , si par hazard il passait par *Steenwyk* , formèrent entre eux , sans en avoir obtenu la permission du Magistrat , une Compagnie , sous le nom de *Compagnie Franche d'Orange*. La plupart de ceux que l'on avait Députés au Prince , & qui étaient les plus ardens défenseurs des prétendus droits du Consistoire , furent nommés aux différentes Charges de cette nouvelle Compagnie. La Magistrature , suspectant avec raison les vuës de ces Bourgeois Miliciens , leva de son côté une autre Compagnie , dont un des Bourguemaîtres fut le Chef. La haine de parti eut alors beau jeu. Tout annonçait une petite guerre civile dans la Ville de *Steenwyk*. Cependant , quoique l'on n'en vint pas réellement à des hostilités déclarées , les choses furent poussées au point , que les Bourgeois de la Compagnie d'*Orange* ne purent jamais obtenir de monter la garde à la Maison-de-Ville , conjointement avec ceux de l'autre Compagnie. La haine fut même portée si loin entre les deux Factions , qu'un nommé *Fledderus* , qui s'était distingué dès le commencement des troubles par un zèle peu décent pour le parti du Consistoire , qui avait été nommé l'un des Commissaires de la Bourgeoisie auprès du Prince , & qui enfin avait été fait Major de la Compagnie d'*Orange* , fut attaqué un soir , maltraité & mis en fuite par quelques personnes de la Garde Bourgeoise , qui firent même feu sur lui & ceux qui l'accompagnaient , & blessèrent
sa

sa fille & quelques autres personnes. *Fledderus* & *Tuttel*, un autre des Commissaires, se rendirent aussitôt à *la Haye*, pour se plaindre au Prince de l'insulte qui leur avait été faite. Le *Stadhouder*, qui n'avait répondu à leur première Requête, qu'en les remettant à un autre tems, renvoya la seconde à la Régence de *Steenwyk*, pour rapport lui en être fait ensuite. Les deux Commissaires furent à peine de retour que *Fledderus* fut arrêté. Sa femme s'adressa au Prince, alors en *Frise*, pour obtenir l'élargissement de son mari. Sa Requête fut renvoyée aux Etats d'*Overissel*. Ce fut la perte de *Fledderus*; le Prince, d'après le rapport des Etats, ayant répondu à sa femme, qu'il ne pouvait admettre sa Requête, & qu'il laissait au juge ordinaire la décision de son affaire. La Régence de *Steenwyk*, se croyant alors sûre de l'approbation du *Stadhouder*, ne garda plus de mesures avec *Fledderus*. Il fut transféré des prisons ordinaires dans un noir cachot; deux jours après il fut condamné à la potence, & exécuté le 24. d'Avril de l'année 1749. La Régence débarrassée de *Fledderus* & de quelques autres de son parti, qu'elle avait fait également arrêter, & qui étaient encore dans les fers, procéda aussitôt à l'élection d'un Ministre, & n'eut pas de peine à faire choisir le sujet qu'elle avait désigné, & que le Consistoire avait toujours opiniâtrément refusé d'admettre. L'exécution précipitée de l'infortuné *Fledderus*, victime de la vengeance bien plus que de la justice, n'annonçait pas un sort plus favorable aux autres accusés. Leurs parens se hâtèrent de s'adresser au Prince, qui ordonna de

de suspendre les procédures contre les prisonniers, & de permettre à ceux qui étaient fugitifs de rentrer librement dans la Ville. Son Altesse nomma quelques mois après des Commissaires pour prendre connaissance de cette affaire. Elle ne tourna pas à l'honneur de la Magistrature. Elle fut entièrement changée; tous les prisonniers & autres accusés fugitifs furent élargis ou rappelés, rétablis en leur honneur & réputation, & déchargés de toute accusation. *Fledderus* lui-même ne fut point excepté; sa mémoire fut réhabilitée; son cadavre, enterré près de la potence, fut exhumé. Non-seulement on lui accorda les honneurs d'une sépulture décente & honnête; toute la nouvelle Magistrature, tous les Ministres, une grande partie des Habitans, portant tous les couleurs de la maison d'*Orange*, honorèrent le convoi funébre de leur présence. Enfin peu après, quelques zélateurs enthousiastes de l'honneur de *Fledderus* abbatirent & brulèrent la potence qui avait servi à son supplice. — *Steenwyk* fut la dernière Ville de toutes les *Provinces-Unies*, où la Régence fut changée hors de tems sous le *Stadhouderat* de *Guillaume IV.* qui par son autorité y termina les longues querelles, occasionnées d'abord par les prétentions du Clergé, mais auxquelles le malheur des tems ajouta bientôt tous les maux que causait dans toute la République le désir aussi immodéré que général d'opérer un changement dans la Magistrature, devenue odieuse parce qu'on voulait qu'elle le fut. Les peuples enfin satisfaits, lorsque son Altesse eut remis les choses sur le même pié qu'elles l'avaient été

sous

sous le *Stadhouderat* de *Guillaume III.* cessèrent de remuer dès qu'ils n'eurent plus rien à désirer. Ainsi peu-à-peu la Paix se rétablit dans la République.

Troubles
dans l'Eglise.

Tout annonçait le plus grand calme dans toute l'étendue de la République; l'ordre y reparaissait enfin, & les Etats en paix avec leurs voisins, ne s'occupaient plus que des moyens d'assurer cette paix à toute l'Europe. Le traité de *Hanovre* entre le Roi d'Angleterre, les Etats & l'Electeur de *Bavière*; celui de *Dresde* entre le Roi de *Pologne*, Electeur de *Saxe*, & les Etats *, en donnant de nouveaux alliés à la République.

* Dans le Traité de *Dresde*, dressé en Français, l'on s'était servi des termes de *République de Hollande*, pour désigner la *République des Provinces-Unies*. Ce furent les Etats de *Zélande*, dit *Mr. Wagenaar*, qui s'aperçurent les premiers de cette expression impropre. Il eut été imprudent de la passer; aussi eut-on soin d'y substituer le titre plus vrai de *République des Provinces-Unies des Pays-Bas*. Au reste l'on peut remarquer en passant, qu'il n'est guères d'Ecrivains étrangers, de Français surtout, qui ne commettent cette bévue. D'où vient cette singularité? Ne serait-ce pas parce que la *Hollande* est regardée comme la première des sept Provinces, par son étendue, son opulence, son Commerce, ses forces? parce que dans les contributions aux Charges publiques, elle en porte elle-seule plus de la moitié? parce que c'est dans cette Province qu'est le siège du Corps représentatif de l'Union; que le *Stadhouder* y fait sa résidence; qu'elle a presque toujours le crédit de conserver la prépondérance dans toutes les délibérations? Ou serait-ce peut-être parce qu'en parlant des peuples des *Pays-Bas* unis, la difficulté de rendre l'expression *Hollandaise* (de *Nederlanders*) a fait imaginer de ne nommer que les habitans de la principale des sept Provinces; quoiqu'elle ne soit que la seconde en rang? Quoi-qu'il en soit, l'usage en a fait une espèce de loi pour ce qui est

publique, la rassuraient contre les infractions que quelque Puissance voisine aurait tenté de faire aux conditions de la paix récemment jurée. Ce fut par les mêmes motifs que les Etats s'empres-
 sèrent de renouveler & de cultiver l'ancienne amitié entre la *France* & la République, en faisant partir pour la Cour de *Versailles* Monsieur de *Lestevenon*, Seigneur de *Berkenrode*, décoré du titre d'Ambassadeur ordinaire. Mais tandis que le Gouvernement jouissait du fruit de ses soins & de ses peines, tandis que par la sagesse & l'activité du *Stadhouder* le bon ordre regnait dans toutes les parties du Corps politique, l'Eglise était menacée d'un danger d'autant plus à craindre, que la ferveur d'une dévotion, dégénérée en fanatisme, semblait en être la source. De tout tems il y a eu dans toutes les Religions des gens assez faibles & assez crédules, pour s'imaginer que le vrai moyen de plaire à la Divinité & d'appaîser sa colère, consiste à lui faire le sacrifice de sa raison & de toutes les facultés intellectuelles qui distinguent l'homme du reste des êtres créés. Ils ont cru que pour mieux témoigner au Créateur combien ils l'honorent, il fallait défigurer le plus beau de ses ouvrages. De là cet enthousiasme fanatique, cette

est de le dénomination des peuples, que l'on ne pourrait rendre que par une périphrase, dont la répétition continuelle serait choquante, le terme générique de *Flamands* ne pouvant être employé depuis que les sept Peuples Confédérés se sont séparés des dix autres Provinces. Mais quand on parle de tout le corps de l'Union, la vérité & la décence doivent l'emporter sur l'usage, d'autant plus que l'expression est facile & reçue dans tous les actes publics,

cette dévotion puérile, criminelle peut-être, qui a peuplé la terre de *Bonzes*, de *Faquirs*, de *Derwiches*, de *Galenders*, de *Moines* & de *Recluses* de toutes les couleurs. De là ces Pénitences affreuses qui font frémir la nature qui les abhorre; de là enfin tous ces fous atrabilaires dont l'imagination exaltée ne voit dans la Religion que des motifs de crainte & de terreur, & dans le Dieu qu'ils adorent, qu'un tyran farouche & capricieux, dont le bras est toujours armé du glaive de la vengeance. Jamais, il est vrai, aucune religion ne fut plus fertile en pieuses extravagances, que celle qui pendant tant de siècles asservit tout le Monde *Chrétien* au joug accablant de son despotisme Religieux. En effet la superstition énerve l'ame, en relâche tous les ressorts, & lui fait perdre cette élasticité naturelle & sublime qui seule l'élève à la connaissance & à l'amour du vrai. La Religion n'est plus pour le superstitieux ce doux lien, cette alliance intime, qui unit l'homme à l'Etre suprême; pour lui c'est une chaîne accablante, dont il augmente encore le poids, & qu'il traîne en tremblant aux pieds du maître qu'il redoute, parce qu'il ne peut comprendre qu'il ne veut qu'être aimé. Le culte qu'il lui rend est surchargé de formules, de rites, de cérémonies, de grimaces, de simagrées, de toutes les extravagances enfin que lui suggère la crainte servile. De toutes les Religions, sorties du sein du *Christianisme* primitif, la Religion *Protestante* est sans doute la plus simple, la plus raisonnable, la plus dégagée de tous ces dehors imposants qui sont étrangers à l'esprit du *Chris-*

fanatisme. Cependant les préjugés de la superstition n'ont pû être si entièrement déracinés, qu'on n'en ait vû de tems en tems s'élever quelques-uns au sein même de la plus pure Réforme. L'Histoire de ces Provinces nous a fourni plus d'un exemple de ces inconséquences de l'esprit humain, qui firent si long-tems la honte des Nations même les plus éclairées. Mais était-ce au milieu du dix-huitième siècle, chez des peuples connus par la pureté, par la simplicité de leur culte, qu'il fallait s'attendre à voir naître ces scènes aussi ridicules que révoltantes, dans lesquelles le fanatisme & l'hypocrisie jouent toujours les principaux rôles ? La France venait d'avoir ses *Convulsionnaires* ; la République eut aussi les siens. Ce fut dans le *Veluwe* qu'éclata vers l'Automne de 1749. cette maladie de l'esprit, devenue bientôt épidémique. L'Eglise de *Nieuwkerk* était desservie par un jeune Ministre, nommé *Gérard Kuipers*, à de grands talens pour la chaire, ce Prédicateur joignait, dit-on, une dévotion fervente & un zèle ardent pour les fonctions de son Ministère. Ses Sermons, ses Cathéchismes opérèrent bientôt une sorte de prodige, dont l'explication embarrassait quelque tems les personnes les plus sensées & les plus éclairées. Plusieurs de ses Auditeurs étaient saisis à la fois d'un accès de dévotion toute particulière. On les voyait tout d'un coup fondre en larmes, se tortre les mains, jeter des cris, des hurlemens épouvantables, se frapper le visage & la poitrine. Souvent ils détestaient leurs péchés à haute voix, abjuraient le Diable, & imploraient à grands cris la miséricorde du Sau-

veur. Quelques-uns étaient ou semblaient attaqués des plus violentes convulsions, tombaient en syncope, & perdaient tellement connaissance que l'on était obligé de les transporter hors de l'Eglise. Revenus de leur défaillance ils entonnaient & chantaient des Pseaumes avec beaucoup de ferveur & une grande effusion de larmes. Mais tandis qu'ils cédaient avec tant d'éclat à l'impulsion de l'esprit qui les agitait, le reste de l'Auditoire était étrangement distrait de son attention. *Kuipers*, & quelques autres, au sortir de l'Eglise, tenaient dans leurs maisons de ces exercices de piété, connus en France sous le nom de *Conférences*; ces assemblées se prolongeaient souvent bien avant dans la nuit, & de même que le service public, produisaient les mêmes transports, les mêmes mouvemens convulsifs. Il était naturel que l'on en recherchât la cause, & il ne l'était pas moins que les sentimens ne se rencontraient pas. Plusieurs, & *Kuipers* lui-même, ne virent d'abord dans ces pieuses folies que l'opération de la Grace; d'autres, moins dupes de l'apparence, ne croyaient pas qu'il fallut attribuer ces mouvemens extraordinaires à une cause surnaturelle. D'un côté la tournure des Sermons du Ministre, de l'autre la trop grande sensibilité de quelques auditeurs, opéraient tout le miracle; l'exemple était contagieux, & se communiquait facilement à d'autres, nommément à de jeunes femmes, & à des enfans de huit à dix ans. Quelques-uns enfin jugeant de la cause par l'effet qu'elle produisait, pensaient que des commotions si violentes qui troublaient & arrêtaient l'exercice du culte public, étaient

moins

moins l'ouvrage de Dieu que du Démon. Des Ecrits furent publiés de part & d'autre ; & comme il est d'usage dans ces sortes de matières, le sarcasme, la satire, les injures vinrent à l'appui des preuves & du raisonnement. Cependant les *Convulsionnaires* de *Nieuwkerk* avaient fait des Prosélytes. Plusieurs Villages du *Veluwe*, tout l'Evêché d'*Utrecht* & le *Gooiland* furent bientôt remplis de Dévots à convulsions. Dans quelques lieux, les Ministres avaient de cet étrange événement une idée aussi relevée que *Kuipers* lui-même ; & ce fut là aussi que le merveilleux se soutint le plus longtems, & qu'il fut porté à l'excès. Partout au contraire où les Ecclesiastiques étaient assez sages pour condamner tout ce qui tendait à troubler le service Divin, les convulsions ne firent pas fortune, bientôt même elles y cessèrent d'elles-mêmes. D'ailleurs on ne tarda pas à s'appercevoir que, si quelques-uns de ces Dévots étaient de bonne foi & réellement affectés, le plus grand nombre pourtant opérait lui-même le prodige. Des gens de la lie du peuple, hommes, femmes, filles, garçons, jusqu'à des enfans même, voyant l'espèce de vénération que certaines personnes avaient pour les *Convulsionnaires*, voulurent mettre à profit la crédule sensibilité de ces bonnes ames. Ils eurent l'art de se procurer des convulsions, & de contrefaire si bien toutes les pieuses grimaces qu'ils voyaient faire, que d'abord l'on fut la dupe de cette infâme fourberie. Le désir de passer pour gens à faveurs célestes, l'envie de se faire remarquer comme quelque chose de merveilleux, & plus que tout cela encore,

la paresse & la fainéantise opérèrent toutes ces nouvelles conversions aussi subites qu'elles étaient fausses & sacrilèges. En effet il était bien plus commode de puiser dans la bourse des dupes, d'animer leur charité en excitant leur compassion, que de se procurer une subsistance honnête par un travail assidu, mais quelquefois pénible. Ces scènes indécentes furent jouées avec tant d'impudence, que l'on vit plus d'un de ces prétendus pénitens donner dans les Eglises, dans les Conférences, les marques les moins équivoques en apparence de conversion & de piété; tandis qu'au sortir de ces saints exercices ils se livraient sans scrupule, comme sans remords & sans honte, à tous les excès de la crapule & de la débauche. Quelques-uns peut-être étaient sincères, du moins il y en eut qui donnèrent des preuves constantes & soutenues d'une véritable conversion; mais c'était le petit nombre; bientôt on ne put plus méconnaître l'esprit qui avait inspiré les autres. Peu-à-peu l'admiration fit place au mépris, & ceux qui d'abord avaient été les plus empressés & les plus ardents à soutenir & à défendre la vérité du prodige, ne virent plus dans tous ces prétendus *Régénérés* *,
que

* De tous les Hypocrites qui deshonnorent la Religion, il n'y en a point de plus dangereux que ceux que l'on connaît en *Hollande* sous le nom de *Régénérés* (*Wedergeboeren*). Ils sont dans la Religion Reformée ce que les *Molinistes*, les *Quiétistes* étaient parmi les Catholiques. Ces gens qui vous marqueront l'heure, le moment, la minute, que le Saint-Esprit est entré dans leurs coeurs, que la grace y a pénétré; qui osent vous dire qu'ils sont du petit nombre des Elus, qu'ils sont impeccables; s'abandonnent à bon compte à tous

que ce qu'ils étaient réellement ; une troupe de fanatiques dupes du délire de leur imagination, & dignes peut-être de pitié ; ou des fourbes hypocrites contre qui la Religion & les Loix devaient armer le bras de la justice. Ce fut en effet le parti que l'on prit en plusieurs endroits, & nommément dans la *Sud-Hollande*. Messieurs de *Dordrecht* publièrent un Edit très-sévère, par lequel il était défendu à tous & un chacun, étrangers ou autres, d'étaler dans l'Eglise les faveurs peu édifiantes de ces prétendues *Convulsions*

les vices, se souillent de tous les crimes, & réprouvent hardiment tous ceux qui comme eux ne font pas grimacer la piété. Sous le masque de la dévotion la plus fervente ces pieux fourbes se permettent contre leur prochain toutes les injustices, disons toutes les horreurs qu'ils peuvent commettre impunément. Sous le beau prétexte que la terre appartient au Seigneur, & qu'il en a donné l'héritage à ses enfants, ils ne rougissent point de dépouiller la Veuve & l'Orphelin, de faire du commerce un brigandage, & de tous les actes de la vie autant de pièges, tendus à quiconque est assez crédule pour être dupe de leur dévotion grimacière. Une simplicité affectée dans le vêtement, la tête toujours panchée d'un côté, l'œil fixé vers le Ciel, le parler trainant & méthodiquement entrecoupé de longs soupirs, la haine & la vengeance dans l'ame, l'envie dans les yeux, le fiel de la médisance dans la bouche, le poignard de la calomnie dans la main, à tous ces signes reconnaissez les Hypocrites qui ont l'orgueilleuse humilité de se dire *Régénérés*. *Maris*, qui aimez vos femmes ; *Mères*, qui veillez à l'innocence de vos filles ; *jeunes gens*, qui ignorez encore combien le siècle & les hommes sont pervers, gardez-vous de vous fier à la mine douceâtre de ces loups déguisés en agneaux ; tout en priant Dieu, ils porteront le deshonneur dans vos maisons, la désolation dans vos cœurs. C'est d'eux ou de leurs semblables, que le Poëte a dit, ou à dû dire, *Foenun habet in cornu, longe fuge*.

sions spirituelles, qui ne se déclaraient que par des cris, des hurlemens, des contorsions, par toutes les grimaces en un mot propres à détourner l'attention des fidèles, à effrayer les âmes simples, à scandaliser l'Eglise, & à rendre la Religion ridicule. Ces précautions du Magistrat de *Dordrecht* ne furent pas infructueuses; la crainte y fit bientôt cesser l'épidémie; dans d'autres Villes même la simple présence du Baillif (*Schout*) & de ses Suppôts fut assez efficace, pour faire disparaître jusqu'aux moindres symptômes du mal, avant même qu'il se fut fait sentir. Ce fut par ce remède aussi simple que sûr, & qui aurait dû être appliqué plutôt, que l'on se vit enfin délivré en *Hollande*, & dans les autres Provinces, du danger qui menaçait l'Eglise & peut-être l'Etat lui-même, de ne plus renfermer dans son sein que des fanatiques ou des fripons. * Le récit de ces pieuses folies nous a peut-

* Personne n'ignore l'histoire des *Convulsionnaires* de France. Le bienheureux Monsieur *Paris*, quoique mort *Janséniste*, était devenu Saint à miracles. Il s'en opérait sur son tombeau de toutes les façons. Cependant ils étaient un peu différens de ceux que faisaient autrefois les *Elies* & les *Elizées*. Ces bons Prophètes & tous ceux qui comme eux furent doués du don des miracles, invoquaient le nom de l'Eternel, & le miracle s'opérait aussitôt. Mais sur le tombeau de Mr. *Paris* les choses n'allaient pas si vite. Les Paralytiques & les Boiteux (car il ne fut guères le Patron que de ces sortes d'infirmes,) se traînaient, ou se faisaient porter au cimetière des *Innocents* à *Paris*, où reposaient les restes inanimés de l'homme de Dieu. Là les malades invoquaient le nom du nouveau Saint & n'étaient point guéris; mais le paralytique croyait sentir un commencement de chaleur & de vie dans la partie affligée; le Boiteux s'imaginait sa jambe impotente moins ra-

cour-

peut - être arrêté un peu trop longtems ; nous revenons à des évènements plus dignes de la majesté de l'histoire.

LE

courcie qu'auparavant ; aujourd'hui elle s'allongeait d'une ligne, au bout de la neuvaine d'une autre ligne, quelquefois même de tout un pouce, suivant que l'estropié avait plus ou moins de foi. La guérison miraculeuse, comme l'on voit, était lente ; la réputation du Saint en souffrait ; les *Jésuites* étaient intéressés à décréditer des prodiges qui ne s'opéraient pas par quelque membre défunt de leur sainte Société ; ils crièrent à l'imposture ; tous les gens sensés du Royaume étaient indignés d'une farce qui procurait aux libertins de nouvelles armes contre la Religion, ils s'élevèrent avec force contre ceux qui avaient l'impudence de la jouer. C'en était fait de l'honneur du *Jansenisme*, si le bon Mr. *Pâris* n'avait regardé en pitié des gens qui ne souffraient que pour sa cause, qui n'étaient turlupinés que pour avoir voulu faire un saint qui ne dut pas sa sainteté au Pape, qui seul a le droit d'en faire. Pour confondre les *Jésuites*, convaincre les incrédules, & montrer aux prétendus sages, que leur sagesse n'était que folie, Mr. *Pâris* voulut bien qu'il s'opérât sur son tombeau des miracles *ex tempore*. L'on vit aussitôt des gens à béquilles venir à sa tombe sacrée marmoter leurs prières & leurs vœux, se relever sains & dispos, jeter leurs potences loin d'eux, sauter, danser, & gambader en glorifiant le nom de Dieu & de son Saint. Dès que l'on crut que des gens qui s'étaient dit estropiés & infirmes, avaient obtenu la guérison de leurs maux, la foule des estropiés s'accrut à vue d'œil, les miracles devinrent fréquents ; le cimetière des *Innocents* ne put plus contenir le nombre des gambadeurs ; l'on crut alors très-prudemment que la force du spécifique n'était pas circonscrite autour du tombeau de Mr. *Pâris*, & qu'il exaucerait partout ceux qui l'invoqueraient avec foi. De nouveaux miracles alors s'opérèrent à huis clos, dans des maisons, dans des galetas, dans des greniers, en présence de gens non suspects de *Jésuitisme* ou de *Molinisme*. Ce fut là que l'on osa guérir toutes sortes de maladies. Ce fut là que l'on se perfectionna dans l'art des *Convulsions*, que l'on venait ensuite étaler

LE Prince *Stadhouder*, quoiqu'encore dans la vigueur de l'âge, sentait de jour en jour s'affaiblir sa santé. Il s'intéressait trop au bien-être de

avec éclat au cimetière des *Innocents*, théâtre réservé dès-lors pour les grands coups, pour les miracles que l'on osait faire *sub dio*. Les *Convulsions* devinrent de plus en plus à la mode; la moitié de *Paris* fut *Convulsionnaire*; la contagion allait gagner le reste de la *France*, lorsque la Cour & le Parlement s'interposèrent pour ordonner à Mr. *Pâris* de ne plus faire de miracles. A toutes les mesures prises jusqu'alors par le Gouvernement contre la manie des convulsions, l'on avait opposé des nuées de témoins, des Procès Verbaux en due forme, qui constataient que par l'intercession du bienheureux Mr. *Pâris* tel ou telle avait été guéri de tels & tels maux, au bout de tel & tel tems. Le moyen de s'inscrire en faux contre des Dépofitions dûement légalisées? Le Roi le trouva ce moyen. Il défendit sous les peines les plus sévères de donner davantage au public la farce des miracles convulsifs, & pour s'assurer de l'obéissance il ordonna de faire murer le cimetière des *Innocents*. A peine les ordres du Monarque eurent été exécutés, qu'un Railleur afficha ces deux vers à la porte condamnée du cimetière,

*De par le Roi, défense à Dieu
De plus habiter en ce lieu.*

En effet Dieu n'y parut plus, c'est-à-dire, qu'il ne s'y fit plus de ces guérisons prétendues miraculeuses, que Dieu, à ce que disaient les Dévots *Jansénistes*, avait bien voulu accorder à l'intercession de son bienheureux favori.

Quelques actes de sévérité contre certains zélateurs outrés de l'honneur de saint *Pâris*, intimidèrent les autres; le ridicule, le sarcasme, la satire achevèrent le reste; & bientôt les nouveaux miracles furent si décriés, que les *Convulsionnaires* n'osèrent plus se montrer. Le même remède opéra la même cure sur les fanatiques de la *Hollande*, où l'on vit aussi cesser les convulsions, dès que la Magistrature & la Justice s'ennuyèrent de voir jouer cette ridicule pantomime.

de l'Etat, pour ne pas penser à lui laisser une personne, capable de le remplacer à la tête des forces de la République, si la mort venait l'enlever avant que le Prince son fils fût en âge de les commander lui-même. Le Prince *Louis de Brunswick-Wolfenbittel*, recommandable par sa naissance, & par l'honneur qu'il avait d'être parent de la Princesse Royale, fut celui sur lequel *Guillaume IV.* jetta les yeux, pour le recommander aux Etats-Généraux. Il fut fait Veld-maréchal des troupes de l'Union, avec vingt-quatre mille florins d'appointemens. Peu après la même recommandation fit désigner ce Prince pour commander l'armée des Etats avec le titre de Généralissime, après la mort du *Stadhouder*, charge pour laquelle on lui accorda quarante mille florins d'appointemens. Son Altesse elle-même fit présent d'un Régiment au Prince de *Wolfenbittel*, digne de tous ces avantages par la réputation qu'il s'était faite dans la dernière guerre, où il s'était distingué en qualité de Veld-Maréchal au service de l'Empereur.

LES soins du Gouvernement avaient empêché jusqu'ici le *Stadhouder* de s'occuper de ses propres affaires. Il avait été rétabli dans le Marquisat de *Veere* & de *Flessingue*, mais il n'avait pu trouver encore le moment de s'y faire installer en personne. L'ordre qui regnait actuellement dans les différentes parties de l'administration publique, le calme dont jouissaient toutes les Provinces, le lui procurèrent. Il partit pour la *Zélande* au mois de Mai de l'année 1751. Après avoir pris séance à l'Assemblée des Etats de la Province, son Altesse se rendit à *Veere*,
 N n n n 5 où

Installation
 du Prince
 d'Orange
 comme
 Marquis de
Veere & de
Flessingue.

où la cérémonie de l'inauguration se fit le 1. de Juin. La Magistrature en corps alla au devant du Prince, à qui elle présenta les Clefs de la Ville. Arrivé à l'Hôtel-de-Ville, son Altesse prêta serment comme Marquis, après quoi la Régence, les Officiers de la Bourgeoisie, & les Corps de Métiers rendirent hommage, & jurèrent fidélité à leur nouveau Seigneur. La Fête fut terminée par des réjouissances publiques, des illuminations, & toutes les marques de la plus vive allégresse. Quatre jours après le Prince fut reçu & installé à *Flessingue* avec les mêmes cérémonies. Des Médailles d'or & d'argent, frappées pour perpétuer la mémoire de cet heureux événement, furent distribuées aux principaux de ces deux Villes, & répandues parmi le peuple. Elles représentaient *Ulysse*, qui après avoir erré longtems hors de sa patrie revenait à *Itaque* auprès de son Fils & de son Ami, avec ces mots dans l'exergue: VETEREM DOMINUM VIDE-TIS ULYSSEM, & au bas, SUUM CUIQUE. Sur le Revers, l'Hôtel-de-Ville, d'où le Prince répandait parmi le peuple assemblé quantité de Médailles. Ces mots pour Legende, AGNOSCO STUDIUM MENTEMQUE MEORUM, & ces autres mots, FIDES CIVIUM VERÆ ET VLISSINGÆ. Le Prince s'étant encore arrêté quelque tems en *Zélande*, pour régler les affaires de la Régence, & la manière de nommer aux emplois, revint à *la Haye* où l'attendaient de nouveaux soins d'une importance plus générale.

DE's l'année 1749. *Guillaume IV.* informé par les Manufacturiers en Soye d'*Amsterdam*, de l'état de dépérissement où se trouvaient ces for-

Proposi-
tion du
Prince
Stadhouder
en faveur
des Manu-
factures &c.

tes

tes de Manufactures , avait fait aux Etats de *Hollande* une proposition, tendant à relever toutes les Manufactures en général , & celles de Soye en particulier. Entr'autres preuves du zèle qui l'animait pour la prospérité l'Etat , le Prince déclarait qu'il était résolu de n'employer à son usage & à celui de toutes les personnes de sa Cour , que des étoffes de soye , de laine & de toute autre matière , fabriquées dans l'intérieur de la République. Il ne doutait pas , ajoutait-il , que les Membres du Gouvernement ne suivissent son exemple , qui de même serait bientôt imité par toutes les classes des Citoyens. L'on publia dès - lors quelques Edits relatifs à cet objet , mais les ménagemens à garder avec des Puissances Alliées de la République empêchèrent les Etats de donner à leurs défenses toute l'étendue , qui seule pouvait en rendre l'exécution avantageuse aux Manufactures. Le Prince ne s'était pas borné à ce seul objet. Il avait chargé les plus habiles Négocians de l'informer de l'état actuel du Commerce de la République. A son retour de *Zélande* ils lui remirent un mémoire très - détaillé , dans lequel ils démontraient par les preuves les plus claires , combien le Commerce était tombé , quelles étaient les causes de cette décadence , & enfin les moyens de le rétablir , & de l'étendre même plus qu'il ne l'avait jamais été. Les bornes de cet abrégé ne nous permettent pas d'entrer dans le détail de ces différentes causes , & de ces différents moyens , présentés avec autant de force que de précision & de vérité. L'établissement d'un *Porto - Franco* limité , & le libre *Transit* des marchan-

chandises, étaient entr'autres représentés comme les moyens les plus sûrs de rendre au Commerce son ancienne splendeur. Son Altesse goûta fort le Projet contenu dans le mémoire des Négocians; il le remit aux Etats de *Hollande*, à qui il le recommanda très-sérieusement. Cependant les oppositions qu'y apportèrent les Collèges de l'Amirauté, trop intéressés à se conserver les gros revenus qu'ils tiraient des droits multipliés d'entrée & de sortie, empêchèrent les Etats d'en venir à aucune résolution; mais ce qui contribua le plus à reculer la conclusion de cette importante affaire, qui depuis n'a jamais été reprise avec succès, ce fut la mort du *Stadhouder*, qui plus que personne s'intéressait à la réussite d'un projet qu'il pouvait regarder comme son ouvrage. Mais ce Prince n'était déjà plus lorsque les Collèges de l'Amirauté publièrent leurs doutes, leurs observations & leurs craintes sur la Proposition de son Altesse.

Mort de
Guillaume
me IV.

DEPUIS la maladie dont le Prince d'*Orange* avait été attaqué en l'année 1748. ses forces ne s'étaient point parfaitement rétablies. Cette faiblesse parut augmenter pendant l'Eté de 1751. ce qui engagea les Médecins à lui ordonner les bains. Peu de jours après avoir fait aux Etats de *Hollande* la proposition dont nous venons de parler, son Altesse se rendit à *Aix-la-Chapelle*, où elle prit les eaux pendant environ quatre semaines. Le peu de soulagement qu'Elle en reçut, l'engagea à hâter son retour à *la Haye*. A peine il y avait huit jours que le Prince était à *Oranje-Zaal* *

que

* Maison de Plaisance des Princes d'*Orange* dans le Bois de *la Haye*.

que la fièvre le prit. La maladie ne parut pas d'abord dangereuse, & même le Mercredi 20. d'Octobre, on ne douta plus que le malade n'en rechappât, tout semblant annoncer une crise favorable & une convalescence prochaine. Mais la nuit du jeudi au vendredi tous les symptômes empirèrent tout-à-coup, & les forces diminuèrent si sensiblement, que le vendredi 22. d'Octobre entre deux & trois heures du matin, le Prince expira doucement dans les bras du Baron de *Groveftins*, son premier Ecuyer, à l'âge d'un peu plus de quarante ans.

LES Etats de *Hollande*, assemblés alors, nom-
mèrent le même jour une Députation, compo-
sée de 20 Membres & du Pensionnaire *Stein*,
chargés de faire les complimens d'usage à la
Princesse-Douairière, & de faire prêter serment
à son *Altesse Royale*, comme Gouvernante & Tu-
trice du Jeune Prince Mineur, GUILLAUME V.
Prince d'Orange & de Nassau & *Stadhouder Hé-*
réditaire de Hollande. Cette cérémonie se fit
dans l'après-midi même, en conséquence des ar-
rangemens pris dès l'année 1747. pour la suc-
cession au *Stadhouderat*, sans que l'on crut né-
cessaire de demander ou d'attendre de nouveaux
ordres du Conseil des Villes, comme il était
d'usage autrefois. Les Etats-Généraux s'ac-
quittèrent deux heures plus tard des mêmes de-
voirs; & les Etats particuliers des autres Pro-
vinces & du Pays de *Drente*, dès qu'ils furent
informés de la mort du *Stadhouder*. Le Corps
de *Guillaume IV.* après avoir été exposé pendant
plusieurs jours sur un lit de parade, fut trans-
porté à *Delft*, où il fut inhumé avec beaucoup
de

La Prin-
cesse d'Or-
ange prête
serment
aux Etats
comme
Gouver-
nante &
Tutrice du
Jeune
Stadhouder
Héritai-
re.

de pompe, & aux dépens de l'Etat, dans l'Eglise - Neuve, sépulture ordinaire des Princes d'*Orange*. * Les obsèques furent magnifiques, & dignes des éminentes dignités dont avait été revêtu le Prince, & de l'amour & de la vénération des Peuples pour sa mémoire. Dans les différentes Universités de la République, dans les Eglises Réformées, & même dans celles de quelques autres Communions, l'on prononça l'Oraison funèbre de *Guillaume IV.* dont les vertus civiles, sociales & chrétiennes offrirent à l'éloquence des Orateurs un champ assez vaste, pour n'être pas obligés d'avoir recours à ces ornemens étrangers, à ces fleurs artificielles, dont l'adulation pare indifféremment le tombeau de ces *Grands*, qui n'ont été au dessus du reste des hom-

* *Guillaume IV.* fut mis dans un caveau tout neuf, construit à quelque distance de celui où reposent les Princes d'*Orange* ses Prédécesseurs. Nous n'avons pas cru devoir nous arrêter aux particularités du Convoi funèbre; qui se fit le 4. du mois de Février de l'année 1752. & dont les fraix montèrent à 68000 Florins. (†) Nous remarquerons simplement que le Conseil-d'Etat ne parut point à cette Cérémonie, parce qu'il prétendait avoir le pas après les Etats-Généraux & sur les Etats de *Hollande*, à quoi ceux-ci, comme Souverain de la Province, ne voulurent jamais consentir.

(†) Nous avons suivi Mr. *Wagenaar* qui fait monter les fraix des funérailles à 68000 Florins; ses deux Abréviateurs au contraire n'en mettent que 28000. La différence est grande sans doute, mais nous avons cru l'Historien mieux instruit du fait que ses Rédacteurs; au reste l'erreur, de quelque côté qu'elle soit, est assez peu intéressante.

hommes, que par le hazard de leur naissance & l'orgueil de leurs vains titres.

TEL ne fut pas *Guillaume IV.* qui ne vit dans l'avantage d'être né d'un sang illustre qu'un motif de plus pour se respecter en méritant par ses vertus l'estime & le respect des hommes; & qui dans les titres dont il fut décoré, n'envisagea que l'honneur pénible, mais sublime, d'être le premier sujet de l'Etat & l'esclave des devoirs qu'il avait juré de remplir. C'est à l'Orateur à faire l'éloge des grands hommes, à orner avec une simplicité sublime les différents traits du Héros dont il entreprend de faire le portrait. L'Historien esquisse simplement le tableau; il n'emprunte aucun de ces ornemens que prodigue souvent le pinceau de l'Eloquence: il compte, sans exagération, comme sans déguisement, les vertus & les vices; trop heureux quand le nombre de ceux-ci ne l'emporte pas sur la somme de celles-là! Dans le Portrait que nous allons faire de *Guillaume IV.* nous aurons l'avantage de pouvoir dire *tout ce qu'il fut*, sans être obligé de dire *ce qu'il aurait dû être*. Nous pourrions l'achever d'un seul trait; *GUILLAUME IV. FUT HONNETE HOMME ET BON PRINCE!* Ce court éloge suffirait sans doute; mais le Lecteur pourrait nous savoir mauvais gré de lui avoir dérobé des traits plus marqués. Les voici tels que nous les fournit le judicieux & véridique *Wagenaar*. „ *Guillaume IV.* avait l'air „ noble, affable & majestueux. Ses yeux bleus „ & bien fendus étaient vifs & brillants; il „ avait les cheveux longs & bruns. Pendant „ sa jeunesse il s'était appliqué avec fruit à l'étude des langues & d'autres sciences utiles.

„ Il

Portrait
de *Guil-*
laume IV.

„ Il parlait avec facilité le *Latin*, le *Français*,
 „ l'*Anglais* & l'*Allemand*. Il était assez versé
 „ dans les Mathématiques. L'histoire, qui est
 „ la science des Princes, avait fait de bonne-
 „ heure une principale partie de ses études ; il
 „ possédait surtout celle de sa Patrie, il y re-
 „ marquait les défauts comme les vertus de ses
 „ Prédécesseurs, afin de s'accoutumer à éviter
 „ ceux - là & à imiter celles - ci. Ami des
 „ Sciences & des Arts, il traitait avec estime,
 „ avec une sorte de respect même, ceux qui
 „ excellaient dans quelque Science, il les ques-
 „ tionnait souvent sur ce qu'il croyait digne de
 „ son attention. Il avait une mémoire si forte
 „ & si heureuse, que l'on a souvent observé
 „ qu'il répondait sur le champ, avec facilité &
 „ méthode, & article par article, aux haran-
 „ gues qui lui avaient été faites en différentes
 „ circonstances ; souvent même, suivant l'occa-
 „ sion, il s'en acquittait avec une affabilité,
 „ une popularité qui lui gagnaient les cœurs.
 „ Il ne paraît pas avoir eu ce goût de la guer-
 „ re, qui fut celui de plusieurs de ses Prédé-
 „ cesseurs, mais qui ne fut pas toujours égale-
 „ ment salutaire à l'Erat. Il est vrai qu'après
 „ son élévation au *Stadhouderat* en 1747. il n'y
 „ eut ni siège ni bataille, où il pût donner des
 „ preuves de son courage & de sa bravoure, les
 „ Préliminaires de la Paix ayant été signés,
 „ presque au moment qu'il partait pour se ren-
 „ dre à l'armée. Aucun de ses Prédécesseurs
 „ n'avait eu dans la République une autorité
 „ aussi étendue que celle qu'on lui confia ; l'on
 „ croit cependant qu'il n'eut dépendu que de lui
 „ „ d'en

„ d'en étendre encore les bornes. Pour parve-
 „ nir aux fins qu'il se proposait, il préférait gé-
 „ néralement la douceur à la violence & à la
 „ sévérité. Il était plus ou moins prompt, quel-
 „ quefois même il l'était jusqu'à l'emportement;
 „ mais sa colère ne durait guères; souvent même
 „ il ne rougissait pas d'employer les manières les
 „ plus obligeantes pour ramener à lui ceux qui
 „ avaient éprouvé les effets de son ressentiment.
 „ Il soutenait avec zèle les intérêts de la Reli-
 „ gion Reformée; mais, suivant la sage politi-
 „ que adoptée dans l'Etat, ce zèle était modé-
 „ ré, & il tolérait sans peine les différentes
 „ Communions. Souvent même il avança des
 „ *Rémontrans* & des *Anabaptistes* à des charges
 „ honorables, dont la gestion n'exigeait pas que,
 „ suivant les Loix de la République, l'on fit
 „ profession de la Religion Reformée. La mag-
 „ nificence de sa Cour ne le céda à aucune de
 „ celles de la maison d'*Orange*. Il était sensi-
 „ ble, compatissant & généreux; aussi à mesu-
 „ re qu'il voyait s'augmenter ses revenus, il
 „ répandait ses dons avec plus de libéralité &
 „ de profusion. Toujours occupé du désir si
 „ louable de corriger, de reformer ce qui lui
 „ semblait défectueux dans l'Etat, il écouta
 „ quelquefois avec trop de facilité, dit-on, des
 „ personnes qui lui présentaient des plans réla-
 „ tifs à cet objet, mais qui souvent aussi étaient
 „ plus propres à avancer certains intérêts parti-
 „ culiers, qu'à procurer un avantage général.
 „ Ennemi de tout ce qui tendait à la corrup-
 „ tion & au relâchement des mœurs, il portait
 „ cependant une gaieté décente dans les com-

„ pagnies , lui-même en bannissait toute con-
 „ trainte en excitant les autres , par ses maniè-
 „ res affables & engageantes, à se livrer à une
 „ joye innocente. Bon Mari , bon Père , la
 „ Princesse Royale, son Epouse, pleura un Epoux
 „ tendre & fidèle; le jeune *Guillaume*, son suc-
 „ cesseur, & la Princesse *Caroline* eurent à regret-
 „ ter le meilleur & le plus affectionné des Pères.
 „ Placé au timon des affaires dans un tems de
 „ troubles & de confusion, il eut, pendant le peu
 „ d'années qu'il gouverna, occasion de déployer
 „ tous ses talens pour l'administration; la Ré-
 „ publique perdit en lui un Chef aussi digne
 „ que capable de la rétablir dans sa première
 „ splendeur. La guerre ruineuse dans laquelle
 „ il trouva l'Etat engagé; les troubles dome-
 „ stiques, la confusion, les changemens qui
 „ augmentèrent dans toutes les Provinces dès
 „ que les Puissances belligérantes eurent posé
 „ les armes, lui causèrent des peines & des soins
 „ inconcevables; travaux qui devaient être d'au-
 „ tant plus à charge à ce Prince, qu'il avait
 „ déclaré; *qu'il ne connaissait rien qui put da-
 „ vantage flatter l'ambition d'un mortel, que de
 „ pouvoir se croire l'objet de l'amour & de l'esti-
 „ me d'un Peuple libre.* Aussi, au milieu des
 „ troubles qui déchiraient le sein de la Répu-
 „ blique, il ne pensa qu'à mériter & à conser-
 „ ver cette estime & cet amour. Il fallait pour
 „ cet effet dresser, présenter différentes propo-
 „ sitions, en presser l'exécution; *Guillaume* le
 „ fit; mais tous ces soins, toutes ces peines,
 „ celles surtout qu'il se donna pour faire agréer
 „ le plus important de ces projets, celui qui
 „ de-

„ devait rétablir le Commerce, jointes aux soins
 „ ordinaires, aux devoirs que lui imposait l'ad-
 „ ministration, causèrent à ce Prince des tra-
 „ vaux trop au-dessus de ses forces affaiblies,
 „ sous lesquelles aussi il fut enfin obligé de suc-
 „ comber. ” Mais si en mourant *Guillaume IV.*
 laissa imparfait l'ouvrage qu'il avait si glorieuse-
 ment commencé, il laissa aussi à son successeur
 le plus beau des exemples à suivre, le véritable
 amour de la Patrie, qui immole tout au
 désir de faire le bonheur des Peuples.

CHAPITRE XX.

*Comménçant à la Régence de la Princesse
 Royale en 1751. & finissant en
 1767. au Mariage de GUIL-
 LAUME V. avec la Prin-
 cesse de Prusse.*

L'HISTOIRE des *Provinces-Unies* n'offre
 plus guères que des évènements domesti-
 ques, auxquels les Puissances ne prirent presque
 plus aucune part. Cette espèce de stérilité au
 reste fait l'éloge de la sagesse du Souverain &
 de ceux qui étaient au timon des affaires. Au
 milieu des troubles qui ne tardèrent pas à agiter
 l'Europe, ils furent jouir des douceurs de la paix,
 en conservant une neutralité nécessaire au réta-
 blissement de leur commerce, & d'autant plus

indispensable, que la minorité de leur *Stadhouder* ne leur permettait pas de s'attirer sur les bras une nouvelle guerre, à laquelle ils n'étaient aucunement intéressés. Cependant les faits qui nous restent à rapporter, ne sont pas si indifférens qu'ils ne méritent l'attention d'un Lecteur judicieux; c'est en quelque sorte l'histoire des paisibles jours de la République que nous allons écrire.

Prérogatives accordées à Guillaume V.

A PEINE Guillaume IV. était mort, que le *Ridderschap* & les Nobles de la Province de *Hollande* élurent le jeune *Stadhouder*, Président de leur Assemblée. Les Etats-Généraux lui déférèrent aussi plusieurs titres & prérogatives, qui augmentaient considérablement le crédit & la puissance qu'il avait dans la République. Il fut fait Capitaine-Général Héritaire du *Brabant-Hollandais*, de la *Flandre*, du Haut-Quartier de *Gueldres*, des trois Pays d'*Outremeuse* &c. Ils lui cédèrent le droit d'accorder des lettres de remission, de pardon & de grace dans le ressort & la Jurisdiction des Conseils de *Brabant*, de *Flandres*, du Comté de *Vroenhooft*; de la Ville de *Mastricht*, & de la Cour du Haut-Quartier de *Gueldres*; de même que celui de faire les changemens annuels dans la Régence de *Bois-le-Duc*. La Princesse Gouvernante, mère du jeune Prince, jouit de tous ces droits pendant la minorité. — Comblé d'honneurs dans la République, adoré des peuples, & nommé de la Bourgeoisie de *la Haye*, à la tête de laquelle, conduit par le Baron de *Grovestins*, il avait paru le 9. Mai de l'année 1752. le sponton à la main, avec l'écharpe & le haussecol, le jeune Prince

Il est créé Chevalier de la Jarrettière.

1752.

re-

reçut d'une Cour étrangère un témoignage bien distingué de l'estime que l'on y faisait de la personne, & dont l'on augurait d'avance qu'il se rendrait un jour digne. Le Roi d'*Angleterre* voulut qu'il fut décoré des marques de l'Ordre de la Jarretière. La cérémonie s'en fit avec beaucoup d'éclat le 8. de Juin, en présence d'une députation des Etats - Généraux, & de la Princesse Gouvernante. Après que le Chevalier *Yorck*, Envoyé d'*Angleterre*, eut passé le Cordon de l'Ordre au jeune *Stadhouder*, qui dans un âge si tendre mérita l'admiration des spectateurs par l'air de modestie & de dignité avec lequel il se conduisit pendant toute la cérémonie, son Altesse Royale, son auguste Mère, remit à Monsieur l'Envoyé un Ecrit signé & scellé, par lequel elle promettait, pour son fils, que parvenu à un âge plus mûr, il observerait tous les statuts de l'Ordre, qui ne seraient pas contraires à la Religion qu'il devait professer, aux droits & aux libertés de la République, ni au serment qu'il devait prêter un jour en qualité de *Stadhouder*.

LA Princesse Gouvernante ne tarda pas à faire usage des droits qui lui avaient été cédés pendant la minorité du Prince son fils. Le 21. de Décembre elle prit séance dans les différents Collèges supérieurs de la République; & assista aux délibérations entre les Députés de Leurs Hautes-Puissances & le Conseil - d'Etat. Elle en prit occasion de proposer un plan de réduction dans les Gardes-du-Corps & dans les Gardes *Hollandaise* & *Suisse*. La proposition était trop avantageuse pour n'être point agréée; elle

1753.

faisait rentrer dans les Coffres de l'Etat une somme de 110 mille Florins par an. — L'esprit d'ordre & d'économie qui dirigeait toutes les actions de la Gouvernante, la porta au commencement de l'année 1753. à engager les Etats de *Frise* à régler sur un pié fixe & solide les procédures du Conseil-de-guerre de la Province. Elle donna quelques mois plus tard un nouveau Règlement aux Etats de *Groningue*, pour y fixer les appointemens des deux Colléges provinciaux. Le Commerce, les Fabriques & les Manufactures, étaient autant d'objets, dont le feu *Stadhouder* s'était toujours occupé avec ardeur. Animée du même esprit, la Gouvernante renouvela les propositions faites autrefois par ce Prince. Les Etats de *Hollande*, convaincus des avantages qui en reviendraient à leur Province, publièrent un Edit, par lequel il était enjoint à tous ceux qui étaient pourvus d'Offices, de ne s'habiller que d'étoffes du Pays; les Etats-Généraux de leur côté, pour favoriser le commerce, surtout en *Italie* & dans le *Levant*, conclurent un Traité de Commerce avec le Roi de *Naples* & de *Sicile*, & renouvelèrent la paix avec l'Empereur de *Maroc*.

1754.

L'ANNEE 1754. fut fatale à la Province d'*O-verissel* & au Comté de *Zutphen*, par les dommages qu'y causèrent les eaux du *Rhin* & de l'*Yssel*, dont la violence avait rompu quelques digues. — Ce fut aussi au commencement de cette année, que se terminèrent enfin les négociations entre le Roi de *Prusse* & la maison d'*Orange*, au sujet des Biens & Seigneuries de la Succession de *Guillaume III.* situés en *Hollande*.

de. La Gouvernante les racheta pour le Prince son fils, qui vit par là augmenter considérablement son crédit & ses revenus.

LES Habitans des *Provinces - Unies*, les *Hollandais* surtout, s'appliquent autant qu'aucun peuple du monde, à l'étude des sciences & des arts. On les y cultiva toujours avec succès, & il suffirait de nommer les grands Hommes en tout genre qu'a produit la République, pour prouver que l'esprit, le jugement, le génie même ne s'y ressentent point, comme certains Ecrivains, aussi téméraires que frivoles, se sont plus à le débiter, de l'infécondité du terroir, ni de la grossièreté de l'air qu'on y respire. Cependant, soit manque d'encouragement, soit peut-être que les troubles presque continuels qui avaient agité la République depuis sa naissance, n'en eussent pas fait naître l'idée, on ne voyait point dans les *Provinces - Unies* de ces sociétés de savants, dont le but est d'instruire & d'éclairer les hommes, en excitant l'émulation, en échauffant le génie par l'appas des récompenses. La paix dont jouissait la République, & qui semblait devoir être de longue durée, procura enfin cet avantage à la *Hollande*; & dès l'année 1752. il s'établit à *Harlem* une Société Littéraire, dont le plan embrassait toutes les sciences & tous les arts. Elle formait déjà un Corps très-respectable par le nombre & la qualité de ses membres, lorsqu'en 1754. elle voulut se donner un nouveau lustre, en choisissant le jeune *Stadhouder* pour l'un de ses Directeurs, & en le priant de vouloir bien agréer le titre de Protecteur de la Société. La Princesse Royale accepta

Etablissem^{ent} de la
Société de
Harlem.

cepta l'invitation pour le Prince son Fils, à qui la Société eut l'honneur de présenter, le 3. d'Octobre de cette année 1754. le premier Volume de ses Mémoires. *

* La Société Littéraire de *Harlem*, est actuellement sur un pié aussi respectable, aussi solide qu'aucune autre Société savante de l'*Europe*. Ses Mémoires, rédigés avec autant de goût que de clarté, n'offrent à la curiosité du Lecteur, qu'un choix judicieux de Pièces intéressantes & réellement instructives. C'est dommage qu'ils ne paraissent pas dans une langue plus universellement connue que la *Hollandaise*, dans laquelle ils sont écrits. Il serait à souhaiter, pour l'honneur des lettres, comme pour le bien de l'humanité, que Messieurs les Directeurs voulussent consentir à donner aux Etrangers une traduction fidèle de cet excellent recueil. En effet, on ne peut trop le répéter, multiplier les moyens de rendre les hommes meilleurs, plus utiles à la Société, & conséquemment plus heureux, est ou doit être le but de quiconque consacre ses soins & ses veilles à la recherche de la vérité. La Société de *Harlem* en a produit bon nombre d'autres dans les différentes Provinces de la République, mais surtout en *Hollande*, où il n'y a presque pas de bonne Ville qui n'ait actuellement une ou deux de ces Sociétés. Aucune cependant ne s'est encore élevée, & ne s'élèvera peut être jamais, au même degré d'illustration que celle de *Harlem*. Au reste il serait peut-être plus avantageux aux sciences, que ces sortes de Sociétés ne fussent pas si multipliées, ne devinssent pas si fréquentes, qu du moins que l'on n'y reçut que des personnes, capables par leurs lumières de co-opérer au grand but qu'elles se proposent. La facilité d'être admis pour un prix modique, dans la plupart de ces Compagnies, où le mérite seul devrait donner l'entrée, les remplit de gens sans étude, sans connaissances, sans talents, qui à la fausseté de se croire capables de tout, parce qu'ils ont acheté le droit de venir tous les mois bâiller & s'ennuyer à l'assemblée, ajoutent l'imbécille indiscretion d'éaler leur ignorance scientifique. De là tant de froids Versificateurs, tant de Dissertateurs ennuyeux, tant de Traducteurs insipides, tant de Demi-Savans enfin, dont le nombre, croissant à l'infini, menace

A - PEU - PRES vers le même tems un fa- Legs de
vant, recommandable surtout par sa piété, Mr. Mr. Stolp.

Jean Stolp, légua à l'Université de *Leyde* une somme de 10,000. Florins, dont les intérêts doivent être employés tous les deux ans à faire la dépense d'une médaille d'or, de la valeur de 250 Florins, pour servir de prix à la meilleure dissertation sur les preuves de l'existence de Dieu, tirées de la Constitution de l'Univers, ou de quelque'une de ses parties; & à celle qui mettrait dans le plus grand jour l'excellence de la Morale Chrétienne.

Disposition digne des plus grands éloges sans doute, mais dont les avantages seraient plus généralement sentis, si à des questions de la métaphysique la plus sublime, & par conséquent la plus ignorée, & la plus susceptible d'erreurs, le pieux Testateur avait permis qu'on substituât des questions moins abstraites, & dont les réponses pussent être plus à la portée du commun des hommes, & d'une utilité plus générale au bien-être de la société.

— Telle est une autre fondation faite dans la même année par Madame de *Renswoude*. Cette Dame ne crut point que des Dissertations savantes, dont le fruit, si elles en produisent, n'est guères que pour les savants, & est presque nul pour le reste des hommes, fut le meilleur moyen de procurer

à la Littérature *Hollandaise* du même sort qu'éprouvent

les sciences & les arts dans plus d'un Etat voisin, où les presses gémissent sous les productions de la frivolité, sous les prétendus ouvrages de goût, sans qu'il en sorte un seul marqué au coin du vrai génie, ou qui soit d'une utilité réelle pour le public.

à la société le bien qu'elle voulait lui faire. Madame de *Renswoude* alla plus directement à son but; elle légua 18,000 Florins à l'Eglise & aux Pauvres du Village où elle est morte; 12,000 Florins à chacune des maisons des Pauvres fondées à *Utrecht*, à *Delft* & à *la Haye*, & 6,000 Florins à l'Ecole de la Diaconie d'*Utrecht*. C'était faire un excellent usage d'une partie des grandes richesses qu'elle avait possédées; ce n'est pourtant pas là ce qui fait le plus d'honneur à sa mémoire; bien d'autres ont laissé leurs Biens aux Pauvres, qui souvent en profitent le moins. La pieuse testatrice porta ses vues plus loin; elle voulut donner à la société des sujets qui pussent lui être réellement utiles. Elle fit ses Héritiers les Orphelins d'*Utrecht*, de *Delft* & de *la Haye*. Elle ordonna que l'on choisit entre tous ces enfans un certain nombre de sujets, propres à recevoir toutes les instructions qu'on voudrait leur donner; qu'on leur enseignât les sciences, les arts, & les métiers pour lesquels ils montreraient le plus de génie. Ces jeunes élèves, pour qui l'on a bâti, à *Utrecht* & à *Delft*, des Hôtels magnifiques, sont distingués des autres Orphelins par un uniforme très-propre & très-décent. Leur éducation est très-soignée, l'on fait même voyager ceux qui se livrent aux arts & aux sciences de goût, comme la peinture, l'architecture, la sculpture &c. Cette fondation a déjà livré de très-bons sujets, qui par leur industrie, leur application & leur bonne conduite se sont élevés fort au-dessus de l'état auquel sont d'ordinaire destinés les autres Orphelins. Enfin Madame de *Renswoude* a formé une pépinière d'hom-

d'hommes vraiment utiles : mais par une délicatesse , qui semble tenir un peu du caprice , elle a exigé que l'étude de la Théologie & de la Jurisprudence n'entraissent pas dans l'éducation de ces jeunes gens. *

L'ANNEE 1755. n'offre rien de fort intéressant. Le 30. Décembre 1754. l'on avait renouvelé la paix avec la Régence d'*Alger*. Elle ne dura que jusqu'au mois de Février de cette année, qu'un soulèvement du peuple, qui voulait la guerre avec les Etats força le Dei & le Divan à la leur déclarer. Mais tandis que les *Algériens* exerçaient leurs pirateries sur les Vaisseaux de la République, la Régence de *Tunis* renouvelait son alliance avec elle, & envoyait des présens à la Princesse Gouvernante & au jeune *Stadhouder*. — Cette année fut remarquable par une commotion & un bruit extraordinaires que l'on observa le 1. de Novembre dans toutes les eaux d'une grande partie de ces Provinces. L'on ne douta pas que ce ne fut l'effet d'un

* S'il est des Lecteurs qui trouvent ces détails trop minutieux , & peu dignes de la gravité de l'histoire , nous les plaignons. Le récit des sièges, des batailles, de ces actions injustes & atroces qui avilissent l'homme & le dégradent , ne devrait remplir que la moindre partie des annales des Nations. Malheureusement ce n'est que de ces sortes de récits que presque tous les Historiens se voyent obligés de surcharger leurs Ouvrages. Qu'il soit permis au moins à une ame honnête, après avoir longtems frémi des horreurs que causent la guerre & l'ambition , de se dilater un moment dans la contemplation des biens que la vertu & l'humanité pourraient procurer à la terre ! C'est le voyageur fatigué d'une course longue & pénible, qui se délasse un moment au bord d'un ruisseau limpide.

d'un tremblement de terre arrivé quelque part ; & l'on apprit bientôt effectivement que le même jour la Ville de *Lisbonne* avait été presque entièrement détruite par ce terrible fléau. — Quelques mois auparavant l'on avait reçu les nouvelles les plus affligeantes d'*Amboine*, Ile de l'*Asie* appartenant aux Etats, où des tremblemens de terre consécutifs avaient causé les plus grands ravages. * — Tandis cependant que des nations éloignées étaient exposées à toutes les horreurs de ce fléau destructeur, la République recevait des coups, qui quoique portés plus soudainement, ne lui causaient pas des pertes moins sensibles. Depuis longtems la mortalité du bétail regnait dans les différentes Provinces de la République, & le mal augmentait de jour en jour. Les *Anglais* vantaient extrêmement les effets d'un remède préservatif, par eux inventé contre les dangers de cette Epidémie. C'était une sorte d'Inoculation. L'on se hâta dans les *Provinces Unies* de faire usage d'un spécifique que l'on donnait pour immanquable, mais l'on eut le chagrin d'éprouver qu'il ne répondait nullement à l'idée que l'on s'en était formée. Soit que

* Les *Pays-Bas* eux-mêmes ne furent pas exemptés de la frayeur que causent ces mouvemens convulsifs du globe. Le 26 & le 27. de Décembre de l'année 1755. l'on sentit quelques secousses de tremblemens de terre, dans plusieurs Villes des Provinces de *Guelbres*, de *Hollande* & d'*Utrecht* ; de même qu'à *Mistricht*, à *Bois-le-Duc*, à *Bréda*, à *Aix-la-Chapelle* & ailleurs. Quelques semaines plus tard, le 18. de Février de l'année 1756. l'on éprouva dans toute la République une secousse bien plus violente, que toutes celles que l'on y avait senties depuis le 1. de Novembre 1755. Cependant elle n'y causa aucun desastre.

que ceux qui appliquaient le remède se trompassent dans la manière, soit que les *Anglais* eussent exagéré les succès de leur méthode, il est sûr qu'elle n'en eut point ou qu'elle n'en eut que de très-médiocres en *Hollande*, où ce fléau n'a point encore entièrement cessé. — Mais c'était peut-être encore le moindre des maux dont la République avait à se plaindre. Son Commerce, déjà languissant, reçut cette année même les coups les plus sensibles. Le desastre de *Lisbonne* causa une baisse considérable dans le débit des Fromages de la *Nord-Hollande*. La Pêche du Hareng fut des plus malheureuses; & toutes les autres Pêches, qui font d'ordinaire un des meilleurs produits de l'Etat, causèrent généralement plus de perte que de gain.

LA Princesse Gouvernante, toujours attentive à ce qui pouvait contribuer à la sûreté & au bonheur des peuples, fit plusieurs réglemens très-utiles pendant le cours de l'année 1756. Entr'autres elle en fit un pour *Groningue* & les *Ommelandes*, qui établissait sur un pié solide, & sur des principes moins arbitraires qu'auparavant, la jurisprudence civile & criminelle de cette Province. Elle y régla aussi d'une manière plus équitable & moins onéreuse pour les peuples la direction & l'entretien des Dignes & des Ecluses. — Son Altesse Royale termina de même avec les Etats d'*Overissel* l'affaire de la Tutelle du *Stadhouder* à sa satisfaction, quoique quatre Membres du *Ridderschap* protestassent contre les arrangemens pris à ce sujet. — Il s'était aussi élevé une dispute entre les Etats de *Gueldres* & ceux d'*Overissel* au sujet du droit de nommer à l'Ab-

Différens
Réglemens
de la Prin-
cesse Gou-
vernante.

1756.

l'Abbaye de *Hunnepe*. Une Dame de *Guel-dres* & une Dame d'*Overiffel* avaient partagé tous les suffrages de façon que chacune d'elles était appelée à la tête de l'Abbaye par un nombre égal de voix. La Gouvernante fit pour cette fois décider la question par le sort, & statuer qu'à l'avenir l'élection serait alternative, & que l'Abbaye serait gouvernée tour-à-tour par une *Guel-droise* & une *Overiffeloise*.

Guerre
entre la
France &
l'Angleter-
re; les
Etats gar-
dent la
neutralité.

TANDIS QUE l'on s'occupait de ces soins domestiques, & que l'on ne pensait qu'à profiter sagement du calme dont jouissait l'Etat, un orage s'élevait chez des Puissances voisines, & menaçait même la République. Les Français & les Anglais, n'ayant pû terminer à l'amiable les différends survenus entre les deux Couronnes au sujet de leurs Possessions respectives en *Amérique*, se préparaient à les terminer par la voie des armes; plusieurs hostilités s'étaient même déjà faites de part & d'autre, & l'on s'attendait de jour en jour à voir ces deux nations rivales se déclarer la guerre ouvertement. Le Roi d'*Angleterre* fit demander par le Colonel *York*, son Ministre à la Haye, le secours de 6,000 hommes, que la République est obligée de fournir à la *Grande-Bretagne*, lorsque cette Couronne est attaquée. Le Comte d'*Affry*, Ambassadeur de France, présenta au contraire le 14. de Mars un Mémoire aux Etats-Généraux pour s'opposer à l'envoi du secours demandé. La conjoncture était critique; refuser ou accorder le secours, c'était risquer de s'attirer sur les bras un des deux Rois. Il est vrai que, suivant les traités, la République n'était tenue à rien

rien, si elle pouvait prouver que le Roi d'*Angleterre* était l'agresseur ; mais c'était là la difficulté. Le Comte d'*Affry* prétendait que les *Français* avaient été attaqués les premiers ; le Colonel *York* soutenait le contraire. Heureusement pour les Etats, aucune des deux Puissances n'avait encore publié de Manifeste, il n'était pas de leur intérêt de s'embarquer dans une nouvelle guerre ; ils déclarèrent qu'ils prétendaient observer la plus exacte neutralité. Aussitôt la Cour de *France* les fit assurer qu'il ne se commettrait aucune hostilité, aucune violence de la part de ses troupes sur les terres de la République, & leur promit de même toute sûreté pour les *Pays-Bas Autrichiens*. Nous verrons bientôt que les *Anglais* se crurent suffisamment autorisés à tenir une conduite moins amicale.

CETTE année fut féconde en desagrémens Troubles
causés aux Magistrats de quelques Villes & aux dans l'Egli-
Etats de différentes Provinces, par la conduite se de Rot-
peu édifiante de plusieurs Ecclésiastiques. A *terdam*
Rotterdam la Magistrature & le Consistoire se
brouillèrent ouvertement pour la nomination d'un
Ministre qui n'avait d'autre défaut aux yeux du
Consistoire, que d'avoir mérité l'estime & la re-
commandation de la Régence. La mesintelli-
gence fut poussée au point, que les Etats de *Hol-*
lande prirent connaissance de l'affaire, & cru-
rent devoir soutenir le parti de la Magistrature.
L'on croirait que le sujet qu'elle avait recom-
mandé & qu'elle désirait, aurait dû être pourvû
de l'Eglise de *Rotterdam* ; il ne le fut point ;
le Consistoire fit si bien qu'il demeura exclus ;
& malgré l'appui & la décision du Souverain, la
Ré-

Régence aimait mieux céder que de perpétuer des discussions, qu'elle savait bien que l'opiniâtreté Ecclésiastique ne consentirait jamais à terminer. —

A *Weefep.* A *Weefep*, un Ministre nommé *Weena*, avait tenu une conduite si scandaleuse, qu'il s'attira l'animadversion de toutes les Puissances auxquelles il était soumis; Magistrature, Consistoire, Classe, Synode, les deux Cours de Justice à la Haye, tous procédèrent contre *Weena*, qui pour toute justification se déroba par la fuite à la peine qu'il ne sentait que trop avoir méritée. Après plusieurs citations, il fut condamné comme contumace, & banni à perpétuité. —

A *Zutphen.* Un autre Ministre de *Zutphen*, d'un caractère bien opposé à celui de *Weefep*, ne causa pas moins d'embarras à ses supérieurs. Théologien très-versé dans l'étude des Livres Saints, le Ministre *Jungius* s'y livra avec tant de zèle & d'application, qu'il en oublia qu'il n'était que simple interprète des vérités évangéliques. Bientôt il se crut Prophète, & publia un gros Livre de Visions prophétiques, où il annonçait entr'autres la fin du monde pour une année très-prochaine. *Jungius* était cru si savant, sa vie était si exemplaire, il remplissait avec tant d'onction les fonctions de son Ministère, que bien des gens crurent à ses prétendues prophéties, & se préparèrent très-sérieusement à voir en peu tous les terribles signes, prédits dans l'Apocalypse. Jusques-là *Jungius* n'avait été que Visionnaire, peut-être même ses pieuses rêveries avaient produit quelques conversions sincères. La réputation qu'il s'était acquise parmi les gens crédules, le bruit que faisaient ses pré-

prédictions dans toute la République , achevèrent de lui tourner la cervelle. Ce fut trop peu pour lui de n'être que Prophète , il s'érigea en *Messie*. Dans des siècles d'ignorance , dans ces tems où les ténèbres de la superstition couvraient toute la terre , il se serait vu suivi d'une foule de fanatiques , ou il aurait bientôt terminé sa mission par la corde ou par le feu. Le Souverain ne vit dans *Jungius* qu'un objet de compassion , non de mépris ou de haine. Le dérangement de son cerveau était trop visible pour qu'on pût se méprendre à la cause de ses visions extravagantes ; il fut déposé & renfermé quelque tems après dans un lieu de sûreté. — Tandis que l'infortuné *Jungius* remplissait les ames faibles & crédules de l'effroi que devaient nécessairement produire sur elles ses prédictions terribles & la perspective du dernier jour , d'autant plus effrayante qu'elle leur semblait plus prochaine ; un autre Ecclésiastique , *Ant. van der Os* , Pasteur à *Zwolle* , scandalisait son troupeau par ses sentimens hétérodoxes , & affligeait toute la Réforme par son apostasie. Dès 1749. *van der Os* s'était rendu suspect par les opinions erronées qu'il glissait dans ses sermons ; ses Collègues l'avaient accusé au Consistoire , à la Classe ; il allait être condamné , lorsque le Magistrat de *Zwolle* & les Etats d'*Overijssel* arrêterent les procédures. *Van der Os* , moins coupable peut-être que l'Eglise ne l'avait cru , ou que ne le souhaitaient ses Collègues , eut l'indiscrétion de prêcher ensuite contre l'autorité des Conciles & des Synodes. Quand même il eût poussé l'orthodoxie jusqu'au scrupule sur tous les Dogmes & sur tous

les autres points de doctrine & de discipline ; cette *erreur* seule eût suffi pour le faire déclarer hérétique à bruler, si l'on avait encore été dans le tems où l'on brulait les gens pour des hypothèses & des mots. Le Synode d'*Overissel* reprit les procédures, & *van der Os* fut déposé & déclaré indigne de remplir aucune des fonctions du Ministère Evangélique. Pour cette fois les Etats de la Province confirmèrent la sentence du Juge Ecclesiastique. *Van der Os* condamné, ruiné, deshonoré chez les *Reformés*, se jetta entre les bras des *Anabâlistes* ; il se fit rebâtiser, devint Pasteur de cette Communion dans le *Beaverwyk*, d'où il a été appelé à *Zaandam*, où il explique encore l'Evangile à ses nouveaux Frères dans toute la simplicité du Système de *Menno Simons*, & y jouit de la réputation d'être Prédicateur aussi habile que Théologien éclairé. — Les Eglises *Reformées* ne furent pas les seules à éprouver les tristes effets de la haine Théologique. Les *Mennonites* & les *Luthériens* de *Frise* virent s'élever les mêmes divisions entre leurs Pasteurs. *Jean Stinstra*, Pasteur des *Mennonites* à *Harlingen*, avait été suspendu de ses fonctions pour avoir publié certain Sermon où ses Collègues avaient vu ou cru voir nombre de propositions erronées. Il y avait déjà quelques années qu'il était sous la censure, lorsqu'enfin en 1756. les Etats de *Frise* cédèrent à ses instances & à celles de son troupeau, & lui permirent de prêcher comme auparavant. — Le Sieur *Muller*, Ministre *Luthérien* à *Leenwarden*, s'était concilié une estime générale par la régularité de ses mœurs, par sa science, & par ses

ses talens pour la Chaire. Il est des Corps où c'est être coupable que d'avoir trop de mérite. *Muller* l'éprouva. Ses envieux saisirent avidement la première occasion de le décrier aux yeux de son troupeau. L'envie de le perdre fit inventer des erreurs, former des accusations, où l'on ne voyait de vrai que l'animosité de ses adversaires: les Eglises, les Consistoires, la Classe, la Magistrature de *Leeuwarden*, tout jusqu'aux Etats de *Frise*, prirent part à la querelle. *Muller* était soutenu, protégé par son Souverain, mais l'opiniâtreté *Luthérienne* ne s'en roidissait qu'avec plus d'acharnement contre tous les obstacles, que l'on opposait à la persécution qu'elle faisait à un homme dont elle avait juré la perte. La Princesse-Gouvernante eut seule le crédit de mettre fin à ces odieuses divisions, qui peut-être même n'auraient été qu'assoupies, si *Muller* n'avait été heureusement appelé alors à remplir une Chaire de Professeur en Philosophie à *Erlang* dans la *Franconie*. C'était le plus beau triomphe que *Muller* pût remporter sur l'envie & les envieux. * — Les autres évènements de l'an

* Il parut à-peu-près vers le même tems, un petit Ouvrage *Hollandais* en deux Volumes, portant pour titre, *de Tuchtmeester der Kerkelyken* (le Censeur des Ecclésiastiques). Amis & ennemis du Sieur *Muller* se réunirent pour lui attribuer cet excellent Livre, écrit avec autant de vérité que de modération. Les gens sensés y virent avec plaisir la touche d'un habile maître crayonner avec une liberté décente le tableau de l'esprit & des mœurs du Corps le plus respectable, comme le plus respecté, partout où sa conduite n'est point en contradiction avec les principes qu'il doit puiser dans le Code Evangélique. Les ennemis de *Muller* au-contraire ne voulurent découvrir dans son Livre

l'année 1756. se bornent à quelques faits particuliers assez intéressants cependant pour fixer un moment l'attention du lecteur curieux. — Le 8. d'Avril on découvrit près d'*Eext* dans le Pays de *Drenté* une cave sépulcrale, que quelques Antiquaires crurent être un ouvrage des anciens *Germanis*, & que d'autres attribuèrent aux *Huns* ou aux *Normans*, que l'on fait avoir pénétré dans ces Provinces. Quoiqu'il en soit, l'on en retira plusieurs Urnes, dont deux s'étaient conservées entières; & qui, avec quelques autres raretés, trouvées dans le même caveau *, font aujourd'hui partie du magnifique Cabinet de son Altesse Sérénissime le Prince *Stadhouder*. — Une découverte ou plutôt une invention, plus utile mérita de fixer quelques momens l'attention de son Altesse Royale à son passage par *Leyde*, le 28. de Mai, pour se rendre à son Château de *Dieren*. C'était un moulin à dessécher les marais, inventé par le nommé *Ferdinand Opdam*, de *Wassenaar*, Maître Charpentier & Constructeur de Moulins dans ce Village, dont l'on faisait l'essai hors des murs de *Leyde*, lors du passage de la Princesse. Son Altesse Royale daigna témoigner sa satisfaction à l'Inventeur, & l'encourager de la manière la plus sensible à ne point se lasser de travailler à d'autres inventions utiles. Les Etats de *Hollande*, instruits

de que la Satyre amère d'un homme, qui se vengeait, disaient-ils, par ses sarcasmes & la calomnie, des prétendus torts qu'il croyait avoir soufferts.

* Quelques Coins de pierre ou d'*Agathe*, de différentes longueur & largeur; & un petit vase à tuyau d'une terre grossière de couleur jaunâtre.

de l'utilité & des avantages réels de cette nouvelle machine, accordèrent à l'Inventeur un Octroi pour 20 ans, & une récompense de mille Ducatons. * — Quelques personnes de marque déçues cette année, un Ouragan violent qui causa de grands ravages dans quelques Provinces, & fit périr nombre de Vaisseaux, le mauvais état des différentes pêches de la République, remplissent dans l'un des Abréviateurs de Mr. *Wagenaar* * le vuide que laisse dans l'Histoire de ce tems la stérilité d'événemens plus intéressants.

LA neutralité embrassée par la République ne la garantit pas des entreprises hostiles des deux Puissances actuellement en guerre. Sa Navigation & son Commerce souffrirent extrêmement en 1757. par les déprédations des Corsaires Français & Anglais, qui infestaient toutes les mers. Ces derniers surtout, par le grand nombre de Vaisseaux de la République dont ils s'emparèrent, & par les mauvais traitemens qu'ils faisaient aux équipages, semblaient vouloir se venger avec usure du refus que les Etats avaient fait de secourir l'Angleterre dans la guerre présente.

Pertes causées au Commerce & à la Navigation des Etats.

1757.

* Monnoye d'argent de la valeur de trois florins trois sous de Hollande.

† Nous avons dit que la grande Histoire de Mr. *Wagenaar* avait eu deux Abréviateurs; l'un d'eux a fait une espèce de Journal des événemens postérieurs au tems où l'Histoire de la Patrie a terminé son excellent Ouvrage. Dans la suite des faits minutieux dont ce Rédacteur a surchargé la quatrième partie de son Abregé, nous n'avons choisi que ceux qui nous ont paru assez intéressants pour être présentés au Lecteur étranger.

sente. Ces hostilités, qu'aucun motif ne pouvait justifier, les cruautés dont elles étaient accompagnées, & qui, suivant le Rédacteur que nous suivons, furent si fréquentes & si multipliées, que l'on pourrait en remplir tout un volume, engagèrent les Compagnies de Commerce & les principaux Négocians à présenter aux Etats - Généraux un Mémoire très-étendu, pour se plaindre des pertes causées au Commerce, & des insultes faites au Pavillon de la République, par une Puissance amie & alliée, à qui l'on n'avait, disaient-ils, fourni aucun prétexte d'en agir de la sorte. Les Etats - Généraux firent faire par leur Ambassadeur les plus fortes Remontrances à la Cour de *Londres*; mais ils ne reçurent d'autre satisfaction qu'une déclaration très-formelle de la part du Roi, „ qu'il ne „ souffrirait pas que sous le spécieux prétexte „ d'être neutres, les *Hollandais* commercassent „ librement dans les Colonies d'une Nation avec „ laquelle il était actuellement en guerre. ” La République, dont l'intérêt n'était pas alors de rompre ouvertement avec aucune des Puissances belligérantes, se contenta de renouveler ses plaintes & ses représentations, toutes les fois que les *Anglais* renouvelèrent leurs pyratgeries; ce qui eut lieu jusqu'à la paix entre les Couronnes. — Cependant le Roi de *France*, dont les Vaisseaux ne traitaient guères plus favorablement ceux de la République, venait de conclure une alliance offensive & défensive avec l'Impératrice Reine de *Hongrie* & de *Bohême*. Ce fut un motif pour *Louis XV.* d'assembler une armée vers le *Bas-Rhin*; mais cette démarche, que le Mo

marque ne disait faire qu'en qualité de *Garandeur* de la Paix de *Westphalie*, pouvait causer quelques inquiétudes aux Etats - Généraux, que la neutralité qu'ils avaient embrassée ne rassurait que faiblement. Sa Majesté *Très - Chrétienne*, pour dissiper leurs appréhensions, les fit assurer par son Ambassadeur à *la Haye*, chargé de leur communiquer le dessein de son Maître, „ qu'il ferait en sorte que ses troupes se conduisissent de manière qu'elles ne donneraient aucun „ sujet de plaintes à personne, & encore moins „ aux Etats - Généraux. ” Le Mémoire par lequel *Louis XV.* donnait ces assurances, avait été présenté au mois de Février de cette année, & au mois d'Avril suivant sa Majesté fit demander aux Etats le passage par *Mastricht* pour l'artillerie & le bagage de cette armée. On ne pouvait guères refuser au Roi de *France* une permission que l'on avait accordée au Roi de *Prusse* & à la Reine de *Hongrie*; cependant ce ne fut qu'aux instances réitérées de l'Ambassadeur de *France*, que les Etats consentirent enfin à la demande de son Maître.

TANDIS QUE ceux qui étaient à la tête du Mesintel-Gouvernement de la République ne négligeaient aucun des moyens qui pouvaient leur assurer au-dehors la paix dont ils jouissaient depuis plusieurs années, ils étaient menacés de nouveaux troubles au dedans. La Régence de *Harlem* faisait contre quelques - uns de ses Membres, & même contre la Princesse-Gouvernante, des plaintes, qui semblaient devoir produire les suites les plus fâcheuses, si la prudence des Etats de *Hollande* ne les avait sagement prévenues. Il s'agit-

fait des droits respectifs de la Régence & du *Stadhouder*, relativement à la nomination & à l'élection annuelle des Bourguemaîtres. L'on fait qu'il est d'usage dans la plupart des Villes de présenter au *Stadhouder* un certain nombre de Candidats, entre lesquels il est obligé de choisir ceux qui doivent entrer en charge pendant l'année. Au jour marqué par les privilèges de la Ville de *Harlem* pour cette nomination, la majorité du Conseil nomma huit personnes, ne doutant pas que son Altesse Royale ne voulut bien, comme à l'ordinaire, en élire quatre aux charges de Bourguemaîtres. Mais avant que l'élection pût se faire, quelques Membres du Conseil écrivirent à son Altesse Royale, pour lui représenter que cette nomination était illégale, & contraire aux privilèges & aux coutumes de la Ville. Son Altesse nomma aussitôt deux Commissaires chargés de se rendre à *Harlem* pour y prendre les informations nécessaires. La Magistrature au contraire, ne croyant pas que la connaissance de cette affaire fût de la compétence du *Stadhouder*, prétendit la renvoyer au Souverain. En conséquence elle ordonna à ses Députés à *la Haye* de prier les Seigneurs *Gecommitteerde - Raaden* de convoquer une assemblée extraordinaire des Etats. Sur le refus des *Gecommitteerde - Raaden*, Messieurs de *Harlem* portèrent leurs plaintes à l'Assemblée. Dans le Mémoire qu'ils y présentèrent, ils tâchaient de justifier leur conduite par des preuves qui leur paraissaient convaincantes; ils entraient dans le plus grand détail sur tout ce qui s'était passé dans cette affaire entre le Conseil & la Princesse-Gouver-

vernante , & priaient les Etats d'avouer comme légale la nomination qu'ils avaient déjà présentée , afin que son Altesse Royale , n'ayant plus de doutes à former , pût sans obstacle procéder à l'élection des quatre Bourguemaîtres.

— La Princesse de son côté soutint avec fermeté ce qu'elle croyait les intérêts & les prérogatives du *Stadhouderat*. Dans un Mémoire que son Altesse remit aux Etats de *Hollande* , qui le lui avaient demandé , elle témoignait combien elle était surprise que Messieurs de *Harlem* cherchassent à la priver du droit d'expliquer & d'éclaircir les Privilèges & les Octrois des Villes ; droit que , depuis l'établissement de la République , les *Stadhouders* avaient toujours exercé comme une prérogative incontestable attachée à leur dignité. . . . Elle trouvait étrange que Messieurs de *Harlem* représentassent ce différend comme un simple mal-entendu entre eux & quelques Membres opposants sur le sens des Privilèges , & qu'ils prétendissent que c'était aux Etats de *Hollande* seuls d'en connaître , à l'exclusion de son Altesse Royale. . . . La Gouvernante après avoir établi ses droits , comme représentant le *Stadhouder* , finissait par prier les Etats de cesser toutes délibérations sur cette affaire , & de s'en désister entièrement. — La Magistrature de *Harlem* ne demeura pas sans réplique. Dans une seconde Lettre aux Etats de *Hollande* , elle entrait dans de nouveaux détails , propres à donner un nouveau degré de force à la justification qu'elle avait déjà publiée de la manière dont elle s'était conduite dans toute cette affaire. Elle y présentait les preuves les plus for-

tes de son droit de nomination, selon les privilèges; elle y soutenait qu'au cas que dans cette affaire l'on se fût conduit contradictoirement à ces Privilèges, la connaissance ne pouvait en appartenir qu'au Souverain, de qui seul ils émanaient, & qui seul était censé aussi avoir le droit de les interpréter & de les éclaircir. Enfin Messieurs de *Harlem* insistaient très - fortement sur ce que les Etats de *Hollande* voulussent bien procéder seuls à l'examen des preuves contradictoires, alléguées dans cette dispute par la majorité de la Régence & un très - petit nombre de Membres opposants, & prononcer ensuite leur décision. — Il n'est pas douteux que les Etats de *Hollande* ne se trouvassent embarrassés pour terminer un différend soutenu de part & d'autre avec autant de fermeté que d'apparence de justice & de raison. Malgré les argumens de la Gouvernante pour décliner leur juridiction dans cette affaire délicate, ils ne manquèrent pourtant pas de se porter pour juges, & par leur Résolution du 26. de Novembre ils déclarèrent d'un côté, que les *Gecommitteerde Raaden* étaient tenus de convoquer l'Assemblée des Etats de la Province, lorsqu'un des Membres, soit du Corps des Nobles, soit de la part de quelqu'une des Villes, leur demandait cette convocation, qu'ils n'avaient aucun droit de refuser. D'un autre côté il fut arrêté, que l'on remercierait son Altesse Royale, & on l'en remercia en effet, de la conduite sage & prudente qu'elle avait tenue dans toute cette affaire. Les Etats déclaraient aussi, que le Droit d'informer de la validité des nominations, droit qui seul avait donné

donné lieu à la dispute avec la Régence de Harlem, appartenait à son Altesse Royale, comme Gouvernante & Conservatrice des Droits du Stadhouderat. C'était décider assez clairement en faveur des prétentions de la Gouvernante. Cependant, les Villes de *Dordrecht*, *Harlem*, *Amsterdam*, *Rotterdam* & la *Brille*, refusèrent de souscrire à cette dernière partie de l'arrêt, & voulurent que leur refus fût enrégistré; quelques Membres même se réservèrent la liberté de protester plus amplement, & d'expliquer les motifs de leur protestation; ce qu'en effet ils firent depuis. Mais le *Ridderschap* remit de son côté à l'Assemblée une Contre-Protestation, ce qui fut cause que l'affaire ne put être terminée alors, & que même elle fut plus indécise que jamais, comme le prouva bientôt une nouvelle dispute entre la Princesse-Gouvernante & la même Ville de *Harlem*, pour une cause à-peu-près semblable. — La Nomination des huit personnes lui avait été présentée pour l'année 1758. Cette fois-ci son Altesse élut trois des Candidats placés sur la liste, & disposa de la quatrième place de Bourguemaître en faveur d'un Ancien Echevin, nommé *Salomon van Echten*, que le Conseil n'avait point nommé. Cette élection, que Messieurs de *Harlem* trouvaient irrégulière, causa une nouvelle mesintelligence entre eux & la Gouvernante, qui donna même ordre au Grand-Baillif de *Harlem* de se servir de toute son autorité, & d'employer même la force pour maintenir l'Election qu'elle avait faite. Nouveaux Mémoires de part & d'autre présentés aux Etats de *Hollande*, qui cependant ne purent

rent prononcer définitivement sur cette affaire, la Princesse étant morte dans l'intervalle. Mais il est remarquable qu'aussitôt après la mort de la Gouvernante les Seigneurs Commissaires, à qui l'on avait remis l'examen de cette affaire, furent d'avis, „ que les Etats, par respect pour la Mé-
 „ moire de son Altesse Royale, laissent indécise
 „ l'affaire de l'Election de *Salomon van Echten*.
 Et la raison de cet avis était, „ que les personnes,
 „ préposées à l'Education du jeune *Stadhouder*,
 „ l'ayant suffisamment instruit des véritables in-
 „ térêts de l'Etat, de ses Loix fondamentales
 „ & de ses Droits, de même que des privilè-
 „ ges des Villes, il fallait espérer qu'une fois
 „ en possession des éminentes dignités dont il
 „ était revêtu, ce Prince ne se porterait jamais
 „ à prendre cet exemple ou autre semblable pour
 „ règle de sa conduite en pareille occasion. ”

La Prin-
 cesse-Gou-
 vernante
 demande
 une aug-
 mentation
 dans les
 Troupes
 de terre.

Si la Princesse - Gouvernante soutenait avec fer-
 meté les prérogatives du Prince, son fils, com-
 me *Stadhouder*, elle n'en témoignait pas moins
 à adopter & à soutenir les mesures qu'elle croyait
 avantageuses à l'Etat en général. La proximité
 des Troupes des Puissances actuellement en guer-
 re, qui s'étaient déjà avancées jusques dans le
 Pays de *Clèves*, lui fit penser aux moyens de
 mettre la République en état de faire respecter
 son territoire. * En conséquence le 7. de Juin
 de

* L'on s'était déjà trouvé dans le cas de se plaindre de
 la violation du territoire des Etats, l'armée aux ordres du
 Prince *Ferdinand de Brunswick* ayant, au passage du
Rhin, causé quelques dommages à des sujets de la Républi-
 que. Il est vrai que sur les plaintes qu'en fit la Princesse-
 Gouvernante, ce Général avait offert de procurer à ces
 per-

1758.

de l'année 1758. son Altesse Royale proposa à l'Assemblée des Etats de *Hollande* une augmentation dans les Troupes de l'Union. Le motif qui faisait agir la Gouvernante était louable, sans doute, & n'avait pour but que la gloire & le bien-être de l'Etat. Les Membres de l'Assemblée étaient eux-mêmes persuadés que c'était là le seul esprit qui animait la Princesse ; mais dans les circonstances présentes ils ne crurent pas qu'il fut de leur intérêt de faire aucune démarche qui put exciter la jalousie de quelques-uns des Etats voisins. L'on ne se pressa donc pas de répondre à la proposition de son Altesse Royale, de la manière qu'elle s'y était attendue ; mais loin de se rebuter de cette lenteur, elle renouvela ses instances auprès des Etats, à qui elle fit encore la même Proposition avant la fin du mois.

— La Gouvernante avait fait tout ce que l'on pouvait attendre de ses soins & de son zèle dans une affaire qu'elle croyait de la dernière importance pour la République. Elle voyait le danger, elle en avertissait ceux de qui il dépendait de le prévenir ; elle les exhortait, elle les pressait de recourir au seul moyen qui pût les mettre en état de le braver. S'ils négligeaient de s'en servir, s'ils préféraient à de sages précau-

personnes le dédommagement des pertes qu'elles avaient faites ; mais il pouvait arriver que d'autres Généraux commissent la même faute, sans vouloir ensuite être aussi traitables que le Prince *Ferdinand*, & c'était en partie pour empêcher ces sortes d'insultes, ou pour être en état d'en témoigner son ressentiment, si l'on ne pouvait les prévenir, que la Gouvernante voulait que l'on fit une augmentation dans les Troupes.

cautions une sécurité trompeuse, dont ils pourraient un jour se voir les victimes, ce n'était plus sa faute; elle s'était mise vis-à-vis d'eux à l'abri de tout reproche. Au reste la Gouvernante n'était pas la seule qui désirât une augmentation; le *Ridderschap*, les Etats de *Gueldres*, de *Groningue*, d'*Utrecht* & d'*Overissel*, pensaient comme elle. Ils ne voyaient que ce seul moyen d'assurer à l'Etat sa Liberté & sa Religion. Aucun motif, selon eux, pas même l'épuisement des Finances, ne pouvait être un prétexte suffisant de ne point consentir à cette augmentation, qui leur paraissait si nécessaire, que si l'on s'y refusait l'Etat était perdu sans ressource. Les Provinces de l'intérieur même, ne s'en tinrent pas aux simples représentations; elles menacèrent de refuser leur consentement à l'augmentation de la Marine de l'Etat, que la *Hollande*, la *Zélande* & la *Frise* demandaient instamment; si ces Provinces Maritimes persistaient à s'opposer à celle des forces de terre. Cependant toutes les raisons alléguées en faveur de la proposition de son Altesse Royale ne purent engager les Etats de *Hollande* à changer de sentiment. La Ville d'*Amsterdam*, qui avait fait présenter par ses Députés à l'Assemblée un Mémoire motivé des raisons qui, selon elle, devaient porter la République à ne point augmenter le nombre de ses troupes, entraîna les autres Villes de la Province, & par conséquent la Province elle-même. Les Députés de cette grande Ville, qui par son crédit & ses richesses s'assure presque toujours la prépondérance dans toutes les Délibérations, ajoutèrent cependant qu'ils étaient

char-

chargés de la part de leurs Commettans de prier instamment son Altesse Royale de prendre d'ailleurs toutes les précautions nécessaires pour le repos de l'Etat, & de donner ordre que l'on retirât une partie des garnisons ordinaires des Villes, où l'on pouvait s'en passer, pour les mettre dans les Places frontières que l'on croirait les plus exposées. Ces précautions leur semblaient plus que suffisantes pour faire respecter le territoire de l'Etat, & le mettre à couvert de toute insulte. Ainsi l'augmentation n'eut point lieu, quoique cette importante affaire fut depuis reprise plusieurs fois, jusqu'à la mort de la Gouvernante; mais tous les efforts de cette Princesse furent inutiles; de même que ceux des Provinces qui la sécondaient; & quoique les Négocians se plaignissent souvent des torts causés à leur Commerce par les pirateries des *Anglais*; quoiqu'ils présentassent Mémoires sur Mémoires, pour prouver aux Etats de *Hollande* la nécessité de l'augmentation; aucun motif, aucun prétexte ne put porter les Provinces maritimes à s'écarter des principes de modération & de confiance qu'elles avaient embrassés. Elles jugèrent, & la suite prouva qu'elles avaient sagement jugé, que quelque'exposé que fût actuellement le Commerce de la République aux avanies & aux déprédations des *Anglais*, il en aurait cependant beaucoup moins à souffrir, que si par des précautions trop méfiantes l'on attirait sur l'Etat une nouvelle guerre, qui ne pourrait manquer de causer la ruine totale de ce même commerce, qui, malgré les coups qu'on lui portait, se soutenait encore, & trouvait même
le

le moyen de réparer ses pertes par des voyes, que la paix & la neutralité, sagement embrassée par le Souverain, pouvaient seules lui fournir.

Mort de
la Prin-
cesse-Gou-
vernante.

1759.

Portrait
de son Al-
tesse Roya-
le.

LES soins du Gouvernement, la gloire de l'Etat, le désir de relever le Commerce, de maintenir la liberté, de faire respecter la Religion, enfin le bonheur des peuples, étaient autant d'objets qui avaient occupé tous les momens de son Altesse Royale, depuis que par la mort de son auguste Epoux elle avait été chargée du fardeau de l'administration publique, & de l'éducation d'un Prince qu'elle formait à toutes les vertus de son rang & de son état, autant par son exemple que par ses leçons. Ce fut au milieu de ces occupations importantes que la mort enleva la Princesse-Gouvernante à la République. Le 12. de Janvier de l'année 1759. termina la brillante carrière de cette Princesse, qui mérita d'être comptée parmi le petit nombre de ces femmes fortes, qui remplissent, avec autant de réputation que de dignité, les pénibles fonctions du Gouvernement. — Pour briller à côté des *Elizabeths* & des *Catherines*, il ne manqua à *Anne d'Angleterre* qu'un théâtre plus vaste, une autorité moins partagée, & des tems plus difficiles. Comme ces Souveraines elle posséda dans un degré éminent la véritable Science des Rois, cette politique simple mais sûre qui dirige toutes les actions du Prince à la gloire & au bonheur des peuples. Comme elles, parfaitement instruite des vrais intérêts de l'Etat, dont le Gouvernement lui était confié, elle n'en fut que plus attentive à s'instruire à fonds de ceux de

de toutes les Puissances & des Etats voisins sur-tout. Aux vertus des Princes ; aux talens de l'administration ; *Anne* joignit toutes les vertus de son Sexe ; & si comme personne publique elle se fit admirer & respecter , elle mérita , comme Epouse , comme Mère , comme Chrétienne , la vénération & l'amour de tous ceux qui eurent le bonheur de la connaître. On loue sa bienfaisance , & sa libéralité envers tous les malheureux ; mais ce qui distingua cette vertueuse Princesse de tant d'autres dont l'on vante l'héroïsme , ce fut cette force d'esprit , cette grandeur d'ame , cette sublimité de sentimens qui élevèrent *Anne* au-dessus de tous les revers ; & qui la rendirent assez maîtresse d'elle-même pour sacrifier son repos aux soins de l'Etat , pour s'immoler entièrement elle-même à l'éducation d'un fils , qui devait en faire un jour le bonheur & la gloire. Une vie pure , des jours passés dans l'exercice de toutes les vertus lui firent envisager la mort , non-seulement sans effroi , sans inquiétude , mais avec cette heureuse confiance qui fut toujours le partage du vrai Chrétien , qui fait que la mort n'est qu'un passage à la véritable vie. Aussi les approches du moment , qui allait pour toujours la séparer de ce qu'elle avait de plus cher , ne l'empêchèrent pas de s'occuper des soins que demandait sa tendresse pour l'Etat , pour ses enfans , pour ses amis. Elle prit pour assurer leur bonheur tous les arrangemens que lui dictèrent sa prudence & son amour , avec une tranquillité , un jugement , un sang-froid , qui la firent admirer de tous ceux qui étaient présents. Ses adieux à sa famille ,

ses amis furent tendres & affectueux ; toute l'assistance fondait en larmes , *Anne* seule conserva jusqu'à la fin cette sérénité touchante , qui annonce l'instant où l'ame du juste va s'envoler dans le sein de son Dieu.

Arrangemens pris après la mort de la Gouvernante.

LA minorité du Prince *Stadhouder* obligea les Etats-Généraux & ceux de *Hollande* à prendre des arrangements que la mort de son auguste mère rendait indispensables. Ceux-ci firent aussitôt prêter serment au Duc *Louis* de *Brunswyk-Wolffenbuttel* , désigné Gouverneur du jeune Prince , & chargé de représenter la personne du *Stadhouder* pendant sa minorité. Ils réglèrent la manière de disposer des Emplois militaires , de donner des Patentes , d'envoyer les Nominations pour l'élection aux Places de Magistrature &c. Les Etats-Généraux de leur côté réglèrent tout ce qui concernait les fonctions de Capitaine & Amiral-Général de l'Union pendant la minorité ; dépêchèrent aux différentes Provinces l'Acte dans lequel feu son Altesse Royale avait nommé les personnes qui devaient être chargées de l'Education du jeune Prince ; & arrêterent que les obseques de la Gouvernante se feraient aux dépens de tous les Etats confédérés , comme l'avaient été celles de son auguste Epoux.

— Le 23. de Février fut fixé pour cette cérémonie lugubre , qui se fit avec la même pompe & la même décence , que celles qui s'étaient vuës au Convoi funébre de *Guillaume IV.* A peine le jeune *Stadhouder* avait vû descendre le corps de son auguste Mère dans le tombeau , que rentré dans la Chambre du Consistoire , son illustre Gouverneur , le Duc de *Wolffenbuttel* ,

dans

dans un discours aussi chrétien que pathétique lui représenta; „ que cette tombe, qu'il venait „ de voir, était le lieu où reposaient les restes „ de ses illustres Ancêtres, qui par leurs grandes actions s'étaient rendus dignes de ces marques d'honneur. C'était à imiter leurs vertus qu'il devait s'appliquer, s'il voulait laisser „ après lui une mémoire aussi précieuse qu'était „ la leur. C'est ici, ajouta le Duc, que sont „ conservés jusqu'au jour du jugement les corps „ de ceux qui ne sont plus; le vôtre, ô Prince! y paraîtra de même après la mort: vivez donc ici-bas de façon que vous puissiez „ sans crainte descendre dans le tombeau, pour „ y attendre tranquillement le jugement que „ Dieu portera sur toutes vos actions! ” Paroles dignes du Prince qui les prononçait, & que celui à qui elles étaient adressées, a si bien gravées dans son cœur, que l'Etat & lui-même en recueillent aujourd'hui les fruits salutaires.

LE peu d'unanimité des Provinces dans l'af- Augmenta-
faire de l'augmentation proposée par la Gouver- tion dans la
nante, avait empêché qu'elle n'eût lieu, mais Marine des
elle avait causé un mal bien plus réel encore; Etats.
la marine avait été négligée. L'on s'occupait
enfin sérieusement de cet objet si important, &
le 26. de Février, trois jours après les funérail-
les de la Princesse, les Etats-Généraux arrê-
rent d'équiper vingt-cinq Vaisseaux de guerre.
Les plaintes réitérées des Négocians avaient ren-
du cette démarche d'autant plus nécessaire, que
les pirateries des *Anglais* devenaient plus fré-
quentes & plus odieuses. Le Commerce de la

République languissait, sa navigation marchande était presqu'anéantie. L'on s'aperçut qu'il était tems de protéger efficacement l'un & l'autre; l'on sentit que pour le faire avec fruit il fallait opposer la force à la violence, la justice à l'audace; enfin l'honneur de la République ne permettait pas que l'on souffrit plus longtemps des insultes que l'on pouvait venger. Quoique les Provinces de *Groningue*, d'*Utrecht* & d'*Overissel* ne fussent pas du même avis, & que l'augmentation des forces navales de la République n'eût passé qu'avec peine à la pluralité, bientôt cependant l'on ne put plus douter de la nécessité de ces sages dispositions. Car à peine avait été prise la résolution d'armer puissamment en mer pour mettre un frein, s'il était possible, aux injustices & aux violences des Corsaires *Anglais*, que les Négocians d'*Amsterdam*, dans une Requête présentée aux Etats - Généraux, se plaignirent encore de ce que les *Anglais* avaient pris, confisqués & conduits dans leurs Ports, environ vingt-sept Vaisseaux des sujets de la République. Ce fut alors que l'on répondit à ces Négocians, que l'on avait pris une résolution vigoureuse, laquelle, si elle ne pouvait leur procurer le dédommagement de leurs pertes, & toutes les satisfactions qu'ils étaient en droit d'attendre, servirait au moins à maintenir l'honneur de l'Etat, à faire respecter ses forces, & à assurer son Commerce pour l'avenir.

Evènemens particuliers de l'année 1759.

Les autres évènemens de cette année n'offrent rien d'intéressant, que les arrangemens pris dans les différentes Provinces pour régler la tutelle du jeune Prince *Stadhouder*, qui venait d'entrer

trer dans sa onzième année. — Le 8. de Mars jour de l'anniversaire de sa naissance ne fut point célébré comme à l'ordinaire par des réjouissances publiques, à cause du deuil de la Cour. Cependant ce jour fut marqué par l'admission de son Altesse Sérénissime à l'Assemblée des Etats-Généraux, où Elle parut pour la première fois, placée dans le fauteuil *Stadhouderal*, pour assister à la présentation de la liste militaire par le Conseil-d'Etat.

L'ANNEE 1760. commença par des évènements désastreux pour la plupart des *Provinces-Unies*. Des inondations fréquentes submergèrent au mois de Janvier une grande partie de la *Hollande* & de la *Gueldre*, & y causèrent des dommages considérables. Ce fléau si terrible, mais si ordinaire dans ces Provinces, avait été précédé quelques jours auparavant par un tremblement de terre, qui cependant avait causé plus de frayeur que de mal.

LE 5. du mois de Mars l'on célébra à la Haye avec beaucoup de magnificence le mariage de la Princesse *Caroline*, sœur du jeune *Stadhouder*, avec le Prince de *Nassau-Weilbourg*. Cette alliance avait été arrêtée par la Princesse-Gouvernante, qui l'avait si fort à cœur, que la veille même de sa mort elle dépêcha des lettres circulaires aux différentes Provinces pour demander leur consentement. Il était d'autant plus indispensable, que par un article de la Résolution du 16. Novembre 1747. qui déclarait le *Stadhouderat* héréditaire, il était expressément stipulé que la jeune Princesse ne pourrait épouser qu'un Prince de la Religion Réformée. Le Prince de

1760.

Mariage
de la Prin-
cesse Caro-
line avec le
Prince de
Nassau-
Weilbourg.

Weilbourg était *Luthérien*. Cinq Provinces cependant donnèrent leur consentement, sans difficulté. Celles de *Hollande* & d'*Utrecht* s'y opposèrent d'abord avec beaucoup de fermeté; mais bientôt après la plupart des Membres de ces deux Provinces se prêtèrent au vœu de la Maison d'*Orange*. Cependant le *Ridderschap* d'*Utrecht*, en *Hollande* les Villes de *Dordrecht*, *Harlem*, *Amsterdam*, *Gouda*, *Rotterdam*, la *Brille*, *Alkmaar* & *Enkhuizen*, & le Comte de *Gronsfeld*, comme Membre du *Ridderschap* de *Hollande*, déclarèrent ne pouvoir consentir qu'on s'écartât de la Résolution du 16. Novembre 1747. par laquelle la Princesse ne pouvait épouser qu'un Prince de la Religion *Réformée*, & qu'ils ne pouvaient être d'avis que l'on dérogeât à cette loi fondamentale de l'Etat. — L'opposition de ces Membres ne fut plus un obstacle à une Alliance avouée par la pluralité; ainsi les Etats de *Hollande* se contentèrent de déclarer, qu'ils veraient conclure ce mariage avec un Prince de la Confession d'*Augsbourg*, sans s'y opposer, sauf pourtant, que l'on ne prétendît pas par là avoir dérogé à la dite Résolution qu'ils déclaraient vouloir maintenir dans toute sa force comme loi fondamentale de l'Etat, à laquelle l'on ne pouvait faire aucune altération. — La prévoyance de ces Membres quelque juste qu'elle pût être, puisqu'elle était fondée sur la loi put paraître trop scrupuleuse à certaines personnes qui ne découvriraient pas dans cette alliance les mêmes dangers pour l'Etat que d'autres croyaient y découvrir. Mais si ce fut un désagrément pour le Prince de *Weilbourg*, les Etats

Généraux en adoucirent bientôt l'amertume, en accordant à ce Prince, à la recommandation du Duc de *Wolffenbuttel*, la Charge lucrative de Général de l'Infanterie, qui lui rapporte dix-mille florins par an. *

PARMI les différents desastres causés cette année dans la République par la maladie *épizootique*, par les ouragans, les inondations, les incendies & les déprédations que les *Anglais* continuaient de faire sur mer, l'histoire observe entr'autres, que le 5. du mois de Juillet, un orage épouvantable mêlé de tonnerre & de grêle d'une prodigieuse grosseur, qui causa les plus grands ravages dans différents endroits, brisa & détruisit entièrement les superbes vitreaux du côté méridional de la grande Eglise de *Gouda*; perte irréparable par l'impossibilité de rétablir ce monument précieux de l'art de peindre sur le verre avec des couleurs aussi vives qu'elles sont inaltérables.

LA fréquence des inondations causées par l'affaiblissement ou la rupture des digues avait dès l'année 1758. engagé la Société Littéraire de *Harlem* à proposer aux recherches des Savans; *quel serait le moyen le plus court, le plus sûr & le moins coûteux de reboucher les ouvertures faites aux digues?* Cette Question si intéressante pour la République n'ayant point été traitée d'une manière qui répondit aux vues de la société, elle la proposa l'an- 1761.

* Le Prince de *Nassau-Weilbourg* était déjà Général-Major au service de la République & Gouverneur de *Bergen-op-Zoom*, il l'est aujourd'hui de *Mastricht*.

l'année suivante , & pour mieux exciter l'émulation des Savans , elle doubla la valeur de la médaille d'or qu'elle est dans l'usage de distribuer annuellement aux Auteurs dont les Dissertations méritent d'être couronnées. Ce zèle éclairé pour l'utilité publique , dont la Société avait donné tant de preuves depuis son établissement , engagea les Etats de *Hollande* à lui accorder l'Octroi qu'elle leur avait demandé. Il est en date du 30. Juillet 1761. & c'est depuis cette Epoque , que l'on doit regarder la Société Littéraire de *Harlem* , comme une *Académie Nationale des Sciences* , dont le Souverain s'est déclaré le Protecteur.

LA liberté de la presse est un des plus beaux privilèges d'une Nation libre , où les Loix ne mettent point d'entraves au génie , où le caprice du Souverain n'asservit point les pensées à des règles gênantes. Mais cette liberté peut dégénérer en licence , & il est alors du devoir du Souverain de réprimer les indécentes productions qui noircissent la réputation ou la mémoire de personnes , dignes par leurs talens & leurs vertus de l'estime de leurs contemporains & de la reconnaissance de la postérité. Les Etats de *Hollande* se virent forcés cette année d'interposer leur autorité pour arrêter le zèle un peu trop indiscret d'un Ministre *Emérite* , qui employait le loisir que lui laissaient les fonctions du Ministère qu'il n'exerçait plus , à déchirer la mémoire de plusieurs Savans Ecclésiastiques , qui avaient édifié l'Eglise par l'intégrité de leurs mœurs , comme ils l'avaient éclairée par leur

Doc-

Doctrine. * L'Université de *Leyde* n'avait pu voir sans une sorte d'indignation qu'un simple Ministre de Village s'acharnât à noircir la réputation de ces hommes estimables, qu'elle avait vu dans son sein enseigner avec autant de gloire que de vérité les sciences les plus sublimes. Elle défendit avec éclat l'honneur outragé de ses Professeurs; mais la plume intempérante du Détracteur enfantant toujours libelle sur libelle, le Souverain lui fit dire par le Conseiller-Pensionnaire qu'il eût à s'abstenir d'écrire ou de publier, sans permission, aucun ouvrage sur des matières de Théologie, sous peine de s'attirer son indignation, & d'être privé des appointemens qu'on avait bien voulu lui conserver. — Les États de *Hollande*, pour mieux prouver combien ils étaient éloignés d'approuver, de tolérer même cette licence de tout dire, qui, parmi les gens d'Eglise surtout, nourrit & foment l'esprit de dispute, excite le zèle de l'intolérance & fait dégénérer en libelles scandaleux des Ecrits, dont le but ne devrait être que d'instruire & d'éclairer, publièrent un Edit qui établissait une sorte de *Censure* pour tout Ouvrage Théologique. Ils ordonnèrent entr'autres qu'aucun Docteur ou Professeur en Théologie, aucun Ministre, aucun Membre en un mot de la vraie Eglise Réformée ne fit imprimer ou publier des Livres sur

* Le célèbre *J. van den Honert*, qui avait professé la Théologie dans l'Université de *Leyde* avec beaucoup de réputation, était celui contre qui se déchainait avec le plus d'aigreur cet Ecrivain fougueux, nommé *N. Holvius*, Ministre Emérite à *Koudekerk*, petit Village à une lieue de *Leyde*.

sur des matières de Théologie, ou sur quelqu'autre matière que ce pût être qui concernât la Religion Reformée, sans avoir préalablement obtenu l'approbation de sa Classe ou des Professeurs de l'Université de *Leyde*. Précaution très-sage sans doute, pourvu que par trop de scrupule elle ne s'étende pas au-delà des bornes que doit lui prescrire le désir très-louable de conserver la paix dans l'Eglise. *

LA

* A ces précautions, dictées par la prudence même, le Souverain ajoutait l'obligation pour l'Ecrivain de mettre à la tête de son Ouvrage son nom & sa profession; le tout sous peine, pour l'Auteur, l'Editeur & l'Imprimeur, d'une amende de mille Florins *Carolus*. — L'on a longtems disputé & l'on disputera encore longtems pour savoir si la liberté de la presse doit être permise dans un Etat quelconque. Il semble que cette question ne devrait plus être problématique. La réponse se tire de la différence des Gouvernemens. Il en est où cette liberté ne peut être permise; mais ce n'est sûrement pas un avantage pour les peuples, ce n'est pas un signe de la bonté de la Constitution sous laquelle ils vivent. Il en est d'autres où cette liberté est indispensable, où elle fait même une partie de la Constitution. Mais il n'en est aucun où cette liberté ne dégénère en licence, si de sages loix ne la restraint. La difficulté est de trouver le point fixe auquel le Législateur doit s'arrêter. Tout ce qui tend à corrompre les mœurs; tout ce qui choque ouvertement les Dogmes adoptés par la Religion dominante; tout ce qui paraît visiblement destiné à soulever les peuples contre la Puissance légitime; tout libelle enfin qui par des personnalités odieuses noircit la réputation d'un honnête homme, doit être soumis à la censure, doit être pros crit. Mais encore que de restrictions à faire! Il y a quelques années que l'on voulut en *Hollande* établir une *Censure Universelle* sur toutes les différentes parties de la Librairie. Le zèle trop peu réfléchi de quelques Théologiens semblait se féliciter d'avance de porter ce coup mortel à la liberté nationale. Les *Censeurs* étaient déjà désignés; chaque Ville devait avoir les siens. Leur pouvoir de-

LA Navigation & le Commerce des sujets de la République étaient cependant toujours exposés aux insultes des Corsaires Français & Espagnols. Conduite courageuse du Capitaine Salomon Dedel.

devait s'étendre sur toutes les différentes branches de la littérature. C'était leur supposer des connaissances universelles ; c'était supposer que dans chaque Ville ils verraient tous des mêmes yeux, ils porteraient tous sur les mêmes ouvrages le même jugement. Supposition gratuite, qui ne servait qu'à prouver l'impossibilité de la Censure telle qu'on voulait l'établir. Heureusement la voix de la liberté se fit entendre. Plusieurs Mémoires furent présentés au Souverain ; on lui fit voir l'absurdité du plan qui lui avait été proposé par des gens intéressés à ne vouloir que l'on admit pour bon, que ce qu'eux-mêmes jugeraient tel ; on lui représenta le tort que la Censure allait faire à une des principales branches du Commerce. — Le Souverain eut l'écrité d'examiner, de peser les raisons, il découvrit l'inconvénient qu'allait causer l'Edit projeté, & la Censure n'eut point lieu. — (†)

(†) De tous les Mémoires qui furent présentés alors, le mieux raisonné, le mieux motivé, celui qui peut-être fit le plus d'impression sur le Souverain, c'est celui que publia Maître *Elie Luzac*, Avocat à *Leyde*. Ses connaissances très-étendues dans toutes les parties de la législation de sa Patrie, celles qu'il s'est acquises par des recherches immenses sur les libertés, les droits & les privilèges de sa Nation, celles enfin qu'il possède dans le Commerce de la Librairie, qu'il fait depuis plusieurs années dans les différentes parties de l'Europe, avec une réputation qui s'est toujours soutenue, lui donnaient un avantage que peu d'autres pouvaient avoir. Encore lui ai-je entendu dire, que si le tems le lui eût permis (l'Edit portant Etablissement de la Censure était, disait-on alors, prêt à paraître) son Mémoire aurait présenté des argumens plus convaincans encore en faveur de la liberté de la presse ; liberté si précieuse à tout peuple qui n'est point Esclave.

1762.

nols & aux pyrateries des *Barbaresques*. Les plus rudes coups leur étaient pourtant portés par les *Anglais*. L'espèce d'impunité avec laquelle ils avaient jusqu'alors exercé toutes sortes de violences sur les Vaisseaux & les Equipages *Hollandais*, n'avait servi qu'à les enhardir à en commettre toujours de nouvelles. Bientôt cependant ils eurent lieu de s'appercevoir que l'Etat se lassait enfin de n'opposer à leurs déprédations réitérées que des remontrances & des représentations infructueuses ; du moins qu'il avait des Officiers à son service qui savaient mépriser le danger pour faire respecter son Pavillon. Le 22. du mois d'Août de l'année 1762. cinq ou six Frégates *Anglaises*, dont l'une portait cinquante pièces de canon, voulurent arrêter & visiter quatre Vaisseaux marchands, sortis du *Texel* sous le Convoi d'un Vaisseau de guerre, commandé par le Capitaine *Salomon Dedel*. Bien loin de se soumettre à l'inspection tyrannique des *Anglais*, ce brave Officier se prépara à faire une résistance courageuse. Le combat fut engagé, mais la partie était trop inégale, pour que le *Hollandais* pût espérer d'en sortir victorieux. Obligé de céder à la force, il eut du moins la gloire d'avoir combattu & versé son sang * pour soutenir l'honneur de ses Maîtres & la liberté des mers. Le Vaisseau de Mr. *Dedel* & les quatre Navires Marchands furent pris & conduits en *Angleterre*. Cependant ils furent tous relâchés quel-

* Monsieur *Dedel* eut deux hommes de tués sur son bord & onze blessés ; lui-même eut la gloire de recevoir dans cette action une blessure honorable.

quelque tems après. La Cour de *Londres* voulut bien comprendre cette fois (ce qu'elle avait refusé de faire dans cent autres occasions pareilles) que la prise de ces Vaisseaux *Hollandais* ne pouvait être justifiée par aucun motif, que c'était une violation ouverte du Droit des Nations, & une infraction violente des Traités les plus solennellement jurés. — Heureusement le Commerce & la Navigation de la République se virent bientôt affranchis de l'oppression sous laquelle ils gémissaient depuis si longtems. La paix qui se fit cette année entre la *France*, l'*Angleterre* & l'*Espagne*, rendit la liberté à la Navigation, & permit au Commerce presque tombé de se relever peu-à-peu. Dès que la paix fut conclue, le Roi d'*Angleterre* fit demander aux Etats-Généraux le libre passage pour ses troupes par le territoire de la République & la liberté de les embarquer à *Willemstad*. Quelque mécontentement que la conduite du Monarque *Anglais* pendant la dernière guerre, eût causé aux Etats, ils cédèrent aux importunités de son Ambassadeur, qui eut l'habileté de lever toutes les difficultés qu'on lui avait d'abord opposées, & obtint enfin la liberté du passage pour les Troupes *Britanniques*, à condition qu'elles payassent comptant tout ce qui leur serait livré pour leurs besoins & la commodité de leur marche & de leur embarquement.

Nous avons vu les Etats de *Hollande* prendre les précautions les plus sages pour empêcher que l'Eglise ne fut troublée, déchirée peut-être, par les Ecrits & les opinions de leurs Théologiens. Mais il est des Ouvrages, plus dangereux

reux sans doute, parce qu'ils sont plus répandus, que la lecture en est plus séduisante, & qu'à la hardiesse ou à la nouveauté des hypothèses, ils joignent l'élégance du stile, la magie de l'expression. Tel parut au Souverain le fameux Livre du Célèbre Citoyen de *Genève* sur l'Edu-
cation. *Emile*, cet Ouvrage si applaudi & si décrié, où parmi quelques paradoxes un peu libres, dangereux peut-être, brille la plus pure morale, se développent les vues les plus grandes, les plus saines sur ce période de la vie où l'homme se forme à devenir un Citoyen utile; ce livre qui ne respire que l'amour le plus pur de la Divinité, qui n'en donne que les idées les plus sublimes, qui enseigne même à respecter le Culte établi, avait été pros crit à *Rome*, à *Paris*, à *Genève* même. Le Libraire *Jean Neaulme* avait su se procurer un Privilège des Etats de *Hollande*, & le Livre de *Jean-Jacques Rousseau* avait été vendu publiquement. Quelques mois après les Etats, mieux informés sans-doute des opinions erronées, du Système dangereux que présentait tout l'ensemble de l'ouvrage, en défendirent la publication & la vente, parce que, portait l'Edit, il contenait des principes qui ne tenaient à rien moins qu'à sapper les fondemens de la Religion Chrétienne. *

TAN-

* Quelques autres Provinces suivirent l'exemple de la *Hollande*. A *Utrecht* cependant l'*Emile* ne fut point défendu; aussi pouvait-on se le procurer chez les Libraires de cette Ville, à beaucoup meilleur marché qu'en *Hollande*.

— Quelque tems après (en 1764.) la Cour de *Hollande* fit brûler à la Haye par la main du Bourreau deux Livres attribués à Mr. de *Voltaire*, & bien plus dignes de la vindicte

TANDIS QUE d'un côté l'on tâchait par une ^{Monument} sévérité salutaire de réprimer la licence des Pré- ^{élevé à la} dicateurs de l'incrédulité, & de préserver ainsi ^{Mémoire} la jeunesse du poison de l'irréligion; de l'autre ^{du Profes-} l'on encourageait le vrai savoir par des honneurs ^{seur Boer-} & des récompenses; l'on rendait un hommage ^{baave.} public à la Mémoire d'un de ces hommes rares, dont toute la vie est consacrée à l'utilité publique. Le célèbre *Boerhaave*, Professeur en Médecine à l'Université de *Leyde*, avait, par ses savantes veilles, par les Ouvrages précieux qu'il avait

dicté publique que l'*Emile* de *Rouffseau*. L'un était l'*Évangile de la Raison*, *Ouvrage Posthume* de *M. D. M.* . . . y; l'autre, *Ouvrages Philosophiques*, ou *Collection complète des Oeuvres* de *M. de Voltaire*. (†) Brochures trop grossièrement impies pour être réellement dangereuses, si la jeunesse, qui lit tout aujourd'hui, & qui ne réfléchit point, était aussi clairvoyante pour découvrir le piège que l'incrédulité tend à sa faiblesse, qu'elle est prompte à se laisser éblouir par les sophismes surannés des Détracteurs de la Religion, & à se laisser séduire aux faillies indécentes, & aux ridicules railleries de l'impiété. De pareils Ouvrages méritent sans doute d'être prohibés; & il serait à souhaiter que l'avidité du gain d'un côté, & de l'autre une curiosité coupable, ne trouvassent pas le moyen d'étuder impunément les défenses du Souverain. L'Auteur que nous suivons ici semble s'étonner que quelque tems après l'on permit en *Hollande* la vente du *Traité* de *Mr. de Voltaire* sur la *Tolérance*, traduit en *Hollandais* & imprimé à *Leeuwaarden*, quoique les *Etats de Frise* en eussent défendu la publication, & fait enlever tous les exemplaires qu'ils avaient pu saisir. Mais ne serait-ce pas que cet *Ecrivain* a cru, comme bien d'autres, qu'il suffisait qu'un Livre portât au titre le nom de *Mr. de Voltaire* pour être nécessairement suspect d'irréligion & par conséquent irritable? Dans ce cas l'on peut croire que l'Auteur n'a pas vu le Livre de la *Tolérance*.

(†) Ce n'est proprement qu'une même Brochure, qui parut alors sous ce double titre.

avait publiés sur la Médecine, mérité l'estime & la vénération de l'*Europe* entière. Il était mort, & pendant plusieurs années la reconnaissance de sa Patrie s'était bornée à profiter des vertés salutaires répandues dans ses ouvrages. Enfin la savante *Leyde* sembla se reprocher d'avoir retenu si longtems le tribut de reconnaissance qu'elle devait à la mémoire de ce grand homme; elle lui érigea cette année dans l'Eglise de *St. Pierre*, un Monument d'une simplicité noble, mais d'un travail achevé. C'est une Urne de marbre blanc, posée sur un piédestal noir. L'œil du curieux n'y découvre aucun de ces emblèmes mensongers que la flatterie invente en faveur de la vanité. Tout y retrace la simplicité de l'*Hypocrate* de la *Hollande*. Sur le devant du Piédestal pendent, à un feston de marbre blanc, les symboles de la Médecine & de la fragilité de la vie; un Médaillon au milieu offre le portrait en relief très-ressemblant du vénérable Vieillard; au-dessous du portrait est la devise de *Boerhaave*, SIMPLEX SIGILLUM VERI, avec ces mots au bas, BOERHAVI GENIO SACRUM.

1763.

L'ANNEE 1763. n'offre guères rien de fort intéressant dans les Annales de la République que ce qui concerne l'admission du jeune *Stadhouder* aux Colléges supérieurs de l'Etat. Par les arrangemens pris pour la tutelle du Prince mineur, il avait été arrêté que dès que son Altesse aurait atteint sa quinziesme année on l'admettrait à Assemblée des Etats - Généraux & à celle du Conseil - d'Etat. Ce fut le 9. de Mars, le lendemain de l'anniversaire de la naissance de *Guillaume V.* que se fit la céré-

Le jeune *Stadhouder* *houder* aux Colléges supérieurs de l'Etat. Par les arrangemens pris pour la tutelle du Prince mineur, il avait été arrêté que dès que son Altesse aurait atteint sa quinziesme année on l'admettrait à Assemblée des Etats - Généraux & à celle du Conseil - d'Etat. Ce fut le 9. de Mars, le lendemain de l'anniversaire de la naissance de *Guillaume V.* que se fit la céré-

BOERHAVI GENIO SACRUM

monie de l'introduction. Dans le Discours que le Comte de *Wassenaar - Twickel*, Président du Conseil - d'Etat, prononça à cette occasion, il souhaita entr'autres, „ que l'on pût voir se réunir dans le jeune Prince *Stadhouder* le Zèle „ infatigable & l'amour de *Guillaume I.* pour la „ Patrie; les connaissances & les succès militaires „ de *Maurice*; la considération & l'affabilité de „ *Frédéric - Henri*; la pénétration de *Guillaume II.*; „ la Politique savante de *Guillaume III.* & l'en- „ semble des Vertus qui avaient distingué son „ illustre Père *Guillaume IV.* de glorieuse Mé- „ moire; que toutes ces qualités, toutes ces „ vertus se réunissant pour le bien de l'Etat „ rendissent inaltérables & immortelles sa splen- „ deur & sa gloire; que son Altesse Sérénissi- „ me, qui paraissait pour la première fois parmi „ les Pères de la Patrie, s'efforçât de devenir „ aussi le Père de cette Patrie si chère, dont le „ bonheur allait bientôt être confié à ses ten- „ dres soins, afin qu'il fût ainsi le lien qui unit „ les sept flèches * d'un nœud indissoluble. ”

— Quelques jours plus tard, le 15. de Mars, la Confrérie des Chevaliers de *Saint - George* à *la Haye*, célébrant ce double événement, élit son Altesse Sérénissime pour son Président, & créa plusieurs nouveaux Chevaliers, entre lesquels se trouvèrent les deux Princes de *Hesse - Cassel*.

L'on était encore dans les transports de la Maladie
joye que causait l'introduction du jeune *Stad-* du jeune
hou- *Stadhou-*
der.

* Les sept flèches sont le symbole de l'Union & de la Confédération des sept *Provinces - Unies*.

bouder dans les Conseils Souverains de la Nation, lorsqu'elle fut cruellement troublée par les plus vives allarmes pour les jours de son Altesse. Vers la fin du mois de Mars, elle fut attaquée d'une inflammation à la gorge accompagnée de grandes douleurs de tête. Les symptômes de la petite-vérole se déclarèrent & jettèrent la consternation dans tous les cœurs. Heureusement elle n'était pas d'une espèce maligne. La jeunesse du *Stadhouder*, la force de son tempérament, les secours de l'art, la bonté du Ciel rendirent bientôt ce Prince chéri aux vœux de toute la nation. Les larmes de la douleur & de la crainte se tarirent, & *Guillaume V.* échappé aux dangers d'une maladie qui avait mis l'un de ses Prédécesseurs dans le tombeau *, joignit ses prières à celles des Peuples pour remercier le Ciel de sa guérison.

Guillaume V. est admis dans les Collèges supérieurs de la Province de *Frise*.

LES Etats - Généraux & le Conseil - d'Etat ne furent pas les seuls qui admirèrent cette année le jeune *Stadhouder* dans leurs Assemblées. Les Etats de *Frise*, jugèrent de même, qu'il était indispensable que son Altesse Sérénissime fût instruite de bonne-heure des Droits, des Coutumes & des Privilèges des *Frisons*, afin que parvenu à l'heureuse époque où le jeune *Guillaume* prendrait en main les rênes du Gouvernement *Stadhouderal*, il en fût mieux en état de maintenir les Loix constitutionales de la Province. En conséquence ils prirent, le 27. de Mai, la Résolution, de permettre à son Altesse de prendre

* *Guillaume II.* mort de la petite-vérole à l'âge de 24 ans.

dre séance dans leur Assemblée, & dans tous les autres Collèges supérieurs de la Province.

LA République était tranquille au-dedans & jouissait au-dehors de tous les avantages que la dernière Paix procurait à toute l'Europe. Ce pendant son Commerce n'avait pu se relever encore, & malgré tous les efforts de l'industrie, & de la vigilance des Négocians *Hollandais*, cette année pensa lui être plus funeste, que n'aurait pu l'être la prolongation de la guerre. Les Administrateurs des Plantations dans les différentes Colonies de la République, s'étaient depuis longtemps rendus odieux à leurs Esclaves par les inhumanités qu'ils exerçaient sur eux. Le joug de la servitude est de lui-même assez rude pour les hommes à qui la violence & la force l'imposent, pour ne point l'appesantir encore par des traitemens aussi barbares qu'inutiles & réellement exercés en pure perte. Plus d'une fois l'on avait éprouvé que les fers de l'esclavage n'ôtent point à l'homme le sentiment de sa dignité & de son égalité primitive; différens soulèvemens de la part des *Nègres* avaient prouvé aux Colons & à leurs Administrateurs, que l'intérêt de leur Commerce, celui de leur propre sûreté même, exigeait qu'ils missent des bornes à une sévérité, desavouée par la nature, odieuse à la Religion, condamnée par les loix, improuvée même par leurs maîtres. Mais le préjugé, si deshonorant pour l'humanité, que les *Nègres* ne doivent pas être traités avec douceur, avait prévalu sur tous les autres motifs, & les malheureux Esclaves des Colonies étaient toujours exposés aux mêmes cruautés. Ceux de la Co-

Soulève-
ment des
Nègres
dans la Co-
lonie des
Berbices.
— Ban-
queroutes
fréquentes.

lonie des *Berbices* résolurent de se soustraire enfin à la verge de fer de leurs tyrans; ils se soulevèrent au commencement de cette année, & commirent sur les Plantations, sur tous les *Blancs* qui leur tombèrent entre les mains, des horreurs que le ressentiment le plus juste & le plus légitime ne peuvent justifier. C'est tout dire que d'assurer qu'elles surpassaient toutes celles que l'on commettait sur eux. Mais pouvait-on attendre une vengeance modérée d'une bande de sauvages sans mœurs, comme sans principes, abrutis sous les coups déchirans du plus odieux despotisme, altérés enfin du sang de ceux qui s'étaient abreuvés du leur? Les forces de la Colonie furent insuffisantes pour étouffer une rébellion, qui la menaçait d'une destruction entière. Plusieurs des Propriétaires s'adressèrent aux Etats, qui firent partir pour les *Berbices* trois Vaisseaux de guerre, & un Corps de troupes réglées aux ordres du Colonel de *Salve*. L'on fit la chasse des *Nègres*, comme l'on fait celle des Bêtes fauves; ils furent soumis, la Rébellion fut étouffée. Ceux qui furent convaincus d'avoir été les auteurs du soulèvement, de s'être faits chefs des Rébelles, expièrent leur revolte par des tourmens affreux. Le nombre de ceux qui avaient perdu la vie dans les différents combats qu'on leur avait livré, celui des malheureux tombés sous le fer des bourreaux, avaient tellement effraié le reste, trop affaibli pour oser résister encore, que le repos fut rétabli dans la Colonie, qui reprit bientôt son ancien lustre. — Mais le soulèvement des *Nègres* des *Berbices* n'avait pour ainsi dire attaqué qu'une partie du

Com.

Commerce , n'avait causé que des pertes particulières ; un coup bien plus terrible , parce qu'il portait sur tout le Commerce en général , menaça de le ruiner sans ressource. Nulle Nation commerçante ne fut jamais plus jalouse de son crédit , ne fut mieux le soutenir & le conserver intacte , que la Nation *Hollandaise*. Tant que la simplicité des mœurs fut le caractère distinctif de cette sage Nation , tant que l'esprit d'une honnête parcimonie , vertu si nécessaire à un peuple commerçant , prévalut sur la folle & ruineuse vanité de ne vouloir amasser des richesses que pour se procurer toutes les aïssances , toutes les superfluités du Luxe , les *Hollandais* furent & méritèrent d'être renommés pour leur bonne-foi , pour leur scrupuleuse ponctualité dans toutes les affaires du Commerce. Le leur avait alors une vigueur , une solidité que n'eut jamais celui des autres Nations. Trop d'opulence , la trop grande facilité de l'augmenter encore par des voyes souvent équivoques , presque toujours hasardeuses , le désir de paraître aussi riche qu'on l'est , souvent même plus riche qu'on ne l'est en effet , firent perdre peu - à - peu aux gros Négocians *Hollandais* cet esprit *Républicain* qui ne met de distinction entre les différentes classes de Citoyens , que celle que donnent le mérite & la vertu. Le luxe des Nations voisines s'introduisit avec leurs mœurs , leurs vices & leurs frivolités dans toutes les grands Villes commerçantes de la *Hollande*. L'élégance des habits , la délicatesse de la table , la somptuosité des bâtimens , le goût des plaisirs bruyants & dispendieux , prirent bientôt la place de la simplicité ,

de la frugalité, de l'activité, de l'industrie, de la candeur. Les débours d'un mois pour tous ces nouveaux besoins domestiques absorbèrent les gains de toute une année. Il fallait cependant soutenir un crédit qui n'était plus qu'imaginaire. Les hasards du Commerce, souvent désastreux, en rendaient les moyens plus difficiles; l'on eut recours à cette industrie intrigante, à ces pratiques sourdes, à ces emprunts ruineux, à ces spéculations chimériques, qui pendant quelque tems peuvent bien couvrir la fraude du voile de la probité & de la bonne-foi, mais qui enfin se décèlent à la honte de ceux qui les ont employés, & accélèrent la chute d'un édifice qui ne se soutient plus que par des étançons trop mal assujettis pour ne pas céder au poids dont ils sont surchargés. Jamais la *Hollande* n'avait éprouvé, aussi sensiblement que cette année, tous les maux qui naissent d'une altération trop subite dans les mœurs nationales. Son Commerce reçut une secousse si violente, qu'elle ébranla les plus fortes maisons de ses Villes commerçantes, de l'*Europe* entière. Des faillites aussi nombreuses que peu attendues, se déclarèrent partout. *Amsterdam*, cette Ville d'ailleurs si riche, si commerçante, dont le Crédit est si étendu & si sûr, compta plus de quarante Comptoirs qui manquèrent tout-à-coup. Quelques-unes de ces Banqueroutes étaient peut-être causées par ces désastres si fréquents dans le Commerce, que toute la prudence humaine ne peut ni prévoir, ni prévenir, ni empêcher; mais d'autres avaient pour principe la mauvaise foi la plus odieuse, la plus deshonorante, la

commodité en un mot de s'enrichir aux dépens de ses Créanciers. * Ces faillites multipliées répandirent sur la Bourse d'*Amsterdam*, l'effroi, la douleur & le desespoir. Des familles honnêtes, des Négocians actifs & intègres se virent tout-à-coup abimés par la chute vraie ou feinte de quelques hommes dont l'imprudence était le moindre crime (car l'imprudence en est un dans le Commerce). Pendant près de deux mois, (jusqu'à la fin de Septembre) le Négocio d'*Amsterdam*, & par contre-coup celui des autres Villes commerçantes de la Province, resta dans une inaction létargique, qui semblait présager son extinction prochaine & totale. Heureusement les nouvelles du dehors furent moins affligeantes que l'on ne s'y était attendu. Les principaux Négocians d'*Amsterdam* rendirent leur confiance à ceux de leurs Confrères qui parurent la mériter encore; le crédit se rétablit insensiblement. D'un autre côté plusieurs Comptoirs étrangers retirèrent leurs Lettres-de-Change, ce qui donna à plusieurs Marchands, plus malheureux que coupables, le tems de régler leurs affaires & de reprendre leurs payemens. Cependant ce ne fut que peu-à-peu que le Com-

* Il n'est pas rare de voir actuellement en *Hollande*, comme on l'a vu toujours ailleurs, des marchands déclarer des banqueroues énormes, faire un Négocio plus étendu que jamais, ou même se retirer tout-à-fait du Commerce, & vivre avec un faste, qui doit indigner tout homme assez sage pour oser croire que les richesses ne donnent aucune considération par elles-mêmes, & qu'elles n'effacent point l'infamie de les avoir acquises par des voyes criminelles.

Commerce reprit assez de vigueur pour faire espérer qu'il se releverait enfin tout - à - fait de l'état d'épuisement où il était tombé. *

Synode
Provincial
des *Jansé-*
nistes d'*U-*
trecht.

IL doit paraître assez indifférent à la plupart de nos Lecteurs que l'Archevêque d'*Utrecht* y ait convoqué cette année un Synode des *Jansénistes* de cette Province †; que ces Ecclésiastiques y aient condamné les Ecrits d'un le Clerc, de même que ceux des *Jésuites*, *Hardouin*, *Berruyer* & *Pichon*; qu'ils y aient fait quelques autres Réglemens de Discipline, & qu'enfin ils aient écrit au Pape pour lui faire part de ces Décrets Synodaux. Peut-être aurions-nous aussi passé sous silence cet événement assez peu intéressant, s'il ne servait à prouver combien est doux & modéré un Gouvernement, sous lequel le Clergé d'une Communion, ennemie par principes de la Religion dominante, jouit non-seulement de tous les avantages de la tolérance civile & religieuse, mais encore de la liberté de tenir publiquement ses Assemblées Synodales. Cependant cette modération si louable, si digne d'un Prince Chrétien, qui est en effet sentie comme elle doit l'être par tous les *Catholiques*.

rai-

* Il se relevait en effet, mais une seconde secousse, plus forte encore que celle de 1763. causée par la chute des maisons les plus accréditées d'*Amsterdam*, a, il n'y a que peu d'années, porté un nouveau coup mortel au crédit, qui s'en ressent encore, malgré tous les efforts que l'on a pu faire pour lui rendre sa première vigueur.

† Ce fut le second Synode tenu à *Utrecht*, depuis près de deux cens ans par ces Ecclésiastiques. Le premier y avait été convoqué en 1565. par l'Archevêque *Frédéric Schenk de Tautembourg*.

raisonnables des *Provinces-Unies*, sujets en général aussi fidèles, aussi soumis à l'Etat que peuvent l'être ceux qui professent la Religion du Souverain; cette modération ne fit point dans le tems même l'impression qu'elle aurait dû faire sur certains *Catholiques* rigides & peu éclairés des Frontières de la République. Ils portèrent si loin les excès de leur haine & de leur fureur contre les *Protestans* de *Vaels*, d'*Aix*, de *Borchet* & de quelques autres lieux circonvoisins, que, non contents de les troubler continuellement dans l'exercice de leur culte, ils en vinrent plus d'une fois aux voyes de fait. Il y en eut de blessés à coups de pierre & à coups de bâton; quelques-uns même perdirent la vie. Desorte que, pour arrêter, s'il était possible, le cours de toutes ces indignités, les Etats-Généraux firent fermer les Eglises des *Catholiques*, dans les lieux qui étaient de leur juridiction, à *Holsset*, *Vaels*, *Vylen*, *Gulpen* & *Margeraten*. Ce ne fut que plus d'une année après, qu'ayant donné des preuves d'une conduite plus modérée & plus décente, il leur fut permis de rouvrir leurs Eglises & d'y faire le service divin. — Ce n'étaient pourtant pas les *Catholiques* seuls dont la conduite imprudente attirait l'attention du Souverain; des Ecclésiastiques *Protestans* s'élevaient contre leurs Magistrats avec une témérité d'autant moins excusable, que leurs prétentions chimeriques étaient desavouées par les principes même de la Doctrine de leur Eglise, & condamnées par les Loix de l'Etat. La *Frise* vit cette année jusqu'où le Clergé *Protestant* porterait lui-même l'esprit d'indépendance, si de

sages Loix ne mettaient des bornes à son ambition. Un Ministre de *Leeuwarden*, *Corneille Blom*, s'était oublié au point de manquer publiquement * au respect qu'il devait à ses supérieurs les Bourguemaîtres & le Conseil de la Ville. Il fut mis à l'amende. *Blom*, & une partie du Consistoire présentèrent aussitôt Requête aux Etats de *Frise*, avec un Mémoire très-étendu, où, entr'autres maximes d'une conséquence très-dangereuse, l'on soutenait, „ que „ le Souverain n'avait aucune autorité dans le „ Gouvernement de l'Eglise; qu'il n'avait aucun droit de se mêler de la vocation des Pasteurs; que les Consistoires & les Ministres n'étaient comptables qu'à Dieu seul de la conduite qu'ils jugeaient à propos de tenir pour le bien de l'Eglise; que c'était à son tribunal seul qu'ils étaient justiciables & nullement à celui de qui que ce soit sur la terre; enfin que dans les fonctions de leur Ministère ils étaient fort au dessus de leurs Magistrats &c. ” Cette Doctrine, *calquée* en partie sur celle du Clergé *Ultramontain*, parut nouvelle aux Etats de *Frise*, qui la jugèrent même d'autant plus dangereuse, qu'elle tendait en effet à introduire insensiblement, une *Hérarchie* arbitraire, & l'indépendance la plus complète

* Il s'agissait de la nomination d'un Ministre. *Blom*, à la tête d'une très-petite partie de son Consistoire, parut à l'Hôtel-de-Ville, & par un Discours, que notre Auteur appelle *peu respectueux & diffamatoire*, il eut l'audace de vouloir contraindre la Magistrature à approuver la présentation de trois *Candidats* qu'elle avait refusé d'agréer.

plète du Clergé Protestant. La réfutation était facile; aussi le Magistrat de *Leeuwarden* ne resta pas sans réplique; sa conduite fut approuvée par les Etats de *Frise*, qui suspendirent pendant six semaines le Révérend *Blom* de toutes les fonctions du Ministère. Punition bien modérée sans doute, mais suffisante sous un Gouvernement dans lequel le Législateur a prudemment fixé les limites qui séparent la juridiction spirituelle de la Puissance séculière; & où les Ministres de la Religion, qui n'ont d'autre chef que le Souverain commun, sont en trop petit nombre, pour tenter de se soustraire à l'autorité civile, à laquelle ils sont & restent soumis dans tous les cas comme tous les autres sujets de l'Etat.

LE commencement de l'année 1764. fut remarquable par les inondations multipliées qui couvrirent d'immenses terrains dans plusieurs Provinces de la République, & causèrent de grandes pertes aux infortunés Habitans. — Cependant un événement bien intéressant pour tout le Corps de l'Etat, sembla rendre moins douloureuse la sensation de ces maux, auxquels l'habitude, la certitude même de s'y voir exposé à certains retours périodiques, n'ôte rien de l'horreur qui les accompagne. En effet le 16. de Mars l'Etat & l'Eglise furent également édifiés de l'intelligence & de la solidité avec lesquelles le jeune Prince *Stadbouder* répondit, en présence des Députés des Etats-Généraux, du Conseil-d'Etat & de plusieurs personnes du premier rang, à toutes les questions qui lui furent faites sur la Religion tant naturelle que révélée. Des

1764.

Inondations.

Le jeune Prince *Stadbouder* fait sa profession de foi & est admis à la participation de la Cène.

réponses claires & précises, faites avec autant de discernement que de modestie, firent admirer dans ce jeune Prince une Mémoire des plus heureuses, un jugement solide & mûr, des connaissances aussi étendues que bien fondées, & une piété réelle. *Guillaume V.* ayant ainsi fait publiquement sa profession de foi, fut reçu Membre de l'Eglise *Reformée* avec les applaudissemens les mieux mérités. L'Etat & l'Eglise sentirent redoubler alors les espérances qu'ils avaient déjà formées depuis longtems sur ce que *Guillaume* serait un jour. Ils virent en ce jeune Prince, l'un, le soutien & l'honneur du Gouvernement; l'autre, le Protecteur & la gloire de la Religion.

Exécutions terribles au *Texel* & ailleurs.

CETTE année est encore mémorable par les Exécutions aussi terribles que peu ordinaires faites sur une partie de l'Equipage d'un Vaisseau de la Compagnie des *Indes* *, qui après s'être revolté contre ses Officiers, s'était ensuite rendu maître du Vaisseau même. Plusieurs de ces Mutins furent arrêtés sur les Côtes du *Brésil*, & conduits ensuite en *Portugal*, d'où ils furent transférés en *Hollande* sur le *Zeepaard* (Cheval-Marin) Vaisseau de guerre des Etats, qui se trouvait alors à la rade de *Lisbonne*. De 18 Matelots ramenés sur ce Bord, 12 furent absous; & sur leurs dépositions & la confession forcée ou volontaire des six autres, ceux-ci furent condamnés par le grand Conseil de Guerre de la Marine, quatre à la potence & les deux autres à de moindres supplices. L'exécution s'en

* Le *Nyenburg*, Capitaine *Jacques Ketel*, d'*Enckhuizen*, destiné pour *Batavia*.

s'en fit au *Texel* au commencement de Mai. Les quatre suppliciés restèrent exposés à la potence pour servir d'exemple & d'effroi à quiconque serait tenté de commettre le même crime. —

Quelque tems après deux autres partis de ces bandits, ramenés au *Texel* sur les Vaisseaux de guerre le *Westfellingwerf* & le *Zuileveld*, offrirent un spectacle bien plus effrayant encore. Ceux-ci s'étaient rendus redoutables par les horreurs qu'ils avaient commises sous le nom de *Duitsche Broeders* (Frères Allemands) & sous le nom plus terrible encore de *Zwavel-Benders*. *

Trois des principaux chefs de la Rebellion furent condamnés à la roue, dix autres au gibet & quatre à de moindres supplices. L'exécution s'en fit encore au *Texel* avec un appareil si terrible, que l'on assure qu'un des spectateurs en fut si effrayé, qu'il en perdit la raison, & qu'il mourut quelques jours après. Les Ministres eux-mêmes, préposés à assister les Patients dans ce moment redoutable, purent à peine, tant ils étaient troublés, remplir auprès de ces malheureux les lugubres fonctions de leur Ministère.

— Huit autres de ces Mutins arrivés sur le *Nyenburg* même à la *Cayenne*, Colonie Française des *Indes-Occidentales*, y furent arrêtés à la prière des Etats, & conduits ensuite à *Surina-*

* Il serait difficile de rendre cette expression en Français (bandes de Souffre); mais l'on ne pourrait guères en imaginer de plus forte pour peindre d'un seul trait une association de scélérats, qui se sont fait une espèce de profession du pillage, du meurtre, de l'incendie, de tous les forfaits enfin dont est capable une âme atroce, qui semble nécessaire au crime par l'habitude de le commettre.

même. L'on y trancha la tête à l'un des chefs, six autres furent pendus, & le huitième fut condamné au fouet sous la potence. Les têtes de ces sept malheureux furent exposées sur un poteau, traversé d'une barre de bois, garnie de pointes de fer, & renfermé dans une espèce de cage de fer, faite exprès pour en écarter les oiseaux de proie.

1765. Quoique le tems approchât où le Prince devait gouverner par lui-même, quelques-uns cependant crurent qu'il serait à propos d'en avancer le moment. En effet un des Députés du Quartier de *Zevenwouden* en *Frise* en fit la proposition au commencement du mois de Mars de l'année 1765. demandant que la majorité du *Stadbouder* fut fixée au 8. de Mars de cette année même. La Princesse - Douairière d'*Orange* *, informée d'une démarche qui sûrement devait la surprendre, ne daigna pourtant point en marquer le moindre ressentiment; elle se contenta d'assurer les Députés, qui lui en donnaient avis, qu'elle était prête & consentait sans peine à se démettre de la part qu'elle s'était vue obligée de prendre à l'administration depuis l'année 1759. Mais elle voulait bien leur avouer, qu'une Lettre du Prince *Stadbouder*, son Petit - Fils, lui annonçait que ce Prince non-seulement improuvait la proposition faite par ceux du *Zevenwouden*, mais qu'il y protestait au contraire, que jamais il ne s'écarterait des Ré-

* Marie - Louise de Hesse - Cassel, Douairière du Prince d'Orange, Jean - Guillaume - Friso, qui se noya malheureusement au passage du *Moerdyk*.

solutions unanimément prises par toutes les Provinces relativement à la majorité & à la tutelle. * Une déclaration aussi précise de la part du *Stadhouder* lui-même, fit sentir à ceux de *Zevenwouden*, que les marques de leur zèle avaient été aussi indiscrètes que prématurées; ils s'en excusèrent du mieux qu'ils purent auprès du *Stadhouder* & de la Douairière, son Ayeule, qui voulurent bien agréer les excuses d'une faute, qui peut-être n'avait été commise que par trop de zèle & d'amour. — Mais l'illustre & véné-

nable Princesse ne survécut guères à cette petite mortification. Le seul désir qu'elle formât encore, c'était de voir son auguste Petit-Fils prendre lui-même en main les Rênes du Gouvernement : elle n'eut pas cette douce satisfaction, étant morte le 9. d'Avril de cette année dans la 78. année de son âge. Cette perte, très-sensible à la République & à la maison d'Orange, se fit surtout sentir à la Province de *Frise*, où la Princesse *Marie-Louise* avait continué de faire sa résidence, depuis même que *Guillaume IV.* son auguste Fils, eut été fait *Stadhouder* de l'Union. En effet cette Princesse avait de tout tems travaillé à assurer le bonheur & la tranquillité de cette Province; & elle s'y était portée avec tant d'ardeur, tant d'intérêt & d'affection, qu'elle s'était acquise, & avait conservé jusqu'à la fin, l'amour & la vé-

Mort de la
Princesse-
Douairière
*Marie-
Louise.*

* Il avait été arrêté par ces Résolutions que la Minorité du *Stadhouder* cesserait à sa dix-huitième année, tems auquel son Altesse Sérénissime entrerait de fait en fonction de toutes les éminentes Charges de l'Etat.

vénération de tous les ordres de l'Etat. Elle les méritait d'ailleurs par toutes les autres vertus, qui firent admirer son courage & sa fermeté dans les différentes circonstances d'une vie longue & traversée de tous les maux, auxquels peuvent être quelquefois exposés les Grands de la terre. — Jusqu'à la majorité du Prince *Stadhouder* ce fut la Princesse de *Nassau-Weilbourg*, sa sœur, qui, par la mort de la Douairière, se trouva chargée du soin de pourvoir aux Places de Magistrature dans les différentes Villes de la *Frise*. *

Majorité
de Guil-
laume V.

LES regrets causés par la perte de cette illustre Princesse furent cependant moins vivement sentis qu'ils ne l'eussent été dans tout autre tems. En effet l'on était trop voisin du moment

* Ce fut aussi cette année que mourut près de la *Haye*, le 11. de Septembre, l'ancien Conseiller-Pensionnaire de *Hollande*, Mr. *Gillis*. Les suites de son Ambassade à la Cour de *France* en 1746. & la part qu'il avait eue aux Négociations de *Bréda*, le rendirent si suspect aux peuples, qu'ils l'accusèrent ouvertement de trahison; &, si les Etats & *Guillaume IV.* lui-même ne l'eussent pris alors sous leur protection particulière, il n'est presque pas douteux que l'année 1748. n'eût vu renouveler en sa personne, les mêmes horreurs qui furent commises en 1672. sur un de ses Prédécesseurs dans ce difficile Emploi. Quoique sûr de l'approbation de ses maîtres, de l'estime de tous les gens sensés, &, ce qui est bien plus encore, de l'aveu de sa propre conscience, Mr. *Gillis*, échappé aux fureurs de la populace, ne voulut rester en charge qu'autant de tems qu'il en fallait pour convaincre le public qu'il ne cédait ni par pusillanimité ni par contrainte. Il demanda sa démission au mois de Mai de l'année 1749. & jouit jusqu'à sa mort, avec le titre de Trésorier-Général, d'une pension de 8000 florins, qui lui avait été accordée comme ancien Conseiller-Pensionnaire.

ment qui allait mettre *Guillaume V.* hors de tutelle; la perspective brillante, qui depuis si longtemps flattait, nourrissait l'espoir des Peuples, était actuellement vue de trop près; enfin dans la foule des objets, qui en tout autre tems eussent au moins partagé l'attention, *Guillaume V.* portant lui-même la main au Gouvernail du Vaisseau de l'Etat, attirait seul tous les regards. Dans toute la République l'on ne voyait déjà plus que *Guillaume V.* & le bonheur que l'on se promettait de son administration. Ce jour si désiré par les peuples parut enfin; & le 8. de Mars de l'année 1766. terminant la minorité du jeune *Stadhouder*, il prit séance dans les différents Colléges Supérieurs de l'Etat & de la Province. La cérémonie s'en fit avec beaucoup d'éclat. Partout où le Prince fut introduit, à l'Assemblée des Etats-Généraux, à celle des Etats de *Hollande*, au Conseil-d'Etat, aux Cours de Justice, il y fut reçu avec les marques de la joie la plus vive, partout aussi il répondit avec autant de dignité que de modestie aux différents discours qu'on lui adressa. Mais ce fut principalement dans sa réponse aux Etats-Généraux, que son Altesse Sérénissime donna un libre cours aux témoignages de sa reconnaissance pour le Duc de *Brunswick - Wolfenbittel*. C'était à ce sage Mentor qu'après la mort de la Gouvernante l'éducation du jeune *Stadhouder* avait été confiée; c'était par cet auguste *Instituteur*, par ses exemples autant que par ses leçons, que *Guillaume* avait été formé au grand art, dont il se préparait à

1766.

faire l'essay. Pouvait-il ne pas reconnaître les obligations qu'il lui avait ? pouvait-il hésiter d'en faire l'aveu public ? de promettre que tous les jours de sa vie lui en rappelleraient l'heureux souvenir ? que tous les jours de sa vie il donnerait au Duc des preuves de la gratitude dont il se sentait pénétré * ? Mais si le jeune Prince était reconnaissant, les Etats-Généraux, qui allaient cueillir les fruits de l'éducation qui lui avait été donnée, voulurent de leur côté prouver au Duc combien ils étaient satisfaits des soins qu'il avait pris de son auguste Elève. Ils nommèrent le jour même une Députation, qui fut chargée d'en remercier solennellement ce Prince au nom de l'Assemblée : ils firent plus ; sur la proposition de son Altesse, ils chargèrent Mr. de *Burmania*, leur Ambassadeur à la Cour de *Vienne*, non-seulement de remercier Leurs Majestés Impériales d'avoir permis au Duc de passer dans les *Provinces-Unies*, mais encore de les prier qu'elles voulussent bien permettre à ce Prince de continuer à servir la République, & de ne point abandonner le jeune *Stadhouder*, qui pouvait encore avoir besoin de son expérience & de ses conseils. Les Etats de *Hollande* de leur côté, après avoir fait complimenter le Duc par leur Pensionnaire, le prièrent d'accepter, comme une marque de leur reconnaissance pour tous les soins qu'il

* *Guillaume*, entr'autres preuves qu'il donna alors de sa reconnaissance pour tous les soins de son illustre Gouverneur, le fit Colonel & Brigadier en Chef de sa Garde-du-Corps.

qu'il s'était donné, une Ordonnance de deux-cens-mille florins à la charge du Receveur-Général de la Province.

Un Evénement si ardemment désiré, dont la Nation se promettait avec raison les suites les plus heureuses, devait être célébré par des Fêtes, des réjouissances, des illuminations. Celles qui se donnèrent à *la Haye* & dans les principales Villes de la *Hollande* * surpassèrent tout ce que l'on avait vû jusqu'alors de plus brillant, de mieux entendu dans ce genre; c'est tout dire que d'assurer que les Connaisseurs les jugèrent fort supérieures pour le goût, l'intelligence, l'exécution même, à celles que l'on avait si justement admirées en 1747 & 1748. Il était bien juste que le Corps militaire se ressentît du bonheur que goutaient tous les autres ordres de l'Etat. Si *Guillaume*, comme *Stadhouder*, était Chef de la République, comme Capitaine & Amiral - Général il l'était de toutes les forces. Il voulut que le jour qui le mettait à la tête de ce corps respectable fut marqué par des graces & des bienfaits. En conséquence le 12. de Mars il se fit par les Etats une grande promotion d'Officiers-Généraux, qui fut suivie le même jour d'une promotion bien plus nombreuse de Colonels, de Colonels-Commandants, de Majors, de Brigadiers, de Lieutenans, de Cornettes & d'Enseignes, faite par le jeune *Stadhouder* dans presque tous les Régimens à la repartition de la *Hollande*,

* Dans les autres Provinces l'on eut ordre d'attendre jusqu'à ce que le Prince s'y rendît en personne pour s'y faire installer.

de, en vertu du Droit qui lui en avait été conféré par les Etats de cette Province. — Si le *Stadhouder* répandait des graces, il recevait de son côté titres sur titres, prérogatives sur prérogatives. Dès le 8. de Mars, jour de son installation, les Etats de *Hollande* en lui accordant la disposition de tous les emplois militaires, depuis le grade d'Enseigne jusqu'à celui de Colonel inclusivement, lui avaient conféré en même tems les Charges honorables de Grand-Forêtier & de Grand-Veneur de la Province. Le 2. d'Avril les Directeurs de la Compagnie des *Indes-Orientales*, & le 8. du même Mois, ceux de la Compagnie des *Indes-Occidentales*, présentèrent au Prince les Diplomes ou Patentés de la Direction Générale de ces Compagnies, sur le même pié que ces Charges avaient déjà été exercées par le dernier *Stadhouder*, son auguste Père. Les Etats de *Hollande* arrêterent même, par une Déclaration en date du 23. d'Avril, que l'Election des Directeurs de la Compagnie des *Indes-Orientales*, dans les différentes Chambres de la Province, se ferait par son Altesse Sérénissime, d'après une nomination de trois personnes. — Il ne restait plus au jeune *Stadhouder* qu'à se faire installer dans les autres Provinces de l'Union. Mais avant que d'entreprendre cette tournée, & pour se délasser en quelque sorte des affaires importantes qui venaient de l'occuper tout entier, il voulut honorer de sa présence le séjour des Muses, la célèbre Université de *Leyde*. Il y fut reçu comme devait l'être par des Savans un Prince qui, malgré sa grande jeunesse, faisait

elpé.

espérer qu'amateur des Sciences & des Arts, il en ferait un jour le protecteur & l'appui. L'Eloquent *Weyfs*, l'harmonieux *van Royen*, firent les honneurs de l'Université, celui-là comme Orateur, celui-ci comme Poète. * Le soir la Faculté de Droit termina la fête par un superbe feu d'artifice, que le Prince voulut bien honorer de sa présence, après quoi son Altesse retourna à *la Haye*, très-satisfaite des honneurs qu'elle avait reçus à *Leyde* ce jour-là.

CE fut le 20. du mois de Mai que *Guillaume V.* Le Prince d'Orange partit de *la Haye* pour se rendre en *Zélande*, & passe dans les différentes Provinces, où il avait résolu de se faire inaugurer cette année. Dans tous les Lieux que le Prince honora de sa présence, il fut reçu avec les honneurs dûs à son rang, à sa naissance, & aux dignités dont il allait prendre possession; partout il lut dans les yeux les sentimens dont étaient pénétrés les cœurs; témoignages bien plus flatteurs & plus vrais de l'amour des peuples, que tout les autres signes extérieurs de l'allégresse publique, quelque brillants, quelque multipliés qu'il fussent d'ailleurs. Cependant l'élégance, la somptuosité, la variété des Fêtes qui se donnèrent à cette occasion dans les différentes Provinces, dans les différentes Villes, répondirent parfaitement

* Le Professeur *Weyfs* avait été Précepteur du Prince; il prononça un Discours *Latin* qui fut fort applaudi. Monsieur *Adrien van Royen*, célèbre Professeur en Médecine & excellent Poète *Latin*, recita un petit Poème, marqué au coin de la plus pure latinité, & digne du siècle d'*Auguste*.

ment au désir le plus pressé des peuples, celui de témoigner au *Stadhouder*, combien il était aimé, combien on le croyait digne de l'être. Le Lecteur ne s'attend pas que nous entrions dans le détail de toutes ces Fêtes; que nous lui fassions la description des arcs-de-triomphe, des portes triomphales, des illuminations, des feux d'artifices, de tous les genres de jouissances enfin, qui se succédèrent pendant le reste de l'année dans les différentes Villes de la République. Lui dire que chaque Province, chaque Ville tâcha d'imiter, d'égal, de surpasser même la Province, la Ville voisine, c'est laisser à son imagination la liberté de se représenter tout ce que le goût, le génie, l'opulence, excités par le désir de briller & de plaire peuvent inventer & exécuter de plus riche, de plus ingénieux, de mieux entendu. Quelque chose qui distingue pourtant ces fêtes de toutes celles qui se sont données en d'autres tems en pareilles circonstances, & qui en rendit la célébration plus chère & plus agréable au Prince, c'est que partout le peuple se conduisit avec une décence, & une modération d'autant plus louables, que

A *Utrecht*. l'on s'y était moins attendu. — Le 8. de Juillet le *Stadhouder* se rendit à *Utrecht*. La cérémonie de l'inauguration s'y fit, comme en *Zélande*, avec beaucoup d'Eclat. L'on y admira sur-tout le magnifique feu d'artifice dont Messieurs les Etudiens avaient fait les frais. —

En *Guel.* *Arnhem* dans la *Gueldres*, *Campe* dans l'*Overis-*
dre & en *sel*, virent bientôt le *Stadhouder* dans leurs murs,
Overissel. pour y recevoir les mêmes honneurs & y donner les mêmes marques de son affabilité, de son

amour.

mour. Dans la première de ces Villes, ce fut le 13. d'Août que se fit la cérémonie de l'installation pour la Province de *Gueldres*; & le 28. du même mois elle eut lieu à *Campen* pour la Province d'*Overissel*. * — De retour à la Haye

* La concision que nous nous sommes prescrite dans la narration des faits qui ont été la suite de la majorité de *Guillaume V.* ne nous a pas permis de l'interrompre, pour faire part au Lecteur de quelques événemens particuliers arrivés dans l'intervalle. Cependant pour ne pas lui en dérober la connaissance, nous les avons rassemblés dans cette Note. Le 25. de Juin 1766. le Village d'*Hilversum* dans le *Gooiland* fut entièrement réduit en cendres par un incendie qui éclata premièrement dans la maison d'un Boucher Juif. Plus de deux cens maisons & l'Eglise du Lieu furent la proie des flammes, que l'on ne put parvenir à éteindre; un violent vent d'Est les poussant d'une maison à l'autre, jusqu'à ce qu'elles eussent pour ainsi dire tout dévoré. Le dommage causé à ce Village, si florissant par ses Fabriques de Draps, & autres manufactures de laine, de toile & de coton, fut évalué à un million de Florins. — Quelques mois après la Ville de *Leyde* vit de même un spectacle des plus effrayants. Le feu ayant pris, dans la nuit du 2. au 3. d'Octobre, à la maison d'un Faiseur de broffes, près du Pont de la Poissonnerie, cette maison & trois autres attenantes furent entièrement détruites, malgré tous les secours que l'on pût apporter. Les ravages causés par cet incendie furent cependant bientôt bonifiés par la compatissante libéralité des Habitans de *Leyde*, le Magistrat ayant permis de faire une Collecte extraordinaire qui rapporta 14957 florins, 1 sous 4 deniers; somme qui servit à relever, plus belles qu'auparavant, les quatre maisons qui avaient été réduites en cendres. Mais une perte qu'aucune compassion, qu'aucun équivalent ne pouvait réparer, ce fut celle du malheureux père de famille dans la maison duquel l'incendie avait éclaté. Déjà échappé à la fureur des flammes, l'amour paternel l'y précipite encore pour voler au secours des siens. Victime de sa tendresse, il y périt avec trois de ses enfans,

Haye, le Prince *Stadhouder* assuré par ses propres yeux, convaincu par sa propre expérience de

sans, à la vue du reste de sa famille désolée, & de tous les Concitoyens, admirant son courage, pleurant son sort, & ne pouvant, quelques efforts qu'ils fassent, lui porter aucun secours. Le Prince *Stadhouder*, revenu du voyage qu'il avait été obligé de faire dans les Provinces, donna au Public, & aux Habitans de la *Haye* en particulier, un témoignage bien éclatant de son amour pour les arts & de la protection qu'il voulait leur accorder. Depuis quelque tems il s'était formé à la *Haye*, sous le titre de *Pittura*, une Société d'Artistes & d'Amateurs; c'est proprement une Académie de Dessin & de Peinture. Le Prince *Stadhouder* voulut bien agréer le titre de Protecteur & de Président de l'Académie. La cérémonie s'en fit le 15. d'Octobre 1766. & fut suivie d'un repas magnifique, où le Prince, s'étant passé à lui-même le Cordon de l'Ordre de l'Installation, en décora ensuite le Duc de *Brunswick-Wolfenbittel*, le Prince de *Nassau-Weilbourg*, Messieurs *Fagel* & quelques autres Seigneurs. Nous ne pouvons taire que l'Avocat de la Société, Mr. & Mtre. *Daniel Ellinkhuizen*, dans un discours qu'il adressa à son Altesse sur la fin du repas, représenta ce jeune Prince non seulement comme un Amateur, mais comme méritant d'être mis au nombre des vrais Connaisseurs. „ D'un coup d'œil, dit l'Orateur, *Guillaume* découvre, distingue la touche des plus grands Maîtres; il en apprécie le mérite & la valeur; il discerne, sans s'y méprendre, les Morceaux originaux de tout ce qui n'est que Copie. Finesse de tact, jugement exquis; par lesquels ce Prince, dans un âge si tendre, égale, surpasse même bien de Artistes, qui ont blanchi dans l'étude & la pratique de leur art ” — Les autres faits rapportés par le Rédacteur, que nous suivons dans ce Chapitre, nous ont paru trop peu importants, pour les présenter au Lecteur, étonné peut être de ce que nous ne lui montrons pas le Prince se faisant installer en *Frisz* & à *Graningue*, comme dans les autres Provinces. Le Plan de notre Ouvrage ne nous ayant laissé la liberté de le pousser que jusqu'à l'heureuse Époque qui le termine, nous nous sommes vu forcés

de l'enthousiasme avec lequel il était aimé, véné-
 ré de tous les Peuples, ne s'occupa plus que
 des moyens de leur prouver de son côté com-
 bien leurs intérêts lui étaient chers, combien
 la certitude de leur bonheur était nécessaire à
 sa félicité. Ces moyens ne manquèrent pas à
 son ame sensible & ingénieuse à en inventer....
 D'autres après nous, & mieux que nous sans
 doute, rempliront la tâche glorieuse d'en in-
 struire la postérité.

IL en est un cependant, & peut-être le plus Mariage
de son Al-
tesse Séré-
nissime
avec la
Princesse
Royale de
Prusse.
 efficace de tous, dont le récit entre nécessaire-
 ment dans le plan de notre Ouvrage. Com-
 ment en effet nous refuser à la gloire de le ter-
 miner par une époque aussi brillante, aussi heu-
 reuse pour la République que celle du mariage
 du Prince *Stadhouder*, avec son Altesse Roya-
 le, *Frédérique-Sophie-Wilhelmine*, Princesse de
Prusse! Ce fut le 4. d'Octobre de l'année 1767. 1767.
 que la célébration s'en fit à *Berlin*, avec une
 pompe & une magnificence dignes des illustres
 Epoux, & du grand Monarque qui, pour coo-
 pérer au bonheur des *Provinces-Unies*, consen-
 tait à se priver pour elles du plus bel ornement
 de

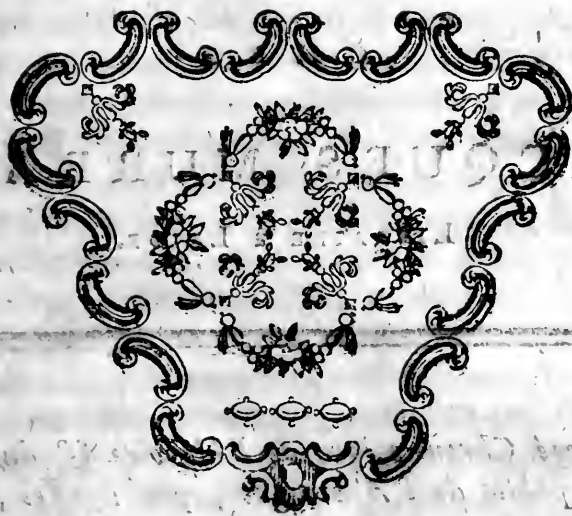
cés de nous arrêter à l'année 1767. Ce n'a été que dix
 ans après, au moment même que nous écrivons ceci, que
 les Provinces de *Frise* & de *Groningue* ont pu rendre à la
 personne de leur bien-aimé *Stadhouder* les hommages de
 leur amour, de leur vénération & de leur reconnaissance,
 parce que ce Prince a reculé jusqu'à l'année 1777. la céré-
 monie de son introduction comme *Stadhouder* dans les As-
 semblées Souveraines de ces deux Provinces.

de son auguste Cour. Il est plus aisé de se représenter que de peindre les transports des peuples de la République, lorsque l'heureux *Guillaume* y rentra avec le précieux trésor dont il allait l'enrichir. Tous les cœurs volèrent au devant de l'auguste couple; toutes les bouches faisaient retentir l'air des cris redoublés de *Vive Guillaume! Vive Wilhelmine!* Toute la nation dans l'ivresse de son bonheur ne formait plus qu'un seul vœu . . . Il a été exaucé ce vœu si général, & la maison *Stadhouderale* voit déjà dans deux jeunes Princes & une jeune Princesse, les soutiens de sa gloire & de sa splendeur, l'ornement & l'espoir de la République.

DAIGNE le Ciel les protéger, les conserver longtems pour le bonheur de nos Neveux, comme pour le nôtre il protège, il conserve leur auguste Père! Daigne sa bonté exaucer les vœux de tous les vrais Patriotes, de tous ceux qui à leur intérêt particulier préfèrent celui de l'Etat! C'est que jamais la République ne se voye privée d'*Héritiers mâles* d'une maison qui lui est si chère! Qu'une succession non interrompue dans l'illustre maison d'*Orange* bannisse pour toujours l'esprit de discorde & de faction du sein de la République! Que tous les *Stadhouders* enfin, contents du rang qu'ils tiennent dans l'Etat, sans autre ambition que celle de faire des heureux, pensent comme pensait le vertueux Fondateur de la *Confédération Belgique!* Que comme lui, que comme *Guillaume IV.* & *Guillaume V.* eux tous, & le dernier de tous, puissent dire; *Le bonheur de l'Etat fut le nôtre; notre gloire*

gloire fut de conserver la sienne intacte ; nos Con-
citoyens furent nos frères , nos amis ; Protectors,
par leur choix libre & volontaire, de tout ce qu'ils
eurent de plus cher, nous nous sommes fait un hon-
neur, un devoir, de maintenir de défendre, de con-
server leurs LOIX, leurs DROITS, leurs PRIVI-
LÈGES, leurs LIBERTÉS, leurs POSSESSIONS,
leurs PROPRIÉTÉS. Leur amour fut le prix de
notre amour. Est-il pour un bon Prince de re-
compense plus réelle ; plus digne de son am-
bition !

Fin du Tome quatrième & dernier.



EXTRAIT
D U
CATALOGUE
DES
LIVRES,

qui se trouvent

CHEZ

JACQUES MURRAY,

LIBRAIRE à LEIDE.

*A*brégé Chronologique de l'Histoire & du Droit
public de l'Allemagne, par Pfeffel, Paris
1775. 2 vol. 8.

— de l'Histoire Universelle, par de l'Isle,
la Haye 1731. 7 vol. 12.

— Chronologique de France, par Mr. Ho-
nault, Paris 1761. 8.

Abregé

CATALOGUE DES LIVRES.

Abregé de l'Histoire de la Hollande & des Provinces-Unies, depuis les tems les plus anciens jusqu'à nos jours, par Mr. L. G. F. Kerroux, Leide 1778. 4 vol. gr. 8. fig.

— le même, 2 vol. 4. fig.

Ambassades de Mr. de Noailles en Angleterre, redigées par feu Mr. l'Abbé Vertot, Paris 1763. 5 vol. 12.

Analyse de l'Histoire Philosophique & Politique des Etablissmens des Européens dans les deux Indes, Leide 1775. 8.

Annales d'Espagne & de Portugal, par J. A. de Colmenar, Amst. 4 vol. 4. avec fig.

— Idem 12. ibid. 8 vol. avec fig.

— du Règne de Marie-Thérèse, par Fromaget, Paris 1775. 12. avec son Portrait.

Bibliothèque Orientale de Mr. Herbelot, Nouvelle Edition, revue & corrigée, avec le Supplement, refondu dans le Texte, Mastricht 1777. fol.

Bielsfeld Institutions Politiques, Leide 1773. 3 vol. 8.

Bossuet Discours sur l'Histoire Universelle, Amst. 1755. 4 vol. 12. fig.

Corps Diplomatique du Droit des Gens, par du Mont, avec le Supplement par Rouffet, les Négociations Secrettes touchant la Paix de Munster & d'Osnabrug, Amst. 1725. 17 vol. fol.

Description des Arts & Metiers, approuvée de Messieurs de l'Académie des Sciences de Paris, ibid. 1776. fol. 86 parties, avec de très-belles figures.

Elemens de la Politique, ou Recherches des Vrais Principes de l'Oeconomie Sociale, Londres 1773. 6 vol. 8.

En-

CATALOGUE DES LIVRES.

Encyclopédie ou Dictionnaire Raisonné des Sciences, des Arts & des Métiers, par une Société de Gens de Lettres, Paris 1776. fol. Neuchâtel (Paris) 28 vol. savoir 17 vol. de Discours & 11 vol. de Planches.

— — *Idem le même Livre in Quarto, Edition d'Yverdon en 42 Volumes complets, augmenté des 6 volumes de Supplement & 4 Volumes de Planches, en tout 52 Volumes.*

— — *Oeconomique, Yverdon 1771. 16 vol. 8.*

Essai de M. de Montaigne, avec des Notes de Mr. Coste, Nouv. Edition, Londres 1771. 10 vol.

Histoire Générale des Voyages, ou Nouvelle Collection de toutes les Relations de Voyages par Mer & par Terre, qui ont été publiées jusqu'à présent, 21 vol. 4. ornés de plus de 700 Cartes Géographiques, Estampes, Vignettes en taille douce, Amst. 1777.

— — *Complette d'Angleterre par Hume, Paris 1765. 18 vol. 12.*

— — *Idem le même Livre, 6 vol. 4.*

— — *de France, par l'Abbé Welly & Villaret, ibid. 1769. 22 vol. 12.*

— — *des Provinces - Unies des Pays-Bas depuis le parfait Etablissement de cet Etat, par Mr. de Wicquefort, la Haye 1719. 2 vol. fol.*

— — *du Royaume de Naples, traduit de l'Italien de Pierre Ginone, la Haye 1742. 4 vol. 4.*

— — *des Empereurs Romains, par Crevier, Paris 1750. 5 vol. 4.*

CATALOGUE DES LIVRES.

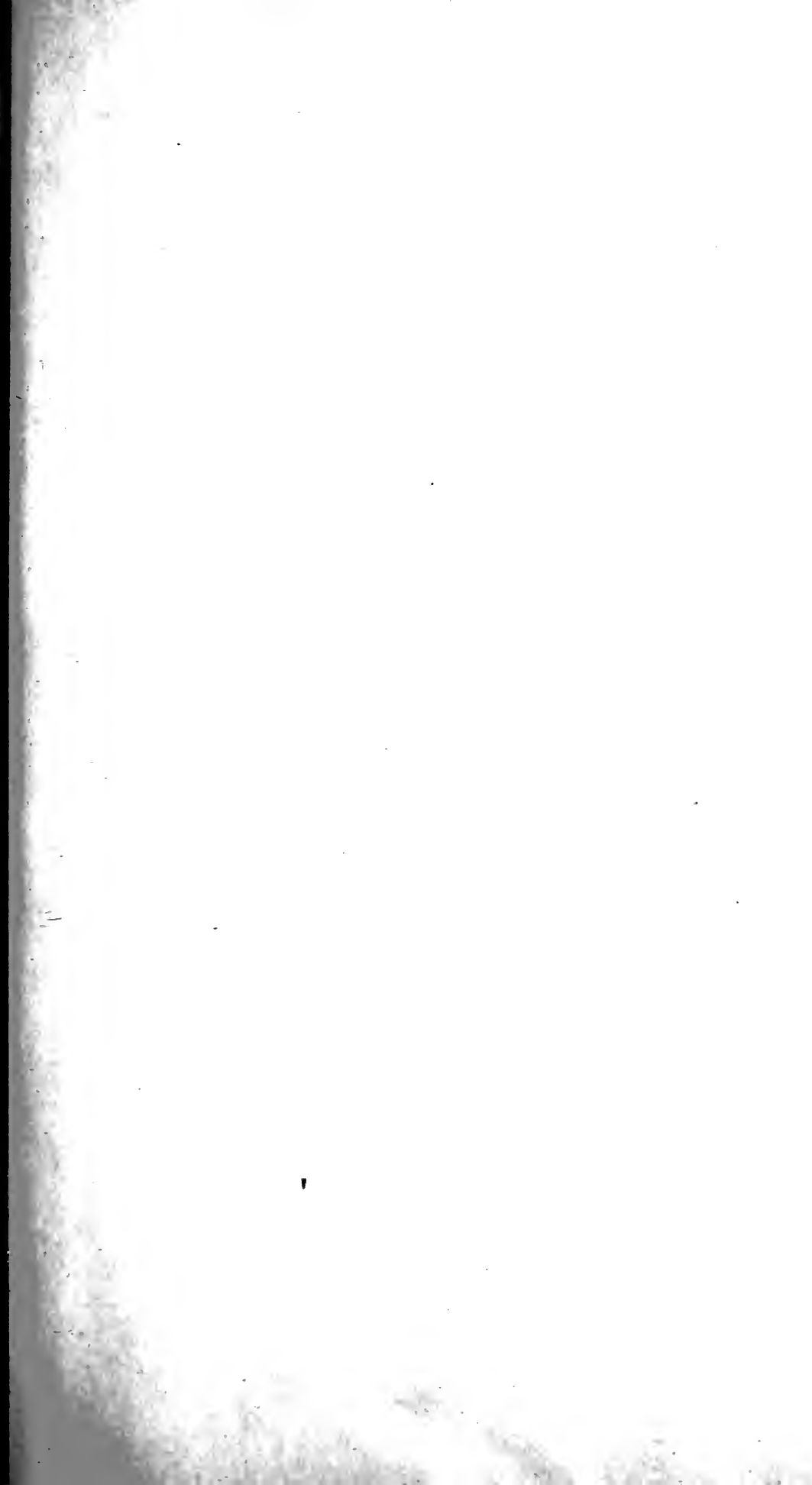
- Histoire Générale d'Espagne, traduite de l'Espagnol de Jean de Ferreras, enrichie de Notes Historiques & Critiques, par Mr. Hermilly, ibid. 1742. 10 vol. 4.*
- — *des différens Peuples du Monde, par d'Orville, 1774. 8 vol. 8.*
- — *de l'Empire d'Allemagne & principalement de ses Révolutions, ibid. 1771. 8 vol. 12.*
- — *Impartiale d'Angleterre, depuis l'invasion de Jules - César jusqu'aux Préliminaires de la Paix de 1763, traduit de l'Anglais de J. Barrow, ibid. 1772. 10 vol. 12.*
- — *de l'Empire Ottoman, depuis son Origine jusqu'à la Paix de Belgrade en 1740, par Mr. Mignot, ibid. 1773. 4 vol. 12.*
- — *de Dannemarc, par Mr. Mallet, Lyon 1776. 6 vol. 12.*
- — *d'Angleterre, par Mr. Rapin Thoyras, la Haye 1774. 13 vol. 4. fig.*
- — *Philosophique & Politique des Etablissmens & du Commerce des Européens dans les deux Indes, ibid. 1774. 7 vol. 8. avec fig.*
- — *Idem le même Livre, Mastricht 1775. 7 vol. 8. fig.*
- — *du Règne de l'Empereur Charles - Quint, par Mr. Robertson, traduit de l'Anglois, ibid. 6 vol. 12.*
- — *de Gustave Adolphe, par Arkenholtz, Amst. 1764. 4.*
- — *Universelle depuis le commencement du Monde jusqu'à présent, traduit de l'Anglois par une Société de Gens des Lettres, ibid. 1777. 38 vol. 4. fig.*

Hi-

CATALOGUE DES LIVRES.

- Histoire de la Guerre des Pays Bas, par Strada, Bruxelles 1739. 4 vol. fig. 8.*
 — — *des Provinces-Unies, par le Clerc, avec les principales Medailles & leur Explication, la Haye 1737. 4 vol. fol.*
 — — *Metallique de XVII. Provinces des Pays-Bas, par Mr. van Loon, ibid. 1732. 5 vol. fol.*
Millot Elemens d'Histoire Générale ancienne & moderne, Leide 1776. 6 vol. 12.
Niebuhr Description de l'Arabie, Utrecht 1774. 2 vol. 4. fig.
 — — *Voyage en Arabie, Amst. 1776. 4. fig.*
Politique (la) Naturelle, par un ancien Magistrat, Londres 1776. 2 vol. 8.
Science (la) du Gouvernement, par Mr. de Real, Paris 1761. 8 vol. 4.











PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

DJ	Kerroux, Louis Gabriel
111	Florence
K4	Abregé de l'histoire
t.4	de la Hollande et des
	Provinces-Unies

UTL AT DOWNSVIEW



D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 10 21 01 04 009 4